

الشرق الأوسط

THE LIBRARY - THE UNIVERSITY OF JOHANNESBURG

TRENTÉ ET UNIÈME ANNÉE — N° 9154

44 PAGES

VENDREDI 21 JUIN 1974

**L'ÉTAT ET LA COMMUNE
sont jugés responsables
de la catastrophe
de Val-d'Isère**

LIRE PAGE 18
L'ARTICLE DE BERNARD ELIE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 0,50 DM ; Autriche, 7 sch. ; Belgique,
8 fr. ; Canada, 50 c. ; Danemark, 2,50 kr. ;
Espagne, 18 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce,
15 dr. ; Iran, 48 rials ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 8 fr. ; Norvège, 2,50 kr. ; Pays-Bas,
0,75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse,
0,50 fr. ; U.S.A., 50 cts ; Yougoslavie, 8 n. din.
Tarif des abonnements page 28
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 05
C.C.P. 4297-23 Paris
Téléx Paris 65572
Tél. : 770-91-29

Les relations du Portugal avec ses alliés

Lisbonne a bon espoir de conclure un accord d'association avec la C.E.E.

Les amis du nouveau régime

C'est à la requête des nouveaux dirigeants de Lisbonne que le président Nixon, de retour d'un voyage triomphal d'une semaine au Proche-Orient, a accepté, le mercredi 19 juin, de s'entretenir pendant deux heures, à la base américaine de Lajes, aux Açores, avec le général Spínola.

Deux mois après la chute du gouvernement Caetano, le nouveau chef de l'État portugais semble en effet préoccupé par la tournure des événements tant au Portugal qu'en Afrique, et il manifeste de plus en plus nettement son souci de prendre personnellement les choses en main. Il s'efforce de mettre un terme à la vague de grèves spontanées — la dernière en date étant celle des postiers — et il peut compter dans ce domaine sur le soutien résolu du parti communiste portugais, qui dénonce la « bourgeoisie » des mouvements revendicatifs. Une crise économique sérieuse est à l'horizon. Les experts du régime décliné l'avaient annoncée bien avant le 25 avril.

Mais c'est sans doute la manière dont le processus de décolonisation s'engage dans les territoires africains du Portugal qui inquiète le plus le général Spínola.

Les premiers contacts officiels, puis officiels, engagés par la diplomatie portugaise avec les représentants des mouvements de libération de la Guinée-Bissau et du Mozambique ont mis en évidence la complexité des problèmes soulevés. À cette occasion, des appétits, des intrigues se sont révélés. La décolonisation des territoires portugais peut remettre en cause tout l'équilibre en Afrique centrale et en Afrique australe. Les grandes puissances, États-Unis, U.R.S.S. et Chine, soutiennent directement ou par personnes interposées les différents mouvements de libération, parfois rivaux, qui prétendent à la représentativité totale des populations concernées.

Ayant renforcé sa position personnelle à l'intérieur, le général Spínola entend aujourd'hui faire le compte des amis du nouveau Portugal à la veille de négociations bien plus ardues qu'on ne le supposait au départ à Lisbonne. Les pays membres du Marché commun ont déjà à plusieurs reprises exprimé leur sympathie au nouveau régime, et une place d'associé lui est déjà acquise au sein de la Communauté européenne. Des relations diplomatiques normales viennent d'être partiellement établies entre le Portugal et certains pays de l'Est, en particulier l'U.R.S.S., la Yougoslavie et la Roumanie. On peut penser que l'Union soviétique, satisfaite de la présence du P.C.P. dans le nouveau gouvernement de Lisbonne, verra dans la mesure du possible de son influence sur certains mouvements de libération africains.

La position des États-Unis était encore une inconnue pour Lisbonne. Les Américains ont été, une fois n'est pas coutume, complètement surpris par le putsch des jeunes officiers portugais. La première réaction de Washington avait consisté à renforcer de manière visible son réseau de renseignements, et ce geste avait déçu au Portugal. Depuis, l'ambassadeur des États-Unis avait fait part de son inquiétude devant la présence de membres du parti communiste au gouvernement. Tout indique enfin que M. Nixon n'a pas abordé cette rencontre des Açores avec enthousiasme.

Le communiqué final donne à penser que la froideur initiale a été surmontée. M. Nixon a promis une aide économique au gouvernement de Lisbonne, qui accèptera sans doute en soit prochain un renouvellement de l'accord permettant aux États-Unis d'utiliser la très importante base de Lajes.

nous déclare M. Soares

Pendant près de deux heures, le mercredi 19 juin, M. Nixon s'est entretenu sur la base aéronavale de Lajes, aux Açores, avec le général Spínola. Le président américain a promis au Portugal une aide économique pour que le gouvernement de Lisbonne puisse atteindre son objectif. Il a aussi remarqué : « Le changement en lui-même n'est pas nécessairement bon. Le changement qui balaise ce qui est demandé et ce qui peut aussi être mauvais est bénéfique. »

Le même jour, à Ottawa, M. Mario Soares se disait favorablement impressionné par la conversation qu'il venait d'avoir avec M. Kissinger. Le ministre portugais des affaires étrangères a déclaré à notre envoyé spécial qu'il avait bon espoir de conclure un accord d'association avec le Marché commun.

De notre envoyé spécial

Ottawa. — Parmi les nouveaux venus sur la scène internationale que la dernière session de l'OTAN a recueilli à Ottawa, l'un des ministres qui ont attiré la plus grande attention était M. Soares, représentant du Portugal, revenu à la démocratie après quarante-huit ans de dictature. Comment le représentant du nouveau gouvernement de Lisbonne, qui est aussi le secrétaire général du parti socialiste coexistait-il avec les communistes au sein d'un cabinet de coalition (dans l'alliance algérienne seule l'Algérie se trouve dans la même situation, mais son gouvernement est démocratique) en attendant de nouvelles élections ? À cette occasion, des appétits, des intrigues se sont révélés. La décolonisation des territoires portugais peut remettre en cause tout l'équilibre en Afrique centrale et en Afrique australe. Les grandes puissances, États-Unis, U.R.S.S. et Chine, soutiennent directement ou par personnes interposées les différents mouvements de libération, parfois rivaux, qui prétendent à la représentativité totale des populations concernées.

MICHEL TATU.
(Lire la suite page 5, 1^{re} col.)

AU JOUR LE JOUR

Du bon usage des grèves

On en vient à se demander si les grèves de l'O.R.T.F. ne sont pas organisées par le gouvernement lui-même. Il a tout à y gagner. Les rediffusions continuant à rentrer, et l'on fait des économies sur les productions. D'autre part, comme beaucoup de postes restent défectueux, je suis sûr que l'O.R.T.F. enregistrera pour cette période une sérieuse baisse de la consommation d'énergie électrique.

Et puis il y a les programmes. Servies à côté des plats de navets des soirées minimales, les interventions du chef de l'État n'ont guère

peine à faire fuir de rage. En fin de compte, on se passe très bien de la télévision. Mieux, certainement, qu'on ne s'est passé dans certaines occasions du journal quotidien. Mieux sans doute qu'on ne se passerait de radio s'il n'y avait les postes périphériques pour assurer la relève du monopole défectueux.

Et là, encore, il y a une morale à tirer, qui n'est probablement pas celle que détiennent les grévistes mais qui n'est sans doute pas pour déplaire en haut lieu.

ROBERT ESCARPIT.

Après l'annonce de la hausse du SMIC, des retraites et des allocations familiales

M. Chirac préside la rencontre patronat-syndicats destinée à préparer la seconde phase du plan social

- Les négociations paritaires sur l'emploi et les conditions de travail vont être accélérées
- Les syndicats jugent insuffisantes les décisions que le patronat trouve assez coûteuses

M. Chirac présidera vendredi 21 juin, au ministère du travail, une réunion à laquelle sont conviés les représentants de l'ensemble des organisations professionnelles et syndicales. Au cours de cette rencontre seront mises au point les modalités de la concertation que le gouvernement entend

mener avec les partenaires sociaux sur les problèmes de l'emploi, des conditions de travail, de la réforme de l'entreprise.

Il s'agit, a déclaré en substance le premier ministre, d'aboutir à une série de mesures en vue de mieux protéger les travailleurs, notamment contre les licen-

ciements collectifs et le chômage dès l'automne. Les mesures sociales arrêtées mercredi par le conseil des ministres et qui concernent essentiellement les revenus des Français les plus modestes ne sont aux yeux du gouvernement qu'une première étape sur la voie de réformes.

Les organisations professionnelles et syndicales manifestent une certaine réserve après l'annonce de ces mesures sociales. Sans considérer comme négligeables les augmentations du SMIC (+ 7,5 %), des allocations minimales aux personnes âgées (+ 21 %), des pensions et rentes (+ 8,7 %), qui doivent intervenir le 1^{er} juillet, les syndicats estiment qu'elles sont insuffisantes, étant donnée l'accélération de l'inflation. L'Union nationale des associations familiales s'inquiète particulièrement de la faiblesse de la majoration des allocations familiales (+ 12,2 % pour l'année), qui n'interviendra que le 1^{er} août et sera inférieure à l'augmentation du coût de la vie (14,8 %). Le C.N.P.F., en

revanche, craint que l'augmentation du salaire minimum ne pose de sérieux problèmes à de nombreuses entreprises (le coût global du plan est évalué à 2,5 milliards cette année, dont un peu moins de 1 à la charge de l'État ; respectivement 5,5 et 3 milliards en 1975).

Les intentions du gouvernement concernant les améliorations des garanties de l'emploi — pas de licenciement sans offre de reclassement —, des conditions de travail ou de la réforme de l'entreprise sont accueillies assez favorablement par F.O., la C.F.T.C., la C.G.C. et le patronat. Les syndicats seront peut-être plus prolixes après la première réunion de concertation.

(Lire page 38.)

LE PRIX DE LA CRÉDIBILITÉ

Des mesures immédiates réalistes, des projets à moyen terme ambitieux. C'est ainsi que, tout à tour, le premier ministre puis le président de la République ont présenté, mercredi 19 juin, le plan adopté le matin par le gouvernement. Ce plan se veut à la fois le complément des mesures économiques de lutte contre l'inflation prises le 12 juin, et la première étape d'un vaste programme de réformes sociales. Répond-il à cette volonté de cohérence économique et à cette ambition de transformation de la société ?

La majoration des prestations familiales et sociales, qui repré-

sente au total 2,5 milliards de F distribués à partir de juillet, fait même plus qu'effacer sur la consommation les effets attendus de l'augmentation exceptionnelle de l'impôt payé par les gros contribuables, qui, doit intervenir le 15 octobre seulement pour un produit évalué à 2,5 milliards de F également (mais dont une partie seulement concerne la consommation). Le milliard de francs d'économies budgétaires annoncé le 12 juin n'est-il pas à peu près compensé par la contribution de l'État au relèvement de certaines prestations ?

Ainsi, ce qui doit être prélevé demain pour diminuer la demande globale, est en fait injecté dès aujourd'hui dans les circuits de la consommation. Ce transfert anticipé, s'il est satisfaisant sur le plan de la justice sociale, n'est pas de nature à freiner la hausse des prix, dans l'immédiat au moins.

Ainsi, ce qui a été fait mercredi en faveur des plus modestes, n'est-ce pas trop ? Pour répondre à la question posée par le président de la République. On serait tenté de répondre que ce sont les mesures économiques du 12 juin qui ont le plus d'importance. Car, en ce qui concerne les dispositions sociales, le gouvernement pouvait difficilement faire moins.

JEAN-MARIE DUPONT.

(Lire la suite page 39, 1^{re} col.)

Pour une nouvelle doctrine économique

Par JACQUES ATTALI

Presque partout, les responsabilités économiques sont exercées par des hommes qui, après l'économie il y a trente ans, dans des livres écrits il y a quarante ans. Or le décalage va s'accroissant, et il devrait frapper les esprits, entre les problèmes économiques qui ont fondé les conceptions des années 30 et les réalités d'aujourd'hui : aux grandes crises de sous-utilisation des hommes et des machines ont succédé les angousses de la pénurie des ressources. Le monde économique d'aujourd'hui, à la différence de celui de l'entre-deux-guerres, est dominé par la prise de conscience de la rareté, par le déséquilibre et l'illégitimité croissante des processus de

répartition des richesses, par la remise en cause du pouvoir dans les entreprises, l'accélération de l'inflation, la multiplication des conflits et l'aggravation des nuisances, liés à la croissance, à la consommation et à la vie urbaine. Cependant, une réponse économique à des réalités sociales n'est jamais seulement un ensemble de recettes, de mesures techniques et de transferts de ressources.

Elle s'inscrit toujours dans un « programme », à court terme ou à moyen terme, explicite ou implicite. Lui-même reflet d'une « doctrine » économique, c'est-à-dire d'un ensemble d'objectifs et de normes pour l'action économique. Conscient ou inconscient, la doctrine économique que est elle-même l'application d'une « théorie », c'est-à-dire d'une vision du monde, d'une lecture particulière des réalités économiques, d'une conception de l'évolution de l'ordre social. Aujourd'hui, c'est dans la doctrine keynésienne que s'inscrivent toutes les politiques économiques. C'est-à-dire une doctrine élaborée il y a quarante ans en vue d'éviter le sous-emploi et les crises de surproduction par l'usage de la politique monétaire, budgétaire et fiscale.

Cette doctrine est aujourd'hui si classique, si bien véhiculée par l'enseignement, les journaux et le vocabulaire politique qu'elle semble une vérité absolue, défini-

nitive, imperturbable. Ses hypothèses, non, cependant, plus grand-chose à voir avec les problèmes économiques d'aujourd'hui et les mécanismes qu'elle décrit sont complètement démentis par les faits : la stabilisation de la demande ne réduit pas l'inflation, le déficit budgétaire ne réduit pas le chômage, la dévaluation ne rétablit pas la balance des paiements, la hausse du taux d'intérêt ne ralentit pas la croissance monétaire.

(Lire la suite page 42, 1^{re} col.)

SIX LIVRES, ET « L'ARCHIPEL DU GOULAG »

L'U.R.S.S. en question

La traduction de « L'Archipel du Goulag » d'Alexandre Soljénitsyne sort cette semaine en librairie. Elle était impatiemment attendue. Non seulement la publication du texte en russe à Paris le 30 décembre dernier, aux Éditions YMCA-Press, avait suscité de vives attaques contre l'auteur en Union soviétique et en Occident même mais elle devait entraîner l'expulsion de Soljénitsyne de l'U.R.S.S. le 18 février dernier, événement d'une portée internationale, écrivait « Le Monde » du 14 février.

Il n'a pas fallu moins de six traducteurs pour faire passer en quelques mois dans notre langue ce violent réquisitoire contre le système de répression soviétique de 1918 à 1956, que Piotr Rawicz présente dans « Le Monde des livres », comme le « sommaire » et le « poème » de l'univers totalitaire.

Est-ce le fait du hasard ? Les livres se multiplient actuellement sur l'Union soviétique que, suivant leur provenance ou leur tendance, ils dénoncent ou défendent.

Ce sont d'abord, littéraires ou autobiographiques, les œuvres dues aux transfuges. Il y a quelque temps a été publiée la traduction française d'En quarantaine de Maximov, cet autre écrivain soviétique qui a fui sa patrie pour se réfugier à Paris en mars dernier. La semaine même où paraît l'Archipel du Goulag, et confirmant les terribles révélations, paraissent les souvenirs de Joseph Berger, ancien membre important du Komintern, aujourd'hui émigré en Israël après avoir subi la détention et les prisons du régime : les trois livres, par le réquisitoire la satire ou le témoignage lancent l'anathème contre le totalitarisme.

À l'inverse, des économistes, des diplomates, des géographes, engagés ou non examinent les réalités présentes du pays et en tirent des enseignements positifs. C'est dans cet esprit qu'on a écrit, les Soviétiques de Francis Cohen, l'Entreprise face à l'État d'Eric Sigall et Michel Felski, l'Isba d'hier et d'aujourd'hui de Basile Kerblay, dont parle Alain Jacob.

Reste la grande interrogation sur la révolution elle-même, son échec, sa réussite, son coût. Elle appartient aux historiens. Tandis que Jean Ellenstein poursuit son Histoire de l'U.R.S.S., avec l'étonnante liberté que souligne Paul Gillet dans son article, Charles Bettelheim, dans un autre livre capital, Les luttes de classes en U.R.S.S., dont Maria Antonietta Macchioli rendra compte prochainement, démonte les mécanismes par lesquels une révolution socialiste arrive à se dévorer elle-même.

Tous ces livres, auxquels nous consacrons une double page, projettent des éclairages contradictoires sur l'U.R.S.S., qui, malgré les immenses sacrifices qu'elle a consentis pour battre le record de puissance mondiale, ne cesse pas d'être en question.

(Lire pages 22 et 23.)

Une interview du ministre
de l'éducation

LE BACCALAURÉAT POUR-
RAIT ÊTRE REMPLACÉ EN
FIN DE PREMIÈRE PAR UN
CONTROLE CONTINU.

(Lire page 14.)

vient de paraître

ARAGON

Théâtre/Roman

"Le théâtre est le nom que je donne au lieu intérieur
en moi où je situe mes songes et mes mensonges"

GALLIMARD

AUTEUIL



DIMANCHE 23 JUIN
GRAND STEEPLE CHASE DE PARIS
VENDREDI 28 JUIN
GRANDE COURSE DE HAIES
D'AUTEUIL

RESTAURANT
Réservation : 288 91 38

PROCHE-ORIENT

Par 60 voix contre 50

La Knesset a rejeté une motion de censure contre le gouvernement Rabin

Par soixante voix contre cinquante et trois abstentions (les trois députés du parti communiste Rakah), la Knesset a rejeté, mercredi après-midi 19 juin, la motion de censure de l'opposition nationaliste reprochant au gouvernement Rabin d'avoir réagi trop mollement au projet d'accord nucléaire américano-égyptien.

Le président du conseil, M. Rabin, avait auparavant défendu la politique de son gouvernement en affirmant qu'il était impossible d'empêcher les Arabes d'avoir une industrie nucléaire. Il a accusé le Likoud — opposition nationaliste de droite — d'avoir, par ses critiques de l'accord égypto-américain, « voulu semer la panique dans le pays ». Des réacteurs atomiques en Égypte, a-t-il poursuivi, « n'ont pas la fin d'Israël ». M. Menahem Begin, chef du Likoud, a rappelé de son côté les propos de M. James Schlesinger, secrétaire américain à la défense, qui a dit qu'il existait malgré tout une « faible possibilité » d'un mauvais usage

par l'Égypte des réacteurs nucléaires qui lui seront fournis. « Ce qui constitue pour M. Schlesinger une faible possibilité, représente pour nous une question de vie ou de mort », s'est écrié M. Begin.

● AU CAIRE, M. Ismaïl Fahal, ministre égyptien des affaires étrangères, a déclaré mercredi devant le bureau des secrétaires de l'Union socialiste arabe que l'Égypte n'hésiterait pas à procéder à des essais nucléaires si Israël en prenait l'initiative. « La guerre d'octobre, a-t-il dit, a été un premier choc pour Israël et il ne faut aucun doute qu'il va tenter de prendre sa revanche ». M. Fahal a annoncé d'autre part que les dirigeants soviétiques avaient adressé au président Sadate un message évoquant l'éventualité d'un « sommet » soviéto-égyptien et répondant favorablement à tous les points énoncés par le chef d'État égyptien dans le message qu'il avait adressé aux dirigeants du Kremlin le 10 juin dernier. Selon le journal Al Akhbar, M. Fahal se rendra à Moscou dans la première quinzaine de juillet pour préparer la réunion soviéto-égyptienne.

M. YGAL ALLON : Israël a le plus grand désir d'améliorer ses relations avec la France.

Jérusalem (A.F.P.). — Israël a le plus grand désir d'améliorer ses relations avec la France, et ce n'est pas notre faute si ces relations ont connu le refroidissement que l'on sait durant ces dernières années, a déclaré, mercredi 19 juin, le ministre des affaires étrangères d'Israël, M. Ygal Allon, devant le congrès de l'Agence juive, réuni à Jérusalem depuis le début de la semaine.

« La France est désormais dotée d'un nouveau président et d'un nouveau gouvernement, et nous ne voyons pas pour quelle raison les relations entre nos deux pays ne pourraient pas partir sur un nouveau pied, compte tenu des récents développements politiques au Proche-Orient, a poursuivi M. Allon. Nous sommes bien sûr conscients de nous entretenir avec les responsables de la politique étrangère française, et nous aborderons l'examen de tous les problèmes avec la ferme intention d'améliorer nos relations avec ce pays ».

République arabe du Yémen

M. MOHSEN EL AINI EST CHARGÉ DE FORMER LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

M. Mohsen El Aini, qui vient d'être libéré de ses fonctions d'ambassadeur à Londres, a été chargé de former le nouveau gouvernement de la République arabe du Yémen. Ancien ministre nationaliste et « modérat », tout en étant soutenu par au moins l'une des deux grandes confédérations tribales du pays, M. Aini a déjà été à plusieurs reprises premier ministre du Yémen du Nord. C'est en cette qualité qu'il a été l'artisan de l'accord d'unité conclu avec le Yémen du Sud (la République démocratique du Yémen) en décembre 1972.

S'il parvient à former le nouveau gouvernement, celui-ci aura des pouvoirs singulièrement limités, compte tenu de ceux que s'arroge la junte qui a pris le pouvoir le 13 juin. En effet, une proclamation constitutionnelle, pour la période transitoire, diffusée par Radio-Sana'a, mercredi soir 19 juin, stipule que le président du conseil du commandement (le colonel Ibrahim Hamudi) « prend les mesures qu'il juge nécessaires pour la sauvegarde de la révolution et du régime républicain ».

Le conseil de commandement assume d'autre part les pouvoirs législatif et exécutif, élabore la politique générale de l'État et en fixe le cadre général.

● A DAMAS, le général Gonzalo Brizeno (Péruvien), chargé d'observer pour la force des Nations unies les opérations de désengagement, a annoncé mercredi que les unités syriennes avaient pris en charge au cours de la matinée la zone concernée par la seconde phase du désengagement. Il s'agit d'un territoire d'environ 180 kilomètres carrés. Les deux dernières phases des opérations de séparation des forces auront lieu les 23 et 24 juin. Les 300 kilomètres carrés restant seront alors remis aux Syriens.

● A BEYROUTH, M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., commentant le communiqué israélo-américain publié à l'issue du voyage de M. Nixon, a déclaré que l'appel lancé par le président américain pour que les États arabes interdisent l'action des jettisons est une ingérence intolérable dans les affaires intérieures des pays arabes. M. Arafat a également rejeté une suggestion attribuée à M. Kissinger, qui aurait proposé une « présence palestinienne » à la conférence de Genève au sein de la délégation jordanienne. — (A.F.P., U.P.I.)

Irak

Fondateur du Baas

M. MICHEL AFLAK REGAGNE BAGDAD APRÈS UNE ABSENCE DE QUATRE ANS

Beyrouth (A.F.P.). — M. Michel Aflak, fondateur du parti Baas et secrétaire général du commandement interarabe de ce parti, a regagné Bagdad mardi 18 juin, après une absence de quatre ans. Il a été accueilli par M. Saddam Hussein, vice-président du Conseil du commandement de la révolution irakienne.

Le fondateur du parti avait quitté Bagdad pour s'établir à Beyrouth parce qu'il désapprouvait l'attitude des forces irakiennes en Jordanie, qui n'avaient pas, selon lui, apporté leur appui au l'Égyptien lors des affrontements jordanien-palestiniens de 1970.

Le changement d'attitude de M. Aflak, qui avait jusqu'à présent repoussé toutes les invitations des dirigeants irakiens à regagner Bagdad, pourrait s'expliquer par l'évolution de la situation au Proche-Orient. Au lendemain de la guerre d'octobre, il avait en effet, dans un article, mis en garde contre un règlement au Proche-Orient. En ce sens, l'intransigence de Bagdad ne peut que le satisfaire.

AM

YVAN AUDOUARD

lettre ouverte aux cons

ALBIN MICHEL

AFRIQUE

La décolonisation de la Guinée-Bissau

M. SENGHOR FAIT PLACER EN RÉSIDENCE SURVEILLÉE PLUSIEURS DIRIGEANTS DU FLING

M. Léopold Sedar Senghor, président de la République du Sénégal, s'est déclaré « préoccupé » mercredi 19 juin, par les informations « très sûres » dont il dispose, et selon lesquelles des barons chargés de mercenaires avaient tenté de débarquer à Bissau. Précisant que ces barons ne « venaient pas du Sénégal » (1), M. Senghor a dit que son gouvernement avait assigné à résidence certains dirigeants du Front de lutte pour l'indépendance nationale de la Guinée-Bissau (FLING) vivant en exil à Dakar, car le « danger demeurait ».

Un communiqué du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et de l'île du Cap-Vert (P.A.I.G.C.), en date du 7 juin dernier, avait annoncé que des ressortissants de la Guinée-Bissau vivant à Dakar avaient envoyé des lettres au président Senghor, prédisant qu'il ne tolérerait la présence d'aucun mercenaire sur son territoire.

Une équivoque levée

En plaçant en résidence surveillée les dirigeants du FLING, le président du Sénégal lève une équivoque. En effet, le Sénégal, comme tous les États de l'O.A.U., reconnaît le Parti africain de l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert (P.A.I.G.C.) comme seul gouvernement nationaliste représentatif en tolérant que tout réfugié de la Guinée-Bissau vive sur son territoire sous réserve de ne se livrer à aucune activité politique. Depuis le coup d'État de la Guinée-Bissau, se réclamant du FLING, ont repris leur activité. Ainsi, c'est dans un texte du 23 mai dernier que le FLING se déclarait prêt à prendre les armes si un accord était conclu entre

(1) Selon certaines informations en provenance du Sénégal, mais qu'il est toutefois impossible de confirmer, ces barons seraient partis de l'archipel du Cap-Vert.

Lisbonne et le P.A.I.G.C. Dans un télégramme envoyé le 7 juin au général Spínola, le FLING mettait en garde le chef de l'État portugais contre les conséquences des « faiblesses » manifestées, à son sens, par le Portugal, lors des négociations de Londres. Enfin, à l'ouverture de la session de 1974 du « sommet » de l'O.A.U., le FLING demandait à l'Organisation panafricaine d'intervenir entre lui et le P.A.I.G.C. pour négocier une reconnaissance entre dirigeants des deux mouvements.

Rhodésie

M. SMITH ANNONCE DE PROCHAINES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

Salisbury (A.F.P., Reuters, U.P.I.). — M. Ian Smith, premier ministre de Rhodésie, a annoncé que le Parlement serait dissous à la fin du mois de juin et que des élections générales auraient lieu au cours des six prochaines semaines. Cette décision, a ajouté le premier ministre, est due à « l'état d'incertitude » qui règne dans le pays en raison d'événements intérieurs et internationaux.

Cette déclaration a été faite à la fin d'un discours consacré au rejet par le Conseil national africain (ANC), mouvement noir d'opposition, de ses propositions de règlement constitutionnel. Le premier ministre a également annoncé qu'une conférence sur les problèmes constitutionnels serait bientôt organisée en Rhodésie, avec la participation de leaders de divers mouvements africains, y compris celle de membres du Conseil des chefs.

D'autre part, neuf Africains, accusés d'avoir participé à une émeute, le 3 juin dernier, à Gwelo, ont été condamnés à des peines allant de châtiments corporels à trois années de prison.

ASIE

A Kuala-Lumpur

Les ministres des affaires étrangères des pays islamiques se préoccupent de la hausse du pétrole

Kuala-Lumpur (A.F.P., Reuters). — La cinquième conférence des ministres des affaires étrangères des pays islamiques s'ouvre le vendredi 21 juin à Kuala-Lumpur. Rappelant que la conférence islamique « au sommet » de Lahore, au mois de février dernier, avait décidé la création d'un « fonds de solidarité islamique », M. Hussein el Tuhaimi, secrétaire général de la conférence, a annoncé que ce fonds servirait à financer un projet destiné à compenser les pertes subies par certains pays islamiques du fait de la hausse des prix du pétrole. La plupart de ces pays, a-t-il dit en substance, disposent de ressources limitées, et certains ont déjà épuisé près de la moitié de leurs réserves en devises. Nous leur viendrons en aide, notamment en finançant leur développement économique et industriel. Les pertes que l'augmentation des produits pétroliers leur a fait subir.

Indépendamment de ce projet, M. Tuhaimi a indiqué qu'il avait réuni au cours de ses visites dans plusieurs pays producteurs de pétrole une somme de 20 millions de dollars qui sera principalement consacrée à la construction de deux usines à énergie nucléaire, à la création de l'Agence d'information islamique et au financement d'une organisation d'aide aux musulmans des Philippines. La situation de ces derniers sera examinée lors de la conférence. On rappelle à cet égard que le gouvernement de Manille a accusé la Malaisie de favoriser la rébellion des musulmans du sud des Philippines et affirmé que des armes et munitions leur provenaient de l'État de Sabah, en Malaisie orientale. Le gouvernement de Kuala-Lumpur a démenti ces accusations.

Réuni depuis mercredi, un comité d'experts a préparé un rapport sur l'économie mondiale à l'intention de la conférence des ministres des affaires étrangères. Celle-ci sera ouverte par une allocution du premier ministre malaisien, Tun Abdul Razak, et prolongera ses travaux jusqu'au 25 juin.

La précédente conférence des ministres des affaires étrangères des pays islamiques était tenue à Bangkok au mois de mars 1973.

Indochine

LE G.R.P. ACCUSE LES ÉTATS-UNIS D'ACCROÎTRE LEUR ENGAGEMENT MILITAIRE AU VIETNAM DU SUD

Répondant aux accusations de l'ambassade américaine à Saigon (le Monde du 19 juin 1974), la délégation du Gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam du Sud (G.R.P.) à la conférence de La Celle-Saint-Cloud a publié, le mercredi 19 juin, une déclaration reprochant à son tour aux États-Unis d'accroître leur engagement militaire et leur ingérence dans les affaires intérieures du Vietnam du Sud. Le texte évoque notamment les projets d'aide militaire américaine aux forces du régime de Saigon et déclare qu'il constitue « une violation flagrante et très grave » des accords de Paris.

● A PHNOM-PENH, les étudiants du lycée 18-Mars ont publié un communiqué accusant le gouvernement d'être responsable de la mort, le 4 juin, de l'ancien ministre de l'éducation nationale, M. Keo Songkeim, et de son adjoint, M. Tach Chha (le Monde du 19 juin).

AMÉRIQUES

Chili

A Paris au début de juillet

Une conférence de la gauche européenne demandera la fin de l'état de guerre intérieure dans le pays

La conférence européenne de solidarité convoquée par le bureau du collectif national Solidarité Chili (nos dernières éditions du 20 juin) se tiendra à Paris les 6 et 7 juillet au Palais des congrès, porte Maillot. Ce projet, a déclaré un porte-parole du collectif, était en préparation depuis l'hiver dernier, mais sa réalisation a été retardée par la situation politique intérieure française. Selon lui, tous les courants qui pouvaient souhaiter apporter leur soutien à une action en faveur du rétablissement des droits de la personne humaine au Chili ont été contactés dans tous les pays d'Europe. Les participants à la conférence ne seront pas regroupés selon les courants doctrinaux (communistes, socialistes, sociaux-démocrates, etc.), mais représenteront des partis politiques. Bien qu'il n'y ait pas eu de telle rencontre entre les partis de gauche européens depuis de très longues années, les travaux de la conférence seront uniquement consacrés à la situation chilienne, et il

a été convenu que les représentants des divers partis ne déclareront pas des relations d'État à État.

Selon le porte-parole du collectif, la résistance chilienne sera représentée « au plus haut niveau » et sans aucune exclusion. Le MTR (Mouvement de la gauche révolutionnaire-extrême gauche) participera à la conférence.

M. François Mitterrand (parti socialiste), Georges Marchais (parti communiste), Robert Fabre (Mouvement des radicaux de gauche), Robert Chapuis (parti socialiste unifié), Georges Ségué (C.G.T.), Edmond Maire (C.F.D.T.), James Marangé (FEN), assisteront à la conférence de presse au cours de laquelle l'appel du collectif — dont leurs organisations constituent le bureau — a été lancé.

Dans ce texte, le collectif déclare notamment : « Voici près de dix mois que le peuple chilien vit dans l'arbitraire, la terreur et la misère. Voici près de dix mois, qu'en dépit de la protestation mondiale, la junte poursuit et aggrave son impitoyable répression. Pour y mettre un terme, il faut que s'exprime encore plus fortement la solidarité de tous. Nous appelons toutes les forces de progrès, de justice et de liberté d'Europe — par-delà leurs différences d'opinions et de croyances — à se réunir à Paris, les 6 et 7 juillet, une conférence paneuropéenne au cours de laquelle elles exigeront, pour l'immédiat :

« Que cesse l'état de guerre interne » au Chili ;
« Que cessent les arrestations arbitraires, les tortures, les jugements sommaires ;
« Que soient libérés les détenus politiques des prisons, des camps d'internement et des îles de déportation ;

« Que soient respectés au Chili les droits de l'homme et les libertés élémentaires civiques, démocratiques et syndicales ».

LA BOLIVIE ANNONCE QU'UN INCIDENT DE FRONTIÈRE L'A OPPOSÉE AU CHILI

La Paz (U.P.I.). — Les autorités boliviennes ont annoncé le mercredi 19 juin qu'un accrochage s'était produit entre troupes chiliennes et boliviennes à la frontière des deux pays et que, des deux côtés, des avions ont été envoyés sur les lieux. On ignore s'il y a eu des victimes. Le porte-parole du gouvernement et celui de l'armée à La Paz se sont refusés à tout commentaire.

À Santiago-du-Chili, le gouvernement a émis les informations concernant cet incident. L'endroit où s'est produit le heurt est proche des deux localités frontalières de Pichu, en Bolivie, et de Chilo, au Chili, — par lesquelles passe le chemin de fer reliant La Paz au port chilien d'Azapa.

« LA CHINE SANS UTOPIE »

Une lettre de M. Philippe Sollers

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Philippe Sollers :

Dans la série d'articles de François Wahl, « La Chine sans utopie », publiés récemment par le Monde, je ne relèverai pour l'instant qu'une inexactitude grave concernant un séjour en Chine dont j'ai été le témoin direct. François Wahl affirme en effet que les musées en Chine sont « de nouveaux presque tous fermés », que les « temples sont tous en ruine », que les Chinois font preuve à cet égard de « mauvaise foi », bref que la Chine actuelle fait table rase de son passé, ce qui revient à se faire l'écho des accusations bien connues de l'Union soviétique contre la révolution culturelle et la campagne en cours contre Lin Biao et Confucius.

Je peux de mon côté affirmer tout autre chose. Sans parler de la Cité interdite et de la vallée des Tombes, deux sites que nous avons longuement visités, nous avons pu, à Luo-Yang, à Xian, à Nankin, voir de très nombreux lieux culturels de la plus grande valeur : la pagode de la Grande-Oie à Xian, des tombeaux dans la vallée de Luo-Yang, le musée de Xian, d'une inestimable richesse avec sa fameuse « forêt des stèles », un ancien temple bouddhiste à Nankin, ainsi que l'édifice de tombes ming dans un parc de cette même ville, le passionnant musée préhistorique de Xian, où tout un village exhumé se trouve protégé et présenté au public.

chinois avec une précision scientifique qui n'a rien à envier à l'Occident.

Enfin, nous sommes restés longuement aux grottes bouddhistes de Long-Men, haut lieu de la culture bouddhiste chinoise, que des centaines et des centaines de Chinois visitent chaque jour pour admirer les sculptures monumentales. Là encore, nous avons pu constater non seulement le soin avec lequel le gouvernement chinois traite le passé culturel du pays mais encore de l'intérêt que ce passé, cette histoire, suscitent véritablement dans le peuple.

Précisément, l'un des aspects de la campagne contre Lin Biao et Confucius est de faire de la Chine entière un immense champ d'étude de son passé pour mieux y découvrir sa mémoire, son présent, ses contradictions et son avenir. C'est ainsi que nous avons pu aussi visiter le grand tumulus de l'empereur Chouangoung de Ts'in, personnage autour duquel toute une controverse se déroule actuellement en Chine.

Je peux aussi témoigner de l'inlassable courtoisie de nos hôtes et du peuple Chinois en général, qui ont tout fait pour nous faciliter ce voyage, ainsi que nos désirs, sur le plan culturel. François Wahl doit bien le savoir, la police le mercredi 19 juin à leur domicile sans que l'on sache où ils ont été conduits, apprend-on dans les milieux juifs de Moscou. Lounz et les autres ont demandé sans succès à obtenir des visas d'émigration. Le mathématicien s'est d'autre part vu interdire récemment de participer à l'organisation d'un séminaire entre des scientifiques occidentaux et des chercheurs juifs soviétiques privés de leur poste. — (A.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● LE PAPE PAUL VI a reçu durant quarante-cinq minutes le mercredi 19 juin Mme Maria Estela Peron. Du côté argentin on assure que l'entretien a été très chaleureux et que le Saint-Père a entendu un long exposé de Mme Peron sur la nouvelle politique « justicialiste » et sur ses liens avec l'Eglise catholique. — (A.F.P.)

Kenya

● M. JAMES OSGO, ministre kenyan de l'Administration locale, a estimé, mercredi 19 juin, que son gouvernement devrait reprendre les relations diplomatiques avec Israël, rompues en novembre dernier, car, a-t-il dit, « nous n'obtenons rien des Arabes ». Selon M. Osgo, l'interdiction de l'assistance technique fournie

Somalie

● LE GÉNÉRAL SYAD BARRE a démenti que l'Union soviétique ait installé des bases militaires en territoire somalien. « Il n'y a même pas eu de demande soviétique d'ins-

talement de bases en Somalie », a déclaré, mardi 18 juin, le chef de l'État somalien. (Reuters)

Portugal

● LE PORTUGAL ET LA R.D.A. ont établi des relations diplomatiques, a annoncé le jeudi 20 juin un communiqué du ministère des affaires étrangères portugaises. Selon ce communiqué, un protocole a été signé à Paris mercredi entre les ambassadeurs du Portugal et de la République démocratique allemande en France. Ces relations sont établies au niveau des ambassadeurs.

Union soviétique

● LE MATHÉMATICIEN SOVIÉTIQUE ALEXANDRE LOUNTZ et trois autres juifs moscovites ont été appréhendés par la police le mercredi 19 juin à leur domicile sans que l'on sache où ils ont été conduits, apprend-on dans les milieux juifs de Moscou. Lounz et les autres ont demandé sans succès à obtenir des visas d'émigration. Le mathématicien s'est d'autre part vu interdire récemment de participer à l'organisation d'un séminaire entre des scientifiques occidentaux et des chercheurs juifs soviétiques privés de leur poste. — (A.P.)

EUROPE

LA SUISSE EN QUÊTE D'UN VINGT-TROISIÈME CANTON

Près de quatre-vingt mille citoyens suisses des sept districts jurassiens du canton de Berne se rendent aux urnes, le dimanche 23 juin, pour répondre à la question : « Voulez-vous constituer un

nouveau canton ? » Si la réponse est positive, ce nouveau canton du Jura viendra au dixième rang des cantons suisses par son étendue et au sixième par sa population. Sur le plan politique, la

question posée dimanche — en portant directement sur le bon fonctionnement du fédéralisme suisse — peut permettre d'entrevoir un début de solution à l'épineux différend opposant depuis un

quart de siècle les jurassiens francophones au canton de Berne, et dont notre correspondant su suisse retrace les principales étapes.

I. - Le long combat des autonomistes jurassiens

Par JEAN-CLAUDE BUHRER

Delémont. — Une importante partie de la population jurassienne ne s'est jamais résignée à la décision arbitrairement prise en 1815 par le congrès de Vienne de rattacher l'ancien évêché de Bâle au canton de Berne pour le dédommager de la perte du pays de Vaud et de l'Argovie. Depuis lors, les relations entre la minorité jurassienne de langue française et les Bernois d'expression allemande ont été marquées par une tension latente. A diverses reprises, au cours du XIX^e siècle, des mouvements autonomistes se sont manifestés, des heurts ont éclaté et des troupes bernaises ont été envoyées dans le Jura pour rétablir l'ordre. Des querelles confessionnelles ont également surgi entre les districts catholiques du Nord et les autorités cantonales. Mais au début du XX^e siècle le facteur linguistique tend de plus en plus à prendre le pas sur les divergences religieuses et les francophones s'opposent à des tentatives de germanisation du Jura.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, un nouveau mouvement autonomiste prend naissance, et son développement finira par aboutir à l'organisation du plébiscite du 23 juin. L'obstination et les maladroites du gouvernement cantonal bernois ont joué leur rôle dans le pourrissement de la situation dans le Jura.

Le scrutin de 1959

Le problème jurassien n'est pas résolu pour autant et les quelques réformes entreprises par les autorités bernaises n'ont pas suffi à dissiper le malaise. Une organisation plus extrémiste, le Rassemblement jurassien, prend la relève et se fait le porte-parole

du mécontentement qui ressent encore une partie de la population. D'emblée, les séparatistes exigent la création d'un vingt-troisième canton au sein de la Confédération helvétique. « Tous les peuples suisses possèdent l'autonomie cantonale, affirment-ils. Si les jurassiens forment un peuple, ils ont droit eux aussi à cette autonomie ».

En 1959, plusieurs milliers de personnes réunies à Delémont à l'occasion de la fête du peuple jurassien demandent l'organisation d'un plébiscite. Depuis lors, les rapports déjà tendus entre les autorités cantonales et une importante fraction de la population francophone ne cessent de se dégrader. En 1969, sur l'initiative des autonomistes, un premier référendum ayant trait à la question jurassienne se déroule dans le canton de Berne. La consultation ne porte pas directement sur le problème de la séparation, mais seulement sur l'opportunité d'organiser un plébiscite « en vue de connaître les aspirations du peuple jurassien ». Mais à l'époque, le gouvernement cantonal rejette encore le principe de l'autodétermination, qu'il sera amené à admettre onze ans plus tard. Dans la partie allemande du canton, cette proposition est refusée à une nette majorité, alors qu'elle est repoussée d'extrême justesse, par 274 voix seulement, dans les régions francophones.

Un certain clivage apparaît cependant entre le nord catholique et le sud protestant du Jura. Dans les trois districts septentrionaux, le projet est approuvé par plus de 70 % des électeurs ; dans les districts méridionaux, il

ne recueille guère plus de 30 % des suffrages. Estimant que la moitié des votes négatifs émane de Bernois d'expression allemande établis dans le Jura, les autonomistes en déduisent alors que les deux tiers des habitants de langue française se sont prononcés en faveur de l'autodétermination.

Le scrutin de 1959 renforce en définitive la détermination des séparatistes et, dans un pays traditionnellement aussi paisible que la Suisse, l'agitation tend à prendre les proportions inhabituelles. En 1963, un mouvement clandestin — le Front de libération jurassien — fait son apparition et se déclare prêt à « lutter par tous les moyens » pour la libération de la région francophone. Incendies et attentats au plastique se succèdent jusqu'à l'arrestation, en mars

Intervient directement dans les affaires d'un canton souverain.

En 1965, les députés jurassiens, au Parlement du canton de Berne, demandent un statut de semi-autonomie pour leur région. Le gouvernement bernois se déclare prêt à examiner leurs propositions et, dans le Jura, certains éléments modérés espèrent qu'il sera possible de trouver une solution de compromis. Entre les séparatistes et leurs adversaires, une troisième force se dessine, composée surtout de notables — le Mouvement pour l'unité du Jura. Mais, en 1972, le Parlement bernois dissipe leurs illusions en refusant d'accorder au Jura un statut d'autonomie politique digne de ce nom dans le cadre du canton.

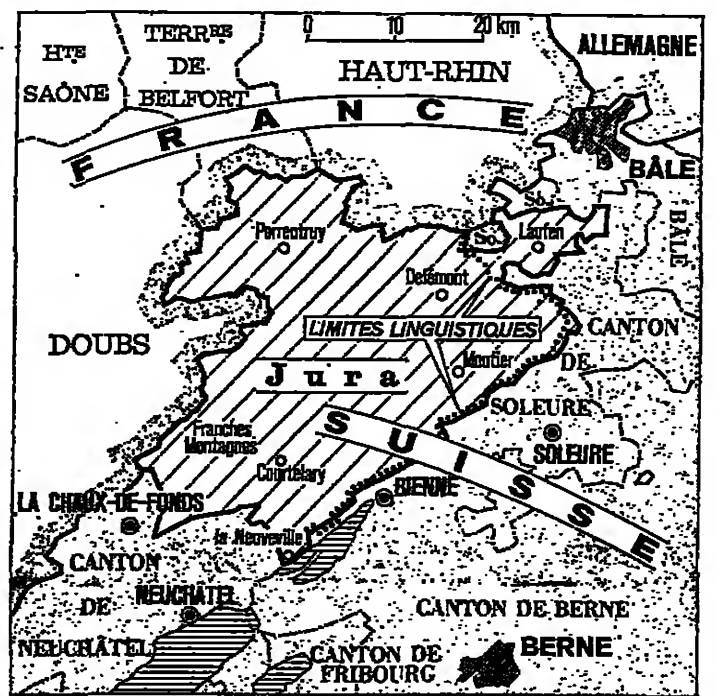
Les divergences entre partisans et adversaires de la séparation

répartition des forces politiques dans le Jura n'est pas la même que dans le reste du canton. La configuration politique du Jura ressemble à celle de la Suisse : trois grands partis — démocrate-chrétien, radical et socialiste — et un de moindre importance — l'Union démocratique du centre (agriculteurs) — se partagent les voix des électeurs. Dans l'ensemble du canton de Berne, la situation est inversée : les agrariens sont les plus influents.

L'opposition entre Berne et le Jura est également clairement apparue au cours des 123 consultations populaires qui ont eu lieu de 1863 à 1972 dans le canton. A cent douze reprises, la minorité francophone a été en désaccord avec la majorité bernaise, et à chaque fois elle a été contrainte de s'incliner. Dans tous les cas, les jurassiens se montrent aussi en général moins conservateurs que les Bernois.

En un quart de siècle d'existence et de lutte, le Rassemblement jurassien a fait preuve d'une inlassable vitalité. Maintenant constamment ses troupes en éveil, il n'a jamais relâché sa pression sur le gouvernement bernois. D'ailleurs, avec plus de dix mille adhérents, il est l'une des rares organisations de Suisse à pouvoir réunir chaque année des dizaines de milliers de personnes sur une place publique lors de la fête du peuple jurassien. Il a également réussi à susciter l'enthousiasme parmi les jeunes, et la cause jurassienne a trouvé un ardent défenseur dans son organisation de jeunesse, le groupe Bâlier, qui s'est fait remarquer par différents coups d'éclat comme l'occupation de l'ambassade de Suisse à Paris. Les antiséparatistes, regroupés au sein de l'Union des patriotes jurassiens, se sont montrés de tout temps plus discrets et moins dynamiques.

La montée du courant séparatiste a finalement incité les autorités helvétiques à s'inter-



1964, de trois membres du groupement terroriste. Le problème jurassien ne tarde alors pas à déborder les frontières cantonales pour passer sur le plan fédéral. L'opinion helvétique commence peu à peu à prendre conscience du malaise ressenti par la minorité jurassienne.

Le Conseil fédéral lui-même ne peut plus rester indifférent et est amené à sortir de la réserve dans laquelle il s'était confiné. En 1963, M. Fritz Wahlen, chef du département politique fédéral, invite publiquement les antagonistes à la négociation. Mais le gouvernement helvétique hésite encore à

n'ont fait que s'exacerber au cours des dernières années, et le divorce entre Berne et le Jura est devenu de plus en plus évident. En se rendant à Berne à Delémont, chef-lieu du Jura, l'observateur s'aperçoit rapidement qu'il existe entre la partie de langue allemande du canton et sa région francophone non seulement des différences de langue mais aussi de traditions, de mœurs et de culture. Ces différences sont évidemment beaucoup plus nettes dans les districts catholiques du Nord que dans les districts protestants du Sud, où l'immigration allemande a été plus forte.

Un sentiment de frustration

En général et à des degrés divers, la minorité jurassienne éprouve un sentiment de frustration. D'abord, les autonomistes se jugent délaissés et aspirent par conséquent à devenir maîtres de leurs affaires. Ensuite, ils reprochent à l'Etat bernois de retarder le développement de leur région. « Faute d'un gouvernement autonome », dit l'un d'eux, « nous avons été privés d'autorités et les jeunes s'en vont, ne trouvant pas des emplois correspondant à leurs aptitudes. Seul un nouveau canton permettra au

Jura de s'épanouir pleinement ». Certes, des garanties ont été données aux francophones : les préfets sont nommés par leurs administrés, les jurassiens ont droit à deux représentants au gouvernement bernois et l'un des deux députés du canton au Conseil des Etats est de langue française. Mais ils ne peuvent rien entreprendre sans l'accord de la majorité bernaise. Les deux conseillers d'Etat jurassiens sont finalement nommés avec l'assentiment des Bernois qui ont le dernier mot, d'autant plus que la

L'interdiction de parler en public notifiée aux dirigeants du P.C. espagnol suscite des remous

De notre correspondante

Genève. — Le Conseil fédéral de Berne a interdit aux dirigeants du parti communiste espagnol de prendre la parole au cours de la grande manifestation antifranquiste prévue à Genève le dimanche 23 juin. M. G. Fontanet, chef du département genevois de justice et police, qui avait pourtant à l'origine, autorisé l'intervention de ces personnalités étrangères — à tort ou à raison — a tenu les décisions suivantes : « Avec l'annonce de l'arrivée de milliers de personnes étrangères, habitant l'étranger, venant manifester contre un gouvernement étranger, la police de neutralité était mise en péril. La manifestation prend un tout autre contenu, que celui que l'on pouvait raisonnablement attendre lorsque nous avons pris notre décision. Le Conseil fédéral a

agi dans la plénitude de ses compétences. Le gouvernement genevois ne peut que prendre acte de cette décision. » L'interdiction vise notamment Dolores Ibarruri (la « Pasionaria »), présidente, et M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol. M. Jean Vincent, député genevois du parti du travail (communiste), soulignant que « le seul intérêt de la rencontre était d'entendre les deux orateurs prévus, Dolores Ibarruri et Santiago Carrillo », a nié avoir « dissimulé le caractère de la manifestation ». L'incident tendance à se transformer en affaire intérieure suisse et est assorti ici de commentaires, désormais classiques, sur les limites d'une « neutralité », de plus en plus malaisées à définir. — I. V.

resser de plus près à la question jurassienne. Pressées de toutes parts, elles se devaient de faire quelque chose pour endiguer la détérioration de la situation. Au fil des ans, le problème de la minorité francophone était devenu l'un des principaux sujets de préoccupation de la politique intérieure suisse. A la longue, il menaçait de compromettre la cohésion du pays et mettait directement le fédéralisme à l'épreuve.

Sortant de sa réserve, le Conseil fédéral intervint discrètement auprès des autorités du canton de Berne. En 1968, un premier pas vers la recherche d'une solution est accompli avec la création d'une Commission confédérale de bons offices pour le Jura, dirigée par M. Max Petitpierre, ancien président de la Confédération. La commission avait reçu pour mandat de donner son avis « sur les mesures qui pourraient être prises pour améliorer le statut du Jura dans le cadre du canton de Berne ». Mais dans son deuxième rapport, publié le 7 septembre 1971, la commission Petitpierre constatait : « On ne peut guère contester que la personnalité du Jura s'affirmerait mieux au sein de la Confédération s'il formait un canton et était représenté à l'Assemblée fédérale par des députés élus exclusivement par lui. Du point de vue suisse, la création d'un vingt-troisième canton serait une démonstration de l'aptitude du fédéralisme à résoudre les questions même les plus délicates qui se posent dans un pays aussi complexe ».

S'inspirant des recommandations de la commission de bons offices, le gouvernement cantonal s'attache à mettre au point une procédure reconnaissant aux francophones jurassiens un droit d'autodétermination pouvant aboutir à la création d'un vingt-troisième canton au sein de la Confédération helvétique. Le référendum du 23 juin constitue la première étape de ce processus.

Prochain article : L'ENJEU DU 23 JUIN

Grande-Bretagne

M. Wilson est mis en minorité aux Communes sur un amendement financier

De notre correspondant

Londres. — Le gouvernement Wilson a été battu aux Communes par 308 voix contre 299 lorsque, mercredi soir 19 juin, les conservateurs, les libéraux et les nationalistes écossais ont, pour la première fois depuis les élections du 28 février, uni presque tous leurs votes contre les travaillistes. Pour l'instant, toutefois, le sentiment prévaut que le premier ministre ne demandera pas la dissolution immédiate du Parlement et que les nouvelles élections générales auront plutôt lieu à l'automne.

Le vote des Communes portait sur un amendement à la loi de finance : un projet gouvernemental visant à restituer aux syndicats quel que soit le nombre de leurs députés élus au Parlement, les sommes de 10 millions de livres de dépenses fiscales que certains d'entre eux ont perdues l'année dernière en refusant de reconnaître le système de relations industrielles établi par le gouvernement de M. Heath. Les conservateurs, eux-mêmes, avaient d'ailleurs envisagé de rétablir les dégrèvements en question dans la mesure où ceux-ci concernaient les fonds de retraite de syndicats.

L'épreuve de force qui vient d'avoir lieu démontre que les conservateurs, ne redoutant plus, à tort ou à raison, des élections en juillet, peuvent mettre le gouvernement en minorité sans courir de risque immédiat.

Depuis l'ouverture de la session parlementaire, les tor-

avaient beaucoup souffert de leur impuissance apparente. Lors des votes importants, ils étaient toujours arrivés à empêcher qu'un certain nombre de leurs députés soient absents, ce qui assurait la survie du gouvernement Wilson. Mercredi, ils ont été vaincus en force. Ils n'ont pas reçu seulement l'appui de treize des quatorze libéraux, mais également les voix de dix nationalistes écossais, de deux représentants unionistes de l'Ulster, et d'un social-démocrate indépendant, M. Dick Taverne. Malgré sa défaite, le gouvernement n'est pas contraint à la démission. Il lui est même possible de réintroduire la clause qui vient d'être rejetée lors du vote sur l'ensemble des projets budgétaires. Deux autres défaites travaillistes sont encore probables ces jours-ci : une motion de censure contre les projets de nationalisation du gouvernement a des chances d'être adoptée ce jeudi, et vendredi, les travaillistes pourraient encore être battus à propos du relèvement des tarifs de l'électricité.

Trois défaites successives placeraient M. Wilson dans une position assez humiliante et une partie au moins de son cabinet estimerait sans doute qu'un « appel au peuple » est indispensable pour laver un tel affront.

JEAN WETZ

Union soviétique

LES DIRIGEANTS RENDENT HOMMAGE AU MARÉCHAL JUKOV

Moscou (A.F.P.). — Les obsèques du maréchal Jukov auront lieu le vendredi 21 juin. La commission des funérailles est présidée par le maréchal Gretchko. La nécrologie, signée par les dirigeants, déplore « la lourde perte subie par le peuple soviétique et ses forces armées ». « Un grand chef militaire, héros de la grande guerre nationale, nous a quitté. Toute sa vie fut un exemple de dévouement au parti communiste, à la patrie socialiste, à la cause du renforcement de son potentiel défensif », écrivent les dirigeants soviétiques.

MICHEL BASSI
ANDRE CAMPANA

LE GRAND TOURNOI

Naissance de la VI^e république

Tous les secrets de la bataille présidentielle.

GRASSET

EUROPE

Italie

ACCORD DES PARTIS DE LA COALITION SUR UN PLAN DE REDRESSEMENT ÉCONOMIQUE

(De notre correspondant.)
Rome. — Après quarante-huit heures de discussions, un accord a finalement été réalisé, le 19 juin, entre le président du conseil italien, M. Mariano Rumor, le ministre de l'économie et les secrétaires des quatre partis de la majorité, pour régler la crise. Ce compromis porte sur la réduction du déficit de la balance des paiements, le soutien des investissements publics et la défense du niveau de l'emploi.
M. Mariano Rumor devait annoncer dans la journée de jeudi les principales mesures adoptées. La tension demeure vive, d'autre part, à la suite de l'assassinat, à Padoue, de deux militants du Mouvement social italien, qui a été revendiqué par les Brigades rouges (le Monde du 20 juin). L'intervention de ce groupement terroriste tend à faire passer au second plan le développement du terrorisme d'extrême droite.



CAPEL habille en long comme en large

• Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003-Paris, 272.25.09
• Capel sélection : centre com. Maine-Montparnasse 75015-Paris, 538.73.51

Un entretien avec M. Soares

(Suite de la première page.)

Le représentant du général Spínola a choisi d'exprimer sans détour ses objectifs dans un discours prononcé dès le premier jour de la session, et qui a favorablement impressionné ses collègues : « Renforcement de nos rapports avec les pays qui entretenaient des relations avec nous ; éclaircissement des relations qui allaient en se dégradant avec les pays traditionnellement amis, et même alliés ; ouverture ou rétablissement de relations diplomatiques avec tous les pays, qu'ils appartenaient à l'Europe de l'Est, à l'Afrique ou à l'Asie, et cela indépendamment de leur régime intérieur. » Les pays de l'OTAN entraient donc dans la première ou la seconde catégorie, selon qu'ils critiquaient ou non le régime de Salazar et de M. Caetano. Avec les uns et les autres, les relations seront « renforcées » ou « éclaircies » selon les cas, mais il n'est pas question de punir quiconque : « Pendant longtemps, nous dit M. Soares, j'ai critiqué publiquement l'OTAN et l'ai soupçonné d'avoir beaucoup aidé l'ancien régime. De nombreux pays de l'Alliance atlantique, les États-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, ont fourni des armes au Portugal de Salazar. En principe, ces armes ne devaient pas être utilisées dans la lutte anti-guérilla, mais le gouvernement de Lisbonne a tourné ces règles, et les armes se sont retrouvées en Afrique. »

« Cependant, il doit y avoir un système de sécurité de l'Occident, de même qu'il y a à l'Est le pacte de Varsovie et des alliances militaires. Nous faisons donc de l'Occident et sommes donc fidèles à l'alliance atlantique, mais le gouvernement de Lisbonne a tourné ces règles, et les armes se sont retrouvées en Afrique. »

Cela dit, fallait-il, du temps du régime Caetano, expulser le Por-

tugal de l'OTAN ? Faut-il aujourd'hui en expulser la Grèce ? M. Soares ne va pas jusque-là. Il admet qu'en tant que ministre des affaires étrangères, il ne peut ni ne doit intervenir dans les affaires intérieures d'aucun pays. Mais il ne veut pas non plus faire quoi que ce soit qui puisse passer pour un appui au régime des colonels. Son attitude semble devoir s'inspirer de celle du ministre norvégien des affaires étrangères qui, lors de la session de l'OTAN tenue à Lisbonne en 1973, avait estimé que la présence d'un pays comme le Portugal d'alors dans l'Alliance n'était compromise que par les objectifs de celle-ci. Il ne fait pas de doute qu'il rejoindra le camp des Scandinaves qui dénoncent traditionnellement les régimes non démocratiques aux sessions atlantiques.

Les relations avec les États-Unis

Autre signe de continuité : les relations avec les États-Unis. M. Soares a été très favorablement impressionné par la conversation qu'il a eue mercredi avec M. Kissinger. Selon lui, les États-Unis sont satisfaits du tournant politique pris à Lisbonne, car « un régime de dictature, qui menait des guerres coloniales, était pour eux un allié incommode et plutôt gênant ». En tout cas, le secrétaire d'État américain a « fort bien compris » les éléments de la situation au Portugal, y compris la présence de communistes au gouvernement, présence naturelle dans un cabinet de coalition regroupant toutes les forces politiques. Quant à la base de Lajes aux Açores, le gouvernement portugais n'a nullement l'intention d'en refuser l'usage aux Américains. Il compte seulement, comme le font tous les autres gouvernements dans cette situation, en tirer quelque avantage, ce qu'avait négligé de faire de régime précédent. Des négociations doivent, s'ouvrir cet été

à Washington pour le renouvellement du bail, mais cette question n'a pas été évoquée dans la conversation de mercredi avec le secrétaire d'État américain.

Les relations avec la C.E.E.

Le ministre portugais s'est montré également optimiste à propos des relations de son pays avec la Communauté européenne. Il a déjà eu des entretiens avec trois membres de la Commission de Bruxelles et a bon espoir de passer avec la C.E.E. un accord d'association qui donnera au Portugal la situation d'allié privilégié auquel celui-ci aspire (il n'est pas question d'une adhésion pure et simple au Marché commun, à laquelle l'économie portugaise n'est pas prête). Un tel statut ne serait pas sans signification politique puisque l'Espagne voisine, en raison de son régime intérieur, ne peut y prétendre. De là à évoquer les répercussions que peut avoir sur ce régime la révolution portugaise, il n'y a qu'un pas que M. Soares se refuse à franchir. Il se borne à relever que les relations « d'État à État » entre le Portugal et l'Espagne ont été d'une grande correction depuis le 25 avril : un ambassadeur fort honorable a été nommé à Lisbonne par Madrid, l'Espagne a veillé à ce que les réfugiés de l'ex-Pide — la police du régime Caetano — soient regroupés assez loin des frontières portugaises, et elle a même accepté de renvoyer vers le Portugal, où ils ont été libérés, des militants du mouvement d'extrême gauche portugaise LVAR. Le reste est plutôt l'affaire des peuples que des gouvernements.

MICHEL TATU.

(1) « Nous ne pouvons pas comprendre que puissent continuer d'être acceptés dans le soi-disant monde libre des régimes qui ne respectent ni les droits de l'homme ni les règles de la démocratie que notre alliance a consacré », avait dit le ministre portugais des affaires étrangères.

DIPLOMATIE

LA FIN

La session du conseil atlantique d'Ottawa a pris fin, le mercredi 19 juin, par une brève cérémonie au cours de laquelle chacun des quinze ministres des affaires étrangères a déclaré approuver la déclaration atlantique. Les dernières heures de la session avaient été consacrées à une discussion sur la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), après quoi M. Luns, secrétaire général de l'OTAN, et M. Kissinger avaient tenu une conférence de presse.

Le communiqué : il reste beaucoup à faire à la Conférence paneuropéenne de Genève

Nous publions ci-dessous les principaux passages du communiqué final adopté le 19 juin.

(...) Le ministre des affaires étrangères du Portugal a fait un exposé sur le développement de la situation dans son pays, depuis le changement de régime, et sur les efforts de son gouvernement visant à promouvoir la paix en Afrique. Les ministres se sont félicités de la révolution vers l'établissement d'un gouvernement démocratique et représentatif au Portugal (...).

Les ministres ont examiné l'état d'avancement de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Ils ont réaffirmé qu'il importait d'accroître la sécurité et la confiance ; de développer davantage la coopération, entre les pays participants, dans toutes les sphères d'activités et d'abaisser les barrières entre les peuples. Ils ont constaté que, dans la seconde phase de la conférence, qui doit comporter un examen de tous les aspects de son ordre du jour, les travaux ont progressé d'une façon inégale. Sur certains points, des progrès ont été enregistrés, mais il reste beaucoup à faire sur des questions importantes, comme, par exemple, l'amélioration des contacts humains, la libre circulation des informations, les mesures visant à accroître la confiance et certains aspects essentiels des principes régissant les relations entre les États. Les ministres ont déclaré que les gouvernements étaient déterminés à poursuivre les négociations avec patience et

de façon constructive, dans une recherche permanente de résultats équilibrés et substantiels, acceptables par tous les États participants. Ils ont estimé que, pour que la seconde phase puisse être obtenue dans les divers domaines du programme de travail défini par les ministres des affaires étrangères à la première phase de la conférence à Helsinki (...).

Les ministres, représentant les pays qui participent au programme de défense intégré de l'OTAN (c'est-à-dire les quinze moins la France), ont noté que la série actuelle de négociations (sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces) se déroule dans un esprit réaliste. Ils ont marqué leur volonté de persévérer dans leur effort pour mener leurs négociations jusqu'à une conclusion satisfaisante. Ils ont rappelé que l'objectif général des négociations est de permettre l'établissement de relations plus stables à un niveau de tension réduit et avec le même degré de sécurité pour toutes les parties. Cet objectif devrait être atteint par l'établissement d'une parité approximative entre les deux camps, sous la forme d'un plan fond commun pour l'ensemble des effectifs de leurs forces terrestres présentes dans la zone de réduction, compte tenu de leurs potentiels de combat respectifs. Ces ministres ont réaffirmé qu'un accord, dans le cadre de la première phase, sur des réductions des forces terrestres soviétiques et américaines constituerait un stade initial important dans le sens de l'objectif à atteindre.

A BONN ET A BERLIN-EST

Les « représentants permanents » des deux États allemands remettent leurs lettres de créance

Tandis que les deux États allemands échangeaient des représentants permanents, le Bundestag a voté à l'unanimité, dans la soirée du 19 juin, l'installation d'un office fédéral de l'environnement à Berlin-Ouest. La France, la Grande-Bretagne et les États-Unis avaient donné leur accord à ce projet. L'Allemagne de l'Est, dans la protestation est certaine, estime avec l'U.R.S.S. que l'installation d'une institution fédérale à Berlin-Ouest viole l'accord de 1972 sur le statut de la ville.

(De notre correspondant.)

Bonn. — Vingt-cinq ans après leur création, les deux États allemands vont entrer, à partir de ce jeudi 20 juin, des relations « presque normales ». M. Gunter Gaus, chef de la représentation permanente de la République fédérale à Berlin-Est, remet en effet, ce jeudi, ces lettres de créance à M. Willi Stoph, président du Conseil d'État de la R.D.A. M. Mikhael Kohl, chef de la représentation permanente de la R.D.A. à Bonn fait de même auprès de M. Guntay Ewertmann, président de la République fédérale.

L'accréditation des représentants permanents entre les deux États allemands, prévue par le Traité fondamental de 1972, avait donné lieu à de longues négociations. Il faut attendre le 14 mars 1975 pour que le protocole d'accord soit signé. Son entrée en vigueur a encore été retardée par la découverte de « l'affaire Guili-ume ».

Cependant, les dirigeants ouest-allemands insistent sur le caractère particulier de leurs relations avec la R.D.A. Ils ont tenu à éviter l'emploi du terme d'ambassadeur qui aurait pu laisser penser que l'Allemagne de l'Est était un État étranger pour l'Allemagne de l'Ouest. Berlin-Est aurait souhaité au contraire que les rapports entre la R.D.A. et la R.F.A. fussent des rapports « normaux » entre États. En arrivant à Bonn, mercredi, M. Kohl, qui a été nommé ambassadeur plénipotentiaire, a d'ailleurs déclaré que la représentation de Berlin-Est aurait rang d'ambassade.

Afin de marquer ce caractère particulier, le chef du protocole de la présidence de la République de Bonn a dû faire un effort d'imagination pour mettre au point une cérémonie inhabituelle. Ainsi, aucun collaborateur du ministre des affaires étrangères ne sera présent lors de la remise des lettres de créance.

comme il est d'usage avec les ambassadeurs. M. Kohl n'a pas droit aux honneurs de la Bundeswehr et ne sera reçu que par quelques éléments de la police des frontières. Enfin, M. Heinemann ne portera pas la jaquette mais un simple costume sombre. Ces détails protocolaires marquent la volonté de l'Allemagne de l'Ouest de ne pas renoncer à l'idée de « l'unité de la nation allemande ». — D. Vt.

M. WILSON A EU UN ENTRETIEN « PARTICULIÈREMENT FRUCTUEUX » AVEC LE CHANCELIER SCHMIDT

Bonn. — Après avoir assisté mardi au match de football Ecosse-Breil, M. Harold Wilson a eu, le mercredi 19 juin, un entretien de deux heures et demie avec le chancelier Helmut Schmidt. Selon le porte-parole du gouvernement fédéral, les déclarations de M. Wilson ont donné l'impression que la position de la Grande-Bretagne à l'égard du Marché commun pouvait être considérée d'une façon « positive ». Le gouvernement fédéral attache beaucoup d'importance à ce que le traité de Rome, comme les traités marquant l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, ne soient pas remis en cause fondamentalement par le gouvernement de Londres.

M. Wilson a qualifié ces entretiens avec M. Helmut Schmidt de « particulièrement fructueux ». Le porte-parole du gouvernement fédéral a indiqué que le premier ministre britannique et le chancelier fédéral étaient d'accord pour que la politique pétrolière soit pratiquée à l'avenir dans le cadre de l'O.C.D.E., qui regroupe tous les pays consommateurs de pétrole, y compris la France, et qui dispose des institutions et des experts nécessaires.

Selon M. Kohl, secrétaire d'État au ministère de l'Agriculture, qui a pris la parole mercredi devant l'Association allemande des négociants en sucre, un compromis sur les soutiens britanniques de modification et d'aménagement de la politique du Marché commun est tout à fait imaginable sur certains points. Le secrétaire d'État a indiqué que la situation générale de la Communauté exigeait, de toute façon, certaines modifications des règles en vigueur.

Venez voir pousser la ville nouvelle.

La ville propre.
La ville sans antennes de télévision, sans deuxième file de stationnement, sans ravaleurs d'immeubles.
La ville aux nombreux parkings souterrains, aux passerelles aériées réservées aux piétons, aux tunnels fluides réservés aux voitures.
La ville où les enfants ne respirent pas dans les pots d'échappement mais dans des jardins aménagés pour eux.

Venez voir pousser votre siège social ou votre usine à Cergy-Pontoise : le mètre carré de bureau à partir de 2000 francs, le mètre carré de terrain à partir de 100 francs.

Je désire recevoir une documentation complète sur les possibilités d'implantation à Cergy-Pontoise (+ illustrations de Desdoizeaux).

Nom _____ Prénom _____
Fonction dans la Société _____
Raison Sociale _____
Adresse _____ Tél. _____

Ville nouvelle de Cergy-Pontoise - BP 47.95012 - Tél. : 031.23.93 (1 Ligne)

Cergy-Pontoise
Venez voir...

سكنى فى الامم

DIPLOMATIE

DE LA SESSION DU CONSEIL ATLANTIQUE D'OTTAWA

Le secrétaire d'Etat américain, a notamment rappelé que la déclaration atlantique n'était pas une « suite d'obligations légales », et qu'elle ne pourrait pas être invoquée pour imposer une consultation. A propos de la C.S.C.E., M. Kissinger a confirmé les termes du communiqué selon lesquels des résultats devront être obtenus à Genève avant de passer à la troisième phase de la conférence (qui pourrait se tenir « au sommet »), étant entendu que les alliés doi-

vent convenir à l'avance de ce qu'ils considèrent comme un résultat positif. Enfin, interrogé à propos des affaires du Watergate, M. Kissinger a répondu par une boutade : « Comme vous le savez, je ne parle jamais d'affaires intérieures américaines dans un pays étranger. » (On sait que le secrétaire d'Etat a fait une longue déclaration à Salzbourg pour réfuter les accusations qui lui sont lancées à propos des écoutes téléphoniques.)

SUR PLUSIEURS POINTS IMPORTANTS

La déclaration atlantique diffère du projet préparé par M. Jobert

MM. Sauvagnargues et Kissinger, en se mettant d'accord, mardi 18 juin, sur la déclaration atlantique, ont rendu hommage à M. Jobert, auteur du projet qui fournit la base de sa laborieuse élaboration. Mais le ministre des affaires étrangères de M. Pompidou reconnaît-il son enfant ?

Sans doute, comme le voulait M. Jobert, le texte définitif (qui sera signé le 20 juin, à Bruxelles, par le président Nixon et les autres représentants alliés, met en évidence le caractère « spécifique » de la défense européenne, et le rôle dissuasif propre à des forces nucléaires françaises et britanniques : il souligne « l'effet bénéfique » pour l'alliance de l'unité européenne en formation et il laisse chaque allié juge de l'opportunité de consulter les autres.

Plusieurs propositions significatives de M. Jobert, pour lesquelles il s'était battu pied à pied avec M. Kissinger, ont cependant été abandonnées. La plus importante est la mention explicite de l'accord du 22 juin 1973 sur la « prévention de la guerre nucléaire » par lequel MM. Brejnev et Nixon se sont engagés à se consulter d'urgence en cas de risques de guerre nucléaire. M. Kissinger a refusé d'admettre, comme le demandait M. Jobert, qu'un tel engagement modifiait profondément les rapports des Etats-Unis et de leurs alliés.

Le texte de M. Jobert indiquait que la défense de l'Europe ne pouvait « actuellement » être assurée qu'avec le concours des forces américaines à un niveau « suffisant ». Le mot « actuellement », qui réservait la possibilité d'une évolution ultérieure, incitant les Européens à assurer leur défense eux-mêmes, a disparu, et le mot « suffisant » remplacé par « substantiel » (incidence, les forces américaines ont été réduites aux forces américaines dans le texte approuvé à Ottawa).

L'allusion à l'« union européenne », « grand dessein » de M. Pompidou que les Neuf ont fait leur au « sommet » de Paris, a disparu, parce que le nouveau gouvernement britannique ne sait pas ce qu'elle signifie. Elle est remplacée par une périphrase sur « les progrès à venir vers l'unité (...) que les pays membres de la Communauté sont déterminés à accomplir ».

A propos de la consultation entre alliés, un mot a été ajouté.

M. DEBRÉ : notre avenir est au prix d'une résistance de tous les instants

M. Michel Debré écrit, dans la Nation de ce jeudi 20 juin : « Notre avenir est au prix d'une résistance de tous les instants, dans tous les domaines. C'est un jeu dangereux pour les Etats-Unis que de vouloir rabaisser sans cesse leurs meilleurs alliés. Que nos partenaires et voisins, de plus en plus grand cœur, se prêtent à ce jeu, c'est leur affaire. En agissant à l'inverse, en refusant l'intégration militaire, l'alignement diplomatique, la soumission commerciale, la domination de nos grandes affaires, nous faisons plus que tenir nos intérêts et notre honneur. Nous sauvegardons les chances de l'Europe (...) de la sécurité, qui ne peut gagner à la coexistence des deux blocs », ajoute M. Debré, qui conclut : « En ce domaine, qui est, à proprement parler, celui de l'indépendance, l'intransigeance est la seule vertu. »

La déclaration : les forces nucléaires françaises et britanniques peuvent avoir un rôle dissuasif propre

Voici le texte de la déclaration atlantique que le Conseil de l'OTAN, réuni à Ottawa, a adopté le 19 juin :

1) Les membres de l'alliance de l'Atlantique nord constatent que le traité signé y a vingt-cinq ans pour protéger leur liberté et leur indépendance a consacré la solidarité de leurs destins. Sous sa protection, les alliés ont maintenu leur sécurité, permettant ainsi à l'Europe de l'Ouest de se relever de ses ruines et de jeter les bases de son unité. Cette même protection permet aux alliés de préserver les valeurs qui constituent l'héritage de leur civilisation.

2) Les membres de l'alliance réaffirment leur conviction que le traité de l'Atlantique nord fournit la base indispensable de leur sécurité, rendant ainsi possible la poursuite de la détente. Ils se félicitent des progrès qui ont été accomplis dans la voie de la détente et de l'harmonie entre les nations, et du fait qu'une conférence de trente-cinq pays d'Europe et d'Amérique du Nord s'efforce actuellement de définir les normes propres à accroître la sécurité et la coopération en Europe (1). Ils sont d'avis que tant que les circonstances ne permettront pas l'introduction d'un désarmement général, complet et contrôlé, qui seul pourrait apporter aux uns et aux autres une véritable sécurité, il importe que soient maintenus entre eux les liens qui les unissent. Les alliés ont le désir commun de réduire la charge des dépenses de défense qui pèsent sur leurs peuples. Cependant, les Etats qui veulent maintenir la paix n'y sont jamais parvenus en négligeant leur propre sécurité.

3) Les membres de l'alliance réaffirment que leur défense commune est solidaire et indivisible. Une attaque contre l'un ou plusieurs d'entre eux dans la zone d'application du traité sera considérée comme une attaque contre tous. Le but commun est de prévenir toute tentative d'une puissance étrangère de porter atteinte à l'indépendance ou à l'intégrité d'un pays de l'alliance.

4) En même temps, ils constatent que les données de leur défense commune se sont trouvées profondément modifiées au cours des dix dernières années. Les rapports stratégiques entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ont atteint une situation de

quasi équilibre. De ce fait, bien que tous les pays de l'alliance restent vulnérables à une attaque, la nature du danger auquel ils sont exposés a évolué. En conséquence, les problèmes que pose à l'alliance la défense de l'Europe ont revêtu un caractère différent et plus spécifique.

5) Cependant, les éléments essentiels de la situation qui a conduit à la signature du traité n'ont pas changé. Bien que l'engagement de tous les alliés de participer à la défense commune réduise le risque d'une agression extérieure, la contribution à la sécurité de l'alliance tout entière, assurée par les forces nucléaires des Etats-Unis, basées aux Etats-Unis aussi bien qu'en Europe, ainsi que la présence de forces nord-américaines en Europe, demeure indispensable.

6) Il en résulte toutefois pour l'alliance l'obligation d'apporter un soin attentif aux risques auxquels elle se trouve exposée sur le théâtre européen et de mettre en œuvre tous les moyens aptes à les conjurer.

Les pays européens fournissent les trois quarts du potentiel classique de l'alliance en Europe, et deux d'entre eux (2) disposent de forces nucléaires en mesure de jouer un rôle dissuasif propre, contribuant au renforcement global de la dissuasion de l'alliance.

7) Les Etats-Unis, de leur côté, s'engagent à apporter la contribution nécessaire au maintien de la défense commune à un niveau capable de dissuader et, au besoin, de repousser toute entreprise dirigée contre l'indépendance et l'intégrité territoriale des membres de l'alliance.

8) Les Etats-Unis, de leur côté, réaffirment qu'ils s'engagent à n'accepter aucune situation qui exposerait leurs alliés à une pression extérieure politique ou militaire susceptible d'altérer leur liberté, et déclarent qu'ils sont résolus, en union avec leurs alliés, à maintenir des forces en Europe, au niveau qui requerra la crédibilité de la stratégie de dissuasion et à maintenir la capacité de défendre la zone de l'Atlantique nord si la dissuasion échouait.

9) Les membres de l'alliance affirment à ce propos que la finalité de toute politique de défense

est d'interdire à l'adversaire éventuel d'atteindre par un conflit armé les objectifs qu'il voudrait imposer, toutes les forces nécessaires seraient employées à cette fin. Tout en réaffirmant que l'un des principaux objectifs de leurs politiques est de rechercher des accords qui réduiraient les risques de guerre, ils déclarent aussi que de tels accords ne doivent pas limiter leur liberté d'employer pour la défense commune, en cas d'attaque, toutes les forces à leur disposition.

10) Tous les membres de l'alliance sont convaincus que la présence continue de forces canadiennes et de forces substantielles américaines en Europe joue un rôle irremplaçable pour la propre défense de l'Amérique du Nord aussi bien que pour celle de l'Europe. De manière analogue, les forces substantielles des alliés européens servent à défendre l'Europe de même que l'Amérique du Nord. Il est également reconnu que les progrès à venir vers la paix ne peuvent que renforcer la contribution à la défense commune de l'alliance de la part de ceux d'entre eux qui en sont aussi membres. A cet égard, la contribution apportée par les pays de l'alliance au maintien de la sécurité internationale et de la paix mondiale est reconnue comme étant d'une grande importance.

11) Les membres de l'alliance estiment que leur volonté d'unir leurs efforts pour assurer la défense commune leur fait obligation de maintenir et d'améliorer l'efficacité de leurs forces, chaque pays devant assumer, en fonction de son rôle dans la structure de l'alliance, sa juste part des charges assurant la sécurité collective. Inversement, ils considèrent que rien ne doit être accepté à l'occasion de négociations en cours ou à venir qui puisse diminuer cette sécurité.

12) Les alliés sont convaincus que, pour atteindre les buts qui leur sont communs, ils leur faut maintenir entre eux une étroite consultation et un esprit de coopération et de confiance mutuelle, et promouvoir ainsi les conditions nécessaires pour la défense et favorables pour la détente, lesquelles sont complémentaires.

Dans l'esprit d'amitié, d'égalité et de solidarité qui caractérise leurs rapports, ils sont fermement résolus à se tenir pleinement informés et à renforcer la pratique de consultations franches et de temps opportuns par tous les moyens qui pourraient être appropriés, sur les questions

touchant leurs intérêts communs en tant que membres de l'alliance, en tenant compte de ce que ceux-ci peuvent être influencés par des événements survenant dans d'autres parties du monde.

Ils désirent veiller également à ce que leurs rapports essentiels sur le plan de la sécurité s'appuient sur des relations politiques et économiques harmonieuses.

13) Ils rappellent qu'ils ont proclamé leur attachement aux principes de démocratie, de respect des droits de l'homme, de justice et de progrès social, fruits de leur héritage spirituel commun, et ils déclarent leur intention de développer et d'approfondir la mise en œuvre de ces principes dans leur pays. Ces principes interdisant, par leur essence même, tout recours à des méthodes incompatibles avec la promotion de la paix dans le monde, ils réaffirment que leurs efforts, tendant à préserver leur indépendance, à maintenir leur sécurité et à améliorer le niveau de vie de leurs peuples, excluent toute agression contre qu'il soit, ne sont dirigés contre aucun autre pays et visent à l'amélioration générale des relations internationales. En Europe, leur objectif demeure la recherche de l'entente et de la coopération avec tous les pays du continent. Dans le monde, chacun d'eux se reconnaît l'obligation d'aider selon ses moyens les pays en voie de développement.

14) Ils reconnaissent que la cohésion de l'alliance a trouvé son expression non seulement dans la coopération entre les gouvernements des pays membres, mais aussi dans les libres échanges de vues entre les représentants élus des peuples de l'Europe, qui ont permis de déclarer prêts à promouvoir le renforcement des liens entre les parlements.

15) A l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la signature du traité de l'Atlantique nord, les membres de l'alliance atlantique réaffirment ainsi leur attachement à leurs buts et à leurs idéaux. Tout en tenant leurs regards vers l'avenir et certains de leurs idéaux, ils déclarent que les défis auxquels ils sont confrontés, ils se déclarent convaincus que l'alliance atlantique continuera à jouer un rôle essentiel dans la construction de la paix durable qu'ils sont résolus à édifier.

(1) Il s'agit de la C.S.C.E., qui poursuit ses travaux à Genève.

(2) La France et la Grande-Bretagne.

Nice Mont Boron
H. boulevard Maurice Maeterlinck
luxueuse résidence avec piscine

du studio au 4 pièces

vue exceptionnelle sur la Baie des Anges

Documentation et vente :
- A NICE : sur place, tél. 89.59.48
- A PARIS : 23, rue d'Antin (2e) tél. OPE.36.80

L'AIDE AUX PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Bonn veut connaître la contribution des autres États avant de verser au fonds des Nations unies

Bonn (Reuters). — La République fédérale allemande s'oppose à ce que la Communauté européenne contribue au fonds des Nations unies destiné à venir en aide aux pays en voie de développement touchés par la hausse des prix du

pétrole, tant que l'origine de cette contribution n'aura pas été précisée, a annoncé un porte-parole du gouvernement ouest-allemand.

Selon les propositions des Nations unies, ce fonds se monterait à 3 milliards de dollars, dont la moitié serait versée par les pays industrialisés et l'autre moitié par les pays producteurs de pétrole.

Bonn désire également avoir connaissance du montant des contributions des Etats-Unis, du Canada, du Japon et des pays producteurs de pétrole avant de s'engager à verser sa propre contribution, a déclaré le porte-parole.

A en juger par les déclarations qu'a faites, au siège des Nations unies, le Dr Paulus, économiste allemand, qui rendait compte de la mission dont M. Waldhelm, secrétaire général de l'ONU, l'avait chargé, l'Allemagne de l'Ouest n'est pas le seul pays à faire ainsi des réserves.

« J'ai trouvé une grande volonté de coopération, mais une certaine réticence à citer des chiffres », a-t-il ainsi déclaré à son retour d'une tournée en Europe et au Proche-Orient. « Dans chacun de ces pays, la question qui revient tout le temps, c'est : que vont faire les autres ? »

Découvrez la Bulgarie fleurie

Roses brodées des blouses paysannes.
Roses peintes des monastères.
Fragrance mêlée à l'air marin.
Essence de rose, parfum de vos vacances.
Roussalka en Bulgarie.
Pour vous changer des idées grises.

Club Méditerranée 266 52 52

Office National du Tourisme Bulgare
45 av. de l'Opéra Paris 2^e Tél. 073.31.22

BARCLAY george V

CHEMISIER-TAILLEUR
35, av. George V - Paris

SOLDE

Ses Collections de Printemps

P O L O S 95
PANTALONS 95
BLAZERS 195
GOSTUMES 375
GOSTUMES 1350

ouvert sans interruption
9 h 30 à 19 h

Gestetner

simplicité et automatisme

perfectionnement de l'offset de bureau :

Pour recevoir une documentation "offset", adresser ce coupon à Gestetner
71, rue Camille-Groult
94400 Vitry Tél. 680 47-85

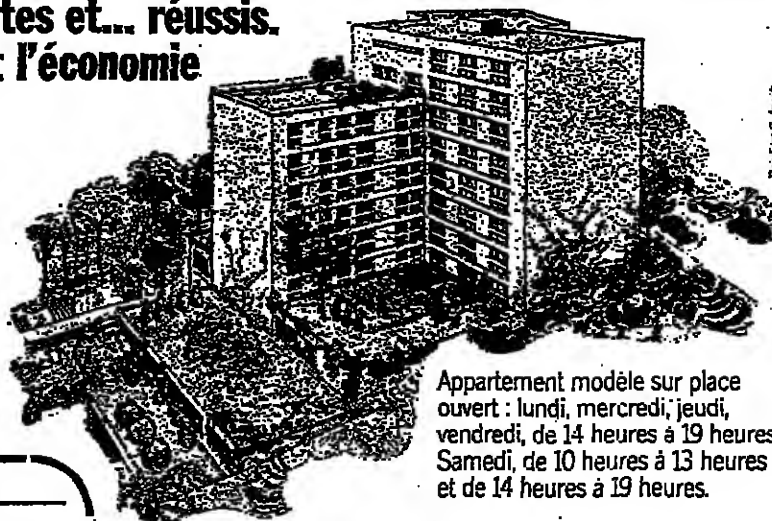
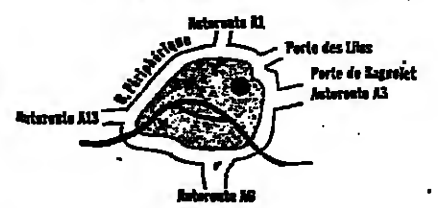
M
Adresse

AURORE

55 BD SERURIER, 49 RUE ROMAINVILLE, PARIS 19^e

Nous aimons les mariages insolites et... réussis.
Paris et la quiétude. L'espace et l'économie
Le fonctionnel et la qualité.

DU STUDIO AU 4 PIÈCES.
17 plans différents



Appartement modèle sur place
ouvert : lundi, mercredi, jeudi,
vendredi, de 14 heures à 19 heures.
Samedi, de 10 heures à 13 heures
et de 14 heures à 19 heures.

M. Mme
Adresse :
☐ souhaitent recevoir une documentation complète sur AURORE ☐ souhaitent obtenir un rendez-vous au 39 rue de Courcelles Paris 8^e, après appel téléphonique du représentant de spim promotion ☐ souhaitent obtenir un rendez-vous chez eux le _____ à _____ heures

Renseignements et vente
SPIM promotion 39, rue de Courcelles
Paris 8^e tél. : 766.51.08



Voici comment opère un malfaiteur.



La force d'un malfaiteur c'est sa rapidité.



Il s'empare d'un sac et disparaît instantanément.

En voyage, c'est dangereux d'avoir de l'argent liquide sur soi. Emportez plutôt des chèques de voyage American Express en Francs Français.

Vous ne pouvez rien faire contre un malfaiteur. Mais maintenant, vous pouvez protéger l'argent que vous emportez avec vous en prenant des chèques de voyage. C'est sûr et ils remplacent l'argent liquide.

Quels chèques de voyage choisir ? Nous vous recommandons les chèques de voyage American Express en Francs Français. Voici pourquoi : à la différence de l'argent liquide, si jamais on vous le vole ou si vous les perdez, nous vous les remplaçons, généralement le jour même.

Il vous suffit de faire une déclaration de perte en personne, à l'un des 885 bureaux, filiales et représentants de l'American Express, le plus proche.

Et ce n'est pas tout. Les chèques de voyage American Express sont les plus acceptés dans le monde entier.

Les chèques de voyage American Express sont disponibles, en Francs Français : en chèques de 30 F, 100 F, 200 F et 500 F. Vous pouvez aussi les demander en 6 autres monnaies internationales à votre banque.

Lorsque vous voyagez à l'étranger, protégez votre argent : emportez les chèques de voyage American Express en Francs Français.

Parce que cela pourrait bien vous arriver à vous aussi.



Chèques de voyage American Express en Francs Français

DIPLOMATIE

Libres opinions

Gagner sur tous les tableaux ?

Par YVES LAULAN (*)

DES son origine, la politique française s'est engagée sur quatre plans parallèles, à savoir vis-à-vis de l'Est, des Etats-Unis, de l'Europe et du Proche-Orient enfin, dernier volet auquel la crise du pétrole confère aujourd'hui une importance capitale pour notre avenir économique.

Sur ces quatre plans, la politique française semble avoir obéi à un certain nombre de constantes caractérisées notamment par le refus de s'engager dans une quelconque entreprise dépassant un cadre strictement national, ainsi que par l'ambivalence des engagements c'est-à-dire le souci de combiner les avantages tenant à une politique résolument autonome tout en conservant les bénéfices procurés par la collectivité.

Cette démarche est particulièrement évidente dans le domaine de la sécurité extérieure où la France s'est détachée des engagements contraignants de l'alliance atlantique sans pour autant renoncer aux avantages de la sécurité collective, découlant notamment de la présence des troupes américaines en Europe, ou encore sur le plan européen où nous bénéficions des gains dérivés de l'intégration douanière ou agricole, sans pour autant renoncer à prétendre à une forte autonomie de nos politiques économiques. Il est vrai que, depuis peu, d'autres pays membres de la Communauté ont été prompts à suivre — et au-delà — cet exemple.

C'est cet objectif de maximisation de l'intérêt national qui est à nouveau visé en matière d'approvisionnement pétrolier où la France s'est efforcée d'obtenir une position de partenaire privilégié vis-à-vis du monde arabe, dans un cadre bilatéral, tout en espérant bien tirer profit des conditions améliorées qui pourraient être établies sur le marché mondial.

Eu égard à ses ambitions, ce jeu s'est révélé d'une richesse et d'une variété surprenantes. Néanmoins, il serait permis de se demander si les résultats ainsi obtenus ne peuvent être jugés quelque peu éphémères et limités.

En effet, en 1974, comme quinze ans plus tôt, la France a intégralement conservé, comme on a dit, « toutes ses options ouvertes » vis-à-vis de tous et de chacun. On peut se demander si ce n'est pas là tout ce qui lui reste.

Bien plus, est-il raisonnable d'espérer pouvoir longtemps poursuivre ce jeu de bascule d'un partenaire à l'autre, d'un engagement à un autre, cette perpétuelle démarche faite d'initiatives hardies suivies de retraites tactiques, bref, de continuer à vouloir rester soi-même sans jamais tenter de devenir quelque chose de plus ?

En ce qui concerne l'Union soviétique, les initiatives de rapprochement lancées par la France présentaient, dans le contexte de l'époque, un intérêt manifeste pour l'Est, qui trouvait là un partenaire introduit et écoute.

Avec un pied dans chaque camp, notre pays était en effet fort bien placé pour se faire entendre d'un côté et de l'autre. C'est ainsi que la France s'est faite, avec vigueur et efficacité, l'avocat d'une politique de détente dans les années déjà lointaines où l'on parlait plus de confrontation que de négociation.

Mais aujourd'hui, la détente s'est institutionnalisée puisque, aussi bien, les deux partenaires principaux ont réussi à établir entre eux une entente directe. La France, de ce fait, risque de perdre sa position de partenaire privilégié dans la mesure où son rôle d'intermédiaire devient quelque peu superflu. Point n'est besoin à Moscou de passer par Paris pour se faire entendre à Washington. En fait, les communications directes entre les deux Grands courtoisissent plus souvent les relais parisiens qu'ils ne les utilisent. Quant aux avantages retirés de la coopération économique avec l'Est, il semble que le principal bénéficiaire en Europe en soit l'Allemagne et non point notre pays.

Sur le plan européen, la France a réussi à obtenir que la Communauté ne reste que ce qu'elle était au départ, à savoir un simple lieu de rencontre et d'arbitrage entre intérêts nationaux. La progression des niveaux de vie et des échanges témoigne étonnamment de ce que l'exercice des mécanismes du marché a permis d'obtenir dans ce cadre, ce qui n'est nullement négligeable.

Mais aller au-delà signifierait en substance la renonciation à l'exercice complet de notre souveraineté nationale. C'est sur ce bûcher que se brisent régulièrement depuis des années toutes les tentatives menées pour dépasser ce stade, qu'il s'agisse de monnaie, d'énergie, ou, a fortiori, de sécurité.

Fait plus grave, il faut s'interroger pour savoir si l'acquis communautaire lui-même, obtenu en période de haute conjoncture, ne risque pas de s'effriter dès lors qu'une période plus difficile imposera de dures concessions réciproques. La répartition des bénéfices conjoints est évidemment plus aisée que celle des sacrifices communs.

Vis-à-vis des Etats-Unis, enfin, les circonstances ont permis quelque temps d'espérer que, dans la course à la croissance, la remontée du géant américain par ses rivaux européens pourrait se poursuivre. Le franc français regagnait, alors que le dollar la perdait, une position très ferme sur le marché des changes, en dépit de secousses épisodiques comme celle de 1969.

Mais, là aussi, la consolidation de ces succès éphémères s'est révélée difficile, comme en témoignent la situation de notre monnaie, obligée à son tour de flotter, et le raffermissement — relatif — est vrai — de la devise américaine. Néanmoins, il reste significatif que la France emprunte aujourd'hui aux Etats-Unis ces mêmes dollars qu'elle cherchait naguère à convertir en or.

Reste la politique arabe sur laquelle la France a fondé, semble-t-il, de grands espoirs pour maintenir ses positions dans le repli généralisé qui s'annonce au sein de l'économie européenne. Il s'agissait, en quelque sorte, de comptabiliser les gages diplomatiques accordés au monde arabe au cours des années écoulées.

Encore une fois, force est de constater que la concrétisation de ces avantages s'est révélée bien incertaine. Jusqu'à présent, nos partenaires, tout en rendant hautement hommage à notre appui politique, ne semblent guère enclins à nous accorder une place privilégiée quelconque, qu'il s'agisse de prix ou de livraisons comme en témoignent les contrats, de portée d'ailleurs limitée, récemment négociés avec certains producteurs.

Quant aux placements de capitaux, on peut concevoir que les investisseurs arabes, qui sont fort avisés, seront peut-être tentés de rechercher les rendements stables et à long terme qu'ils ambitionnent sur les marchés financiers allemands ou américains, plutôt que dans une monnaie dont le fléchissement révèle la vulnérabilité aux poussées inflationnistes.

Dès lors, la dissociation des aspects internes et externes de nos politiques apparaît comme une démarche concevable en période d'expansion et de sécurité collective, mais fortement sujette à caution dans les années d'incertitude qui s'ouvrent.

Il n'est pas exclu, dans ce nouveau contexte, que la France soit amenée à raffermir les solidarités internationales qu'elle s'est refusée jusqu'à présent à consolider.

Peut-être, à ce moment-là, un choix s'imposera-t-il entre des options préservées intactes jusqu'à présent, quitte à en assumer pleinement les implications.

(*) Directeur des affaires économiques de l'OTAN, M. Laulan s'exprime ici à titre personnel.

A l'Assemblée nationale

M. Poniowski: seules les personnes ayant enfreint la loi doivent être « fichées »

La seconde séance des « questions au gouvernement » s'est déroulée, mercredi 19 juin, à l'Assemblée nationale, en présence de la quasi-totalité des ministres. Certains d'entre eux ont cependant préféré répondre par voie écrite aux parlementaires ou ont souhaité que le sujet évoqué soit traité à l'occasion d'un prochain débat. Ce fut le cas de M. Galley, ministre de l'équipement, interrogé par M. Frédéric Dupont (rép. ind. Paris) sur la ségrégation sociale dans les grandes villes, de M. d'Ornano, ministre de l'industrie, ques-

tionné par M. Soustelle (non-inscr. Rhône) sur la politique de la recherche scientifique, et de M. Soufflet, ministre de la défense, que M. Charvonnat (P.S., Territoire de Belfort) interrogeait sur les récentes manœuvres franco-espagnoles. Enfin M. Chirac, premier ministre, a renvoyé M. Bardol (P.C., Pas-de-Calais) et Mme Chonavel (P.C., Seine-Saint-Denis) à la déclaration relative aux nouvelles mesures sociales qu'il devait faire, après la séance, devant la commission des affaires sociales. De nombreux sujets ont cependant été évoqués.

LA SITUATION A L'O.R.T.F.

Répondant à M. AUDINOT (U.C., Somme), M. CHIRAC souligne que le conflit actuel, « strictement catégoriel », émanant de deux corps techniques et de trente agents administratifs, prive trente millions de téléspectateurs de programmes et que le P.-D.G. de l'O.R.T.F. a fait des propositions qui « vont dans le sens des demandes syndicales ». Le premier ministre précise aussi que le gouvernement délibérera, début juillet, des problèmes financiers de l'Office.

Interrogé également par M. FILLOUD (P.S., Drôme) sur l'éventualité d'une modification du statut de l'O.R.T.F., M. Chirac déclare : « Le gouvernement n'a pas encore délibéré de cette question, je n'ai aucun commentaire à faire. »

LES POINTS DE VENTE DE CARBURANTS DANS LES ZONES RURALES.

M. MONTAGNE (rép. Eure) s'inquiétant de la disparition progressive des points de vente de carburant dans les zones rurales, M. DORNIANO rappelle les mesures prises pour remédier aux effets de cette situation : ouverture d'un contingent spécial pour la création de points de vente dans les communes qui en sont complètement dépourvues ; autorisation sans restriction des implantations à des distances importantes des voies à grande circulation ; interdiction de la création d'un dernier point de vente d'une commune.

LES ANCIENS D'A.F.N.

En réponse à M. MAUJOUAN DU GASSET (rép. ind. Loire-Atlantique), M. BORD, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, indique qu'un projet de loi visant à compléter les cartes de combattants anciens d'A.F.N. sera examiné par l'Assemblée dès que la commission, saisie de cette question, aura déposé son rapport.

LA REFORME DU BACCALAUREAT.

M. HABY, ministre de l'éducation, précise à M. SIMON-LORIERE (U.D.R., Var) que « la réforme du baccalauréat sera régie par un projet de loi qui sera déposé au Parlement au cours de la session d'automne ».

LE PLAN ROUTIER BRETON.

M. BECAM (app. U.D.R., Finistère) s'inquiétant de la réalisation du plan routier breton, M. GALLEY affirme que ce plan « bénéficiera d'une priorité absolue dans les crédits routiers », 200 millions de francs sont prévus par an, durant le VI^e Plan, rythme qui a été respecté, sauf en 1973, où 175 millions seulement ont été consacrés au plan breton, 25 millions étant « gelés » au titre du fonds d'action conjoncturelle.

LES ADMINISTRATIONS LOCALES.

Interrogé par M. GOULET (U.D.R., Orne), M. Chirac annonce que le gouvernement est décidé à interrompre la politique de suppression de certaines administrations locales, comme les P.R.T. ou

LES FORCES DE L'ORDRE.

A l'adresse de M. ROBERT-ANDRE VIVIEN (U.D.R., Val-de-Marne), M. PONIOWSKI, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, rappelle qu'il a demandé un renforcement des effectifs d'environ trois mille unités pour 1975. « J'espère aussi obtenir une meilleure répartition des forces, dit-il. L'affectation des C.R.S. à des tâches statiques de surveillance et de garde correspond à une situation du passé et doit cesser. Je donnerai la priorité absolue à la lutte contre la criminalité, en une période marquée, heureusement moins que dans d'autres pays, par l'augmentation de la criminalité. Mais il ne faut pas seulement réprimer, il faut aussi prévenir, notamment par une action sociale en faveur des jeunes. En tout cas, les opérations comme celle de la semaine dernière (1) seront renouvelées à d'autres heures, dans d'autres zones, dans d'autres villes. J'entends en effet mener une action efficace contre le développement de la criminalité que tous les pays connaissent, du fait sans doute de la disparition de certains autres cultures, religieux, sociaux. »

LES CONCOURS ADMINISTRATIFS ET LES DOM-TOM.

M. STIRN, secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, répond à M. OMAR BARAKH (U.D.R., Territoire français des Afars et des Issas) que les ressortissants des DOM-TOM, qui sont des citoyens français, peuvent participer à tous les concours administratifs.

LES ACTIVITES DES ENSEIGNANTS.

M. BONHOMME (app. U.D.R., Paris - et - Gironde) interroge sur l'attitude des syndicats d'enseignants qui ont protesté contre la demi-journée de congé attribuée

LE PRÉSIDENT DU GROUPE COMMUNISTE REÇU VENDREDI PAR M. CHIRAC

Poursuivant ses consultations sur le projet de réforme de l'article 26 de la Constitution relatif aux suppléants de parlementaires (le Monde n° du 15 juin), M. Jacques Chirac a reçu, jeudi matin 20 juin, à l'hôtel Matignon les présidents de tous les groupes politiques du Sénat. Il s'est ensuite entretenu avec M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, et offert un nouveau déjeuner en l'honneur d'une partie des membres des bureaux des commissions de l'Assemblée nationale. Vendredi matin, le premier ministre doit recevoir M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée. Enfin, au début de la semaine prochaine, M. Chirac aura à l'hôtel Matignon un entretien avec M. Alain Fohrer, président du Sénat.

LA SITUATION DES SECTEURS D'ETAT AUTONOMES.

M. COT (P.S., Savoie) veut savoir si le premier ministre a pris l'avis du Conseil d'Etat avant de nommer des secrétaires d'Etat autonomes, dont le statut ne semble pas avoir été prévu par la Constitution et qui, de ce fait, risquent de ne pas être reconnus.

M. CHIRAC déclare que le Conseil d'Etat, réuni le 11 juin, a jugé que les secrétaires d'Etat autonomes devaient être considérés comme des ministres. Aussi aucun problème juridique ne se pose.

LA DECLARATION ATLANTIQUE.

M. ODRU (P.C., Seine-Saint-Denis) s'étonne que la France participe au « sommet » atlantique et se demande comment « le gouvernement justifie la caution qu'il apporte au renforcement du plan atlantique en contrepoint, à la demande des Etats-Unis, la nouvelle déclaration atlantique ».

L'ENFANCE MALHEUREUSE.

A l'adresse de Mme THEOM-PATENCOTTE (radical de gauche, Yvelines), Mme VIEL, ministre de la santé, estime que seule la collaboration des médecins, des instituteurs et des assistants sociales permettra d'assurer une protection efficace de l'enfance malheureuse et rappelle qu'une commission examine actuellement cette question.

LES « FICHES » DE L'ETAT ET LES LIBERTES INDIVIDUELLES.

M. LABARRERE (P.S., Pyrénées-Atlantiques) évoque l'affaire de ce journaliste qui, arrêté pour cause de violence, s'est vu demander par la police, après consultation d'un fichier central, quelle infraction il avait commise en 1968 (le Monde du 18 juin).

« Après moi », a répondu M. PONIOWSKI, qui précise qu'il ne mettra pas en cause cette « histoire », un fichier des personnes responsables de désordres publics sur la voie publique a été créé. C'est à ce fichier que l'officier de police se référait. J'ai donné les instructions pour qu'il soit détruit. Il ne servait d'ailleurs plus à rien. En outre, un fichier ne doit être établi qu'à partir de la situation de personnes qui se sont mises en infraction avec la loi. Telle est la première règle que je souhaite imposer quant au fichier tenu par mon ministère. La seconde est qu'il n'y ait pas de communication entre les fichiers. Les moyens modernes de contrôle sont dangereux : il faut en surveiller l'utilisation. Il importe non seulement de ne porter au fichier que des personnes qui ont effectivement enfreint la loi, mais encore de maintenir un cloisonnement très net entre les fichiers des douanes, celui des impôts, celui de la justice, celui de l'armée ou celui de l'intérieur. Certains estimeront qu'il y a là un risque pour la sécurité. Si j'ai un jour assuré cette sécurité, je le ferai sous les ordres du premier ministre et sans hésitation. Mais la sécurité ne réside pas dans des menaces restreignant les libertés individuelles. Elle est quotidiennement dans un climat de liberté personnelle, de libéralisme. J'y veillerai. »

LA SITUATION A L'USINE H.K. PORTER DE MARPENT.

M. DURAFOR, ministre du travail, répondant à M. MATON (P.C., Nord), indique que sur les quatre cents personnes qui pourraient être licenciées dans cette entreprise une quarantaine pourraient être réemployées dans un autre secteur de cette société, et que cent vingt à cent vingt-cinq pourraient être embauchées par le groupe Jeumont-Schneider. « Nous nous employons à recueillir les autres », dit-il.

(1) En présence de M. Poniowski, des opérations de police importantes se sont déroulées, dans la nuit du 14 au 15 juin, dans la proche banlieue parisienne (le Monde du 16-17 juin) et dans la nuit du 15 au 16 juin, à Lyon (le Monde du 16 juin).

Les députés de tous les groupes réclament des mesures en faveur des agriculteurs

Au cours de la séance consacrée aux questions orales avec débat, mercredi 19 juin, les députés ont participé à une discussion sur les questions agricoles.

M. CHARLES RIGNON (U.D.R., Somme) décrit la situation des éleveurs qui, selon lui, méritent le qualificatif d'« oubliés de l'expansion ». Il émet plusieurs suggestions, soulignant notamment que la mise en place de l'Office national interprofessionnel du bétail et de la viande (O.N.I.B.V.) soit accélérée. M. JOS-SELIN (P.S., Côtes-du-Nord), qui décrit la disparité existant entre les cotations officielles et les prix d'achat réels, souhaite que la France ait une véritable politique agricole comportant une planification et réclame une véritable garantie de revenus pour les agriculteurs.

M. PRANCHERE (P.C., Corrèze), suppléant, M. RIGOUT (P.C., Haute-Vienne), souligne la baisse du pouvoir d'achat des agriculteurs, souhaite en particulier l'arrêt momentané de toute importation, la réduction de la TVA au taux zéro sur les viandes et réclame la fixation de prix agricoles minimaux garantis.

M. D'HARCOURT (U.C., Calvados) demande à son tour la suppression des importations de viande en provenance des pays tiers, le déblocage des crédits du F.O.R.M.A. ainsi que la modification de l'attribution de l'indemnité viagère de départ. M. BERTRAND DENIS (rép. ind. Mayenne) présente, lui aussi, plusieurs demandes. Il souhaite par exemple que les négociations soient reprises avec l'Italie en ce qui concerne les exportations de veaux et regrette le prix élevé des vins de consommation courante qu'il rappelle que le prix de cette denrée à la production est assez bas.

M. DAILLET (rép. Manche) veut que les interventions de l'O.N.I.B.V. soient étendues à la viande de porc et souhaite qu'une

étude soit entreprise pour préciser la place de l'agriculture dans la société européenne.

M. CHRISTIAN BONNET, ministre de l'agriculture, évoque à son tour la situation des différents marchés agricoles, dont il décrit pour chacun l'historique, les mesures prises et les résultats obtenus. En ce qui concerne la viande bovine, analysant les décisions adoptées, le ministre déclare notamment : « Il serait injuste de ne pas reconnaître que les mécanismes communautaires et surtout l'intervention permanente ont été l'effort conjugué de l'ensemble des pouvoirs publics pour assurer la politique d'intervention. Cela suppose un certain déstockage », car les entreprises frigorifiques commencent à se remplir. En trouvant les moyens de l'affaire de la commission, mais nous ne manquerons pas de l'injecter à agir. »

Pour ce qui est de la viande porcine, M. Bonnet reconnaît que, là aussi, la situation est difficile et précise que « le gouvernement français, qui est résolu à obtenir des revalorisations sérieuses des prix communautaires, sera sans doute amené à demander leur révision dès cet été ».

Au sujet du lait, le ministre constate que la collecte est à peine supérieure à celle de l'an dernier et que le prix à la production est proche du prix indicatif. Enfin, ce qui concerne le marché du vin, M. Bonnet annonce que la Commission européenne a proposé d'ouvrir « très prochainement » une période de distillation.

Dans la discussion générale, M. Franchère dit que les décisions annoncées n'apporteront pas de solution aux difficultés des agriculteurs. Après M. LE PENNEC (P.S., Finistère), qui intervient en faveur de l'aviculture et qui demande au gouvernement de hâter la création d'une organisation interprofessionnelle pour le poulet, M. DE POULPQUET (U.D.R., Finistère) considère que la C.E.E. devrait faire preuve de beaucoup plus d'imagination

pour résoudre la crise et juge qu'on devrait étudier davantage la consommation avant de préconiser certaines productions. M. MAURICE CORNETTE (U.D.R., Nord) regrette notamment que ce soit les éleveurs les plus dynamiques qui soient actuellement les plus touchés et que les mesures adoptées ne soient pas plus cohérentes. Après M. GACHEL (rép. ind. Rhône), qui souhaite que la C.E.E. résiste aux pressions de la Grande-Bretagne et M. SIMON (rép. ind. Haute-Loire), qui demande qu'une propagande soit faite en faveur du veau, M. BROCHARD (rép. Deux-Sèvres) réclame la mise en place d'une caisse de garantie mutuelle au niveau européen, compte tenu du nombre de chèques sans provision que reçoit souvent de certains négociants les éleveurs M. JOSELYN, suppléant de M. PIERRE JOXE (P.S., Saône-et-Loire), évoque la situation du Fonds d'organisation et de régulation des marchés agricoles (fonds que M. MEHAIGNERIE (U.C., Ille-et-Vilaine) et M. LIGOT (U.C., Maine-et-Loire) détaillent les difficultés des éleveurs. M. PORELLI (P.C., Bouches-du-Rhône) s'attache pour sa part à la situation des producteurs de fruits et légumes du Midi. M. BALAGIERE (P.C., Hérault) et M. BAYOU (P.S., Hérault) traitent tous les deux de la viticulture. Enfin M. GODEFROY (app. U.D.R., Manche) évoque le marché du lait tandis que M. GUERMEUR (U.D.R., Finistère) appelle l'attention du gouvernement sur la situation des jeunes qui se sont lancés dans l'élevage et ne peuvent plus faire face actuellement aux charges de leur endettement.

M. Roger Romani, conseiller de Paris (U.D.R.), qui, depuis 1971, était conseiller technique chargé des relations avec le Parlement auprès de M. Chirac dans les divers postes ministériels occupés par ce dernier, exercera les mêmes fonctions au cabinet du premier ministre.

(PUBLICITE)

Contre la carie dentaire

Chercheurs français et chercheurs soviétiques préconisent l'utilisation du Fluor

(reste à choisir le mode d'administration).

Pour la première fois, des chercheurs français et des chercheurs soviétiques ont comparé leurs expériences sur le Fluor. C'était à Moscou, en janvier dernier, au cours d'un Symposium organisé conjointement par le Ministère de la Santé Publique d'Union Soviétique et les Laboratoires Pharmaceutiques Goupi-Dentoria, membres du Groupement des Industries Dentaires Exportatrices Françaises (G.I.D.E.F.). Il n'est pas trop tard pour revenir sur cette information : le Fluor en effet possède une propriété qui concerne directement la santé de chacun d'entre nous.

Un préventif naturel contre les caries

Le Fluor protège les dents contre les caries... tout le monde devrait le savoir. Pour le monde scientifique, en tous cas, c'est une vérité solidement établie. L'Organisation Mondiale de la Santé, soucieuse de faire reculer la carie dentaire (4^e fléau mondial), a maintes fois signalé l'efficacité des bains de bouche et des dentifrices au Fluor en matière de prophylaxie dentaire. Le Symposium de Moscou avait pour objet l'étude des diverses méthodes d'application du Fluor en stomatologie.

En France, des applications locales

La France a été l'un des premiers pays au monde à bénéficier d'un

On voit le Fluor reconstituer l'émail

Les travaux du Professeur Bertrand Kerbel (Faculté de Chirurgie Dentaire de Nantes) mettent en évidence d'une façon spectaculaire l'action du Fluor sur l'émail. Des photos prises au microscope électronique à balayage permettent de voir les cristaux d'émail se reformer, après application de Fluor, sur une dent attaquée à l'acide. Autre point intéressant pour le profane : l'action désensibilisante du Fluor. Elle s'exerce sur les collets sensibles au froid, au chaud, aux sucres et aux acides. Elle a été établie en particulier par les travaux du Professeur Hanachowicz, de l'Ecole Dentaire de Lyon.

Et les Soviétiques?

Ils ont été les premiers à tenter les applications locales de Fluor (en 1946) et les résultats obtenus en URSS s'expriment par des statistiques comparables aux nôtres. Mais leur législation permettant (comme celle des USA) la fluoration des eaux municipales, l'expérience de 30 villes soviétiques alimentées en eau fluorée leur permet de souligner l'effet du Fluor « sur tout le métabolisme humain » (Professeur Vladimir Rodko, ancien directeur du Service de Hygiène Dentaire à l'O.M.S. à Genève). Depuis 3 ans, en outre, on expérimente à Moscou un vernis au Fluor qui semble donner de bons résultats (seul inconvénient : il faut rester 20 heures sans mâcher après application de ce vernis sur les dents).

Une leçon à tirer

A l'Institut Central de Stomatologie de Moscou, les dentifrices au Fluor sont exposés dans une vitrine. Fluoracril bi-fluoré est du nombre. Dans ce monde austère, le tube de dentifrice vert et blanc, caoutchonné par la simple gravité des lois scientifiques, redonne l'indispensable outil d'une hygiène bien comprise. On nous l'a toujours dit. De grands savants nous le répètent. Allons nous brosser les dents... au Fluor.

PARIS 16^e

Avenue
FOCH

A VENDRE

POUR AMBASSADE OU CONSULAT

HOTEL PARTICULIER

Luxueux - 1400 m² environ

Escierie CARLTON S.A.

49 bis, Avenue F.-D. ROOSEVELT 75008 PARIS

aucun renseignement ne sera fourni par téléphone

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le nouveau groupe centriste pourrait réunir les «réformateurs et démocrates de progrès»

An cours d'une réunion de leur groupe, mercredi 19 juin, à l'Assemblée nationale, les députés réformateurs ont discuté une fois encore de la mise en place d'un groupe commun à tous les élus centristes. Ils ont adopté le texte élaboré par MM. Jean-Marie Caro (rd) et Pierre Bernard-Raymond (Union centriste). Ce texte doit servir de préambule aux déclarations politiques qui seront publiées par les deux groupes lors de l'annonce de la fusion. Il précise que la nouvelle formation parlementaire sera intitulée : «Groupe des réformateurs et démocrates de progrès».

La proposition initiale était sensiblement différente puisqu'il y était question des «réformateurs et démocrates sociaux». C'est à la demande des élus de l'Union centriste — dont une majorité appartient au Centre Démocratique et Progrès — que cette modification a été apportée. Les députés réformateurs ont toutefois indiqué que c'était là l'ultime concession

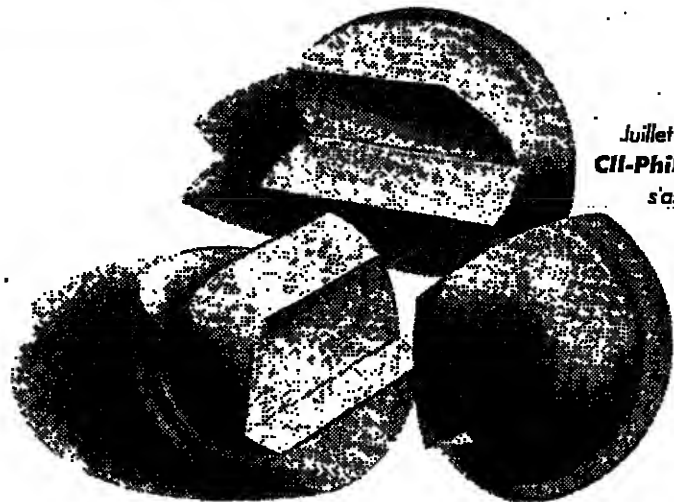
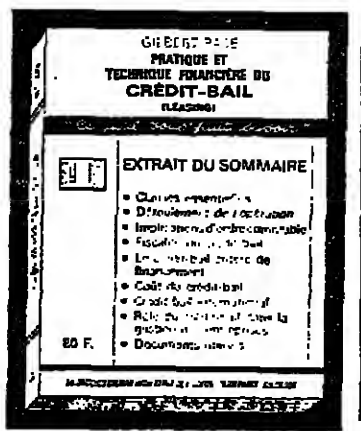
qu'ils pouvaient faire aux centristes. Nombre d'entre eux ont souligné que l'opération en cours consistait d'ailleurs plus en un élargissement du groupe réformateur qu'en la fusion de deux groupes. L'Union centriste risquant, à brève échéance, d'être réduite à un effectif inférieur au minimum nécessaire à son existence réglementaire (trente députés).

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, ancien ministre des réformes, a insisté sur ce point de même que sur la nécessité, pour les élus réformateurs, de conserver intact leur programme de réformes et de se garder de toute «inconditionnalité» à l'égard du gouvernement.

Une nouvelle rencontre entre des représentants de l'Union centriste et des réformateurs devait avoir lieu jeudi.

D'autre part, au nom des quatre députés du Centre national des indépendants membres du groupe Union centriste, M. Jacques Fouchier a déclaré mercredi après-midi 19 juin que ceux-ci n'avaient aucunement l'intention de provoquer par leur départ l'éclatement du groupe dont ils souhaitent le maintien, mais qu'ils se réservaient d'examiner la situation nouvelle que créerait la fusion éventuelle des deux formations.

MM. Michel Cointat (U.D.R.) et André Beauville (rép. ind.) ont été désignés par leurs groupes pour remplacer, le premier au Parlement européen, le second à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, respectivement MM. André Jarrot (U.D.R.) et Bernard Destanque (rép. ind.), devenus membres du gouvernement.



Juillet 1973 : CII-Philips-Siemens s'associent dans Unidata.

Janvier 1974 : Unidata 7-720

Unidata 7-720, c'est le résultat de la vaste expérience technique, industrielle et commerciale de CII, Philips et Siemens à travers tous les secteurs de l'économie mondiale. Aujourd'hui :

Unidata 7-720, c'est le choix de nombreuses entreprises qui recherchent au travers d'un petit système économique, les possibilités adaptées aux vrais besoins :

Unidata 7-720, ordinateur sûr.

Unidata 7-720 bénéficie d'une technologie avancée (microprocesseur MOS/LSI), de dispositifs auto-contrôle et de diagnostic par micro-programmes ; d'une protection des données en mémoire centrale et virtuelle ; d'un système d'exploitation sécurisé, le BS 1000.

Unidata 7-720, ordinateur modulaire

Pour accompagner la croissance de chaque entreprise et de ses besoins informatiques, la mémoire centrale d'Unidata 7-720 peut grandir progressivement de 48 à 150 K (superviseur à partir de 8 K) et la configuration de la mémoire de contrôle évolue à partir de 8 K mots. De plus la capacité des disques est modulaire de 30 à plus de 600 millions d'octets en ligne. Enfin grâce à ses possibilités

de microprogrammation, Unidata 7-720 permet l'utilisation des codes IRIS, P 1000 et 4004.

Unidata 7-720, ordinateur économique

Son rapport performance/coût est actuellement l'un des meilleurs du marché. De plus son logiciel complet et une vaste bibliothèque de produits programmes sont mis à disposition : ils couvrent de nombreux domaines d'applications.

Unidata 7-720, ordinateur simple

Le BS 1000 optimise l'utilisation de l'ordinateur et allège la tâche de l'opérateur en automatisant les travaux. Plus de commandes dispersées ; un seul pupitre, comportant un clavier et un écran de contrôle, sert au suivi de l'exploitation et à la maintenance.

Janvier 1974 :

UNIDATA 7-720 MADE IN EUROPE

COMPTON INTERNATIONAL POUR L'INFORMATIQUE

UNIDATA

DATA SYSTEMS-DIAGNOS-ORDINATEURS

Unidata est le fruit de la coopération entre CII, Philips et Siemens dans le domaine de l'informatique. Les produits Unidata sont conçus et fabriqués en Europe.

AU SÉNAT

Le tiers des sièges seront renouvelés le 22 septembre

Les sénateurs de la série B, dont l'élection aura lieu le 22 septembre, comme l'a décidé mercredi 19 juin le conseil des ministres, sont ceux des treize départements métropolitains allant, par ordre alphabétique, de l'Indre-et-Loire aux Pyrénées-Orientales ; ceux du département de la Réunion du Territoire des Afars et des Issas et de la Nouvelle-Calédonie. Les sénateurs « sortants » avaient été élus en septembre 1965. Quatre-vingt-onze mandats seront mis en compétition, si l'on compte les trois représentants des Français établis hors de France.

Les sénateurs, au nombre de deux cent quatre-vingt-trois, sont élus pour neuf ans, et renouvelables par tiers, tous les trois ans. Leur élection a lieu au suffrage universel indirect, le nombre des sièges à pourvoir est établi en fonction de la population du département. Il est attribué à chaque département un siège de sénateur jusqu'à 154 000 habitants, et un siège supplémentaire par 250 000 habitants ou fraction de 250 000, si minime que soit cette fraction.

Le nombre des électeurs dans le département est fonction du nombre et de l'importance de la population des communes. En effet, si les députés et les conseillers généraux font partie de plein droit du collège électoral, ils ne représentent pas un grand nombre d'électeurs. La grande majorité de ceux-ci est faite de délégués des conseils municipaux des communes.

Dans les départements qui ont droit à quatre sièges de sénateurs ou moins, l'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours, les deux tours de scrutin effectuant le même jour au siège de la préfecture. Dans les départements qui ont droit à cinq sièges ou plus, l'élection a lieu à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel. L'ordre de la liste ne peut être modifié par l'électeur. Tel sera le cas, le 22 septembre pour le Nord (9 sièges) et le Pas-de-Calais (6 sièges).

Seront notamment renouvelés : MM. André Diligent (Union centriste, Nord), Henri Caillaud (radical de gauche, Lot-et-Garonne), Léon Jozau-Marigné (ind. Manche), président de la commission des lois ; François Schleiter (ind. Meuse), vice-président du Sénat, ancien ministre ; Pierre Carous, président du groupe U.D.R., maire de Valenciennes ; Marcel Martin (ouv. insc.), maire de Nancy ; André Morice (gauche dém.), maire de Nantes, président de l'Association des maires des grandes villes, et président du Centre républicain ; MM. René Jager (Union centriste, Moselle) et Gérard Minvielle (P.S., Landes), questeurs du Sénat.

Deux sénateurs représentant les Français établis hors de France seront renouvelés : MM. Louis Gros (ind.), président de la commission des affaires culturelles, et Maurice Carrier (U.D.R.). Bien que n'appartenant pas à la série « B », le siège laissé vacant à la suite du décès, le 4 février 1974, de M. Jacques Rossell (U.D.R.), devra être également pourvu en septembre prochain. M. Rossell était le suppléant de M. Motais de Narbonne, décédé lui aussi.

Des mesures de contrainte devront être prises

estime le rapporteur général de la commission des finances

M. Yvon COUDE DU FORESTO (Union centriste), rapporteur général du budget, a présenté devant la commission des finances du Sénat une « note d'information » sur la situation économique et financière, dans laquelle il analyse notamment les conséquences de la crise de l'énergie et des matières premières.

« Si l'on représente par 1 la quantité d'énergie mise à la disposition de l'homme sous l'empire du pétrole, le rapporteur général, elle était de 3 sous Napoléon I^{er} et elle est maintenant de 500. Ce rythme de croissance, plus qu'exponentiel, pose immédiatement deux problèmes.

« Le premier est de savoir jusqu'à quand les ressources de la planète seront suffisantes pour assurer ce rythme de croissance. « Le second est de savoir, étant donnée la répartition géographique des richesses fossiles, énergétiques et de matières premières, comment les nations consommatrices, à potentiel industriel élevé, pourront trouver les devises suffisantes pour payer aux pays producteurs, souvent peu peuplés et à possibilité de développement réduit, les fournitures qui leur seront faites. »

Pour réduire le déficit de notre balance commerciale, une première solution serait une réévaluation du stock d'or.

« La France, note M. Coude du Foresto, est probablement le se-

cond pays au monde détenteur d'or et le stock détenu par les particuliers a été évalué à 6 000 tonnes, c'est-à-dire un chiffre supérieur de plus de 1 000 tonnes à l'or détenu par la Banque de France.

« Il serait possible d'attirer cet or technique par un emprunt indexé, du genre de l'eco-emprunt (Pinay), mais chacun comprendra que, dans le climat psychologique actuel, il ne puisse en être facilement question.

« Nous nous trouvons donc devant un problème insoluble et devant l'impossibilité d'une réévaluation stabilisée de notre stock d'or. »

Une augmentation massive de nos exportations imposera, estime le rapporteur général, « des mesures économiennes pour freiner la consommation intérieure et il sera grand temps d'y préparer l'opinion publique, comme nous l'avons déjà demandé à l'in 1973. »

« Il est incontestable, souligne M. Coude du Foresto, que, si nous voulons sortir d'une situation que nous n'avons pas réussie à qualifier de crise, des mesures de contrainte devront être prises, mais elles devront être suffisamment sélectives pour que, dans le domaine fiscal comme dans le domaine des restrictions, elles ne frappent pas les plus déshérités au bénéfice des mieux nantis. »

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi matin 19 juin au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. À l'issue de la réunion, M. André Rossi, porte-parole du gouverne-

ment, a donné lecture du communiqué suivant :

« Sur le rapport du premier ministre, du ministre du travail et du ministre de la santé, le conseil a arrêté un ensemble de mesures de justice sociale en faveur des catégories les moins favorisées et des familles. Il a, d'autre part, défini les lignes principales d'une politique de transformation sociale, ces transformations devant porter notamment sur la sécurité de l'emploi, l'amélioration des conditions de travail et d'existence, la responsabilité des travailleurs dans l'entreprise. (Lire pages 1 et 36 à 39.)

« Le conseil a approuvé un projet de décret relatif aux attributions du secrétaire d'État aux universités.

« Sur le rapport du ministre d'État, ministre de l'intérieur, le conseil a fixé au 22 septembre prochain la date des élections sénatoriales. (Lire page 2.)

« Le ministre de l'agriculture a rendu compte de la session du conseil des Communautés européennes, relative aux questions agricoles, qui vient de se tenir à Luxembourg.

L'ordre du jour des prochains conseils

M. Valéry Giscard d'Estaing a souhaité, devant le conseil, que chaque ministre recherche dans son ministère les réformes à effectuer. Ainsi, après le 14 juillet, le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la qualité de la vie feront des communications sur les réformes concernant leur département.

M. AIMÉ PAQUET nouveau médiateur

Le conseil des ministres a approuvé la nomination de M. Aimé Paquet, ancien député républicain indépendant de l'Isère, ancien secrétaire d'État au tourisme, comme médiateur, en remplacement de M. Antoine Pinay. M. Pinay s'était démis de ses fonctions pendant la campagne présidentielle au moment où il avait pris position en faveur de M. Giscard d'Estaing. Le président de la République a rendu hommage à la façon dont M. Pinay avait rempli sa charge.

Il est né le 19 mai 1913. M. Aimé Paquet est exploitant agricole à Saint-Vincent-de-Mercuze (Isère), commune dont il est maire depuis 1947. Il a été député de ce département de 1951 à 1958, puis de la 1^{re} circonscription de l'Isère (Grenoble-Est) de 1958 jusqu'en avril 1973, date à laquelle il entre dans le second gouvernement Mitterrand comme secrétaire d'État au tourisme. M. Paquet quitte le gouvernement dès mars 1974, à la suite du remaniement, et il en avait laissé paraître publiquement quelque amertume. Après avoir siégé parmi les indépendants et paysans de M. Antoine Pinay sous la IV^e République, puis dans le groupe des républicains indépendants, il a, au cours de juin 1968 à avril 1973, la présidence de ce dernier groupe à l'Assemblée nationale.

Le porte-parole du gouvernement, M. André Rossi, a précisé que le conseil des ministres du 16 juin avait consacré notamment au projet relatif au statut du fermage, à la réforme de l'honorariat dans l'administration, et à une communication de Mme Vell, ministre de la santé publique, sur l'application de la loi concernant la contraception.

La réforme constitutionnelle concernant les suppléants de parlementaires sera examinée le 26 juin ou le 3 juillet. Au conseil des ministres du 3 juillet seront examinés les problèmes de l'O.R.T.F., ceux des immigrés et la réforme des marchés publics.

Enfin, le conseil du 10 juillet examinera le projet de réforme de soutien du Conseil constitutionnel, ainsi que le projet relatif à la présentation des candidats à l'élection présidentielle. Enfin une communication sera faite sur l'ensemble des problèmes agricoles.

Sur proposition de M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur, le conseil des ministres a prononcé la dissolution des conseils municipaux des communes de Fauriol (Ain), Marillac (Gironde), Wilverval (Pas-de-Calais), Lencloître (Vienne), Saint-Martin-des-Olmes (Puy-de-Dôme), Cersat (Alpes-de-Haute-Provence) et Mandailles-Saint-Julien (Cantal).

MARSEILLE : Vendredi 21 juin, à 20 h. 30. — Palais des Congrès. Foire internationale Parc Chanot. LYON (7^e) : Samedi 22 juin, à 20 h. 30. — Palais des Sports. 330, av. Jean-Jaures. GENEVE : 14 h. 30. — Palais des Sports. Porte de Versailles, Paris (19^e).

STATION DE SKI COTE D'AZUR

40 km de pistes balisées
VALBERG - 1.600 MÈTRES
à 1 heure de l'aéroport
NICE - COTE D'AZUR
SUSCRIPTIONS PRIX FERMES
CAUTION BANCAIRE
STUDIO, à partir de 89.780 F
2 PIÈCES, à partir de 115.000 F
OFFRES PARKING
aux PREMIERS SOUSCRIPTEURS
CRÉDIT POSSIBLE 80 %
RESIDENCE SECONDAIRE
FICHIER CENTRAL
DE LA CONSTRUCTION
11, r. de Rivoli, 06 Nice, T. (03) 98-89-24

POLITIQUE

EN RECEVANT UNE DÉLÉGATION D'U.R.S.S.

Le parti communiste va faire le point avec les Soviétiques sur le projet de conférence mondiale des P.C.

Une délégation d'études du comité central du parti communiste d'Union soviétique, dirigée par M. Ponomarev, membre suppléant du bureau politique, membre du secrétariat du P.C. d'U.R.S.S., est arrivée, mercredi 19 juin, à Paris. Elle séjournera en France à l'invitation du P.C.F. et doit visiter notamment la Seine-Maritime et l'Essonne. Dès mercredi, les premières conversations se sont déroulées au siège du P.C.F. avec MM. Paul Laurent et Gaston Plissonnier, membres du secrétariat du P.C.F., notamment. La délégation soviétique est composée de M. A.-E. Wos, membre du comité central, premier secrétaire du parti communiste de Lettonie, Mme Krougova, membre de la commission centrale de contrôle, secrétaire du comité de la région de Leningrad du P.C. d'U.R.S.S., et de M. V.-V. Zagladine, membre de la commission centrale de contrôle, chef adjoint du département international du

comité central du P.C. d'U.R.S.S. Parmi les sujets qui seront abordés figurent à la fois la stratégie d'union de la gauche suivie en France par le P.C.F. et dont les Soviétiques ont toujours eu du mal à saisir la portée exacte, et le projet de conférence du mouvement communiste international, auquel les Soviétiques sont particulièrement attachés. M. Ponomarev, qui est l'un des principaux responsables des rapports avec les « partis frères » et qui avait activement participé à la préparation de la dernière conférence mondiale des P.C., réunit en 1969 à Moscou, a déjà à diverses reprises lancé des appels en vue d'une nouvelle conférence mondiale. Au début du mois de juin encore la Pravda a publié un article souhaitant la convocation d'une telle réunion (le Monde du 6 juin).

Sans avoir aussi clairement que les P.C. roumain, espagnol, japonais, italien, coréen et nord-vietnamien pris position contre un tel projet, les dirigeants du P.C.F. se montrent fort réservés. Ils craignent que la conférence mondiale n'aboutisse en définitive à une condamnation de la Chine. Or, bien qu'ils soient au plus mal avec le P.C. chinois (les parlementaires du P.C.F. ne sont plus admis dans les délégations officielles invitées en République populaire de Chine), les dirigeants communistes français sont résolument hostiles à toute condamnation par des assises internationales du communisme. Ils pensent que par ce biais se trouverait relancée l'idée d'une orthodoxie communiste dont le modèle se trouvait en U.R.S.S.

PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE
Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 655
Ecole Préparatoire d'Administration
Ecole privée fondée en 1873
soumise au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Petits Champs
75001 PARIS - CEDEX 02

Pour votre
DEMENAGEMENT
208 10-30 ODOUL

DEAUVILLE*

Une nouvelle résidence de loisirs! Une nouvelle formule: CASTEL CLUB!

Devenez propriétaire d'un luxueux studio ou d'un duplex, entièrement meublé et équipé, vendu par périodes de deux mois (exemple : 2 mois dont juillet : 30.000 F).

- Au "CASTEL NORMAND" vous payez seulement le temps de séjour dont vous profitez pleinement
- Au "CASTEL NORMAND" vous bénéficiez des services hôteliers : petit déjeuner, repas froid, entretien journalier, réservations, salons de détente, etc...
- Au "CASTEL NORMAND", vivez **** étoiles!

* en plein centre, à 200 m du casino.

Coupon-réponse à envoyer à : PRODOMO s.a.
8, rue de Richelieu 75001 Paris - Tél. RIC. 50.10 et 50.93

Sans engagement de ma part, veuillez me faire parvenir votre documentation en couleurs.

Nom _____
Adresse _____
Code postal _____ Tél. _____

M. JULIA : mettre fin aux luttes de clans au sein de l'U.D.R.

M. Didier Julia, député U.D.R. de Seine-et-Marne, a rendu public, le 19 juin, le texte d'une lettre qu'il vient d'adresser à M. Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R. pour lui demander d'arrêter dès maintenant la réorganisation de ce mouvement. M. Julia, « si des changements profonds ne sont pas entamés avant les vacances d'été, le conseil national d'abord, les assises ensuite seront préparés et pré-déterminés dans un sens qui nous éloignera un peu plus de la fermeté nationale... ».

Le député U.D.R. de Seine-et-Marne dénonce dans sa lettre « la lutte des clans qui ne cesse de parcourir notre mouvement, qui fait que chaque « daron » veut être présent par figures interposées. Si ce jeu ne cesse pas, il n'y aura plus d'U.D.R. à l'entrée. Or l'U.D.R. doit redevenir un grand rassemblement et revenir aux sources du gaullisme, égarées par trop de facilités ».

DES ASSOCIATIONS FAMILIALES APPROUVENT LE PROJET D'« ASSISES NATIONALES DU SOCIALISME »

Le collectif Action locale et Autogestion, constitué à la fin de 1973 et qui regroupe notamment, outre le P.S.U., Objectif socialiste et les groupes d'action municipale, des associations d'éducation populaire comme Vie nouvelle et des associations familiales comme la CNAFAL (Confédération nationale des associations familiales laïques) et la CNAFPP (Confédération nationale des associations populaires familiales), « se réjouit des initiatives convergentes devant aboutir à la réunion d'assises nationales pour le socialisme ».

Le collectif « se propose de susciter à tous les échelons locaux régionaux et nationaux une confrontation sur la nature et les objectifs de l'action militante dans le cadre de vie ».

CORRESPONDANCE

A propos des Chouans...

Répondant à une « Libre Opinion » (le Monde du 15 mai) où M. Robert Marle faisait état des curés et hobereaux chouans qui, en 1793, racontaient aux « paysans asservis » que « l'enfer les attendait en bout de route s'ils ne détruisaient pas la Révolution qui les avait libérés », M. Serge-Auguste Paillart, vice-président de l'association culturelle Bretons vivants, Histoire et Archéologie, nous écrit :

Je me permets de conseiller à M. Marle de se rendre aux archives départementales de Bretagne et du Poitou. Là il pourra constater que ces deux provinces ont très bien accueilli les réformes proposées en 1793 (...). Dois-je lui rappeler que le très fameux Club des Jacobins a pris naissance en Bretagne. A l'origine, il porta pour nom celui de « Club breton » : plus tard les étrangers à la province y furent admis et son nom changea, on adopta celui du lieu de leur réunion. La Bretagne et le Poitou furent parmi les provinces qui subirent le plus ardemment de profonds changements. La suppression des grands ordres religieux, des redevances ecclésiastiques, la transformation des biens d'Eglise en biens nationaux, provoquèrent peu de troubles dans l'opinion publique. Cette opinion s'alarmait lorsque parut la Constitution civile du clergé. Les prêtres n'étaient pas des rebelles, ils ne s'opposaient pas à toutes les idées nouvelles. Mais on a exigé d'eux une démarche tout à fait contraire à leur conscience et que leurs communautés elles-mêmes rejetaient. En fait, la véritable cause de la révolte dans les provinces de l'Ouest fut la levée en masse de trois cent mille hommes.

VACANCES EN ISRAEL

TRAVAIL EN KIBBOUTZ

4 semaines de travail en communauté.

Prix par personne F. 1.350

Ce même programme PLUS 6 journées d'excursions, en pension complète.

Prix par personne F. 1.990

Programme valable pour jeunes de 17 à 26 ans.

ZIMOPERA

5, av. de l'Opéra, 75001 Paris
Tél. 260.31.56



Henri Ey
traité des hallucinations

2 volumes, 1 546 pages, 440 F

manuel de psychiatrie

Collaborateurs : H. Bernard et Ch. Brissot

1 272 pages, 160 F

J. de Ajuriaguerra

manuel de psychiatrie
de l'enfant

1 096 pages, 195 F

Catalogue Livres de psychiatrie, de psychologie et de criminologie
1974 sur simple demande à votre librairie ou en adressant ce bon à :
Masson et Cie - 120, boulevard Saint Germain - 75280 Paris Cedex 06

Nom, prénom _____

Adresse _____

masson
psychiatrie

choisissez d'habiter à deux pas des Buttes-Chaumont



**vous emménagerez
dès cet hiver
et nos prix sont fermes
et définitifs!**

Si vous faites partie de ceux qui veulent encore profiter de Paris sans en avoir les inconvénients, vous aimerez la rue Manin, située à deux pas des Buttes-Chaumont, le plus aéré parce que le plus haut des parcs de Paris.

Au 42 s'élève, derrière une rangée d'arbres, un bel immeuble d'angle, sans vis-à-vis, dans lequel nous vous proposons des 2, 3 et 4 pièces. N'hésitez pas à venir juger par vous-même sur place : 3 stations de métro sont à proximité (Botzaris, Danube, Laumière) et le périphérique est à 5 minutes.



Bureau de vente ouvert
tous les jours de 14 h à 19 h,
samedi et dimanche de 10 h à 19 h.
Pour renseignements, appeler
ALM. 98.98.

Réalisation : Montez-Promotion, garantie et financement Société de Banque et de Crédit.

BON A DÉCOUPER ET A RETOURNER A :
GEFIC - 52, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris - Tél. : ALM. 98.98
Je désire recevoir d'urgence la brochure 42, rue Manin

Mon nom _____
Mon adresse _____

LA GUYANE EN FAILLITE

III. — La politique des « Touloulous »

De notre envoyé spécial J.-C. GUILLEBAUD

Après trois siècles d'espérance et d'entreprises ratées la Guyane française, sous-peuplée et sous-exploitée, est de nouveau « au creux de la vague ». Après les échecs forestiers, miniers, agricoles, des dernières années, l'installation de la base spatiale de Kourou, victime du récent abandon du programme Europa II, n'a pas, elle non plus, suffi à faire décoller l'économie de ce lointain département français (« Le Monde » des 19 et 20 juin).

Cayenne. — Un seul des mille et un « scandales » guyanais enflammerait sans doute l'indignation (Finistère). « *Jamais le maréchal n'a été aussi abattu* », soupire M. Léopold Heder, sénateur, maire de Cayenne (parti socialiste guyanais). En personne ne se risque à démentir ce soupçon. Par même à la préfecture, où on parle modestement de « situation de crise ». Pourtant la politique en Guyane paraît aussi essouffée que l'économie.

Du boulevard Jubelin à « Rôdeur » (1), un sentiment domine la lassitude. Immense. « *A couper au couteau* ». Or, chacun vous dira que les créoles guyanais, par ailleurs jugés « indolents » voire « paresseux », ont « la politique dans le sang ». L'histoire de cet infatigable département prouve d'ailleurs, si besoin en était, que cette « indolence » est tout à fait capable, malgré la minceur des troupes mobilisables, de fuser en brèves agitations nerveuses, en empoignées entre-croisées, en velléités émeutières, parfois sanglantes. Ce fut le cas en 1924, en 1932, en 1971. Mais en 1974, malgré une ahurissante flambée des prix, un taux de chômage record et un avenir vide, la vie politique sommeille. Cayenne, cet artifice citadin plongé dans la consommation subventionnée, s'ennuie autant sur son île que Paris au mois d'avril 1968.

Enfin presque. Depuis le début de 1973, trois maisons — toutes des commerces — ont brûlé. Les incendies sont criminels. Il y a eu trois morts, mais l'enquête « pistine ». Une pluie de tracts « mystérieux » continue, par ailleurs, d'inonder la Guyane de considérations médianes sur le « dessein des choses ». C'est fâcheux, parfois drôle. Mais c'est tout.

Pour le reste, la période électorale, puis post-présidentielle d'avril-mai 1974 a été singulièrement dépressive. Si les vieux débats sur la « départementalisation », la « région », l'« autonomie » ou l'« indépendance » ont continué, ce fut sur un mode beaucoup moins tonitruant. « *En effet, nous sommes dans une période de déconjonction. Beaucoup de gens se disent : à quoi bon ?* », reconnaît le docteur Lecante, considéré comme le professionnel du dynamisme au sein du parti socialiste guyanais. On n'a même pas voté Mitterrand le 19 mai.

Devant une faillite aussi « énorme » de la départementalisation, la conviction se répand pourtant ici que « *rien de décisif ne peut être le fruit du hasard* » et que la métropole, pour échouer avec une telle application, « *doit avoir quelque part une politique secrète concernant la Guyane* ». Les échos de ce nouveau soupçon, on les recueille bizarrement, de gauche à droite, tout au long de la gamme politique.

« *Chaque échec est voulu* », affirme le docteur Lecante, on veut maintenir la Guyane dans

la dépendance. Les militants de l'Union des travailleurs guyanais tranchent : « *Le pouvoir maintient sciemment une véritable domination coloniale qui enrichit une bourgeoisie « compradore ».* Nous avons opté pour l'indépendance (en septembre 1972) pour sauver l'honneur de la Guyane ».

Plus révélateur, le docteur Ro A. Chuck lui-même, devenu président du conseil général en ralliant la majorité (« *En lâchant Heder pour le préfet* », disent ses adversaires), brosse le 17 avril devant l'assemblée départementale un tableau très noir de la situation. Une longue ballade plutôt acide dont l'envoi était encore plus net : « *Nous avons tout lieu de penser que jusqu'à maintenant l'administration n'a pas la volonté déterminée de développer le département. La timidité des actions entreprises, l'insuffisance des engagements financiers, l'incohérence, nous dirons même l'existence de tout programme de développement, ni à court, ni à moyen terme, ni à long terme, montre bien un désintérêt persistant.* »

Pour surprendre quelle paraisse, cette « volonté métropolitaine de non-développement », subordonnée par les élus guyanais, n'est peut-être pas tout à fait imaginaire. A défaut d'être justifiable, n'est-elle pas de deux ou trois points de vue explicable ?

L'aggravation continue du lien de dépendance économique, la ruine des économies locales, l'assujettissement financier sans cesse

accroître, est un phénomène commun à tous les départements et territoires d'outre-mer. La France néanmoins, qui sera demain dans le Pacifique, les Caraïbes, ou l'Océan Indien la dernière « puissance coloniale » du monde occidental, justifie inlassablement son attitude par l'argument du « *niveau de vie* » qu'elle seule est capable d'offrir à des habitants qu'une indépendance ruinerait. De Nourmah à Papete, en passant par Pointe-à-Pitre ou Djibouti, combien de fois avons-nous entendu la même petite phrase : « *Sans la France, c'est la misère* ». Or, face aux poussées (au minimum) autonomistes, qui se manifestent partout, depuis la libération, la tentation d'y aller par le grand large de favoriser ici le surgissement d'une situation qui — au bout du compte — ajoutait providentiellement le poids des subventions à celui des convictions. « *Hors de la France, point de salut* ». C'est-à-dire point de confort.

M. Pierre Messmer, visitant la Guyane le 21 juillet 1971, reconnaît le premier avec une sorte de verve militaire : « *Aucun statut ne saurait faire échec à la règle non écrite mais impérative selon laquelle le dernier mot appartient à la collectivité qui paie* ». De Gaulle avait lui, sur la place des Palmiers, en 1960, avait parlé pour la Guyane d'« *autonomie proportionnée* ». Proportionnée à ses ressources ?

« Réussir les élections »

généraux lorsqu'ils sont « récupérables », ou encore « *surveiller de près les gauchistes* ». Mais, pour coupable qu'elle soit, cette crispation répressive d'une administration mal détachée des habitudes coloniales ne suffit pas à tout expliquer. Par ordre croissant d'importance on peut recenser en Guyane au moins deux autres facteurs qui jouent un rôle évident.

Il y a d'abord ce fatal engourdissement des énergies dans les délices d'une société de consommation aussi artificielle que ten-

tratrice. A Cayenne, malgré tous les échecs du monde, le niveau de vie est tout de même élevé. On vit (presque) au rythme métropolitain, à l'orée d'un continent sud-américain sous-développé mais la Guyane est une île tournée vers la France. On copie Paris, ses modes et ses faiblesses. C'est vrai pour la jeunesse. Dans les lycées et les collèges guyanais — à la différence d'ici — on trouve moins de militants que d'oisifs sophistiqués, apolitiques. Un mot fait aujourd'hui fureur : « *Delinquer* ». Nul ne connaît exactement son étymologie mais un « *Delinquer* », c'est une manière de beatnik, un peu chapardeur, un

peu gigolo. Produit évanescant et inoffensif de l'abondance. Dans le pays qui ne produit rien, deux sortes de commerces font d'ailleurs fortune : les marchands de chaussures et de 45 tours. Pourquoi ? « *La mode, monsieur !* »

Cette charmante mollesse se déploie d'autant mieux que les vieux refrains chantés la « *Jeunesse créole* » ne sont pas tout à fait des calomnies. Elle existe. Elle ne fait l'affaire ni de la gauche, ni des syndicats. Elle ne favorise sûrement pas le progrès des analyses. « *En Guyane tout est affaire de volonté* », répète chaque interlocuteur, instamment, volonté ou son absence sont donc bien les points vulnérables. Oh ! douceurs équatérales.

« Dérapage » des élites

Déçu par une expérience électorale malheureuse, ils s'accrochent, hélas ! mal avec un leader politique d'envergure, le député socialiste Justin Catayée, qui fut capable de rassembler une large partie de l'électorat autour du P.S.G. (parti socialiste guyanais). Malgré le « *retrait sous leurs tentes* » des jeunes cadres de l'U.P.G., ce fut une période faste pour la gauche guyanaise. Justin Catayée pourtant, s'il dénonçait avec vigueur la « *persistance du colonialisme* », restait idéologiquement plus proche du régionalisme que de l'indépendance. Alors même qu'il paraissait se « *radicaliser* » et rentrer en Guyane, après un éclat au Parlement, il disparut en 1962 dans un accident d'avion aux Antilles.

Son héritier politique, Léopold Heder, se trouva naturellement en charge d'une succession difficile. D'autant plus difficile que venaient d'avoir lieu à Cayenne de très violents affrontements entre manifestants et policiers à propos du projet d'installation de la légion étrangère en Guyane. C'était la première fois que les Guyanais s'exprimaient en « *refusant* » quelque chose. Etait-ce une « *prise de conscience* » ?

Le fait est que, malgré ses succès électoraux, Léopold Heder —

trier chez soi. » Et en politique ?

Déçu par une expérience électorale malheureuse, ils s'accrochent, hélas ! mal avec un leader politique d'envergure, le député socialiste Justin Catayée, qui fut capable de rassembler une large partie de l'électorat autour du P.S.G. (parti socialiste guyanais). Malgré le « *retrait sous leurs tentes* » des jeunes cadres de l'U.P.G., ce fut une période faste pour la gauche guyanaise. Justin Catayée pourtant, s'il dénonçait avec vigueur la « *persistance du colonialisme* », restait idéologiquement plus proche du régionalisme que de l'indépendance. Alors même qu'il paraissait se « *radicaliser* » et rentrer en Guyane, après un éclat au Parlement, il disparut en 1962 dans un accident d'avion aux Antilles.

Son héritier politique, Léopold Heder, se trouva naturellement en charge d'une succession difficile. D'autant plus difficile que venaient d'avoir lieu à Cayenne de très violents affrontements entre manifestants et policiers à propos du projet d'installation de la légion étrangère en Guyane. C'était la première fois que les Guyanais s'exprimaient en « *refusant* » quelque chose. Etait-ce une « *prise de conscience* » ?

Le fait est que, malgré ses succès électoraux, Léopold Heder —

élu maire en 1965, puis président du conseil général puis sénateur — ne parvint pas à éviter un certain reflux du P.S.G. Reflux qui aboutit en 1972 à l'occasion d'une crise, à la reconquête, par l'U.D.R. et ses alliés, de la majorité au conseil général.

Aujourd'hui, la gauche guyanaise se trouve tout à la fois en perte de vitesse et menacée de débordement. Sautant pour la première fois le Rubicon, l'Union des travailleurs guyanais (U.T.G.), syndicat proche de la C.G.T., mais autonome, s'est prononcé en septembre 1973 pour l'indépendance. L'ancien Cercle marxiste-léniniste s'est transformé en un Mouvement national guyanais, lui aussi indépendantiste. Enfin, des bulletins ronéotypés d'extrême gauche exprimant une colère un peu confuse mais parfois sincère ont fait leur apparition : « *Coucou* », « *Jeunes Gardes* », etc. Rien de très consistant, mais autant d'aiguillons pour un parti socialiste contraint de monter plus énergiquement au feu. Sans beaucoup de troupes ni de munitions « idéologiques ».

Dans l'immédiat, la majorité U.D.R. + indépendants paraît avoir le champ libre. Elle s'efforce déjà de promouvoir son propre projet, désormais entériné par Paris, d'une réforme visant à inventer une région Antilles-Guyane qui pourtant (la géographie et la psychologie le démontrent) a peu de chances de s'incarner sérieusement. En réalité, la Guyane restera dans l'immédiat comme un grand gâteau intact que Paris a placé « *en cas de besoin* » dans une sorte de garde-manger. Le cadenas qui le tient fermé ne coûte, pour l'instant, que 310 millions par an.

Seules effervescences à prévoir, celles qui chaque année, en janvier-février, jettent tous les « *Touloulous* » (personnages costumés) de Cayenne dans le plus tonitruant des carnavaux sud-américains. Fête sporadique et précieuse soupe.

FIN

(1) Quartier « mal famé » de Cayenne situé sur la rive gauche du canal (ou « *crique* »). Le fait est que c'est-à-dire sur l'autre bord du crique, en creole « *rôt boricque* ».

(2) Volontaires de résistance technique, appelés du contingent servant dans les DOM-TOM.

UNE « COLONIE DE CONSOMMATION »

La situation économique propre de la Guyane n'a cessé de se dégrader depuis dix ans. Tandis que le volume des importations augmente régulièrement — au moins en ce qui concerne les biens de consommation (147 millions en 1973 contre 121 en 1971), les exportations diminuent (23 millions en 1973 contre 24 en 1970 et 28 en 1969). Le taux de couverture des échanges extérieurs s'amoindrit dans les mêmes proportions : il était de 11 % en 1969 et d'à peine 9 % en 1973.

La population, cependant, n'a cessé de croître : 27 000 habitants en 1954, 48 400 aujourd'hui. Soit une augmentation de 75,5 % en dix-neuf ans. Le département vit donc essentiellement sur des crédits en provenance de la métropole. Ceux-ci (dépendances des ministères, du P.D.O.M., du F.E.D. et du C.N.E.S., contributions diverses) ont représenté 310 millions en 1973. Encore faut-il noter que, dans cette somme, les dépenses de fonctionnement ont été quatre fois plus importantes que les dépenses d'équipement.

Mais si la Guyane reçoit 310 millions de crédits

publiques chaque année, notamment sous forme de salaires et de prestations sociales, elle en « *renvoie* » en métropole la plus grande partie (280 millions) pour financer les importations qui lui sont nécessaires. Or celles-ci sont contrôlées par quelques grandes sociétés commerciales et de transport qui profitent naturellement en chemin d'un bénéfice substantiel. D'où, de dire comme le fait la gauche à Cayenne : « *La Guyane n'est qu'une pompe à finances qui sert à transformer de l'argent public en argent privé pour le profit de quelques privilégiés.* »

Ceux-ci ont-ils vraiment intérêt à ce que l'économie guyanaise se développe ? N'est-elle pas profitable de leur point de vue que — grâce au principe de la « *solidarité nationale* » qui lui assure artificiellement des ressources — elle continue de représenter cette providentielle et paisible colonie de consommation ? — J.-C. G.

N.B. — Tous les chiffres cités ci-dessus sont tirés du rapport annuel (1973) de l'Institut d'émulsion des départements d'outre-mer.

CENTRE INDUSTRIEL LOCATIF D'EVRY



conçu comme une vraie ville

Des locaux industriels, à partir de 500 m², sur l'autoroute du Sud à 15 minutes d'Orly à louer 100 F/m²/an.

Un « paysage » de travail agréable

Le Centre Industriel Locatif d'Evry est conçu comme une vraie ville. Des bâtiments d'une architecture sobre mais belle. Des arbres, des fleurs, du mobilier urbain. De nombreux parkings. Une conception harmonieuse qui prévoit un « *centre de vie* » avec restaurant, banques et autres services.

Des locaux fonctionnels de 500 à 5000 m², disponibles dès juillet 1974

Pas besoin d'être un géant pour être bien installé. Toute la modulation des petites surfaces est possible... mais si vous avez besoin de 5000 m², il n'y a pas non plus de problème.

Des activités très diversifiées

Les bâtiments, d'une utilisation extrêmement souple, s'adaptent à des activités très diversifiées : ateliers, centres d'essais, laboratoires, entrepôts. Et vous pouvez aussi y aménager, par plancher intermédiaire, des bureaux annexes, ceci au prix de m² du local industriel. Exonération totale de la redevance pour les surfaces industrielles ou les bureaux.

Une situation exceptionnelle, au cœur de la Ville Nouvelle d'Evry.

La bretelle de l'échangeur Corbeil-Nord vous met en prise directe sur l'autoroute A6, à 20 minutes de la Porte d'Orléans. Excellente

pénétration dans toute la région parisienne par la desserte routière. Nombreuses liaisons ferroviaires vers les gares de Lyon et Austerlitz - d'Orsay - Pont-Saint-Michel.

La formule locative

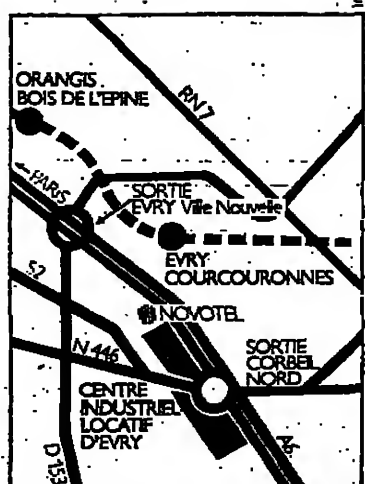
« *Pour ne pas être prisonnier de vos murs* » Vous n'êtes pas obligés d'avoir des locaux trop grands en prévision de votre expansion future. Si vos besoins augmentent, vous déménagez, sur place. De plus, la location vous évite de « *geler* » des capitaux importants dans des murs improductifs. Elle vous permet de consacrer tous vos moyens financiers à votre expansion.

Un « savoir-faire » confirmé

Le Centre Industriel Locatif d'Evry est une réalisation de la S.I.L.C. et de la S.O.F.I.L.C., du Groupe de l'Immobilier - Constructions de Paris. Les mêmes spécialistes ont déjà contribué à l'installation de plus de 150 sociétés dans les Centres Locatifs de Rungis et Fresnes.

Si vous désirez avoir des informations

Téléphonez à M. TEROUINARD ou M. PHILIPPE au 292.09.65 ou 292.22.11 ou retournez le coupon réponse ci-contre à Monsieur PHILIPPE ICP Département des Centres Industriels 2, Place de Rio de Janeiro PARIS 8^e.



Informations sur le Centre Industriel Locatif d'Evry :

Nom _____

Société _____

Adresse _____

DÉFENSE

La puissance du dernier essai nucléaire de Mururoa a été de 5 kilotonnes

La puissance de l'explosion nucléaire française, qui a eu lieu le dimanche 16 juin à Mururoa, a été surévaluée par les observateurs néo-zélandais, qui l'ont évaluée à 30 kilotonnes, soit l'énergie dégagée par la bombe d'Hiroshima. En fait, des indications de bonne source à Paris font état d'une puissance de 5 kilotonnes et d'un tir en atmosphère sous ballon, ce qui signifie que, du moins pour ce premier essai, il n'y a pas eu de charge de la charge nucléaire tactique par un bi-racteur d'appui Jaguar.

En dépit du silence officiel, tout indique que les techniciens français, civils et militaires, ne sont pas mécontents de constater que les appréciations des observateurs néo-zélandais paraissent assez éloignées de la réalité. Ils croient

pouvoir en déduire que les pays riverains ne sont généralement pas capables — contrairement à ce qu'affirment les gouvernements intéressés — de recueillir des mesures objectives et d'interpréter correctement les effets des expériences nucléaires françaises en atmosphère.

Cette réaction ne s'applique pas, de toute évidence, aux trois grandes puissances nucléaires : les États-Unis, l'Union soviétique et la Grande-Bretagne, qui ont pris l'habitude de déléguer, sur place, des « professionnels » de l'observation scientifique et militaire et qui, du reste, ne tirent publiquement aucune de leurs conclusions techniques. A croire que les techniciens français, à Mururoa, ont passé avec les observateurs étrangers des ac-

cords tacites par lesquels leur présence est tolérée, sinon encouragée, moyennant quoi ils s'engagent à respecter impérativement les consignes de silence.

À en juger par sa puissance, l'essai du dimanche 16 juin vient compléter la série des tirs de faible énergie commencés l'an dernier. Le programme nucléaire français se déroule, actuellement, dans trois directions principales qui concernent directement la qualité des idées explosives : la miniaturisation des bombes, leur « durcissement » contre les effets des antimissiles et la multiplication des charges à bord d'un même missile. Constatant, à la fin de l'année dernière, que de telles recherches étaient à la portée de la France, des rapporteurs du budget militaire à l'Assemblée nationale — notamment MM. Joël Le Theule et Michel d'Allières, députés (respectivement U.D.R. et R.P.) — ont demandé au ministre de la Défense de leur offrir un effort de recherche, en particulier, du côté des engins de très faible puissance.

Une évolution comparable s'est manifestée, de longue date, aux États-Unis et en Union soviétique qui ont associé leurs travaux de préparation et de mise au point d'armes nucléaires de seconde génération, c'est-à-dire des configurations nouvelles d'armes, miniaturisées et précises, qui ne soient plus seulement dérivées des matériels existants, mais dont le rayonnement des effets, sur le champ de bataille par exemple, se fasse sans comparaison avec leur puissance.

Comme le notait M. Le Theule dans son rapport, les États-Unis ont, dans les dernières années, réalisé des progrès dans la recherche de ces configurations nouvelles d'armes qui constituent « une sorte de pont » ou « une chaîne ininterrompue » entre l'armement classique et le plus léger et la mégatonne. L'essai de cinq kilotonnes du 16 juin pourrait être suivi, très rapidement, d'autres tirs, comme celui d'une mise au point d'armes nucléaires de seconde génération, c'est-à-dire des configurations nouvelles d'armes, miniaturisées et précises, qui ne soient plus seulement dérivées des matériels existants, mais dont le rayonnement des effets, sur le champ de bataille par exemple, se fasse sans comparaison avec leur puissance.

JACQUES ISNARD.

Après l'expérience nucléaire chinoise

SENSIBLE AUGMENTATION DE LA RADIO-ACTIVITÉ AU JAPON

Un porte-parole du gouvernement japonais a indiqué qu'un niveau élevé de radioactivité a été enregistré le mercredi 19 juin, au Japon, — de mille à cinq mille fois au-delà du niveau normal — et pouvait être attribué à l'essai nucléaire chinois du 17 juin. L'Agence de défense japonaise a annoncé, pour sa part, que des appareils soviétiques avaient survolé, mercredi et jeudi, les côtes nord-est du Japon dans le but apparent de recueillir des poussières radio-actives provenant de l'explosion chinoise.

La République populaire mongole a, d'autre part, exprimé sa profonde indignation « devant l'expérience nucléaire chinoise, réaliste, observe le ministère mongol des affaires étrangères, à proximité immédiate de son territoire ».

Le comité antimilitariste annonce qu'il organise, les 13 et 14 juillet à Zourtour (Var), au pied du plateau de Canjuers, un rassemblement de protestation contre la création d'un camp militaire de 55 000 hectares dans la région de Brèves, et pour exiger le respect de la sécurité des soldats en manœuvres. Dans la nuit du lundi 17 au mardi 18 juin, une batterie de 120 du 1^{er} régiment d'artillerie, en exercice à Canjuers, s'étant retournée, le chef de pièce, un sous-officier engagé, a trouvé la mort dans cet accident.

MÉDECINE

Le centre anticancéreux Léon-Bérard de Lyon n'a pu acheter la totalité de la clinique Saint-Roch

Lyon. — « Vente amiable par adjudication aux enchères publiques d'un établissement de clinique hospitalière. » L'annonce, dans son libellé, aurait été banale sans cette précision : « Exploité par la S.A.R.L. Hôpital-Hospice Saint-Roch ». Le Bon Abri, Car, c'est bel et bien d'elle qu'il s'agit, c'est-à-dire de celle qui a pour gérant, M. Jean-Jacques Mame, inculpé en juillet 1973 pour détention de marchandises avariées et, quelques mois plus tard, pour vols, tentatives de vol abus de confiance et abus de biens sociaux, tout cela en raison de la façon dont il nourrissait ses pensionnaires et dont, à l'occasion, il s'appropriait les biens à la faveur de leur agiotage ou de leur décès (le Monde des 9, 10, 11 août et 19 octobre 1973).

M. Mame, en attendant d'être jugé, gardait néanmoins la faculté de vendre ce dont sa société

avait la jouissance, c'est-à-dire, pour reprendre le langage notarial : « l'enseigne, la clientèle, l'achalandage, l'organisation de l'établissement, ses archives et références, le droit au bail, les matériels et objets immobiliers et agencements et les marchandises et produits en stock ». Ces différents éléments, dont M. Mame était propriétaire, ont été mis à prix, le 19 juin, pour 289 980 F en la suite des adjudications mobilières connues aux notaires et aux commissaires-priseurs de Lyon.

Un acquéreur s'était fait connaître en la personne de M. Emmanuel Faucon, secrétaire général du centre régional anticancéreux Léon-Bérard, qui avait été d'ailleurs nommé administrateur provisoire après l'inculpation de M. Mame. Le centre Léon-Bérard se trouve, en effet, être aujourd'hui propriétaire du terrain et des bâtiments de la clinique Saint-Roch depuis qu'à la fin de l'année 1973 la Société immobilière de prévoyance, propriétaire précédente, s'était dissoute en lui attribuant ses biens. Or le centre Léon-Bérard a trouvé, le 19 juin, en face de lui un autre enchérisseur, la S.A.R.L. clinique Saint-Martin, qui avait donné mandat à son avocat, M. Mallev.

Après avoir suivi la montée des enchères jusqu'à 385 000 F, le centre Léon-Bérard a dû renoncer, laissant l'affaire s'élever à 600 000 F au profit de la S.A.R.L. clinique Saint-Martin. Des raisons qui ont poussé celle-ci à une telle acquisition on ne sait rien. Son gérant, M. Antoine Larcher, qui pour associé un médecin lyonnais, le docteur Corre, n'entend pas faire connaître ses intentions, pas plus que l'objet social de sa société dont l'inscription au registre du commerce de Lyon n'était pas encore faite le 19 juin. Il reste que la S.A.R.L. Hôpital-Hospice Saint-Roch et le Bon Abri, par voie de conséquence son gérant, M. Jean-Jacques Mame, bénéficient aujourd'hui d'une vente dont la raison a pour origine les infractions qui lui sont reprochées.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.

Des élèves infirmiers et infirmières ont repris leur mouvement de grève, notamment à Grenoble, depuis le 14 juin, et à Dijon, depuis le 18. La grève, qui avait affecté au mois de mai plusieurs écoles de Paris et de province, avait cessé au début du mois de juin bien que les revendications n'aient pas été satisfaites. Celles-ci portent notamment sur la formation. Les grévistes réclament aussi une rémunération des quatre mois de stage à temps complet effectués pendant les études.

soldes : 50%

Collection pour H. et F. de

Mc Douglas

23, RUE ST-SULPICE (6^e)

à la boutique five-gauche de

Mr Chou

RELIGION

CORRESPONDANCE

Saint Paul et l'exégèse moderne

Dom C. Chartier, de Str-Fours (Var), nous exprime son désaccord avec le livre sur saint Paul, d'Emile Gillibert, que nous avons présenté dans le Monde du 11 juin. L'auteur, estime-t-il, ne fait que reprendre des thèses anciennes plus ou moins modernisées et dépassées par les exégètes actuels.

Que saint Paul — comme tous les autres écrivains du Nouveau Testament, c'est bien évident, et tout à fait normal, car la toute première génération chrétienne n'avait pas d'autre moyen de justifier sa foi en un obscur prophète, supposé pour s'être prétendu Fils de Dieu. Si, effectivement, les citations explicites sont rares, comme dans tout le Nouveau Testament, c'est parce qu'on ne cite mot à mot qu'un docteur lointain et canonique. L'enseignement du Jésus synoptique affleure, en fait, partout dans saint Paul : il transpire à chaque ligne comme la pensée encore toute vibrante et chaude d'un Maître vivant et présent au milieu de ses adeptes. Partout, d'ailleurs, on devine des réminiscences et l'évocation d'une catéchèse orale, bien connue de tous les adeptes.

Le Sacré-Cœur et la Commune

Nous avons reçu une lettre de M. Jean Lecur à la suite de l'article publié dans le Monde du 25 mai, sous le titre « Un édifice controversé ». Nous y rappelions la précision apportée par Mgr Charles, recteur de la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre, selon laquelle le texte du vœu national pour l'érection de la basilique a été écrit trois mois avant la Commune de Paris.

Le lecteur de bonne foi, écrit M. Lecur, en retiendra qu'il n'y a pas de rapport entre la construction de la basilique et la Commune de 1871. Or cette version des faits est fautive : les textes abondent, à qui veut les trouver, montrant que la construction de la basilique est aussi décidée pour expier les péchés de l'ennemi intérieur (entendez l'ennemi anticlérical, révolutionnaire...) et bientôt l'événement même de la Commune. L'Histoire de la basilique du Sacré-Cœur, pièces et documents réunis par M. H. Rohault de Fleury, en quatre tomes publiés à Paris entre 1903 et 1908, conclut M. Lecur, fournit un matériel abondamment suffisant pour contredire l'interprétation de Mgr Charles.

SC. PO.

Examen d'entrée

fin AP 2^e années

Concours ENA

Cours oraux : Août

Cours par correspondance :

juillet - août

722-94-94

Groupe de 40 professeurs

27, r. Ch.-Lafitte.

CEPES

92 - NEUILLY.

VOUS ALLEZ A NICE? PARTEZ D'ORLY.



Départs : 07 h 30 Mardi-Samedi
07 h 45 Mercredi (à compter du 3/7)
08 h 25 Quotidien
13 h 00 Quotidien
19 h 30 Quotidien

Vous habitez la moitié sud de Paris?
Ou au sud de Paris?
Air France vous offre toujours 24 vols par semaine vers Nice au départ d'Orly

(et 15 au départ de Charles de Gaulle).
Un Orly «allégé», plus calme et encore plus agréable.

II AIR FRANCE

LA COUPE DU MONDE
en couleur
chez

du 18 au 27 juin
Caméra 7
présente
le vidéo-cassette
couleur
(pour enregistrer les
émissions TV couleur)
SONY
à SAINT-TROPEZ
chez
HI-FI CARBONNEL
19 rue Allard
Tél. : 97.00.53

le premier show-room SONY
de la Côte d'Azur.
A CANNES 45 La Croisette
(Résidences du Grand Hôtel) Tél. 38.39.86
A PARIS 7 rue La Fayette - Tél. 874.33.21 et 280.28.12

DOCUMENTATION SUR DEMANDE

سكنا من الامل

ÉDUCATION

Trois directions distinctes administreront les écoles, les collèges et les lycées

Le conseil des ministres du mercredi 19 juin a nommé plusieurs directeurs au ministère de l'éducation nationale sur proposition du ministre, M. René Haby. Ces nominations correspondent à une réorganisation des services de l'administration centrale, rendue nécessaire en parallèle par la création d'un secrétariat d'État autonome aux universités. Toutefois, M. Haby a profité de cette nécessité pour procéder à un profond remaniement des directions responsables de l'enseignement élémentaire et de l'enseignement secondaire.

Les compétences de M. Jean-Pierre Solson s'étendent non seulement aux universités proprement dites, c'est-à-dire aux établissements relevant de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur, mais aussi à l'enseignement de l'enseignement supérieur, notamment au Collège de France, au Muséum d'histoire naturelle, à l'École pratique des hautes études, au Conservatoire des arts et métiers, aux écoles normales supérieures et à certaines écoles d'ingénieurs.

Les compétences de l'ancienne direction générale des enseignements supérieurs seront donc prises en charge par le nouveau secrétariat d'État. Au ministère de l'éducation, la direction générale des enseignements élémentaire et secondaire (dirigée par M. Charles-Pierre Guillebaud), la direction chargée de la gestion des établissements (M. Gilbert Marc) et la direction chargée de l'enseignement technique (M. André Brucy) sont supprimées, ainsi que la direction chargée des personnels enseignants (M. Jean Deygout). À la place sont créés les services suivants :

— Une direction des écoles (pour les enseignements préscolaires) : M. Jean Deygout. (M. Jean Deygout est né le 8 juillet 1929 à Montigny-aux-Amognes (Nièvre). Plus d'ouvrier agricole, il a fait ses études dans un cours complémentaire, puis à l'école normale d'instituteurs de la Nièvre. En 1949, il entre à l'école normale supérieure de Saint-Clément. Agrégé de géographie en 1953, il enseigne au lycée Alain-Fournier de Bourges. En 1961, il est nommé inspecteur d'académie et occupe ses fonctions de directeur de l'enseignement au Niger. En 1962, il rentre en France et suit les problèmes relatifs à l'insertion insalubre à la direction des enseignements élémentaires. Il est nommé inspecteur d'académie de la Seine en 1964 et inspecteur général de l'enseignement technique en 1968. La même année, il devient directeur des personnels de l'enseignement général, technique et professionnel lors de la création de cette direction. Il conserve cette responsabilité en 1970 lorsque, à l'occasion d'une nou-

velle réorganisation du ministère, cette direction se voit adjoindre la gestion des personnels de l'enseignement supérieur.)

— Une direction des collèges (pour les collèges d'enseignement secondaire) : M. Henri Le Gallo. (M. Henri Le Gallo est né le 3 avril 1921, à Ségneville-sur-Mer (Manche). Élève instituteur à l'école normale de la Manche de 1940 à 1944, il enseigne l'anglais au cours complémentaire de Périers (Manche) avant de passer la licence, puis l'agrégation d'anglais. Il enseigne cette langue au lycée d'Avranches puis à l'école normale et au lycée de Caen. En 1957, il est nommé inspecteur d'académie et occupe successivement à Alençon (1957-1960), au Mans (1960-1971) et à Bobigny (1971-1972). Il est nommé en 1973 inspecteur général de l'enseignement technique et devient conseiller technique au cabinet de Mme Poux, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, puis à celui de M. Fontanet.)

— Une direction des lycées (pour le second cycle y compris les collèges d'enseignement technique) : M. Jean-Benoît Saurat. (M. Jean-Benoît Saurat est né en 1924 à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis). Licencié en sciences (mathématiques) en 1948, puis docteur en sciences physiques en 1953, il est nommé professeur à la faculté des sciences de Clermont-Ferrand, dont il est élu doyen en 1967. En novembre 1968, il est chargé de mission pour l'ouverture du centre universitaire de Saint-Denis-Villetaneuse et devient par la suite président de l'université de Paris-Nord (XIII), en novembre 1971. Il est nommé deux ans plus tard conseiller scientifique et directeur général des enseignements supérieurs. M. Raymond Le Bris, puis, le 20 novembre 1973, directeur de l'académie de Orléans, en

remplacement de M. Jean-Louis Bruch.)

M. Gilbert Marc devient directeur de la formation continue, en remplacement de M. Raymond Vahier, qui sera chargé de mission pour cette question au cabinet du ministre.

(Né le 19 mai 1928, M. Gilbert Marc a fait ses études secondaires et universitaires à Paris. Licencié en droit, ancien élève de l'école nationale d'administration, il est entré comme administrateur civil au ministère de l'éducation nationale en 1953, où il a fait toute sa carrière. Successivement chef du bureau rattaché à la direction de l'enseignement technique et à la direction générale de l'organisation et des programmes scolaires, puis directeur des établissements d'enseignement scolaire, universitaire et sportif, et chef du service d'organisation et de gestion des établissements scolaires, M. Marc était, depuis le 19 mars 1970, directeur chargé des établissements d'enseignement élémentaire et secondaire.)

M. Marcel Pinet, qui était directeur délégué aux objectifs, conserve des attributions analogues en devenant directeur général de la programmation et de la coordination.

Les autres directeurs conservent leurs attributions antérieures : directeur des établissements M. Jean-Claude Perriaud, ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur de l'administration générale et des affaires sociales, M. Georges Amestoy, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale, directeur des affaires budgétaires et financières, M. Alain Blanchard, administrateur civil hors classe.

Le S.G.E.N.-C.F.D.T. fait des propositions pour la scolarisation des enfants d'immigrés

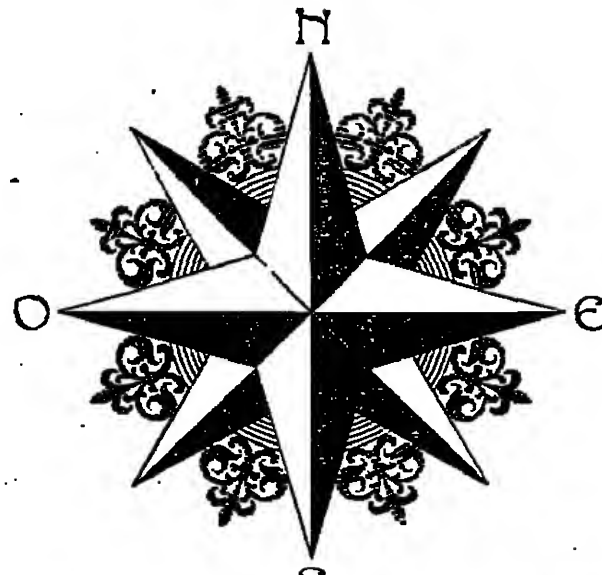
Le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.) a présenté mercredi 19 juin, à la presse, une « plate-forme revendicative sur la scolarisation des enfants de travailleurs immigrés ». Celle-ci a été conçue par des enseignants du S.G.E.N. en collaboration avec des travailleurs immigrés militants de la C.F.D.T.

Tirailles entre deux cultures, les enfants de travailleurs immigrés sont des déracinés à la recherche de leur identité. L'enseignement tel qu'il est conçu en France ne les aide pas. Pour le S.G.E.N., à la sortie de l'école, ces enfants devraient avoir la possibilité de choisir entre rester en France ou rentrer dans leur pays d'origine.

Pour cela, il faudrait que les enseignants insistent sur la valeur de la culture propre aux enfants d'immigrés. Tous les enseignants devraient donc suivre une formation, initiale et permanente, adéquate. Par la création de fêtes, la réalisation de petits travaux traditionnels, le dialogue s'instaure entre les enfants, et même avec les parents. Un enseignement de la langue d'origine doit être possible, estime le S.G.E.N., du début à la fin de la scolarité. Il se ferait dans les locaux scolaires pendant l'heure ordinaire et dépendrait de l'éducation nationale seule, même si les enseignants ne sont pas français. Les jeunes doivent pouvoir être orientés vers des filières débouchant sur des métiers existant

aussi bien dans leur pays d'origine qu'en France. Le S.G.E.N. demande également la création des « zones d'éducation prioritaire », dans les régions et les écoles accueillant des enfants français ou étrangers, socialement handicapés. Les enfants d'immigrés doivent pouvoir être accueillis, dès leur arrivée, dans une classe d'initiation, où ils apprendront rapidement le français. Handicapés dès le départ, ces enfants ont un retard important dans leur scolarité et il est indispensable, selon le S.G.E.N., de leur accorder des dispenses d'âge. Il faut aussi supprimer la condition de nationalité pour qu'ils puissent bénéficier de bourses pour l'enseignement supérieur.

● Démission de six administrateurs de la Mutuelle nationale des étudiants de France (M.N.E.F.). Les six représentants de l'Union nationale des étudiants de France (U.N.E.F. ex-Renouveau) au conseil d'administration de la M.N.E.F., organisme chargé notamment de gérer la sécurité sociale des étudiants, viennent de rendre publique leur démission, qui remonte à plus de deux mois. Ils déclarent avoir pris cette décision pour « attirer l'attention sur la situation financière dramatique de la M.N.E.F. ». Ils reprochent à la majorité du conseil, composée d'étudiants socialistes du C.E.R.E.S., de n'avoir pas assez rapidement développé « une grande campagne de défense de la Mutuelle ». Le congrès de la M.N.E.F. doit avoir lieu au début de juillet.



aux 4 coins de Paris

SAF

DEPARTEMENT BUREAUX

vous propose à acheter, à louer

au Nord
CLICHY-PARIS
PERIPHERIQUE
2 grandes surfaces commerciales
et des Bureaux
Disponibles immédiatement

à l'Ouest
CENTRE INTERNATIONAL
de PARIS
à la Porte Maillot
6000 m² de bureaux de prestige,
divisibles par lots
Disponibles immédiatement

à l'Est
EVOLUTION 74
angle des rues Goubet et Petit
Paris 19^e
7700 m² divisibles par lots
Disponibles août 74

le **JEAN MERMOZ**
9, rue Noblet
Rueil-Malmaison
1200 m² divisibles par lots
Disponibles immédiatement

au Sud
PERISUD
à la Porte d'Orléans
24 000 m² à louer divisibles par lots
Disponibles mars 74

UFI
SAF
42, av. de Friedland - 75008 Paris
Tél. 622.10.10

(Publié)
Cours intensifs d'été
Apprenez une langue étrangère comme si vous étiez dans le pays. Cours individuels et de groupes animés par des professeurs diplômés pour l'enseignement de leur langue maternelle. Méthodes modernes et vivantes. Prix intéressants. Préparation diplômes.
A.C.L. : 48 bis, rue Dombasle.
75015 PARIS. - Tél. : 532-81-82.

VOUS ALLEZ A NICE?

PARTEZ

DE CHARLES DE GAULLE.



Départs : 08 h 30 Quotidien sauf Dimanche
19 h 10 Mardi-Dimanche
20 h 10 Quotidien sauf Mardi-Dimanche
20 h 30 Lundi-Vendredi

Vous habitez la moitié nord de Paris? Ou au nord de Paris?
Air France vous offre maintenant en exclusivité 15 vols par semaine au départ de Charles de Gaulle (et 24 au départ d'Orly). Le tout nouveau géant des aéroports européens à l'accès aussi rapide qu'Orly, réduit au minimum attentes, formalités, fatigue, par sa conception, ses parkings intégrés et ses trottoirs roulants.

II AIR FRANCE

A NICE?
ORLY.

AIR FRANCE

ÉDUCATION

UN ENTRETIEN AVEC M. RENÉ HABY

- Le baccalauréat pourrait être remplacé par un contrôle continu en première année
- La terminale serait un « banc d'essais » pour l'accès à l'université

Ministre de l'éducation nationale depuis le 28 mai, M. René Haby n'aura pas attendu longtemps pour faire connaître ses intentions en matière de réforme de l'enseignement. Il les a dévoilées en grande partie au cours de sa conférence de presse du 18 juin. Nous avons publié dans nos dernières éditions du 20 juin les précisions qu'il a bien voulu nous donner.

Si le nouveau ministre a été aussi rapide, c'est que ces sujets ne sont pas nouveaux pour lui. Il a déjà participé à la préparation de réformes, notamment comme conseiller officiel du président de la République ces dernières années. On retrouve donc dans ses projets des idées qui lui tenaient au cœur. C'est le cas pour la transformation du baccalauréat. Il souhaite, notamment, remplacer par un contrôle continu l'examen à la fin de la classe de première et faire des terminales un banc d'essais pour l'accès à l'enseignement supérieur. Favorable, d'autre part, à la pédagogie des classes de transition, il n'en estime pas moins que les trois premières filières du premier cycle doivent être supprimées.

On a souvent dénoncé le gigantisme de l'éducation nationale. Depuis quelques années, les thèmes de la décentralisation et de l'autonomie des établissements sont souvent avancés parmi les remèdes possibles à cette situation. Y êtes-vous favorable ? Et jusqu'à quel point ?

Par conviction et par tempérament, je suis favorable à la décentralisation des responsabilités, surtout quand il s'agit d'une administration aussi gigantesque et aussi lourde que celle de l'éducation nationale. N'oubliez pas que le ministre est à la tête d'une administration qui emploie près de neuf cent mille agents et gère un budget de plus de 40 milliards de francs. C'est dire combien la coordination et l'animation d'un tel ensemble présentent de difficultés, de risques de lourdeur et de paralysie. Il est donc nécessaire que le ministre et son administration centrale soient libérés au maximum des questions de gestion quotidienne pour mieux consacrer aux tâches de réflexion, de prévision et d'animation d'une politique de l'éducation. Il faut aussi faire bénéficier l'ensemble du système éducatif du potentiel considérable de rénovation pédagogique qui existe au sein des établissements en libérant les capacités d'initiative et en laissant assumer de plus grandes responsabilités à ce niveau.

Il faut donc aller plus loin dans l'autonomie des cellules de base que sont les établissements scolaires. Qui dit autonomie dit prise de responsabilités et pouvoirs accrues. C'est pourquoi l'année dernière mon prédécesseur, M. Fontanet, avait à la fois accru les pouvoirs des chefs d'établissement, institué à leur intention une formation spécifique et revalorisé en conséquence leur traitement.

Pour ma part, dès cette prochaine rentrée, j'entends laisser une certaine marge aux chefs d'établissement dans l'organisation pédagogique de la sixième. Une directive générale leur sera donnée de ne plus répartir les élèves selon les filières actuelles.

« Je serai le moins répressif possible... »

Il est devenu courant d'affirmer qu'il y a un besoin de réformes profondes et qu'elle oppose une grande résistance au changement. De quel côté, en fait, se situe le problème ?

Sur un sujet d'une telle importance pour l'avenir de notre pays — et qui touche directement chacun d'entre nous — je crois indispensable de faire délibérer et de faire se prononcer la représentation nationale. S'il est un choix de société qui pèse sur tous les autres, c'est bien celui qu'on effectue en se prononçant pour tel ou tel système éducatif. Il faut donc qu'il puisse se faire à la suite d'un débat clair et complet entre les représentants de la nation ; je suis d'ailleurs persuadé qu'un large consensus, dépassant les regroupements politiques proprement dits, peut se faire au Parlement sur un système d'éducation adapté à notre temps.

Il est vrai aussi que dans le monde universitaire on aspire autant à la réforme qu'on a craint, et que souvent les façons de penser, les réactions comme les intérêts de telle ou telle catégorie forment un faisceau de contradictions qui entravent le progrès et gênent le mouvement. Le vote du Parlement permet de dépasser le catégoriel pour ne retenir que l'intérêt général.

Même si la voie législative n'apparaît pas la meilleure pour rénover notre enseignement, il me paraît également souhaitable d'encourager l'innovation à la

Vous ne voulez pas être « répressif » ?

J'essaierai d'être répressif le moins possible. Mais il faut, bien sûr, que chacun ait conscience de sa place et de ses responsabilités. Et comment pensez-vous développer la recherche à

caractère fondamental, qui, en matière pédagogique, est très peu développée en France ?

C'est du domaine des universités et c'est vrai que dans ce domaine bien des pays sont en avance sur la France.

La dimension pédagogique de la formation

Il y a un autre secteur où votre ministère a besoin des universités : c'est pour la formation des maîtres. Quelles démarches comptez-vous adresser aux universités à ce sujet et cette question figurera-t-elle dans votre projet de loi ?

La question de la formation des maîtres sera traitée dans le projet de loi. En ce qui concerne la participation des universités, la formation culturelle et même au problème. C'est à elles de donner. La dimension pédagogique, c'est-à-dire professionnelle, est plus difficile à atteindre par

Parallèlement, les obligations de service des instituteurs de la filière III seront allégées : elles passeront de 24 heures à 21 heures. Les trois heures ainsi dégagées seront utilisées à leur formation. J'invoquerai l'OPRA-TEME (Office français des techniques modernes d'enseignement) et le Centre de télé-enseignement (C.N.T.E.) à faire un effort particulier à leur intention. Ils pourront ainsi se préparer efficacement au concours leur permettant d'être intégrés dans le corps des professeurs de collèges.

Pensez-vous, comme M. Fontanet, qu'il faille créer un corps unique de maîtres pour le premier cycle ?

M. Fontanet espérait ainsi mettre fin à la situation actuelle où les agrégés et les certifiés sont affectés aux filières I, les P.E.C.C. à la filière II et les instituteurs spécialisés à la filière III. Situation à laquelle je souhaite, comme M. Fontanet, mettre fin. Mais je constate que le retrait complet des certifiés du premier cycle exigerait une forte longue période. Si la répartition des professeurs ne peut plus se faire selon l'ancienne organisation, je pense cependant qu'il y a place dans le premier cycle à la fois pour des « généralistes » chargés de la formation de base, et pour des « spécialistes » en tout cas dans cette voie que je vais pousser plus avant ma réflexion.

Il est certain que beaucoup de jeunes s'ennuient

La crise des lycéens a été un des éléments qui a contribué à mettre à l'ordre du jour la question de la réforme de l'enseignement secondaire. Comment, selon vous, devrait être modifié notre système d'enseignement pour tenir compte des aspirations nouvelles des jeunes ?

Il est certain que beaucoup de jeunes s'ennuient en classe, et cela pour des raisons diverses. D'abord, parce que le rythme de leur enseignement est trop lent. Ensuite, parce que le programme est trop chargé. Enfin, parce que les méthodes d'enseignement sont trop anciennes. Je crois donc que la réforme de l'enseignement doit viser à accélérer le rythme, à alléger le programme, et à moderniser les méthodes.

Les directions du ministère auront-elles à « gérer » directement des expérimentations ou « commanderont » elles des recherches à d'autres organismes ?

Les directions opérationnelles seront confiées à des pédagogues, non à des administrateurs. Elles comporteront la responsabilité de mener leurs propres expérimentations.

Cela demandera des moyens importants. Une partie des moyens de l'I.N.R.D.P. seront à la disposition de ces directions.

Pensez-vous vraiment que ce soit à l'administration elle-même de diriger la recherche pédagogique ?

Bien sûr. Toute industrie a ses propres bureaux d'études.

Que pensez-vous de l'expérimentation « spontanée » ou « sauvage » ?

Elle doit se poursuivre et ne pas être bridée. Il est indispensable que dans une démocratie moderne il puisse y avoir une recherche spontanée, de même qu'il doit y avoir une liberté de création culturelle et artistique.

Vous ne voulez pas être « répressif » ?

J'essaierai d'être répressif le moins possible. Mais il faut, bien sûr, que chacun ait conscience de sa place et de ses responsabilités. Et comment pensez-vous développer la recherche à

caractère fondamental, qui, en matière pédagogique, est très peu développée en France ?

C'est du domaine des universités et c'est vrai que dans ce domaine bien des pays sont en avance sur la France.

La dimension pédagogique de la formation

Il y a un autre secteur où votre ministère a besoin des universités : c'est pour la formation des maîtres. Quelles démarches comptez-vous adresser aux universités à ce sujet et cette question figurera-t-elle dans votre projet de loi ?

La question de la formation des maîtres sera traitée dans le projet de loi. En ce qui concerne la participation des universités, la formation culturelle et même au problème. C'est à elles de donner. La dimension pédagogique, c'est-à-dire professionnelle, est plus difficile à atteindre par

Parallèlement, les obligations de service des instituteurs de la filière III seront allégées : elles passeront de 24 heures à 21 heures. Les trois heures ainsi dégagées seront utilisées à leur formation. J'invoquerai l'OPRA-TEME (Office français des techniques modernes d'enseignement) et le Centre de télé-enseignement (C.N.T.E.) à faire un effort particulier à leur intention. Ils pourront ainsi se préparer efficacement au concours leur permettant d'être intégrés dans le corps des professeurs de collèges.

Pensez-vous, comme M. Fontanet, qu'il faille créer un corps unique de maîtres pour le premier cycle ?

M. Fontanet espérait ainsi mettre fin à la situation actuelle où les agrégés et les certifiés sont affectés aux filières I, les P.E.C.C. à la filière II et les instituteurs spécialisés à la filière III. Situation à laquelle je souhaite, comme M. Fontanet, mettre fin. Mais je constate que le retrait complet des certifiés du premier cycle exigerait une forte longue période. Si la répartition des professeurs ne peut plus se faire selon l'ancienne organisation, je pense cependant qu'il y a place dans le premier cycle à la fois pour des « généralistes » chargés de la formation de base, et pour des « spécialistes » en tout cas dans cette voie que je vais pousser plus avant ma réflexion.

Il est certain que beaucoup de jeunes s'ennuient

La crise des lycéens a été un des éléments qui a contribué à mettre à l'ordre du jour la question de la réforme de l'enseignement secondaire. Comment, selon vous, devrait être modifié notre système d'enseignement pour tenir compte des aspirations nouvelles des jeunes ?

Il est certain que beaucoup de jeunes s'ennuient en classe, et cela pour des raisons diverses. D'abord, parce que le rythme de leur enseignement est trop lent. Ensuite, parce que le programme est trop chargé. Enfin, parce que les méthodes d'enseignement sont trop anciennes. Je crois donc que la réforme de l'enseignement doit viser à accélérer le rythme, à alléger le programme, et à moderniser les méthodes.

Les directions du ministère auront-elles à « gérer » directement des expérimentations ou « commanderont » elles des recherches à d'autres organismes ?

Les directions opérationnelles seront confiées à des pédagogues, non à des administrateurs. Elles comporteront la responsabilité de mener leurs propres expérimentations.

Cela demandera des moyens importants. Une partie des moyens de l'I.N.R.D.P. seront à la disposition de ces directions.

Pensez-vous vraiment que ce soit à l'administration elle-même de diriger la recherche pédagogique ?

Bien sûr. Toute industrie a ses propres bureaux d'études.

Que pensez-vous de l'expérimentation « spontanée » ou « sauvage » ?

Elle doit se poursuivre et ne pas être bridée. Il est indispensable que dans une démocratie moderne il puisse y avoir une recherche spontanée, de même qu'il doit y avoir une liberté de création culturelle et artistique.

Vous ne voulez pas être « répressif » ?

J'essaierai d'être répressif le moins possible. Mais il faut, bien sûr, que chacun ait conscience de sa place et de ses responsabilités. Et comment pensez-vous développer la recherche à

caractère fondamental, qui, en matière pédagogique, est très peu développée en France ?

C'est du domaine des universités et c'est vrai que dans ce domaine bien des pays sont en avance sur la France.

La dimension pédagogique de la formation

Il y a un autre secteur où votre ministère a besoin des universités : c'est pour la formation des maîtres. Quelles démarches comptez-vous adresser aux universités à ce sujet et cette question figurera-t-elle dans votre projet de loi ?

La question de la formation des maîtres sera traitée dans le projet de loi. En ce qui concerne la participation des universités, la formation culturelle et même au problème. C'est à elles de donner. La dimension pédagogique, c'est-à-dire professionnelle, est plus difficile à atteindre par

Parallèlement, les obligations de service des instituteurs de la filière III seront allégées : elles passeront de 24 heures à 21 heures. Les trois heures ainsi dégagées seront utilisées à leur formation. J'invoquerai l'OPRA-TEME (Office français des techniques modernes d'enseignement) et le Centre de télé-enseignement (C.N.T.E.) à faire un effort particulier à leur intention. Ils pourront ainsi se préparer efficacement au concours leur permettant d'être intégrés dans le corps des professeurs de collèges.

Pensez-vous, comme M. Fontanet, qu'il faille créer un corps unique de maîtres pour le premier cycle ?

M. Fontanet espérait ainsi mettre fin à la situation actuelle où les agrégés et les certifiés sont affectés aux filières I, les P.E.C.C. à la filière II et les instituteurs spécialisés à la filière III. Situation à laquelle je souhaite, comme M. Fontanet, mettre fin. Mais je constate que le retrait complet des certifiés du premier cycle exigerait une forte longue période. Si la répartition des professeurs ne peut plus se faire selon l'ancienne organisation, je pense cependant qu'il y a place dans le premier cycle à la fois pour des « généralistes » chargés de la formation de base, et pour des « spécialistes » en tout cas dans cette voie que je vais pousser plus avant ma réflexion.

Il est certain que beaucoup de jeunes s'ennuient

La crise des lycéens a été un des éléments qui a contribué à mettre à l'ordre du jour la question de la réforme de l'enseignement secondaire. Comment, selon vous, devrait être modifié notre système d'enseignement pour tenir compte des aspirations nouvelles des jeunes ?

Il est certain que beaucoup de jeunes s'ennuient en classe, et cela pour des raisons diverses. D'abord, parce que le rythme de leur enseignement est trop lent. Ensuite, parce que le programme est trop chargé. Enfin, parce que les méthodes d'enseignement sont trop anciennes. Je crois donc que la réforme de l'enseignement doit viser à accélérer le rythme, à alléger le programme, et à moderniser les méthodes.

Les directions du ministère auront-elles à « gérer » directement des expérimentations ou « commanderont » elles des recherches à d'autres organismes ?

Les directions opérationnelles seront confiées à des pédagogues, non à des administrateurs. Elles comporteront la responsabilité de mener leurs propres expérimentations.

Cela demandera des moyens importants. Une partie des moyens de l'I.N.R.D.P. seront à la disposition de ces directions.

Pensez-vous vraiment que ce soit à l'administration elle-même de diriger la recherche pédagogique ?

Bien sûr. Toute industrie a ses propres bureaux d'études.

Que pensez-vous de l'expérimentation « spontanée » ou « sauvage » ?

Elle doit se poursuivre et ne pas être bridée. Il est indispensable que dans une démocratie moderne il puisse y avoir une recherche spontanée, de même qu'il doit y avoir une liberté de création culturelle et artistique.

Vous ne voulez pas être « répressif » ?

J'essaierai d'être répressif le moins possible. Mais il faut, bien sûr, que chacun ait conscience de sa place et de ses responsabilités. Et comment pensez-vous développer la recherche à

caractère fondamental, qui, en matière pédagogique, est très peu développée en France ?

C'est du domaine des universités et c'est vrai que dans ce domaine bien des pays sont en avance sur la France.

La dimension pédagogique de la formation

Il y a un autre secteur où votre ministère a besoin des universités : c'est pour la formation des maîtres. Quelles démarches comptez-vous adresser aux universités à ce sujet et cette question figurera-t-elle dans votre projet de loi ?

La question de la formation des maîtres sera traitée dans le projet de loi. En ce qui concerne la participation des universités, la formation culturelle et même au problème. C'est à elles de donner. La dimension pédagogique, c'est-à-dire professionnelle, est plus difficile à atteindre par

Parallèlement, les obligations de service des instituteurs de la filière III seront allégées : elles passeront de 24 heures à 21 heures. Les trois heures ainsi dégagées seront utilisées à leur formation. J'invoquerai l'OPRA-TEME (Office français des techniques modernes d'enseignement) et le Centre de télé-enseignement (C.N.T.E.) à faire un effort particulier à leur intention. Ils pourront ainsi se préparer efficacement au concours leur permettant d'être intégrés dans le corps des professeurs de collèges.

Pensez-vous, comme M. Fontanet, qu'il faille créer un corps unique de maîtres pour le premier cycle ?

M. Fontanet espérait ainsi mettre fin à la situation actuelle où les agrégés et les certifiés sont affectés aux filières I, les P.E.C.C. à la filière II et les instituteurs spécialisés à la filière III. Situation à laquelle je souhaite, comme M. Fontanet, mettre fin. Mais je constate que le retrait complet des certifiés du premier cycle exigerait une forte longue période. Si la répartition des professeurs ne peut plus se faire selon l'ancienne organisation, je pense cependant qu'il y a place dans le premier cycle à la fois pour des « généralistes » chargés de la formation de base, et pour des « spécialistes » en tout cas dans cette voie que je vais pousser plus avant ma réflexion.

Il est certain que beaucoup de jeunes s'ennuient

La crise des lycéens a été un des éléments qui a contribué à mettre à l'ordre du jour la question de la réforme de l'enseignement secondaire. Comment, selon vous, devrait être modifié notre système d'enseignement pour tenir compte des aspirations nouvelles des jeunes ?

Il est certain que beaucoup de jeunes s'ennuient en classe, et cela pour des raisons diverses. D'abord, parce que le rythme de leur enseignement est trop lent. Ensuite, parce que le programme est trop chargé. Enfin, parce que les méthodes d'enseignement sont trop anciennes. Je crois donc que la réforme de l'enseignement doit viser à accélérer le rythme, à alléger le programme, et à moderniser les méthodes.

Les directions du ministère auront-elles à « gérer » directement des expérimentations ou « commanderont » elles des recherches à d'autres organismes ?

Les directions opérationnelles seront confiées à des pédagogues, non à des administrateurs. Elles comporteront la responsabilité de mener leurs propres expérimentations.

Cela demandera des moyens importants. Une partie des moyens de l'I.N.R.D.P. seront à la disposition de ces directions.

Pensez-vous vraiment que ce soit à l'administration elle-même de diriger la recherche pédagogique ?

Bien sûr. Toute industrie a ses propres bureaux d'études.

Que pensez-vous de l'expérimentation « spontanée » ou « sauvage » ?

Elle doit se poursuivre et ne pas être bridée. Il est indispensable que dans une démocratie moderne il puisse y avoir une recherche spontanée, de même qu'il doit y avoir une liberté de création culturelle et artistique.

Donner aux terminales un style plus universitaire

Vous avez critiqué dans votre conférence de presse la longueur des études secondaires.

Je pense en effet que les jeunes ont du mal à s'intégrer dans des cycles de formation trop longs et dont ils ne voient pas la finalité. Deux ans me paraissent une durée raisonnable pour la plupart des étapes. C'est ainsi que la phase seconde — première pour constituer un tout homogène, alors que la terminale pourrait avoir un style plus universitaire et constituer une sorte de « banc d'essai » pendant lequel l'élève testerait ses aptitudes à l'enseignement supérieur. Il pourrait à la fin de cette année mieux s'orienter en connaissance de cause.

Les deux fonctions du baccalauréat — fin d'études secondaires et accès à l'enseignement supérieur — seraient ainsi dissociées dans le temps ?

L'important me paraît être surtout que les jeunes puissent se rendre compte, avant qu'il ne soit trop tard, du style et du niveau des études universitaires, s'ils leur conviennent ou s'ils ne leur conviennent pas.

N'êtes-vous pas en train de réinventer le baccalauréat en deux parties ?

Je crois que compte tenu des objectifs indiqués, la signification des deux parties est différente de ce qu'elle était dans le passé. D'autre part la sanction de l'enseignement secondaire devrait être le résultat d'un contrôle continu et non d'un examen traditionnel.

L'accès dans les universités se ferait sous forme d'examen, de concours ?

Je n'en vois pas la nécessité impérieuse. Il me semble qu'on peut trouver d'autres solutions. Je rappellerai, par exemple, les systèmes étrangers de « mentions » ou « crédits ».

Dans l'ensemble vous semblez animé de deux soucis contradictoires : celui de faire des réformes importantes en appliquant des idées qui vous sont personnelles, et le sentiment que les résistances sont très grandes. Comment conciliez-vous ces deux préoccupations ?

Je suis obligé de tenir compte des réalités et de les intégrer dans la mise en application d'une vision relativement idéaliste.

Quel est, selon vous, le niveau de résistance des réalistes ?

Il est d'autant plus élevé qu'on ne tient pas compte de celles-ci.

Comment comptez-vous procéder ?

Par la persuasion d'abord. Puis par approches successives, par petits coups de ponce. En prévoyant les détails. Il me semble ainsi qu'un problème majeur actuellement, c'est la culpabilisation qu'on a créée chez les enseignants : elle est peut-être due au fait qu'on s'est contenté de les nourrir d'analyses très générales comme la théorie de la « reproduction » de la société par l'école — ou de suggestions utopiques — comme les thèses d'Ivan Illich — mais sans leur dire de façon précise comment faire en réalité dans leur classe.

Vous pensez qu'il faut redonner du moral aux enseignants ?

Absolument. On les a formés à enseigner une discipline. Puis on leur dit : à présent il faut que vous soyez des animateurs. Comment ne seraient-ils pas découragés ? Il faut reconnaître que les enseignants sont faits d'abord pour enseigner : ils le feront très bien lorsqu'on leur aura précisé les objectifs et les voies à prendre en considération.

Quels sont les points stratégiques où on peut donner ces « petits coups de ponce » ?

Il y a la formation d'abord. Et puis aussi les moyens d'enseignement : à côté des manuels par exemple il y a bien d'autres supports. Permettez-moi de rappeler à ce sujet la série de télévision « Vivre en France », réalisée au C.R.D.P. de Clermont-Ferrand, qui a créé une situation pédagogique tout à fait nouvelle.

Il faut aussi agir sur l'administration et sur l'inspection générale.

On peut leur demander des innovations si ce n'est pas seulement une critique de ce qui existe. La distance entre l'inspection générale et le corps enseignant n'est pas si grande qu'on le pense.

Propos recueillis par FRÉDÉRIC GAUSSEN.

CODE PERMANENT ENVIRONNEMENT ET NUISANCES

un volume, sur feuillets mobiles, toujours à jour

textes officiels, commentaires pratiques, jurisprudence sur

LA POLLUTION DE L'AIR : Installations de combustion, cheminées, zones de protection spéciales, etc.

LE BRUIT : Isolation acoustique, bruit de l'industrie et de l'artisanat, engins de chantier, etc.

LES DÉCHETS URBAINS ET INDUSTRIELS : Collecte et traitement des déchets ménagers, récupération, évacuation des déchets industriels, etc.

LA POLLUTION DE L'EAU : Prélèvements et rejets, prescriptions techniques, réseaux d'assainissement, stations

d'épuration, hydrocarbures, agences de bassin, etc.

LES ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS : Implantation et fonctionnement des établissements classés, contrôle et responsabilité, redevances, etc.

LES PRODUITS ANTIPARASITAIRES : Fabrication, vente, utilisation, protection de l'environnement et des consommateurs, etc.

LA PROTECTION DE LA NATURE : Sites, parcs, espaces verts et boisés, littoral maritime, carrières, affichage, etc.

Documentation complète sur demande à ÉDITIONS LÉGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES, 1 et 3, rue Jean-Ferrandi - PARIS (57) - Tél. : 544-00-82



C'est fait ! Hewlett-Packard a mis au point la seconde génération de calculateurs scientifiques de poche.

HP-65

Il est programmable !

Avec le lancement du HP-35, Hewlett-Packard franchissait le "mur de l'arithmétique" : actuellement plus de 100 000 scientifiques dans le monde entier utilisent ce remarquable calculateur.

Mais aujourd'hui, et pour la première fois au monde, voici un calculateur de poche entièrement programmable, doté d'un lecteur de cartes magnétiques incorporé : le HP-65.

Alliant puissance et souplesse d'utilisation, le HP-65 travaille sur une gamme de 200 décades et se comporte comme un calculateur de bureau très évolué.

Mais s'il est à la taille de votre poche, son prix est à la taille de votre budget.

Quel que soit votre domaine d'activités, le HP-65 peut s'adapter à vos besoins, à vos problèmes. Vous l'appréciez sitôt entre vos mains et découvrirez sans cesse les étonnantes possibilités qu'il a d'économiser temps et énergie.

Le HP-65 résout vos problèmes de 3 façons différentes :

1. Avec 51 fonctions pré-programmées accessibles au clavier.
2. Avec des programmes spécialisés pré-enregistrés.
3. Avec des programmes écrits et enregistrés par vous-même.

Un clavier impressionnant

Le HP-65 met à votre disposition une puissante gamme de 51 fonctions et opérations de traitement de données accessibles directement au clavier : fonctions arithmétiques, logarithmiques, trigonométriques et exponentielles, aussi bien qu'extraction de nombres entiers, factorielles, constante π ou conversion de nombres de base 10 (système décimal) en nombres de base 8 (système octal). Vous disposez en outre de 9 registres mémoire adressables.

Lecteur de cartes magnétiques incorporé

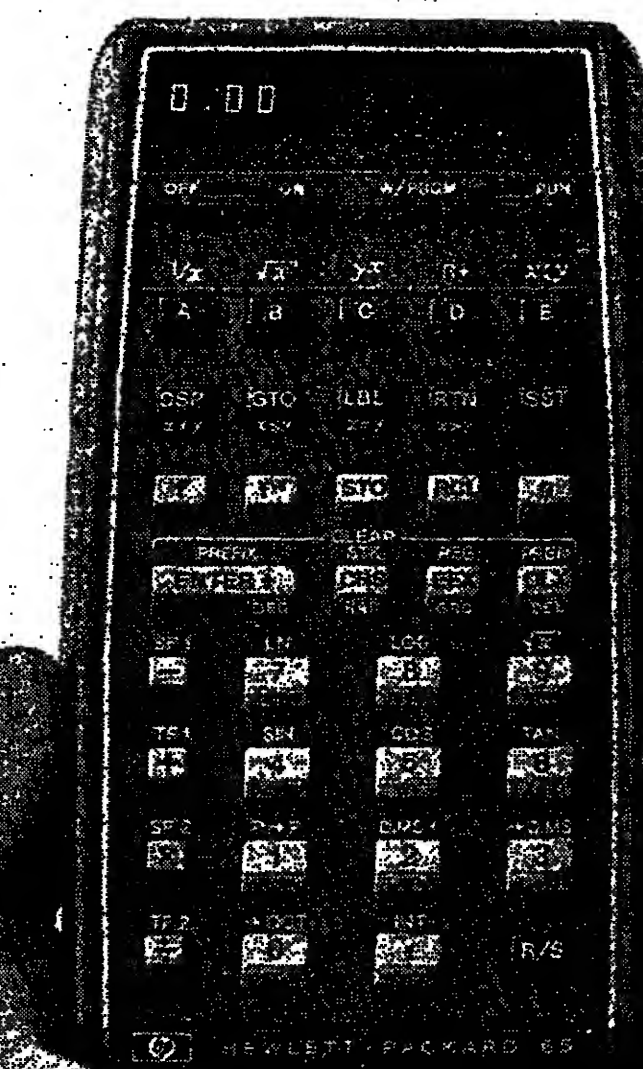
Le HP-65 est le premier calculateur de poche programmable et à cartes magnétiques. Il possède son propre lecteur de cartes, merveille de mécanique de précision, qui vous permet d'utiliser les programmes pré-enregistrés mis au point à votre intention par des experts dans votre branche d'activité. Le HP-65 vous est livré avec une mini-bibliothèque de programmes types (19 programmes) et 20 cartes magnétiques vierges. De nombreux autres programmes sont disponibles.

Bibliothèque de software (logiciel) très complète

Il existe déjà des programmes d'application pour la topographie, les mathématiques, la médecine et les statistiques. D'autres bibliothèques sont en préparation, tant pour la recherche scientifique que pour ses applications.

Vos propres programmes rédigés sans peine

Nul besoin d'être un spécialiste pour écrire vos propres programmes sur le HP-65 : c'est si logique et si simple. Votre programme, jusqu'à 100 opérations élémentaires, peut être conservé sur



Composez vos propres programmes

Quel est le secret du HP-65 ?

Un ensemble opérationnel à 4 registres et la notation polonaise inverse dotent le HP-65 de la méthode la plus efficace connue en informatique pour le calcul des expressions mathématiques. Ses circuits intégrés du type LSI le plus récent, équivalent à 75 000 transistors. Mais le secret le plus étonnant de ce calculateur réside dans son minuscule moteur et son dispositif d'enregistrement deux pistes (fabriqués avec des tolérances de 25 microns) permettant de lire des cartes magnétiques encore moins larges qu'un ticket de métro.

Le HP-65 est le fruit d'un programme intensif de 2 ans de recherche, auquel ont collaboré plus de 200 experts appartenant à 10 divisions de la société Hewlett-Packard.

Livré complet, prêt à l'emploi

Le HP-65 est livré complet dans un élégant boîtier, avec une batterie, un adaptateur-chargeur, un manuel d'utilisation, un aide-mémoire, un étui souple, des étiquettes adhésives de personnalisation et la mini-bibliothèque de programmes types. Son prix net, avec les accessoires, est de F 5940 ttc. La garantie est de 1 an.

Pour en savoir davantage

On ne peut apprécier toutes les possibilités de cet étonnant calculateur sans l'avoir en main. Si vous êtes un spécialiste, il vous enchantera. Dans le cas contraire, vous serez surpris de connaître si rapidement nombre de ses multiples possibilités : vous découvrirez en l'utilisant des données insoupçonnées.

Pour recevoir des informations complètes sur le HP-65, retournez nous le coupon ci-dessous.

N'attendez pas, le HP-65 est promis à un brillant avenir, dans le monde entier.

Bon à découper et à retourner à
Hewlett-Packard France, Quartier de Courtaboeuf,
B.P. no 70. 91401 Orsay. Tél. 907 78 25

Veuillez m'adresser une documentation complète sur le HP-65.

Nom _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____
Tél. _____ ZA

HEWLETT *hp* PACKARD

Hewlett-Packard France, Quartier de Courtaboeuf, B.P. no 70, 91401 Orsay.

Dimensions réelles : 8,2 x 15,3 cm

l'une des cartes magnétiques vierges qui vous sont fournies. En outre, vous pouvez définir la fonction de certaines touches et sélectionner les fonctions voulues parmi les 51 du clavier. Cette possibilité, ajoutée à ses 9 registres mémoire, vous permet de créer des programmes qui auraient demandé, sur d'autres machines, beaucoup plus d'opérations.

Comme sur un calculateur beaucoup plus sophistiqué, vous pouvez effectuer des branchements, des boucles et des sous-programmes. Une puissance vraiment prodigieuse pour un appareil de poche qui ne pèse que 310 grammes.

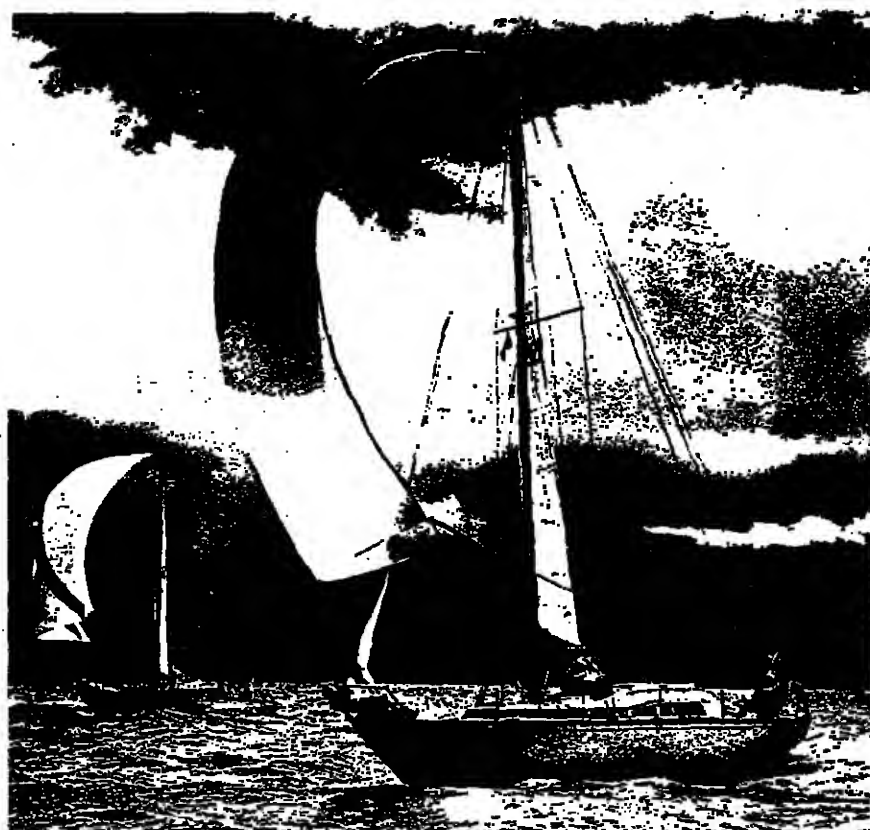
La location : naviguer sans se ruiner

La progression de la flotte française de plaisance : 150 000 bateaux en 1968 ; plus de 300 000 en 1974, est remarquable. Les experts estiment qu'elle devrait se confirmer dans les années prochaines, et un institut de prévisions parle de plus de 500 000 unités pour 1980. La plaisance est devenue tout à la fois une industrie et un des éléments de cette civilisation des loisirs dont on nous annonce l'avènement.

Sur ces 300 000 bateaux, 240 000 jaugeant moins de deux tonnes, 120 000 sont des voiliers, 180 000 sont équipés de moteurs. C'est dire que la plaisance est un monde très divers dont les adeptes ont des préoccupations parfois opposées. C'est ce qui fait sa fragilité.

Il est difficile en effet de définir et d'appliquer une politique dans un secteur finalement aussi mal délimité. On y a-t-il de commun, en effet, entre les goûts, les besoins et les moyens des propriétaires de hors-bord qui se considèrent plutôt comme des automobilistes nautiques et ceux des jeunes croisiéristes des clubs de voile pour qui la navigation reste une dernière occasion de mimer l'aventure ?

Faute de fixer une politique, on peut du moins essayer de dessiner quelques orientations. En matière d'équipement portuaire par exemple, il devient nécessaire de préciser les rapports entre l'Etat ou les collectivités locales et les promoteurs privés, entre les projets proprement nautiques et ceux « annexes » immobiliers. En matière d'information, de formation, il faut accentuer les efforts pour faire découvrir la mer aux millions de Français qui s'approprient à l'envers, sans la connaître autrement qu'à travers des clichés.



Alors les publicités de loueurs de bateaux, on a vite fait de s'enfuir. Symbole de départ, le voilier autorisé, il est vrai, tous les chromes : on égrène les noms pittoresques des groupes d'îles de la mer des Caraïbes, Bahamas, îles Vierges, Antilles, Grenadines ; on navigue toutes voiles couvertes de Déos à Mykonos ou plus modestement de crèche en crèche le long de la côte corse, on part pour la conquête d'îles que l'on croit plus normandes qu'anglaises ou à l'assaut de l'agressive mer d'Irlande.

Lieu clos, le voilier est aussi un véritable appartement où l'on trouve tout à portée de la main : confort et évasion sur l'eau — symbole de pureté, de propriété, de fraîcheur, — comment les vacances ainsi proposées ne paraissent-elles pas idéales ?

Deux à trois fois moins cher

Si elle n'est pas bon marché, la location d'un bateau — pour quel qu'un qui ne navigue qu'un mois par an — revient pourtant de deux à trois fois moins cher que la possession du même bateau. Ainsi, pour un Arpège — excellent voilier de Michel Dufour, un des rares constructeurs français à avoir dépassé le stade artisanal, — qui coûte près de 120 000 F à l'achat, l'amortissement du capital (sur dix ans) les frais divers d'entretien, d'assurance, de gardiennage, et le prix de la place dans un port représentent chaque année l'équivalent de sept à huit semaines de location en juillet et en août dans le midi de la France. Si l'on ajoute qu'il est plus facile de faire partager les frais de location que de réclamer à ses équipiers l'amortissement d'un capital, on s'aperçoit que l'économie est réelle.

Economique, la formule l'est moins pour le locataire s'il doit prendre à son bord un marin en raison de son inexpérience. Les agences sérieuses font, en général, signer avec la réservation une déclaration sur l'« expérience nautique » (écoles et stages pratiques, croisières effectuées comme chef de bord...), et l'autorisation de s'éloigner à plus de 20 mil-

Pourtant, il n'est pas rare que le bateau, loué dès février pour le mois de juillet ou d'août, ne se trouve pas le jour dit au lieu dit, que les arrhes versées soient alors bien difficiles à récupérer, que les « belles » vacances soient gâchées irrémédiablement.

Parce que de nombreuses « sociétés » de loueurs de bateaux profitent sans aucune base, sans la moindre organisation, sans structure juridique, cette profession a — parfois à juste titre — mauvaise réputation.

Pourtant, la location présente certaines avantages pour tous ceux qui n'ont qu'un mois de vacances et qui veulent avant tout dans le bateau un moyen pour que celles-ci soient agréables : pour ceux qui connaissent et apprécient la mer, mais pas la course croisière...

Si tous les contrats comportent, en général, une assurance pour protéger les ardeurs incontrôlables, une franchise — dont le montant est fixé à la valeur du bateau — est payée par le locataire. Elle n'est remboursée que si le bateau n'a subi aucune avarie.

Pour économique qu'elle soit, la formule de la location ne présente guère d'intérêt si le loueur n'est pas sérieux et s'il délivre un bateau en mauvais état, voire pas de bateau du tout. Les revues spécialisées

S'il s'agit d'une agence, le directeur de l'une d'entre elles, le Yacht Charter International and Services, recommande trois critères qui doivent permettre d'appréhender le sérieux du loueur.

La composition et l'âge de la flotte tout d'abord. Pour être rentables, ces sociétés sont obligées, en saison, d'assurer un roulement très rapide des voiliers (moins de vingt-quatre heures séparant parfois une arrivée d'un départ). Il est certain, dans ces conditions, que des bateaux récents ont moins de raisons de subir des avaries que des bateaux anciens et qu'une agence qui dispose d'une quarantaine de voiliers peut plus facilement, en cas d'immobilisation de l'un d'eux, trouver une solution de rechange. Enfin, une flotte importante justifie souvent une base technique solide (mécaniciens, marins) qui peut être utile lorsqu'on veut être dépanché rapidement.

Le deuxième critère tient à la composition de l'équipement. Les loueurs sérieux voient les communications, en général, l'inventaire, avant la signature du contrat. Trop de loueurs, en effet, après avoir investi leurs capitaux dans l'achat d'un ou deux bateaux, négligent l'armement, et particulièrement le plus cher : l'équipement électronique. Certains voiliers sont ainsi démunis de sondeur, ont un loch à la traîne, un moteur inutilisable.

Enfin, solvabilité et statut juridique de la société loueuse ne sont pas sans importance. En cas de non-respect du contrat, il n'est pas mauvais d'avoir un recours. L'inscription au registre du commerce peut être une sécurité lorsqu'il s'agit de cas échéant, de récupérer les 50 % du montant de la location versés quelques mois à l'avance.

L'appartenance au Syndicat national des loueurs peut aussi être considérée comme une garantie. Cet organisme, qui réunit une quarantaine de sociétés de location, tente de moraliser la profession. Une période probatoire de deux ans pour les loueurs qui veulent y adhérer et un jury d'honneur, qui se réunit en cas de litige avec un locataire, sont les embryons d'une politique qui vise à rassurer le client.

Pourtant, même sérieuse, la location ne semble pas à même de résoudre le problème que pose la voile au plus grand nombre : son prix. Pour quinze jours, aux mois de juillet et d'août, louer un bateau de 9 mètres annoncé comme un six couchettes (en fait cinq, si l'on désire quelque confort revient, selon l'agence, de 4 000 à 6 000 F ; pour un mois, de 7 000 à 9 000 F. Si l'on y ajoute le fuel, la nourriture et le prix des places dans les ports, ces vacances ne sont pas à la portée de toutes les bourses. Aussi n'est-il pas étonnant que la mer soit « vendue » à un milieu homogène : la clientèle des loueurs de bateaux est composée en grande partie de membres de professions libérales et de cadres. Pour les autres, il reste un certain nombre de solutions, plus ou moins séduisantes, plus ou moins chères.

Le leasing — infiniment moins cher que le crédit — tend à se développer chez ceux qui désirent acheter un bateau. Leasing et location peuvent être complémentaires : on voit parfois des adeptes de cette formule louer leur bateau pour payer leurs mensualités.

Le « charter » est aussi de plus en plus courant. De l'hôtel flottant pour milliardaire — où le passager se laisse vivre — à l'école de course croisière, il y a — à boire et à manger — dans cette formule dont l'échelle des prix est très ouverte. La personnalité du skipper — concurrent malheureux de quelque transatlantique qui cherche à rembourser ses dettes, jeune homme en rupture de ban ou marin professionnel — peut être déterminante pour la réussite de ces croisières.

Enfin, certaines écoles de voile offrent des croisières d'initiation à très bon marché, aussi bien en Manche qu'en Atlantique ou en Méditerranée.

Mais peut-être éprouvera-t-on le plus grand plaisir dans l'achat d'une vieille coque — toutes ne sont pas pourries — sur laquelle on passera de longues heures avant de naviguer. En mer, la propriété n'est pas forcément le vol.

BRUNO DETHOMAS.

* Syndicat national des loueurs de bateaux de plaisance, 36, avenue Hoche, 75008 Paris.

Barre au sud

TROP souvent marchand de soleil et de vacances, le loueur de voilier semble s'apparenter plus à une agence de voyages qu'à un club sportif. Sa publicité ne dédaigne pas une « jolie fille bronzée ». Le bateau devient prétexte. Ce n'est plus un plaisir en soi.

Ce n'est donc pas en Manche que se sont installées les agences de location (seuls quatre membres du Syndicat national des loueurs y sont implantés). Mer réprouvée, dangereuse par les nombreux coups qui la jettent comme par une cheville fêlée et des courants violents, elle sécrète, dit-on généralement, « des navigateurs confirmés ». Et puis la Manche passe pour peu ensoleillée. Pourtant c'est dans ses eaux que l'on trouve les îles Channsey, les anglo-normandes et pour le siècle des îles bretonnes, de la criantur d'écrit : Bix, sept îles Breizh... et mar de bus de croisière.

Si l'on descend vers le sud, les loueurs deviennent plus nombreux. L'Adriatique en a surtout trois avec son climat plus dément, ses mers plus raisonnables, sa côte moins sauvage et la possibilité d'une navigation en eau intérieure comme dans le bassin d'Arcachon.

Mais c'est dans le Midi, sur les bords de la Méditerranée que vingt-cinq loueurs, membres du syndicat (ils n'ont que cinq il y a quatre ans) — se sont installés : pas de courants, peu de marées, une navigation la plus souvent facile sous un soleil per-

manent, « l'anti-Manche » attire par ses possibilités de croisières côtières comme hautes côtes (Côte, Sardaigne, Baléares).

En quelques loueurs se sont spécialisés dans la croisière fluviale. Canaux de Bourgogne, du Nièvre ou du Midi, Yonne et Marne, civières et canaux de Breugnot.

Dans les mers plus lointaines, la mer Egée est toujours celle qui a le plus de succès et les plus importants loueurs français ont des bureaux en Grèce : au soleil et au plaisir de la voile s'ajoutent la richesse archéologique du pays, le charme de son folklore.

On trouve ainsi — le plus souvent avec équipage — des voiliers de 12 à 20 mètres pour des prix qui varient en saison, selon le modèle de bateau, de 500 à 4 000 francs par jour.

Les Canaries, enfin, commencent à attirer « loueurs » et « charmes » français. Si l'on excepte les Antilles, ils se heurtent à six agences américaines parfaitement organisées. C'est ainsi qu'une société française — en rapport avec un loueur américain — propose un « tour compris » qui comporte billet d'avion, nourriture et location d'un voilier peu coûteux, mais qui semble parfaitement équipé (radio, sondeur, pilote automatique). Pour des prix souvent inférieurs à 5 000 francs par personne pour quinze jours, on peut ainsi découvrir les Bahamas, les îles Vierges ou les Grenadines au gré des aléas.

3 beaux livres de mer dans "Océans"

VIVA BINGA
les aventures d'un navigateur naïf

JEAN-ALBERT FOEX
JACQUES BOONE

Planteur, chercheur d'or, fabricant de cerceaux au Cameroun, Jacques Boone construit un Ketch de 9 mètres de long pour entreprendre un voyage autour du monde. Une passionnante aventure vécue.

400 pages - photos : 30 F.

JOSEPH PERRIN
Le charpentier de Rostellec
228 pages - 28,25 F

JEAN-ALBERT FOEX
Voyage au fond des mers
224 pages - 28,25 F

éditions FRANCE-EMPIRE

PORT DE PLAISANCE

PORT-LEUCATE

Un yacht de 8m. - 960 F par an

Deux levées et mises à l'eau gratuites

Renseignements :
Capitainerie - 11370 PORT-LEUCATE
Tél. : (64) 33-10-32

LOCATION DE YACHTS
Toute l'année : VOILIERS ET VEDETTE DE CROISIÈRE

Avec ou sans marin

YACHT CHARTER INTERNATIONAL & SERVICES
83 PORT DE BORMES-LES-MIMOSAS (France)
Téléphone : (94) 71-03-95.

Grand choix de 4 à 30 mètres

Voiliers : cutter 33 - albin - empereur - roc 129 et grands ketchs et goélettes.

Moteur : J/rod 24' - Chris-Craft - arca - ancora - windy - neptune.

Promenade et ski-boats - Armement de 1^{re} qualité garanti - Assur. tous risques incl. - Bateaux disponibles en Grèce et aux Antilles.

N.B. - En hiver et demi-saison YCIS propose le chauffage central à bord.

LA CONCORDE
ASSURANCE YACHT
une réputation assurée

5, rue de Londres - PARIS 9^e - Tel. 744 97 77

Albums reliés

Peter Heaton
HISTOIRE DU YACHTING
Plus de 210 photos noir et couleurs.

Gianni Cazzaroli
DICTIONNAIRE DE LA MER ET DE LA NAVIGATION
170 photos noir et couleurs.

Collection "Connaissance et technique"

Tony Burnand
LA PÊCHE SPORTIVE EN MER
150 photos et dessins noir et couleurs.

Guy Poulet et Robert Barincou
LA PLONGÉE
150 photos et dessins noir et couleurs.

denoël

AVANT L'ÉTÉ

La fin des parkings à bateaux

Il est en général admis que le nombre de places disponibles dans les ports de bateaux de plus de 10 tonnes, Globalement, la « règle » est respectée en France, mais avec une nette distorsion : l'équipement est supérieur aux besoins en Méditerranée ; inférieur en mer du Nord, dans la Manche ou l'Atlantique. Les promoteurs privés et l'Etat ont été conduits ou ont cherché à établir l'équilibre au cours des toutes dernières années.

En Méditerranée, les pouvoirs publics ont souhaité protéger le littoral particulièrement fragile qui s'étend à l'est de Marseille. C'est à l'ouest, sur la côte du Languedoc, qu'ils ont concentré les subventions : Port-Camargue a été mis en service, le Cap-d'Agde est en cours d'aménagement.

En Manche et le long de l'Atlantique, il existe un décalage certain entre l'offre et la demande, bien que les projets soient nombreux : qu'il s'agisse de construire de nouveaux ports à Saint-Malo par exemple, à Pornic ou Desauville, ou d'agrandir ceux qui existent comme à Saint-Valéry-en-Caux, Courseulles ou Le Pouldieu.

A l'occasion de ces réalisations ou de ces projets, un nouveau modèle de port de plaisance — à été peu à peu dessiné.

On a d'abord renoncé au gigantisme : on a abandonné les énormes cales de mise à l'eau si chères aux ports et chaudières ; on a renoncé à aligner des terre-pleins sinistres le long d'immenses plans d'eau. Finalement les parkings à bateaux, il paraît désormais admis que l'équilibre entre l'agrandissement d'un port et sa rentabilité se situe entre cinq cents et six cents unités. Au-delà de ce chiffre, il faut cloisonner les bassins et les quais.

Deuxième « découverte » : le port de plaisance, au contraire du port de commerce ou de pêche, a une vocation naturelle à s'insérer dans un ensemble

urbain et touristique. Ce qui attire le plaisancier, c'est autant le respect du site que la commodité des installations qui doivent être aussi complètes que possible. Quelques scandales, quelques procès retentissants ont montré que c'était là une préoccupation très partagée par

LA FLOTTE FRANÇAISE

	— de 2 tonnes	+ de 2 tonnes	TOTAL
1966.....	133 230	28 908	162 138
1967.....	141 590	34 981	176 571
1968.....	164 631	40 213	204 844
1969.....	177 611	41 482	219 093
1970.....	182 144	45 621	227 765
1971.....	207 483	50 674	258 157
1972.....	224 864	56 108	280 972
1973 (1).....	242 064	62 168	304 232

(1) Estimations.

l'ensemble des riverains. Le littoral est un tout qu'il faut aménager sans le dénigrer. Vaste, difficile projet.

Restent au-delà de ces préoccupations générales des soucis plus terre à terre qu'expriment à chaque saison les usagers ou les exploitants.

Désordre

Les ports de plaisance sont chers, de plus en plus chers, trop chers, du moins dans la majorité des cas. Et cela, parce que leurs promoteurs ont pêché par perfectionnisme (aucun gadget n'est négligé) ou parce que tout simplement leur gestion coïncide avec celle d'un ensemble immobilier reste mal définie ou trop assujettie aux lois du profit maximal.

Les ports de plaisance restent, en effet, une nouveauté qu'ont encore mal assimilée leurs promoteurs ou les pouvoirs publics. Un spécialiste citait lors du dernier Salon de la navigation de plaisance ces exemples qui se passent de commentaires.

« Il n'est que de citer les modalités d'application de la T.V.A. aux taxes de stationnement et droits d'usage des installations portuaires. Il est, en effet, impossible, en entrant dans un port, de savoir si celui-ci applique la T.V.A. sur la totalité des prestations, sur une partie de celles-ci, ou s'il est totalement exonéré, et tout cela dans la plus stricte légalité ! Il y a plus d'un an, le ministère des finances est saisi, mais il semble que l'administration elle-même ne sache pas comment sortir de ce désordre qu'elle a pourtant créé, par méconnaissance des problèmes qu'elle soulève. »

« Et qui peut comprendre pourquoi les taxes portuaires sont assises, selon le port, la sur la longueur du bateau, ici sur la surface, ailleurs sur la jauge ou même la largeur ? »

« Un pas a été accompli, en 1972, sur l'initiative du ministère de l'équipement, pour uniformiser les règlements de police des ports. Ce fut un résultat, certes, mais à côté de cela, comment l'administration peut-elle encore tolérer qu'une collectivité publique concessionnaire puisse exploiter un grand port de plaisance tout neuf, sans l'avoir doté de la moindre installation sanitaire ? »

AVEC ASSURANCE

« S'ASSURER pour un bateau, c'est un peu comme s'assurer pour une voiture. » Pour se prémunir contre les frais très élevés que risque d'entraîner un accident, le propriétaire d'un bateau peut souscrire une assurance « responsabilité civile » qui correspond à la garantie « aux tiers » des automobiles. Ce qui veut dire : il est couvert pour les accidents qu'éventuellement il causerait aux autres, mais il ne s'est pas pour eux qu'il pourrait subir lui-même ou son conjoint, ses descendants et descendants, l'ami auquel il prêterait le bateau ou confierait le quai.

Il arrive que certains contrats « responsabilité civile » soient plus complets que ceux de l'assurance « responsabilité civile » des automobiles. Ils comprennent la pratique de bateaux à voile de moins de 5 mètres de long, mais attention : cette assurance s'applique exclusivement à la responsabilité du souscripteur et de ses proches. S'il veut se garantir contre des accidents lui survenant sur le bateau (à lui et aux

membres de sa famille), il doit souscrire une autre assurance, celle-ci n'est pas obligatoire, et les sommes versées dans le cadre de ce contrat pourront éventuellement se cumuler avec les indemnités dues par l'auteur de l'accident.

Si le bateau remorque un skieur, il faut savoir que celui-ci ne peut être considéré ni comme un « tiers » ordinaire ni comme une « personne transportée ». Il est donc nécessaire de faire inscrire dans la police d'assurance une clause spéciale couvrant la responsabilité du propriétaire du bateau à l'égard du skieur (pour le cas où il se serait blessé) et celle du skieur lui-même.

Quant à l'assurance « corps » du bateau lui-même, différentes formules peuvent être envisagées, la plus complète étant l'assurance « tous risques » qui dédommage de la perte totale du bateau ou rembourse les frais de réparation s'il subit quelque avarie, par le fait d'un accident

Pollution

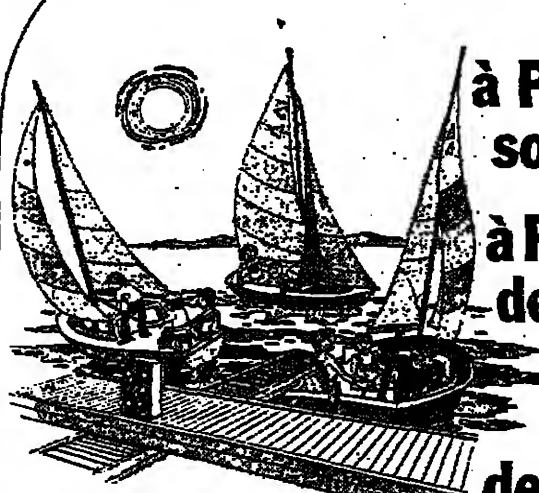
On s'est longtemps figuré que la voile recueillait en soi de quoi rompre avec la civilisation et rendre leur qualité aux relations humaines. Ce mythe n'a pas résisté à la sophistication des matériels et au mercantilisme ambiant.

Les courses sont devenues des enchères à l'accastillage, et les palmarès, des questions de gros sous. Ligés par la technologie et les affirmages à la terre qu'ils croyaient fuir, les équipages ressemblent moins à des aventuriers de l'infini qu'à des cosmopolites et des porte-enseignes poursuivis pour dettes. De leur passage dans les mêmes défilés mortelles, les skippers du tour du monde n'ont rapporté devant les télespectateurs, en fait de fraternité marine, que des comptes louches et de basses querelles.

A la loterie des charters ou des locations, c'est à qui roulera l'autre, à qui monniera le mieux une mer sur laquelle on spéculait désormais comme sur n'importe quelle donnée, bien ou du racket des places à quoi. Seuls la croisière familiale et le système communautaire du type Glénans ont échappé jusqu'ici à la pollution de la plaisance, par la marée noire du profit.

Trois hommes dans un bateau, c'est déjà une société, prête à mourir.

B. P.-D.



à Pornic, les bateaux sont heureux

à Pornic, il y a toujours de l'eau sous la quille même pour les bateaux de 25 mètres

à Pornic, en hiver vous continuez à naviguer

à Pornic, votre bateau devient une véritable résidence secondaire et Pornic c'est tout près de Paris

Pornic : 2.300 heures de soleil et votre bateau toujours à flot, confortablement amarré à son « Catouet ».

A Pornic, il n'y a ni porte ni écluses, même les grosses unités de 15 à 25 mètres entrent et sortent à toute heure du jour et de la nuit en toute saison.

Parce que votre bateau est bien protégé, sans servitude de marées, vous pouvez appareiller à tout moment pour une croisière aux îles proches.

Parce qu'il y a toujours beau, vous pouvez utiliser votre bateau chaque week-end.

Parce que votre bateau est amarré à son appointement individuel, il devient une véritable résidence secondaire avec tout le confort (eau douce, électricité, vide-ordures, douche, gardiennage permanent).

A Pornic, nous sommes équipés pour entretenir votre bateau ; pour les carénages, vous disposez d'un « travelift » de 45 t.

Pornic est le port de l'Atlantique le plus proche de Paris (environ 3 heures de train ou 1 heure d'avion). Votre place vous y attend. Ecrivez-nous vite.

Nouveau Port de Pornic

réalisation SEGIM
renseignements et vente à Paris :
58, rue La Boétie, 75008 - Tél. : 252.29.50
Possibilité de location, renseignements sur le Port :
capitainerie - tél. : 82.05.40
Appontement flottant Equiport

bon à retourner à la Ségim
59 rue la Boétie, 75008 PARIS.

Sans engagement de ma part, je désire recevoir votre documentation en couleur.

NOM.....
ADRESSE.....
PROFESSION.....
TEL. BUREAU..... DOMICILE.....

Plaisanciers, êtes-vous sûrs de toujours éviter les récifs ?

ici ROCHER

L'U.A.P.

vous propose son nouveau contrat d'assurance.

L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS UAP

Si vous souhaitez faire tarifier l'assurance de votre bateau ou recevoir tout autre renseignement renvoyez ce bon à l'U.A.P. - Bureau navigation - Tour Assur - CEDEX 14 - 92083 Paris la Défense

VOUS
Nom.....
Adresse.....

VOTRE BATEAU
Voilier : avec moteur..... bateau à moteur (pneumatique)
sans moteur.....
Longueur hors tout.....
Moteur..... (Fixe : OUI - NON) Puissance.....

Cette demande n'implique aucun engagement de ma part.

A..... le.....
Signature :.....

(PUBLICITE)

PROJET D'EXPANSION DE L'USINE D'ENGRAIS DE TROMBAY INSTALLATIONS DE PRODUCTION DE L'ACIDE NITRIQUE ET DES NITROPHOSPHATES (NP) PRE-QUALIFICATION DES FOURNISSEURS

La Fertilizer Corporation of India Ltd (F.C.I.), entreprise appartenant au Gouvernement des Indes, prévoit la construction à Trombay, à 16 km environ du port de Bombay, d'une installation de production d'acide nitrique d'une capacité de 750 tonnes métriques par jour et d'une installation de production de nitrophosphates (NP) d'une capacité de 1 200 tonnes métriques par jour. Ce projet comprend les installations de production de vapeur, d'essorage, de stockage et de manutention ainsi que d'autres équipements accessoires. F.C.I. et les ingénieurs-conseils sélectionnés Friedrich Uhde GmbH (Allemagne Fédérale) et Davy Power Gas GmbH (Allemagne Fédérale) traitent tous les achats. Il est prévu que les besoins en devises autres que la monnaie indienne destinés à assurer le paiement des matériels et services nécessaires à l'exécution de ce projet seront fournis par la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (Banque Mondiale) et que les achats se feront selon les directives de la Banque Mondiale.

Les fournisseurs intéressés à recevoir les appels d'offres sont invités à s'inscrire en vue de leur préqualification en fournissant les renseignements suivants :

- a) Description de leurs moyens de production avec indication des capacités ;
- b) Description des matériels habituellement achetés à des sous-traitants et possibilité d'assurer en Inde la fourniture des pièces détachées et le service après-vente ;
- c) Expérience acquise à l'occasion de la fourniture d'équipements similaires et liste de leurs utilisateurs ;
- d) Rapport annuel et bilan du dernier exercice ;
- e) Délai de livraison approximatif.

Pour être pris en considération, les renseignements ci-dessus doivent parvenir à l'adresse suivante le 31 juillet 1974 au plus tard :

PROJECT MANAGER
TROMBAY EXPANSION
THE FERTILIZER CORPORATION
OF INDIA, LTD
GOVERNMENT OF INDIA
UNDERSTANDING
BOMBAY - 400074.

Toute la correspondance doit être rédigée en langue anglaise. F.C.I. se réserve le droit de procéder à la vérification de toutes les informations communiquées, de refuser la qualification d'un fournisseur quel qu'il soit sans avoir à donner les raisons de sa décision.

Les facteurs suivants seront pris en considération pour l'évaluation des offres qui seront faites par la suite : prix, qualité, frais d'exploitation et d'entretien, frais d'installation, fret maritime, délai de livraison, frais d'inspection et d'expédition, garantie, conformité au cahier des charges, fourniture des pièces détachées, conditions de paiement et expérience du fournisseur.

Les équipements et matériels appartenant aux

catégories suivantes sans que ceci constitue néanmoins nécessairement une liste limitative :

1. Turbo-compresseur d'air entraîné par turbine à vapeur. Air comprimé produit : 120 000 Nm³/heure, 5,1 atm et 250° C.
2. Compresseur alternatif pour CO₂ ammoniac gazeux (réfrigération), etc., complet avec moteur électrique d'entraînement.
3. Turbine à gaz d'échappement pour récupération d'énergie sous forme mécanique, alimentation 100 000 Nm³/heure, 4 atm et 190° C.
4. Soufflerie et évacuation des gaz.
5. Pompe à vide permettant d'obtenir une dépression maximum de 27" de Hg.
6. Centrifuges du type continu, débit de liquide 40 m³/h, comprenant 15" maximum de matières solides.
7. Filtres sous vide à tambour et à courroie.
8. Agitateurs de types divers.
9. Tours de réaction en acier inoxydable et en acier au carbone plaqué d'acier inoxydable.
10. Ballons réservoirs, caissons réalisés en acier inoxydable ou en acier au carbone plaqué d'acier inoxydable.
11. Echangeurs de température en acier inoxydable, en acier allié et en acier au carbone.
12. Convoyeurs, élévateurs, appareils de pesée et d'alimentation, bascule et machines automatiques d'essorage, y compris plans inclinés.
13. Tapis à un et deux dégrés.
14. Sécheurs rotatifs (directs) et refroidisseurs.
15. Pompes centrifuges pour acide nitrique à 60% max. solution de nitrate d'ammonium chaud, nitrate d'ammonium, solution de phosphate, etc. pression maximum 10 atm. Le matériel et les accessoires auront en acier fortement allié.
16. Pompe centrifuge à plusieurs étages pour alimentation de chaudière, pression maximum 55 atm et 125 atm.
17. Pompes alternatives pour injection d'additif chimique dans la chaudière sous 50 atm. et 125 atm.
18. Chaudières, y compris chaudière à récupération de chaleur avec surchauffeur et chaudière au charbon avec surchauffeur, pression 45 atm. et 105 atm.
19. Canalisations, vannes et raccords en acier ordinaire et acier fortement allié, dimensions 20 mm à 400 mm, pour service sous pression maximum de 64 atm. pour l'acier au carbone en dimension max. de 250 mm et 10 atm pour l'acier inoxydable en dimension max. de 250 mm.
20. Appareils divers nécessaires dans une usine d'engrais dont vannes de commande, accessoires divers, tableau de commande et matériels nécessaires à la construction.
21. Volets pour tours réalisés en acier inoxydable ou en aluminium de grande pureté.
22. Equipement électrique, y compris transformateur (5 MVA, 11 000, 60/33 KV/400 V). Moteur (33 KV et 400 V). Installation de distribution correspondante : câbles, commande des moteurs, équipements, etc.
23. Catalyseur platine-modum.
24. Récupérateur de sel pour récupération des engrais dans le site.
25. Réfrigérants (à écoulement transversal, tirage forcé).
26. Aciers de construction.
27. Equipements de construction et de montage, y compris grues.

THE FERTILIZER CORPORATION OF INDIA LIMITED

JUSTICE

LA CATASTROPHE DE VAL-D'ISÈRE

« L'Etat et la commune sont responsables des conséquences dommageables » décide le tribunal administratif de Grenoble

Grenoble. — Tirant argument — pour l'essentiel tout au moins — des conclusions développées par le commissaire du gouvernement lors de l'audience du 22 mai dernier au cours de laquelle avaient été évoqués les effets dramatiques de l'avalanche descendue de l'aiguille du Front à Val-d'Isère, le 18 février 1970 (« Le Monde » du 24 mai 1974), le tribunal administratif de Grenoble, présidé par M. Courrière, s'est rendu le 19 juin un jugement qui déclare qu'« en raison de la conjonction des

carences (...), tant l'Etat que la commune de Val-d'Isère sont responsables des conséquences dommageables de la catastrophe ». Le jugement indique qu'« une juste appréciation des fautes respectives commises » sera effectuée « en mettant à la charge de chacune de ces collectivités la moitié des conséquences ». Le montant des indemnités accordées aux familles des victimes, au titre de la douleur morale (« praestium doloris ») ou en règlement des frais d'obèques payés par celles-ci, s'élève à 270 000 F environ.

De notre correspondant

Pour retenir la responsabilité de l'Etat, les juges grenoblois s'appuient principalement sur le non-respect du décret du 29 août 1955 — devenu l'article R 110-3 du code de l'urbanisme et de l'habitation — dont les dispositions font obligation à l'administration de mettre en œuvre « dans un délai raisonnable » la procédure permettant de définir par arrêté préfectoral les terrains exposés à un risque naturel, et tel que (...) les « avalanches », pour subordonner la construction, lorsqu'elle est autorisée, à des « conditions spéciales ». Le commissaire du gouvernement, M. Gilbert Antho, avait estimé qu'en méconnaissant ainsi le décret de 1955, l'administration était en quelque sorte privée de la possibilité d'opposer un refus légal aux demandes de permis de construire dans la zone dangereuse et tout au moins de la faculté d'imposer les mesures de protection nécessaires. Le tribunal, qui avait permis de conclure que « la carence de l'administration peut être considérée comme l'une des causes normales de la catastrophe », le terme « normale » n'est pas, c'est la même démarche qui a été suivie par le tribunal, lequel considère que « le déroulement des procédures réglementaires, et notamment de l'enquête publique (...), aurait normalement amené les autorités compétentes à prendre conscience de la gravité du danger et à interdire l'installation de personnes, de l'emplacement envisagé en dehors du village ; les aurait incitées à en conseiller une autre ou à imposer des conditions normales de construction de la façade menacée ; ou encore les auraient amenées à prévoir l'évacuation du chalet en cas de conditions météorologiques défavorables ».

Les juges grenoblois déplorent de plus que « l'expérience irremplaçable » du service des eaux et forêts de la Savoie, qui tient à jour les cartes de la zone des risques d'avalanches et établit des cartes faisant apparaître leur tracé, « a été peu ou mal utilisée par Val-d'Isère ». Ils constatent aussi qu'« aucune suite n'a été donnée aux propositions de constitution d'une commission des avalanches », qu'« ont été mésestimées les zones déterminées par les techniciens des eaux et forêts », enfin que « ce service n'a été consulté ni sur l'implantation du chalet de l'U.C.P.A. ni sur le permis de construire, alors qu'il était habituellement pour l'édification d'habitations privées ».

Le tribunal ne s'en tient d'ailleurs pas qu'à des arguments juridiques pour déclarer l'Etat responsable. Il note, en effet, que les caractéristiques du chalet destiné à accueillir cent cinquante jeunes gens de vingt à vingt-cinq ans, et non originaires de la montagne, et surtout en stage obligatoire, impliquaient de la part de l'administration « le devoir de veiller spécialement à leur sécurité en étudiant soigneusement l'implantation et les conditions de construction du centre ». N'y a-t-il pas là, en fait, de la part de la juridiction concernée le désir de rappeler à l'administration, dont elle-même est en quelque sorte le censeur permanent, qu'il ne faut pas de respecter scrupuleusement les textes réglementaires — encore que dans cette affaire ce ne soit justement pas le cas, qu'elle peut et même qu'elle doit savoir faire preuve de discernement à l'égard des dossiers qui lui sont soumis ?

Retenant la responsabilité de l'Etat, le tribunal n'a pas cherché à établir une distinction entre les différents services consultés — maire, inspecteur départemental de la jeunesse et des sports, inspecteur des services d'incendie,

commission départementale de contrôle des opérations immobilières, section permanente du comité départemental des constructions scolaires, ministère de l'éducation nationale, — soit sur le principe de l'implantation, soit sur l'acquisition des terrains, soit sur les travaux, soit enfin sur le permis de construction, et il s'est contenté de relever qu'« aucune observation n'a été formulée au cours de ces diverses consultations sur le choix de l'emplacement et sur le danger qu'il pouvait présenter, en raison des avalanches possibles, par les courbes ou les pentes excessives ». Enfin, on remarquera que si le fameux rapport rédigé par l'inspecteur général Lugern, qui mettait en cause dans une certaine mesure le ministre de l'aménagement du territoire, a pu servir à forger la conviction des magistrats grenoblois puisque ceux-ci avaient exigé dans un jugement préalable qu'il soit joint au dossier, aucune référence n'y est faite aujourd'hui.

Une certaine accoutumance

Pour ce qui concerne la faute commise par le maire de Val-d'Isère, et qui a conduit le tribunal à le déclarer responsable, les juges n'ont pas voulu suivre le commissaire du gouvernement en qualifiant, comme celui-ci le souhaitait, de « faute lourde » les manquements du magistrat. Se référant aux articles 96 et 97 du code de l'administration communale, qui traitent des pouvoirs de police municipale — laquelle rappelle les juges, « notamment pour charge de prévenir par des précautions convenables les accidents et les faits calamiteux, tels que les avalanches », le jugement précise qu'il appartient au maire, « magistrat local le plus en mesure d'en apprécier les conséquences, même et la connaissance du risque, d'en prévenir les personnes étrangères au pays ». Les juges, revenant sur la spécificité du chalet de l'U.C.P.A., observent que le maire « devait spécialement assurer la sécurité de nombreux jeunes gens, appelés à être réunis en un même lieu ».

Enfin, faisant allusion à la fameuse commission de sécurité — en se gardant bien de la citer, pour ne pas donner l'impression

d'émousser sur le domaine de la juridiction pénale devant laquelle une information est en cours — pour laquelle la commune n'a pu ou n'a pas voulu rapporter la preuve que lors des réunions passées, l'évacuation du chalet n'avait jamais été envisagée, le tribunal note simplement que l'« appréciation des risques auxquels était exposé le chalet dans les jours et heures ayant précédé immédiatement la catastrophe, et qui auraient justifié l'ordre d'évacuation, ne s'est pas exercée dans les conditions exigées par les circonstances ».

Ces remarques définissent-elles une « faute lourde » ou une « faute légère » ? Le jugement ne se prononce pas. Beaucoup le déplorent, sauf en l'espèce M. Noël Machalski, premier magistrat de Val-d'Isère. N'est-ce pas pourtant l'intérêt de tous les maires de connaître les limites de leur responsabilité ?

A cause précisément de l'impact psychologique qui en découle, le qualificatif même de « faute lourde », qui ne peut être retenu que dans les cas où des manquements graves ont été constatés, semble pourtant devoir établir une protection supérieure à l'égard des maires.

En rendant le même jour le jugement dans l'affaire opposant des propriétaires du lotissement des Almes, touchés à quatre reprises entre 1955 et 1970 par des avalanches, dont l'une avait entraîné la mort d'une résidente, la municipalité de Tignes, jugement qui constate que « compte tenu des dangers, prévisibles, le maire et le conseil municipal de Tignes ont fait preuve d'une dilgence normale pour décider et faire exécuter les travaux qui leur paraissaient, en fonction des conseils techniques, et dont ils avaient pris soin de s'entourer, de nature à assurer la protection du lotissement », et conclut au rejet des demandes importantes d'indemnisation formulées par les requérants, les juges du tribunal administratif ont sans doute voulu indiquer qu'ils étaient parfaitement espérés d'apprécier ce qui constitue à leurs yeux l'exercice normal de la responsabilité du maire. Il reste que la décision du tribunal administratif de Grenoble, prise fort de relancer le débat sur un problème qu'une autre catastrophe — l'incendie du Cinq-Sept à Saint-Laurent-du-Fort — avait amorcé.

BERNARD ELIE.

L'AFFAIRE DES VINS DE BORDEAUX

Les négociants pouvaient-ils s'apercevoir de la falsification ?

Vingt-deux personnes ont été inculpées de fraude fiscale, fraude sur les appellations d'origine et falsification de vin dans l'affaire dite des vins de Bordeaux, mais certains n'ont pu être poursuivis car ils n'ont pas pu être identifiés. Parmi les inculpés, on trouve notamment : M. Pierre Bert, Serge Babin, MM. Georges, de l'Office de vente des liquides ; Lionel et Ivan Cruse, négociants ; Quenard, Joana, Castaing, négociants ; Huet, Servan, Coudanne, Boutheux, Bertrand de Pinasse et un dirigeant de la coopérative des Flandres et Artois.

**M. JEROME MARTINEAU
DEMANDE LA SAISIE
DE TOUTES LES COPIES DU FILM
« FRANÇAIS, SI VOUS SAVIEZ »**

Ancien membre de la Gestapo bordelaise, M. Jérôme Martineau, éditeur, avait pensé pouvoir expliquer ses engagements de jeunesse devant la caméra de M. Harris et de Sedouy, qui préparaient le film *Maréchal*, heure quarante-cinq minutes, de François, et vu après. A la vue du film, il eut la surprise — dit-il — de voir ses propos déformés, tronqués, fragmentés. L'enquête, qui avait duré une heure quarante-cinq minutes, avait été réduite à une dizaine de minutes.

Après avoir essayé d'obtenir la saisie du film, en mars 1973 (*Le Monde* du 21 mars), devant le juge des référés, M. Martineau a réclamé, les mercredi 13 et 19 juin, l'interdiction du film, la saisie de toutes les copies et 100 000 F de dommages et intérêts devant le juge du fond, M. Jean Michel Audoubert, premier vice-président du tribunal de grande instance de Paris. Jugement à quinzaine.

Annales
Revue de la Culture
Au sommaire du n° 2 1974

- La civilisation bantou W.G.L. RANDEL
- L'infanticide dans le Haut Moyen Age EMILY R. COLEMAN
- Le système figuratif byzantin LENA GRIGORIADOU
- "L'histoire qui se prend par les yeux" de PIERRE MALANDAIN
- L'atelier monétaire royal de Micon ALAIN GUERREAU
- Métrologie du sel en Méditerranée JEAN-CLAUDE HOCQUET
- La commerce baltique aux XVI^e et XVII^e siècles JERZY TOPOLSKI
- Migrations dans la France rurale, 1836-1901 PAUL HOENBERG

armand colin



JAGUAR

BRITISH LEYLAND

NT 61-81 16CV OVERDRIFT : 50.500 F
NT 61-81 21 CV OVERDRIFT : 60.500 F
NT 61-81 21 CV AUTOMATIQUE : 70.000 F
*Dépense moyenne : 10 litres/100 km à 90 km/h

PRESENTATION, ESSAI, LIVRAISON RAPIDE :

PARIS :
81 - Raspail-Vaugrand Automobiles
81 - Raspail - 48-52-54
12 - Grand Garage d'Alsace
25 - rue Becquerel - 47-49-51
14 - Grand Garage d'Alsace
52 - rue d'Alsace - 2-4-6-8

16 - A.E.I.V.A. :
10 - avenue Kléber - 67-61-63
BANI-LUX
Neuilly - A.E.I.V.A.
1 - avenue de Madrid - 24-26-28
Boulogne-Seine - Central Garage
10 - avenue Victor-Hugo - 04-07-14

Levallois-Perret - Garage Wilson
10 - rue du Président Wilson - 73-72-82
La Garenne-Colombes - Baral S.A.
19 - bd de la République - 32-24-68
CONCESSIONNAIRES PROVINCE :
« Adresse » British Leyland France
B.P. n° 52 - 95101 Argenteuil - 982-04-22

Proche TOTAL

صكناش الامال

NOUVEAUTES

René Crevel
MON CORPS ET MOI
roman

"La réédition des livres de René Crevel, prodigieux météore d'entre les deux guerres, le replace à la pointe de nos mouvements les plus ouverts."
DOMINIQUE ROLIN - Le Point

LA MORT DIFFICILE
roman

"Il était né révolté comme d'autres naissent avec les yeux bleus."
PHILIPPE SOUPAULT

LES PIEDS DANS LE PLAT

"Depuis Cravel, plus personne n'a discuté sérieusement de quoi ça se fait."
SALVADOR DALI

Albertine Sarrazin
LETTRES DE LA VIE LITTERAIRE
Inédites

"La foudroyante conquête d'une célébrité mondiale par celle qui ne connaissait de la vie que les humiliations et les peines."
JOSANE DURANTEAU

Malcolm de Chazal
L'HOMME ET LA CONNAISSANCE
Préface de Raymond Abellio

"Ça n'arrive pas tous les jours de rencontrer un écrivain de génie que personne ne connaît. En voici un."
JEAN PAULHAN, 1947

Judith Weiner
APPORTEZ-MOI UNE EPEE
roman

Une histoire d'amour entre un père, une mère et leur fils. En toile de fond, un pays aride, Israël.

Françoise Lefèvre
LA PREMIERE HABITUDE
roman

"Elle a le charme étrange des gens qui ont vécu l'amour fou. Et qui survivent."
Elle

André Hardellet
LES CHASSEURS DEUX

Prix des Deux Magasins 1974.
Sélectionné pour la Bourse Goncourt de la Nouvelle.
"D'ores et déjà, on peut mettre André Hardellet sur le même rayon que Sylvie, que Peter Ibbetson, que Najda."
JOSE PIERRE - La Quinzaine Littéraire

René Dumont
A VOUS DE CHOISIR

L'écologie ou la mort. Objectifs de l'écologie politique.

Alain Koehler
LA CITADINE
roman

"Voici un livre pour le printemps, une histoire brève et fraîche qui renoue avec la grande tradition du récit romantique."
JEAN FREMON - Les Nouvelles Littéraires

Georges Pillement
PARIS POUCELLE

"Un document dont les Parisiens qui aiment leur ville feraient bien d'user comme arme de combat."
HELENE DEMORIANE - Le Point

Michel Alvé
LE TERRITOIRE

Des récits où la poésie s'allie au fantastique, par un jeune écrivain au talent déjà confirmé.

JEAN-JACQUES PAUVERT

Vient de paraître

Essais

MARCEL JOUHANDEAU : *Jeux de miroirs*. — Le vingtième volume des *Journées*, de septembre 1965 au 26 juillet 1966. (Gallimard, 345 p., 32 F.)

MAURICE BEJART : *L'Autre Chant de la danse*. — Douze rêves de Maurice Béjart, qui renaissent, avec des mots, ses chemins intérieurs. (Flammarion, 227 p., 26 F.)

LANZA DEL VASTO : *La Conversion par contrainte logique*. — La suite des cahiers intimes ou *Variations de Lanza del Vasto* : le cours de ses pensées, lorsqu'il se trouvait à Fies dans les années 20. (Denoël, 157 p., 22 F.)

Récit

BENIGNO CACERES : *Le Compagnon charpentier de Nazareth*. — Une manière de raconter la vie de Jésus par l'homme de « Peuple et culture ». (Le Seuil, 132 p., 18 F.)

Religion

ANTOINE VERGOTE : *Interprétation du langage religieux*. — La théologie confrontée à la psychanalyse. (Le Seuil, 221 p., 26 F.)

Philosophie

PIERRE TEILHARD DE CHARDIN : *Sur la souffrance*. — Ce petit volume a été composé avec des extraits de textes divers du philosophe. (Le Seuil, 123 p., 12 F.) « La fondation et association Teilhard de Chardin » publie, en même temps, son cahier n° 8, intitulé *Terra promise*. (Le Seuil, 237 p., 27 F.)

HEGEL : *La Constitution de l'Allemagne*. — Encore inédit en français, ce texte non publié par Hegel, élaboré vers 1800, permet de saisir comment sa conception de l'Etat s'inscrivait dans la configuration politique de l'époque. Traduit de l'allemand par Michel Jacob. (Champ libre, 224 p., 28 F.)

Essais

BERNARD CHARBONNEAU : *Notes sur la race*. — Un pamphlet contre les méfaits de l'industrialisation par l'auteur de *Tristes Compagnies*. (Denoël, 212 p., 29 F.)

PAUL GIANNOLI : *Monte-Soraty*. — Les réflexions d'un journaliste sur la France d'aujourd'hui. (Fayard, 254 p., 30 F.)

Sciences humaines

PETER T. FURST : *Le Chien des dieux*. — Peter T. Furst a réuni les textes de sept anthropologues qui ont étudié « l'usage rituel de substances psychédéliques » dans diverses sociétés. (Le Seuil, traduit de l'américain par Vincent Bardet, 287 p., 30 F.)

PHILIPPE ET EDMEE KOECHLIN : *Corridor de sécurité*. — Conseils techniques dans un style « moderne » du Québec, deux psychiatres libéraux découvrent et décrivent la violence quotidienne qui y régit. (Maspero, « Textes à l'appui - Psychiatrie », 96 p., 12 F.)

Biographie

HENRI HELLE : *Monteur H...* et le trafic des cigares américains dans le bassin méditerranéen après la guerre. (Laffont, Coll. « Vécu », 416 p., 39 F.)

LITTÉRATURE

Nous avons lu

Les Cortes du diable
de Jacques Robichon

Huit meurtres en cinquante jours, il y a de quoi rendre folle une petite ville d'ordinaire si calme, mais sur laquelle s'abat, de juin à août 1935, une vague de terreur. La technique de l'assassin est invariable : une avalanche de coups de stylet en plein cœur, et il signe invariablement son exploit en abandonnant un mégot de cigare auprès de sa victime. Aucun lien déchiffrable entre les hommes et les femmes — il y a même une fille — qui tombent ainsi, pourchassés par une espèce de fauve dont les moindres échappées à l'inspecteur Baugé, chargé de l'enquête. Dès le début, ses soupçons se portent bien sur un suspect, mais l'homme est toujours absent de la ville quand un crime y est commis et la police, qui le file, connaît la solidité de ses alibis. A partir de faits vrais, Jacques Robichon a reconstitué l'histoire de ces meurtres en série, le climat psychologique qu'ils ont créé, le singulier dessein du coupable. Le dénouement est de ceux, stupéfiants, que seule la vie est capable d'inventer. Le romancier-exploire habilement une affaire exceptionnelle où l'incohérence apparente du meurtre renforce les suspenses. — G. G. A.

★ Julliard, 347 pages, 38,50 F.

Les voix essentielles sont souvent les plus ignorées. Il en va de la sorte avec Gérard Neveu que nous sommes quelques-uns à considérer comme un des phares de la poésie actuelle. Enfant de Marseille, tragiquement disparu en 1960 à l'âge de quarante ans, Gérard Neveu, à la suite d'un Rimbaud, d'un Lautréamont, d'un André Gide, d'un Desnos, s'abandonne corps et biens aux vertiges, aux exigences de la poésie.

Sa quête de l'absolu fut érudite de sang. Tout ou presque (foyer, saut, « exercice de la tendresse » comme il disait si bien), hormis les minutes éblouies de l'amitié, de la passion fulgurante, du corps-à-corps avec les mots, lui fut refusé. Tissé d'apparences contradictoires — il se déclarait communiste et buvait comme un coq, il était désemparé et chantait la chaleur de la rue, — Gérard Neveu laisse une œuvre relativement légère en pages mais qui a le poids de l'or. « Gérard changeait en or le plomb quotidien du malheur », assure Jean Malrieu qui fut d'abord de longues années le confident, l'ami, le complice en poésie de Neveu.

Poète majeur lui-même, Malrieu a écrit ce « poète d'aujourd'hui » avec une encre chaleureuse. Avec simplicité, il donne quelques clés qui permettent de mieux frayer avec celui qui brûla la flamme du tourment. Edifiée par le surréalisme, baroque comme sa cité natale, balayée par le vent des images, des métaphores surgies de la terre et du sommeil, entraînant enfin un dépouillement grave, bouleversant, la poésie de Neveu — dont l'essentiel tient en deux recueils (*Poèmes obscurs*, éd. P.-J. Oswald, et *Une solitude essentielle*, éd. Guy Chambelland) — est un « livre ouvert » où nous déchiffrons la terre promise. — A. L.

★ Seghers, « Poètes d'aujourd'hui », 192 pages, 14,70 F.

DOUCHAN GERST

SAHARA

(Photographies de l'auteur)

Sahara pour REVER, Sahara pour CONNAITRE, Sahara pour VOYAGER... Douchan Gerst réunit dans ce grand livre illustré de photos souvent inédites à nous faire pénétrer au cœur même de ce monde désertique et à nous entraîner avec enthousiasme à sa découverte. SAHARA est le cinquième titre de la collection Coup d'œil sur le Monde.

PRIX : 31,50 F.

Editions G.P. ROUGE et OR

GRAND PRIX DU ROMAN DES Nouvelles Littéraires



G.O. CHATEAUFORT Les Messagers

Doté de 50.000 francs, ce prix est attribué par un jury composé de Suzanne Prou, Jean-Louis Barrault, Maurice Rheims, Jean d'Ormesson, Max-Pol Fouchet, André Delvaux, Jacques Chessex, Jean Duvinagaud.



Le grand succès de l'histoire critique de la pensée

est dû à l'exposé particulièrement clair du développement de la pensée au cours des âges et à la vue d'ensemble que l'auteur nous donne des conceptions scientifiques, philosophiques, politiques et religieuses de notre temps. En un siècle de spécialisation extrême, une telle synthèse est éminemment utile et appréciée.

L'ouvrage comprend quatre volumes vendus séparément :

- Volume 1
La bataille des idées en religion
- Volume 2
La bataille des idées en philosophie
- Volume 3
La bataille des idées en science
- Volume 4
L'approche de l'harmonie

AUX EDITIONS de la PENSÉE UNIVERSELLE
3 bis, QUAI AUX FLEURS
75004 PARIS

En préparation aux Editions de **L'Athanas**

Anthologie de la poésie française contemporaine
ouverte à toutes les tendances de la sensibilité poétique d'aujourd'hui

Pour tous renseignements, écrire aux Editions de L'Athanas, Département Anthologie, 23, rue Vaneau, 75007 Paris

LAWRENCE DURRELL
La papesse Jeanne
1901

"Il faut lire La Papesse Jeanne... l'écrivain vigoureux qu'est Durrell est la avec son art de broder une composition, de figurer des personnages".

Michel Bourgeois - COMBAT
"Il y a du Rabelais et du Boccace dans cette évocation truculente et paillardes". Jacques Cabau - L'EXPRESS

BUCHET / CHASTEL

صلى الله عليه وسلم

ET CRITIQUE

Rafaël Pividal et la maladie honteuse du savoir

* EMILY ET UNE NUIT, de Rafaël Pividal, Le Seuil, 192 pages, 24 F.

Pour commencer un excellent calembour, celui du titre. Première indication sur l'itinéraire suivi par l'auteur du livre, un roman, tout au long duquel sera décrite, en même temps que celle d'un personnage, l'histoire d'un esprit, une sorte de M. Testa démolie, qui se réjouit de démontrer son apparence, ou son emménagement, intellectuel, jusqu'à la plus la reconnaissance. L'intelligence de Rafaël Pividal est, en effet, bien curieuse et attachante.

Philosophe de profession et de formation, le savoir, dans son utilisation, est pour lui une maladie honteuse, un abîme ou un kyate, qu'il faut à tout prix résorber pour survivre. Son allure, toutes proportions gardées, rappelle celle des Encyclopédistes, de Voltaire à d'Alembert en passant par Du Marsais, aux yeux de qui la nature et les choses n'étaient pas des signes obscurs comme elles le sont aujourd'hui dans les sciences même humaines.

Quant à l'imagination de l'auteur, renouvelée, inattendue à chaque page, elle est proprement réjouissante. Le roman est divisé en trois parties. La première (*Emily et une nuit*) fait le récit d'un voyage à travers la nature. A travers ? Non, au-dessus, car le narrateur et ses compagnons forment un cortège volant, à la façon d'une troupe d'oiseaux, qui seraient aussi des hommes pensants. Tantôt hauts dans le ciel, tantôt à la cime des arbres, ou rasant le sol, ils sont à la recherche d'un vestige, d'une trace, de la découverte, en un mot, de ce qui est la vie non encore défigurée. Il leur arrive même de pénétrer à l'intérieur d'une habitation, où, perchés sur le haut des poutres, invisibles mais toujours attentifs, ils observent les mœurs des habitants. Toujours volants, la lumière du soleil se confond pour eux avec le temps. Ils vivent une seule journée. Leur promenade devient une lecture nouvelle de l'univers. Ainsi les choses, de nouveau senties et non plus seulement nommées, leur paraissent devenues étrangères à l'homme d'en bas, encombré de son bagage intellectuel : « imaginez une volière aux barreaux si larges que même les lions peuvent la traverser. C'était notre existence. Les grilles n'étaient pas plus étroites que des colonnes grecques. On passait partout. » Et que devient l'horizon pour ces êtres nés et assésés ? « A l'est, dans un lointain brumeux, se dresse, se dressait une aggrégation de villes, chose froide, coupée du canal des rurs qui fendait l'espace comme du plâtre... Plus loin, tout à l'entour, des tours blanches, raides, plantées sur des collines, étaient d'une rigidité sépulcrale. On eût dit l'image d'un cimetière tant était silencieux, fixe, ce rassemblement de pierres. »

La seconde partie du livre est, si l'on peut dire, autobiographique. L'auteur, en racontant, ou le « vol », s'explique sur la nature de ce privilège dont il veut de décrire les ressources. Pourquoi voler et qu'il vole ? L'apprentissage est simple, apparemment. Est capable de voler celui qui, par la force des choses, devient aliéné à la parole universelle, à sa rumeur incompréhensible. L'apprentissage, pour Rafaël Pividal, comme à l'université, dans la ville où il vivait à Buenos-Aires, en Amérique du Sud, LA, plus qu'ailleurs, la colonisation par le savoir est évidente.

LES OBSEQUES DE MIGUEL ANGEL ASTURIAS

Les funérailles de Miguel Angel Asturias ont été célébrées le 18 juin en l'église Saint-Philippe-du-Roule, par Mgr Pérez, évêque auxiliaire de Paris. Il sera inhumé ultérieurement au cimetière du Père-Lachaise, par un vote unanime. Le Conseil de Paris a décidé, en effet, d'attribuer une concession à l'ambassadeur du Guatemala, afin qu'il repose l'ancien ambassadeur, prix Lénine de la Paix 1955, prix Nobel de Littérature 1967. L'écrivain était particulièrement attaché à Paris. N'est-il pas fait don de ses manuscrits et de tous ses papiers à notre Bibliothèque nationale ? Ce qui facilitera singulièrement la tâche des universitaires et hommes de lettres chargés d'établir la monumentale édition critique des œuvres complètes, en espagnol, confiée par Miguel Angel Asturias aux éditions Kailash.

Asturias avait travaillé lui-même à l'élaboration de cette somme et signé, le 4 janvier dernier, juste avant de quitter la France, son pays d'adoption, le contrat qui le liait à un éditeur parisien : chacun des dix-huit ou vingt volumes prévus devant donner la liste définitive d'une œuvre, mais aussi les variantes, ainsi que des notes, des inédits.

UNE SATIRE POLITIQUE DE ROBERT ESCARPIT

(Suite de la page 19.)

Elle ne vise pas seulement notre tout neuf ministre de l'environnement et moins encore la personne de Robert Poujade qui fut le premier du nom, bien que l'écologie fasse les frais de l'histoire, comme la linguistique était le ressort du « Littérature ».

A la tête d'une société immobilière qui opère quelque part dans les Landes, Meric va exploiter scientifiquement et industriellement le goût frelaté de nos contemporains pour le retour à la nature. Il crée de faux villages de montagne où la laine plastifiée tient lieu de neige, reconstruit artificiellement d'authentiques vieux hameaux gascons dont les universitaires réactivent soigneusement le parler et les coutumes artisanales. L'industrialisation — celle du tourisme notamment — ayant pollué le monde, il industrialisera l'anti-pollution. Au terme de son ascension, on le voit vendre de l'« environnement » aux pays producteurs de pétrole qui se polluent en s'enrichissant.

Tout cela ne manque ni d'inven-

tion ni d'agilité intellectuelle. Mais le dispositif d'atout se met en place laborieusement et, loin de concentrer son tir comme dans « Le Littérature », Escarpit l'éparpille. Trop de faits réels, à peine transformés, nourrissent l'action : l'aménagement de la côte d'Aquitaine, l'affaire des vins de Bordeaux, la dénonciation par un justicier farouche des scandales immobiliers... Le roman tourne à la revue plutôt qu'à la satire.

Or, c'était dans la voie satirique que se situait « Le Littérature ». Peut-être parce qu'avant tout il se gaussait du langage, en repêchant les mots et les structures. Il n'y avait alors de profonde satire que des discours tenus par les hommes. « Le Ministre », à peu près totalement, les ignore. Aux réjouissances parodiques, il préfère l'enchevêtrement des actions, des relations entre les personnages où le lecteur peine à ne point s'égarer. Ce roman qui tend à condamner l'intrigue, vaincu par son propos, a fait à l'intrigue trop de place. « Le Littérature » n'est pas dépassé.

JACQUELINE PIATIER.

ÉCHOS ET NOUVELLES

Les Juifs de France

Rendant compte dans le dernier « Monde des Livres » (« Le Monde » du 14 juin, page 15) de l'ouvrage de Philippe Bourdieu, « Histoire des Juifs de France », Jacques Madanlo qualifie ce livre d'« unique en son genre ».

Bernard Stummen, directeur de recherches au C.N.R.S., président de la commission française des archives juives, nous rappelle que les Editions Privat, de Toulouse, avaient publié il y a deux ans un ouvrage collectif rédigé sous sa direction, « Histoire des Juifs en France », dont « Le Monde » avait d'ailleurs rendu compte.

Les prix

LA VILLE DE TROYES a remis lundi au cours de sa « Fête du printemps » le prix Guillaume-Apollinaire au poète Léopold Sédar Senghor, président de la République du Sénégal, en présence aux salons de l'Élysée, maître de Troves, M. Robert Galley, et des poètes André Chénedé, Luc Bérimont et Robert Mallet. Léopold Sédar Senghor, dans son discours, a souligné ce qu'Apollinaire devait à l'esprit négro-africain, non seulement par sa découverte de l'art nègre, mais dans sa création poétique même, proche de l'esthétique négro-africaine, par sa vision, sa magie, certains rythmes de sa poésie et son « agnésie » faite de contretemps et de syncope.

LE JURY DU PRIX ALPES-JURA a désigné deux lauréats : Maurice Zermatten pour « La Porte blanche » (éd. du Tamaris, Sion, Suisse), et Paul Vincent pour « Le Regard-vois des herbes hautes » (Hachette).

LE ROMANCIER RENE FALET siègera désormais au jury du prix Interallié. Il a été élu à l'unanimité par les membres de ce jury. Il remplace Yves Datois, récemment décédé.

LA PREMIERE BOURSE GONCOURT de la nouvelle, attribuée à Daniel Boulanger, se monte à 20 000 F, et non pas à 2 000 F, comme nous l'avons indiqué par erreur dans « Le Monde » du 12 juin. Rappelons que ce prix est allé à l'écrivain pour son recueil de récits intitulé « Aven vue sur la zone » (José Corti).

Colloques

UN COLLOQUE SUR MICHELLET se tiendra les 29 et 30 juin au château de Vauxcelles (Eure). Des journées, qui sont organisées par la Société des études romantiques, avec le concours de la Société du château de Vauxcelles et des amis de Michellet, s'inscrivent dans le programme commémoratif du centenaire de la mort de l'auteur.

LE CENTRE DE RECHERCHES REVOLUTIONNAIRES ET SOVIETIQUES de l'université de Clermont-Ferrand organise un colloque sur la fête révolutionnaire, qui se tiendra dans le grand amphithéâtre de la faculté des lettres du 24 au 26 juin. Ce colloque s'accompagnera d'un programme d'animation culturelle, préparé avec l'aide de la municipalité et de la direction des musées de France.

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE publient, sous le titre « De l'espace corporel à l'espace écologique », les principales contributions au quatrième symposium organisé en avril 1972, à Bruxelles, par l'Association de psychologie scientifique de langue française. On peut y lire des études de M. Paillet, Yurpilot, De Renzi, Cullen, Chouhbat de Lanve, Besson et

Gaillard. (Coll. « Psychologie d'aujourd'hui », 326 pages, 55 F.)

RENCONTRES LITTÉRAIRES au château de Harzé (Belgique), les samedi 29 et dimanche 30 juin. Le samedi sera consacré à la nouvelle poésie, et le dimanche aux revues belges. Jusqu'au 14 juillet, seront exposés les manuscrits d'auteurs de divers pays. S'adresser pour tous renseignements à Jean-Pierre Otte, château de Harzé, 4971 (Belgique).

Revue

LA REVUE « CHANGE » consacre son numéro 19 aux problèmes de la traduction, sous le titre « La

traduction en jeu ». On y trouve notamment un texte de Claude Roy sur la poésie chinoise. (Seghers-Laffont, 222 p., 22 F.)

« L'AMOUR BOURGEOIS », d'Alain Bosquet, est publié chez Grasset, et non pas chez Gallimard, comme nous l'avons indiqué par erreur dans « Le Monde des Livres » du 14 juin.

LA CENSURE ESPAGNOLE vient de saisir la traduction du livre de Clément de la Manilla « Le Manège de la mort » (publié par l'Autre à Madrid) considéré comme « blasphématoire » quant à « l'âge d'homme » de Michel Lévy, elle en a interdit la publication.

Cahiers libres

CLAUDE ALZON
La mort de
Pygmalion.
Essai
sur l'immaturité
de la jeunesse
Postface de Boris Fraenkel
28,00 F

MARC NERFIN
Entretiens avec
Ahmed Ben Salah.
Sur la dynamique
socialiste
dans la Tunisie des
années 1960
28,00 F

BRONISLAW
MALINOWSKI
Les jardins
de corail
75,00 F

PHILIPPE ET
EDMEE KOECHLIN
Corridor de sécurité
Série Psychiatrie,
dirigée par Roger Gentis
et Horacio Torrubia
12,00 F

Bibliothèque
d'Anthropologie
dirigée par Maurice Godelier
JEAN-MARIE GIBBAL
Citadins et villageois
dans la ville africaine
Coédition François Maspero
Presses Universitaires
de Grenoble
32,00 F

Voix
dirigée par
Finchéra Gonzalez Barrio

JESUS DIAZ
Les années rudes 14,00 F
Intervention en
Economie Politique
dirigée par Carlo Benetti

CARLO BENETTI
Valeur et
répartition du revenu
Coédition François Maspero
Presses Universitaires
de Grenoble
24,00 F

Revue
CRITIQUES DE
L'ECONOMIE
POLITIQUE N° 16-17
Amérique latine :
accumulation et
surexploitation 18,00 F

Petite Collection
Maspero :
REIMUT REICHE
Sexualité et lutte
de classes 8,00 F

Poche Rouge
ERNEST MANDEL
Du fascisme
Coédition François
Maspero/Le Seuil
CHARLES BETTELHEIM
Les luttes de classes
en U.R.S.S.
Première période : 1917-1923
45,00 F

Reimpressions

CELESTIN FREINET
Pour l'école du peuple
8,00 F

JEAN DAUBIER
Histoire de la révolution
culturale prolétarienne
et Chine
2 volumes, chaque
8,00 F

MOSTEFA LACHERAF
L'Algérie, nation
et société
32,00 F

ABDALLAH LAROUT
La crise des
intellectuels arabes
28,00 F

CLAIRE
BLANCHE-BENVENISTE
ET ANDRÉ CHERVEL
L'orthographe
22,00 F

ADA VASQUEZ
FERNAND OURY
Vers une pédagogie
institutionnelle
25,00 F

FELIX GUATTARI
Psychanalyse et
transversalité
30,00 F

FRANÇOIS MASPERO
éditeur

1, place Paul Painlevé, Paris 5^e

PRIX ROGER NIMIER 1974

LE PITRE
François Weyerans

"Il se pourrait bien que Le Pitre soit le livre de l'amour en 1974"
Claude Jannoud (Le Figaro)

"On sera peut-être étonné d'apprendre que cette œuvre bizarre est en fait un grand roman d'amour"
Catherine David (Nouvel Observateur)

GALLIMARD

LE NOUVEAU COMMERCE

CAHIERS DE LITTÉRATURE

BULLETIN D'ADHÉSION

A l'Association des Amis de la Revue (A.C.N.C.)

NOM :

Adresse :

Cotisation annuelle : 80 F

Étudiants : 50 F (jusqu'au 1^{er} octobre 1974)

A.C.N.C.

8, rue de la Cossonnerie - 75001 Paris
(C.C.F. 1-311-81 Paris) - Permanence le mercredi de 17 heures à 19 h. 30

L'Association est ouverte à tous ceux qui lisent le Nouveau COMMERCE. Elle fournit gratuitement la revue à ses adhérents ainsi que ses carnets trimestriels de critique. Elle assure un service de bibliographie.

Le Président des U.S.A. kidnappé...

ALFRED COPPEL
CLASH!

DENOËL

La tension monte au Pentagone.
C'est l'alerte rouge!
Est-ce la troisième guerre mondiale ?
Un fantastique suspense pour vos vacances!
denoël

ÉTUDE

L'U.R.S.S.

Poème et somme de l'univers totalitaire

« L'Archipel du Goulag », de Soljenitsyne

★ L'ARCHIPEL DU GOULAG, d'Alexandre Soljenitsyne, le seul, traduit du russe par une équipe de six traducteurs, 466 pages, 29 F.

Un coup de massue. Malgré l'écran de la traduction, la lecture en français de *L'Archipel du Goulag* confirme pleinement l'impression produite, cet hiver, par la lecture du texte russe : la puissance morale, intellectuelle et artistique de ce livre majeur. Cet « essai d'investigation littéraire », qui « vous tient hors d'haleine, communique la vérité, à première vue incommunicable, sur les aberrations criminelles du XX^e siècle et de ses idéologies totalitaires ».

C'est que *L'Archipel du Goulag*, sans être en aucune manière une fiction, est une œuvre d'art d'un genre nouveau. Sans doute, une masse de documents, de citations officielles, de témoignages : une suite de souvenirs personnels à l'auteur, en constituant-elles la matière brute. Mais l'artiste leur impose une structure qui fait de cette enquête un « poème historique ».

On a beaucoup discuté des rapports entre littérature et document ces dernières années. C'est Théodore Adorno qui, seul erreur, prétendit qu'« après Auschwitz la poésie devenait impossible ». Illustrant cette thèse, l'auteur drama-

tique allemand Peter Weiss composait sa pièce (versifiée) *L'Instruction* à partir des dépositions faites au procès des gardiens d'Auschwitz. Et l'utilisation quasiment brute d'extraits de presse, de communiqués de la Wehrmacht, d'affiches de sermons, marquaient aussi le roman *Stalingrad*. Description d'une bataille, de l'écritain ouest-allemand Alexander Kluge... C'est le dosage et le maniement de ces matériaux qui octroient — ou non — une valeur artistique aux ouvrages composés selon cette technique, dont s'était d'ailleurs servi aussi Soljenitsyne (mais avec modération) dans le premier « Nœud » de son *Aldé 14*.

Sa démarche dans *L'Archipel du Goulag* n'a rien de comparable. Jamais il n'abandonne son rôle de créateur. Ce qui est à première vue une étude monumentale d'un système pénitentiaire suscite à tout moment dialogues, réflexions, scènes prises sur le vif, images de la nature... Un maître y joue sur tous les registres de la langue russe, adapte chaque fois le style et le rythme du récit au caractère des personnages, fait jaillir l'ironie et l'humour, imprègne chaque phrase de musique. Voilà ce qui place *L'Archipel du Goulag* au rang d'un chef-d'œuvre sur le plan esthétique.

L'empreinte de Staline

Quelle que soit la valeur littéraire de *L'Archipel du Goulag*, le livre est attendu pour son contenu.

Loin de s'en prendre seulement à la période stalinienne, le réquisitoire vise l'essence même du régime et ses principes profonds. Il confirme à l'envi le thème obsessionnel de la propagande officielle qui, pendant des décennies, a présenté Staline comme le plus fidèle disciple et continuateur de Lénine : de ce Lénine qui, en 1922, dans une de ses dernières lettres rédigées avant sa maladie, exige « que l'on étende l'application de la peine de mort » aux délits politiques ; qui, dans une lettre à Gorki, affirme que l'intelligentsia russe « n'est point le cerveau du peuple mais bien la m... du peuple ».

« J'ai longtemps pensé, note Soljenitsyne, que Staline avait imprimé un cours fatal à l'évolution de la nature de l'Etat soviétique. Mais voilà : Staline est mort paisiblement, et peut-on dire que le navire ait tellement changé de cap ? L'opinion propre, personnelle de Staline se résume à quelque chose de morose et d'obtus, à des caprices de petit despote, à l'autoglorification. Pour le reste, il n'a fait que mettre le pied dans l'empreinte qu'il avait tracée ».

Le mal, selon Soljenitsyne, prend sa source au début même de l'Etat soviétique, dans le principe du parti unique et tout-puissant qui aboutit à la toute-puissance policière. Il dérive de l'idéologie marxiste, ou plutôt il est dans la nature de toute idéologie qui, en se substituant à la conscience morale individuelle, « orme aux hommes de faire du mal tout en leur assurant qu'ils travaillent pour le bien ».

L'Archipel du Goulag compte sept parties, dont le présent volume ne contient que les deux premières : « L'Industrie pénitentiaire » et « Le Mouvement perpétuel ». Les soixante chapitres qui le constituent traitent : de l'art raffiné de l'arrestation ; du sort des détenus ; de la vie dans les camps ; de la torture physique et psychologique employée pour obtenir des aveux absurdes ; de la législation (le fameux article 58 qui, par sa formulation vague à dessein, permettait de liquider n'importe quel ; de l'inégalité devant la loi (« Vous avez beau être innocent comme un enfant — déclare un policier à un de ses clients, — s'il le faut, vous serez fusillé. Vous pouvez avoir commis tous les crimes du monde, si c'est jugé utile, vous serez blanchi ») ; du gaspillage des énergies, des compétences et des biens par un régime qui procéda à l'élimination systématique des meilleurs personnels soviétiques : « koulaks », des meilleurs cadres scientifiques et techniques, des meilleurs cadres militaires (à la veille de la guerre contre Hitler) ; des conditions de la détention (douze personnes dans une cellule prévue pour une seule ; de l'application de la peine capitale).

La-dessus, les chiffres cités prouvent que dans l'histoire de la Russie et du monde tous les records ont été battus. Entre 1876 et 1905 — époque des actes terroristes des narodovolits et des troubles paysans — quatre cent quatre-vingt-six exécutions, y compris celles de criminels de droit commun, cela eût dire dix-

sept exécutions par an ; entre juin 1918 et octobre 1919, selon des données très incomplètes, au moins mille exécutions par mois ; entre 1937 et 1938, un million sept cent mille personnes auraient été passées par les armes.

Un chapitre entier traite du sort réservé aux millions de prisonniers de guerre ou anciens détenus des camps hitlériens qui, à leur retour dans la patrie reconnaissante, furent considérés comme traîtres et à nouveau déportés pour le crime... d'avoir survécu à la terreur hitlérienne.

Sept exécutions par an ; entre juin 1918 et octobre 1919, selon des données très incomplètes, au moins mille exécutions par mois ; entre 1937 et 1938, un million sept cent mille personnes auraient été passées par les armes.

★ EN QUARANTAINE, de Vladimir Maximov. Grasset. Traduit du russe par Nina Nidermayer, 364 p., 34 F.

APRÈS les Sept Jours (1), fresque monumentale, noire « saga » soviétique d'écriture réaliste, qui faisait parfois songer à Soljenitsyne. En quarantaine, le second roman de Maximov à être traduit en français, surprend par son rythme, son style et sa charge d'ouïsme qui le rapprochent plutôt du *Maître et Marguerite*, de Boulgakov. Ainsi se découvrent la variété d'un talent, la richesse d'une palette.

Un train qui se dirige du littoral de la mer Noire vers Moscou est tout d'un coup arrêté dans une clairière et entouré de sentinelles : une épidémie de choléra vient d'éclater et, avant de repartir pour leur destination, les passagers doivent subir une quarantaine. Que faire pendant les six jours d'inactivité forcée ? On joue aux cartes, on vide une bouteille après l'autre, on rêve, on vit des amours hâtives... Mais en premier lieu, et c'est là où l'on touche à la texture du même roman, on remue et on débite des souvenirs. On raconte...

À travers la mosaïque baroque de ces récits, dialogues ou monologues intérieurs se lève, peu à peu, une image de la réalité soviétique sociale ayant que spirituelle, image teintée, par endroits, d'une ironie féroce, endolorie, digne de certaines pages des *Forêts*. Cette image est à la fois diachronique et synchronique. Si les situations « contemporaines » prévalent, l'auteur n'hésite pas, parfois, à remonter le temps en nous présentant par exemple le défilé d'un sculpteur au moment du baptême (forcé) de la Russie, ou d'XIX^e siècle, lorsque le prince de Kiev lui ordonne de jeter dans le Dniepr les œuvres de toute sa vie, des idoles païennes désormais condamnées.

Mais l'image est surtout synchronique. C'est celle du destin cruel et désirable d'hommes et de femmes soumis au pouvoir totalitaire.

Quel éclatant exemple humain ! Il y a dans le train des Russes, des Ukrainiens, des Géorgiens, des juifs, un Esthonienn... de toutes conditions, mais surtout membres de la « middle class » : auteurs, écrivains, officiers... Il

131 Voir Le Monde des Livres, du 26 avril 1973.

« Avoir survécu à Buchenwald — il y a là-dedans quelque chose de touchant... Il s'agit d'hommes jeunes, élevés et formés dans le régime et par le régime. Le combattant de l'armée rouge ne se rend pas » — cette parole de Staline a eu des suites tragiques. Pendant toute son histoire, remarque Soljenitsyne, la Russie a mené des guerres très et trop nombreuses. Les cas de trahison ont été rarissimes sinon inexistant. Comment expliquer donc, « sous le régime, le meilleur, le plus juste du monde... », la soudaine apparition de cette myriade de traîtres ? L'explication ne serait-elle pas justement dans la nature du régime ?

De même est analysé (nos lecteurs

en ont eu la preuve dans l'extrait publié le 1^{er} février dans « Le Monde des livres ») le cas trouble et douloureux de Vlassov — ce général soviétique qui, après la défaite de son armée, due, selon l'auteur, à l'impéritie de Staline, se passa avec armes et bagages du côté des Allemands et a organisé des détachements russes antisoviétiques. À la fin des hostilités, Vlassov fut livré aux autorités soviétiques et pendu à Moscou. Une certaine critique a accusé Soljenitsyne de glorifier la trahison de Vlassov. Il ne cherche qu'à en analyser les causes profondes, psychologiques et politiques, et à établir la part de la responsabilité qui incombe au système.

Pourquoi cette auto-humiliation ?

Quand il en vient aux acteurs des grands procès de Moscou (1936-1938) — aux Zinoviev, Kaméniev, Rykov, Piatkov, Boukharine, — qui, avant de succomber au peloton d'exécution, se sont couverts de boue en avouant des crimes imaginaires et en lâchant, basement, leurs bourreaux. Il souligne le contraste avec le procès des prétendus « incendiaires » du Reichstag, avec les féroces répliques lancées par Dimitroff contre Goering et sa clique ! A cette auto-humiliation, Soljenitsyne propose une explication qui coïncide en grande partie avec celle d'Arthur Koestler dans le *Zéro et l'Infini*. Tortures physiques, chantage contre les familles, espoir d'avoir la vie sauve... tout cela, bien sûr, mais, autre chose encore :

« Pour une pareille purge — écrit Soljenitsyne — il fallait certes un Staline, mais il fallait aussi un pareil parti. La plupart de ceux qui étaient déportés avaient eux-mêmes, jusqu'à leur arrestation, éprouvé, jeté sans pitié des gens en prison, considérés comme traîtres et à nouveau déportés pour le crime... d'avoir survécu à la terreur hitlérienne.

à leur tour, livré au massacre leurs propres amis et compagnons d'armes de la veille... Et tous les bolcheviks importants, nimbés aujourd'hui de l'auréole du martyr, avaient eu le temps de se faire les bourreaux des autres bolcheviks (sans compter la ruse de bourreaux des sans-parti qu'ils avaient tous joué auparavant) ».

Du loisonnement des destins évoqués émergent des scènes inoubliables. Par exemple, ce vieux Schultz unijambiste qui, dans un train cellulaire entre Moscou et Kouibyshev, se dirige avec peine vers les toilettes. Les soldats de l'escorte lui ordonnent de sautiller plus vite que cela sur sa jambe unique... et rigolent à gorge déployée. L'un d'eux se met à battre l'invalide, le pousse et le force à ramper dans la fange... toujours plus vite... C'est sans doute ce qui l'on appelle le culte de la personnalité de Staline », note l'auteur avec ironie.

Qui oubliera ce malade transporté directement d'une table d'opération dans une cave du K.G.B. ? Ce cadavre d'un enfant jeté hors du cercueil d'une perquisition faite par le K.G.B. chez son père ? Ces six pay-

sans des environs de Tzarikola-Selo condamnés à mort et exécutés pour avoir fauché dans les coins perdus du kolkhoze un peu de foin destiné à leurs vaches affamées ? Ou ce marché aux esclaves (la prison d'Ousman en 1947) où un groupe d'officiers du M.V.D. font défilier devant eux des prisonniers nus et, examinant lentement leur anatomie, choisissent

leurs concubines ? Un officier reçoit un convoi de détenus tous condamnés à dix ans de déportation, un seul parmi eux est condamné à vingt-cinq ans. « Tu es là par quel ? » demande l'officier, intrigué, au prisonnier, qui, conformément à la vérité, répond : « Mais sans motif... Tu m'as lancé l'officier, sans motif on ne donne que dix ans ».

Kolyma et Auschwitz

Dans le livre, les rapprochements se multiplient : d'une part entre la répression soviétique et la répression nazie, toujours à l'avantage de cette dernière, qui n'était pourtant pas réputée pour sa douceur ; entre les terreur communiste et nazie d'autre part. Le volume en français ne traite principalement que des « préambules », non de la détention dans les camps. Mais la troisième et la quatrième parties de *L'Archipel* viennent de paraître en russe aux Editions YMCA de Paris. A parcourir le livre russe, les similitudes l'emportent, et de loin, sur les différences. Un ancien d'Auschwitz retrouvera sans peine dans le Kolyma son paysage familier, son vu et son vécu : mêmes traitements, mêmes rapports entre les humains, même « micro-sociologie », mêmes réactions « micro-psychologiques ». Egalement, ce qui est révélateur, mêmes phénomènes linguistiques : le russe et l'allemand ont en effet forgé des tournures et des termes parallèles — on dirait des calques — pour désigner les mêmes réalités, inconnues en dehors du monde concentrationnaire.

Soljenitsyne, dont le livre est imprégné d'une profonde foi religieuse — il raconte ici comment un jeune étudiant juif de Moscou, ancien combattant au front, tuberculeux, rencontré en prison, lui fit comprendre le premier comment on pouvait croire en Dieu sans pour autant être un primaire ou un imbécile... ne demande toutefois aucune vengeance. En Allemagne fédérale, aoulgna-t-il.

Jusqu'en 1966, quatre-vingt-six mille criminels nazis furent jugés. En Russie, pour des crimes analogues commis par des communistes, dix condamnations. Respectant les proportions, il en faudrait deux cent cinquante mille, selon l'enquêteur, qui demande seulement qu'on oblige ces paisibles retraités à proclamer après le jugement : « Oui, je fus un bourreau et un assassin... »

En entreprenant son combat contre l'oubli et les falsifications, Soljenitsyne s'est imposé une tâche géante. Comme un bâtisseur de cathédrales, il aurait pu diriger un atelier, conduire une équipe de disciples pour ériger son monument à la mémoire de millions de martyrs. Or, c'est en homme seul, privé de l'accès aux archives (souvent d'ailleurs détruites ou inexistantes), qu'il a dû recueillir les témoignages, raviver ses propres souvenirs, ordonner le flot chaotique des documents.

La portée de *L'Archipel du Goulag* dépasse le « cas » de la Russie. Dans sa lutte inégale contre le pouvoir terrestre, usurpateur et mystificateur, l'homme désarmé n'a pas eu depuis des siècles, sous aucune latitude, de défenseur plus lucide, plus puissant et plus légitime qu'Alexandre Iassievitch Soljenitsyne. Cette légitimité vient en effet des deux sources que ne saurait lui disputer aucun de ses détracteurs, splendides ou aveugles : de la souffrance vécue et du génie.

PIOTR RAWICZ.

UNE SATIRE ONIRIQUE DE MAXIMOV

★ EN QUARANTAINE, de Vladimir Maximov. Grasset. Traduit du russe par Nina Nidermayer, 364 p., 34 F.

APRÈS les Sept Jours (1), fresque monumentale, noire « saga » soviétique d'écriture réaliste, qui faisait parfois songer à Soljenitsyne. En quarantaine, le second roman de Maximov à être traduit en français, surprend par son rythme, son style et sa charge d'ouïsme qui le rapprochent plutôt du *Maître et Marguerite*, de Boulgakov. Ainsi se découvrent la variété d'un talent, la richesse d'une palette.

Un train qui se dirige du littoral de la mer Noire vers Moscou est tout d'un coup arrêté dans une clairière et entouré de sentinelles : une épidémie de choléra vient d'éclater et, avant de repartir pour leur destination, les passagers doivent subir une quarantaine. Que faire pendant les six jours d'inactivité forcée ? On joue aux cartes, on vide une bouteille après l'autre, on rêve, on vit des amours hâtives... Mais en premier lieu, et c'est là où l'on touche à la texture du même roman, on remue et on débite des souvenirs. On raconte...

À travers la mosaïque baroque de ces récits, dialogues ou monologues intérieurs se lève, peu à peu, une image de la réalité soviétique sociale ayant que spirituelle, image teintée, par endroits, d'une ironie féroce, endolorie, digne de certaines pages des *Forêts*. Cette image est à la fois diachronique et synchronique. Si les situations « contemporaines » prévalent, l'auteur n'hésite pas, parfois, à remonter le temps en nous présentant par exemple le défilé d'un sculpteur au moment du baptême (forcé) de la Russie, ou d'XIX^e siècle, lorsque le prince de Kiev lui ordonne de jeter dans le Dniepr les œuvres de toute sa vie, des idoles païennes désormais condamnées.

Mais l'image est surtout synchronique. C'est celle du destin cruel et désirable d'hommes et de femmes soumis au pouvoir totalitaire.

Quel éclatant exemple humain ! Il y a dans le train des Russes, des Ukrainiens, des Géorgiens, des juifs, un Esthonienn... de toutes conditions, mais surtout membres de la « middle class » : auteurs, écrivains, officiers... Il

131 Voir Le Monde des Livres, du 26 avril 1973.

y a même un pope. Et même un poète officiel, globe-trotter et charmeur, qui tutoie Kennedy, fait semblant de s'inquiéter de la « renaissance du fascisme »

Un bon Diable

Destins enchevêtrés, marqués de déchéance, de trahison, de haine, mais susceptibles, en dernière instance, de succomber à la loi de l'amour ! Histoires sordides, cocasses, fascinantes qui surgissent devant le lecteur comme dans un kaléidoscope. Cette technique « kaléidoscopique » caractérise l'écriture de Maximov dans « ce roman ». Que dire de ce jeune journaliste, déporté pour une peccadille dans un camp et responsable d'une écurie, y a connait la seule passion de sa vie : la lutte pour la reconnaissance. Ou bien de ce séminariste géorgien

en République fédérale, mais, curieusement, n'aperçoit pas l'océan de cruauté et d'arbitraire qu'il côtoie... Evlouchenko n'est pas loin.

alter, fils, peut-être bâtarde, d'une pauvre servante, qui, assoiffé de sainteté et voulant assumer les péchés de l'univers, devient un chef révolutionnaire, puis le dictateur sanglant d'un immense empire : qui se met à exterminer ses camarades et des populations entières afin de rencontrer Dieu ? Avant de rendre le dernier soupir, le vieux tyran recevra tout de même le pardon de la bouche même du Sauveur car, tout en agissant par orgueil, il ne savait pas ce qu'il faisait. On le voit : l'ombre du Grand Inquisiteur des Frères Karanazov plane sur ce portrait.

Un héros de Semprun

★ LE NAUFRAGE D'UNE GÉNÉRATION, de Joseph Berger. Denoël. « Douzième des lettres nouvelles », traduit de l'anglais par Jacqueline Basset et Philippe Monod, 282 pages.

JOSEPH BERGER a connu le destin d'un héros de Pizarro ou de Semprun. Juif polonais, il fut le fondateur du P.C. de Palestine, puis l'ennemi spécial du Komintern dans divers pays arabes, où il participa également à la création de partis communistes. On songe à l'attention dont il dut bénéficier de la part de services britanniques généralement peu accueillants pour ce genre d'émigrés sur un territoire qu'ils considéraient comme leur chasse gardée, à Berlin, au début des années 30. Il est arrêté plusieurs fois. Devient citoyen soviétique, son premier contact avec les prisons staliniennes date de janvier 1935. Il n'en sortira que pour passer d'un camp à l'autre, jusqu'en 1951. Cinq ans d'exil, encore en Sibirie, et il quitte l'Union soviétique pour la Pologne, puis pour Israël — où il enseigna actuellement à l'université de Tel-Aviv.

Le Naufrage d'une génération ne rend que très partiellement compte de cette aventure personnelle d'un homme directement mêlé à l'histoire de son temps, sous l'épiloque de la révolution et de la guerre.

ses journées essentielles dans la vie de Joseph Berger. L'auteur affirme qu'il n'allait pas personnellement à la recherche de la vérité, mais qu'il entendait seulement faire connaître les faits dans leur authenticité. On regrettera qu'il n'ait fait trop souvent par le surcroît rapide d'une petite foule de faits et de personnages, qui, finalement, vivent trop brièvement sous sa plume pour prendre vraiment consistance. Quant aux jugements d'ordre politique, ils sont également un peu brefs pour qu'on les accepte tels quels. Rien de neuf, écrit un exemple Joseph Berger ne sortit du vingt-troisième congrès du P.C. d'U.R.S.S., sinon une comédie jouée par des personnages dont les crimes et les victimes ne se complétaient que dans la mesure où ils étaient les uns et les autres. Sur tous ces personnages, son témoignage apporte des précisions dont les spécialistes, au moins, pourront faire leur profit. — A. J.

peut-être pas tout à fait imaginaire. de Joseph Vissarionovitch Djougassévitch passé dans l'histoire sous le nom de Staline.

Un personnage énigmatique, Ivan Ivanovitch Ivanov, traverse le roman dont il apparaît comme le *deus ex machina*. On le prendrait pour un diable, tellement universel apparaît son savoir, puissante sa force hypnotique, inépuisable sa capacité de lire dans les pensées des autres et de supporter l'alcool. Mais si les attributs de cet ancien déporté des camps sibériens ressemblent à ceux du Prince des ténèbres, les moteurs et les buts de ses actions sont à l'opposé de l'enfer : il répand autour de lui la bonté et l'amour. Il aide les hommes et les femmes à retrouver le chemin du salut, notamment le couple des héros du livre. Car malgré le caractère comme à dessin « brisé », fragmentaire, de la narration, deux héros émergent de la foule des personnages, le jeune officier Boris Kharanov et sa compagne Maria, qui, par charité, s'écrit leur amour moribond jusqu'à le rendre inébranlable. Il les aidera aussi à fuir l'enceinte de la « quarantaine », à regagner ensemble le vaste monde libre. Dans cette histoire d'amour, toute en pointille, infiniment délicate, la sensualité très réelle, le désir, l'érêtisme, n'apparaissent que comme le sommet d'un iceberg, d'une réalité cachée, non nommée.

Le bouillonnement créateur de cet artiste profondément russe et profondément chrétien annonce une moisson, promet des ouvrages dont la civilisation occidentale, devenue suicidaire, a besoin comme une terre craquelée d'une averse vivifiante.

P. R.

classiques
GARNIER

Vient de paraître

STENDHAL
La Chartreuse
de Parme

Edition Adam 23,75 F

BALZAC
Le Cousin Pons

Edition Meininger 32 F

GARNIER

13, RUE DES PLANTES 75014 PARIS

Les critiques
de notre temps
et...

Vient de paraître

BRETON

Les écrivains
contemporains

jugés par
la critique

17 titres parus

Chaque vol. 11,40 F

سكرا من الإلهام

EN QUESTION

Trois approches positives de la réalité soviétique

★ LES SOVIÉTIQUES, de Francis Cohen, Editions Sociales ; 210 pages, 24 F.
★ U.R.S.S., L'ENTREPRISE FACE A L'ÉTAT, d'Erik Egnell et Michel Peissik, Le Seuil ; 364 pages, 33 F.
★ L'ISBA D'HIER ET D'AUJOURD'HUI, de Basile Kerblay, éd. L'Age d'homme ; 243 pages, 32 F.

Il est rare que les livres sur l'U.R.S.S. nous présentent une image de la réalité soviétique qui ne se conforme pas, d'une manière ou d'une autre, aux clichés vers lesquels le public occidental, par habitude ou par paresse, incline le plus volontiers. Il est plus rare encore que ceux qui évaluent sur l'U.R.S.S. découvrent dans le cours de leur étude et offrent à leurs

lecteurs des thèmes de recherche, des expériences sociologiques, économiques — sinon politiques, — dont les sociétés occidentales puissent tirer un utile enseignement. Est-ce l'Union soviétique elle-même qui, émergent lentement de la double gangue du stalinisme et du sous-développement, commence à nous offrir un nouveau visage ? Ou bien les premiers fruits d'une politique d'échanges un peu moins érigés que par le passé commencent-ils à apparaître ? Toujours est-il que trois ouvrages récents ouvrent trois voies d'approche, dans un esprit positif, de cette réalité d'un autre monde, ni tout à fait différent ni tout à fait semblable au nôtre.

La méthode de travail utilisée par les auteurs a d'autre part valeur d'exemple en ceci : en s'efforçant d'aller au-delà de la théorie pour décrire la réalité concrète, elle s'appuie soit sur les résultats d'une observation de première main, soit sur une lecture attentive de la presse soviétique spécialisée ou de grande diffusion. L'une et l'autre sources apportent de nombreux éléments critiques qui permettent de mesurer à la fois la dimension humaine des problèmes abordés et l'écart qui peut séparer l'idéalisme des intentions des véritables réalisations.

Ce souci de réalisme n'empêche pas Erik Egnell et Michel Peissik de donner de leur sujet une vue généralement optimiste, dans laquelle un poids sensiblement plus important est donné aux efforts de renouvellement qu'à l'inertie héritée du passé : « Au cours des années 60, écrivent-ils, l'économie de l'U.R.S.S.

a définitivement quitté le moule stalinien pour devenir une économie moderne, complexe, diversifiée... Ce jugement mériterait peut-être d'être nuancé, mais sans doute est-il sain qu'il soit formulé, ne serait-ce que pour faire contrepoids à l'abondante littérature où les aspects les plus retardataires de la réalité soviétique prennent trop souvent le pas sur ses tendances modernistes.

Aussi bien, les auteurs vont-ils plus loin et donnent-ils matière à sérieuse réflexion lorsqu'ils notent que la mise en cause en Occident des processus de croissance confère un intérêt nouveau à l'appréhension globale du système. L'issue de la confrontation, écrit-on, est un d'ordre moral et philosophique : il s'agit de savoir si la propriété d'Etat des biens de production devient vraiment pour l'esprit humain une exigence aussi forte que le fut autrefois le suffrage universel et si, un jour, cette forme d'organisation économique s'étant généralisée, l'époque où des individus et des groupes privés pouvaient disposer librement du capital productif apparaîtra comme aussi révolue que l'est aujourd'hui celle où les seigneurs féodaux entretenaient des places fortes et pouvaient battre monnaie. On ne saurait mieux suggérer qu'en dépit des différences et des décalages nos sociétés occidentales pourraient trouver quelque enseignement à l'expérience des pays socialistes.

La machine à laver avec la cage à poules

Basile Kerblay incite au même genre de réflexions lorsqu'il évoque, au terme de son *Isba d'hier et d'aujourd'hui*, le mariage des activités agricoles et industrielles dont ont rêvé les socialistes utopistes et les marxistes. Citant divers théoriciens de la logique du développement de l'agriculture, le problème d'un aménagement conjoint de l'espace rural et de l'espace urbain — ne se pose pas en effet qu'en U.R.S.S. — il n'est pas nécessaire d'être candidat écologique à la présidence de la République pour être sensible au débat qui s'y développe à ce sujet. Car il y a d'abord, et Basile Kerblay cite de récents rapports des instituts de recherche soviétiques — où l'on s'interroge sur le point de savoir si le « modèle pour demain » doit bien être recherché dans les immeubles des « agrolivres » actuellement en train de sortir de terre, et non dans l'Isba de rondins reconstruite par la vachère Andreïna Kolobova — plimarié, peinte en bleu avec ses quatre fenêtres donnant sur la rue.

Si, en arrivant par avion à Moscou, vous quittez l'aérodrome de Chérémétievo par l'ancienne route, vous traversez une campagne de prés et de bois, où le bœuf se mène au sabin et où subsiste un petit village qui paraît sorti tout droit d'un livre d'images, avec ses jardins clos, ses Isbas décorées de bois découpé, à l'intérieur desquelles on devine le poète monumental, qui est le cœur de l'habitation paysanne russe. C'est ce monde que Basile Kerblay nous fait pénétrer, et on lui en saura d'autant plus gré que, comme il l'indique, la campagne soviétique reste pour un Occidental un monde difficilement accessible.

Dans ce cadre pourtant, plus ou moins modernisé, vivant encore, à l'époque du renouveau de 1970, plus de 105 millions de Soviétiques.

Une économie moderne et complexe

Erik Egnell et Michel Peissik ont eux aussi adopté une attitude résolument positive dans leur étude de « L'entreprise face à l'Etat ». Leur inspiration est différente de celle de Francis Cohen car, l'un et l'autre diplomates en poste ces dernières années à Moscou, leur intérêt pour l'U.R.S.S. ne doit rien à une option de parti. La description qu'ils donnent de la réalité de la vie économique en Union soviétique est sans doute d'autant plus crédible et on serait mal fondé de mettre en cause la sérénité de leur jugement. Or justement, leur livre est une œuvre érudite qui souligne « la différence de nature fondamentale des systèmes » socialistes et capitalistes, constate « une certaine analogie des solutions techniques apportées aux problèmes économiques », mais prend grand soin de ne pas transposer d'un monde à l'autre des critères applicables à des organisations politiques délimitées.

Ce qui domine dans cette étude, c'est une volonté de connaître et de comprendre des notions qui, pour exister sous d'autres régimes, n'en prennent pas moins dans la « construction du socialisme » une coloration bien particulière. Ainsi n'est-il pas inutile de souligner qu'en U.R.S.S. les entreprises figurent « parmi les collectivités fondamentales de la nation », que dans les usines — se trouve la racine la plus profonde de la légitimité du pouvoir.

S'agit-il d'un livre pour spécialistes ? Oui, dans la mesure où ceux-ci y trouveront une foule d'indications précises sur les mécanismes économiques en Union soviétique et surtout l'étude la plus à jour des orientations du régime en ce domaine. C'est la première fois notamment que sont intégrées à ce genre de travail les données nouvelles qu'a apportées la réforme du mois d'avril 1973, sans doute comparable en importance à

ROBERT DE SAINT-JEAN Journal d'un journaliste

Robert de Saint-Jean a rencontré beaucoup de ceux qui ont fait l'histoire de l'entre-deux-guerres et de l'après-guerre, de Roosevelt à Khrouchtchev et de Briand à de Gaulle. Sensible et riche, habile et foisonnant, c'est bien le journal d'un honnête homme du XX^e siècle qui retrace, vivants comme il les a vécus, les jours évanouies. PIERRE VIANSSON-PONTE Le Monde

ALAIN JACOB.

LAWRENCE DURRELL La papesse Jeanne

« Sans doute Durrell a-t-il été sensible à l'évocation d'une certaine délectation de la vie, et certains chapitres succulent : oies rôties et filles troussées - lui ont apporté l'image savoureuse de la Grèce épicienne qu'il aime. » Robert Jouanny - LE MONDE BUCHET / CHASTEL

Le sursaut d'un peuple vu par un historien communiste

★ HISTOIRE DE L'U.R.S.S. de Jean Ellenstein. Tome 3 : « L'U.R.S.S. en guerre », Editions sociales, 236 pages, 9 F.

Le troisième tome de l'*Histoire de l'U.R.S.S.* de Jean Ellenstein ne dément pas les deux premiers. On avait remarqué, sous la plume de cet historien communiste, et au surplus dans un ouvrage édité par les Editions sociales, qui sont, comme l'on sait, la maison d'édition officielle du P.C.F., une façon quelque peu nouvelle de regarder les faits en face. Certes, on trouvera dans l'U.R.S.S. en guerre des oublis ou des approximations, mais l'activité appartient plus à la fidélité politique qu'à l'historiographie. Lorsque Molotov accusait la France et l'Angleterre le 31 octobre 1939, « d'être les pays agresseurs », lorsqu'il estimait que l'Allemagne « était du côté de la paix », dire que c'était là des appréciations fausses » est peut-être une litote. Ecrire que la conférence de Yalta n'était pas un partage des sphères d'influence, mais une déclaration de guerre de l'U.R.S.S. au Japon contre promesse des Kouriles, de Sakhaline et de Port-Arthur, est peut-être un lapsus calami. C'est la peinture de l'U.R.S.S. affrontée à l'assaut le plus redoutable qu'elle ait eu à subir qui retient l'attention. Qu'est-ce que l'épreuve allait révéler de la nature profonde de l'Etat soviétique ?

Jean Ellenstein ne passe sous silence ni l'impréparation militaire, ni l'incompréhension des dirigeants soviétiques en 1941, ni ce qu'il put y avoir à certains moments de « routine, de courtoisie et d'indifférence », ni le maintien des camps d'internement pendant la guerre, ni, après la déportation des minorités nationales accusées de collaboration, ou le traitement des prisonniers de guerre considérés comme « systématiquement suspects ». On pourrait poursuivre cette énumération sévère.

La tactique de la terre brûlée

Plus remarquable encore est qu'il se tienne la peine de faire passer ces faits pour des « bavures », imputables à la seule, et maladroite, personnalité de Joseph Staline. La répression des années 30 est présentée comme une répression de masse, atteignant des millions d'hommes, responsable d'un véritable climat de peur. Dans un passage significatif, Jean Ellenstein la met au rang des catastrophes qui expliquent le manque à gagner démographique de la société soviétique d'aujourd'hui, au même titre que la guerre civile, la famine de 1930-1934 et les deux guerres mondiales. A la fin de la guerre, lorsque s'évanouissent l'espoir d'une vie plus facile et d'une liberté plus grande, lorsque la censure sur les arts et les lettres et le contrôle des nationalités se font plus pesants que jamais, voici en quels termes Jean Ellenstein décrit le pouvoir d'Etat : « Les structures et les mécanismes qui avaient engendré le phénomène stalinien des années 30 subsistent totalement, sans être même contestés par la guerre et par les succès eux-mêmes. Le parti unique est dominé par un homme, Staline, dont la culture, les goûts, les épreuves et dans les succès. La guerre et ses exigences n'ont pas contribué à développer la démocratie, les discussions et la liberté d'information. Les méthodes autoritaires et les phénomènes bureaucratiques se sont accrues, sans qu'il existe la possibilité suffisante de les combattre au niveau du parti et de l'Etat. Le contrôle des polices politiques empêche les organisations du parti, les syndicats, les komsozols et les soviets de jouer tout leur rôle. » Peut-on être plus clair ?

Comment se fait-il donc que l'Union soviétique, seule à supporter pendant longtemps le poids principal de la guerre, ne se soit pas écroulée ? Comment se fait-il au contraire qu'elle ait été agrippée par une immense vague de résistance et d'héroïsme, venue de ses profondeurs ? Tel est bien en effet le problème. Peut-être Jean Ellenstein, dans une volonté évidente de répondre à Soljenitsyne, sous-estime-t-il un peu le phénomène Vlassov et méconnaît-il en partie son contenu. Mais la surhumaine défense de Leningrad, l'acharnement des combats à Stalingrad, la farouche application de la tactique de la terre brûlée, les militants communistes en première ligne, la tradition révolutionnaire retrouvée des détachements de partisans, les déportés bolchevistes retour des camps prenant leur place au front comme soldats ou comme généraux, Anna Akhmatova à la radio son poème « Je suis restée avec mon peuple », des dizaines de millions d'enfants, de femmes et de vieillards arborés à l'arrière, tout cela témoigne de bien autre chose. Jean Ellenstein repousse la

these, soutenue notamment par des historiens comme Hélène Carrère d'Encausse, qu'un tel sursaut aurait seulement été celui de la conscience patriotique retrouvée, le réveil en quelque sorte de la vieille et sainte Russie. Certes, le sursaut patriotique a existé, voire avec ses exagérations chauvines, mais l'historien communiste soutient, arguments à l'appui, qu'il s'agissait bien d'abord de la défense par des masses d'hommes des nouveaux rapports de production installés par la révolution d'Octobre, de l'opposition farouche au retour des propriétaires. Ce que la guerre aurait au fond révélé de plus profond, c'est que l'U.R.S.S. restait socialiste, en dépit et contre toutes les déformations et tous les détournements.

An-déjà du comportement des hommes, Jean Ellenstein avance même à plusieurs reprises une idée qui mériterait d'être mieux discutée et approfondie, celle de l'extrême plasticité du régime économique au crédit duquel il faut mettre la réorganisation de l'infrastructure industrielle sur l'Oural et au-delà, après l'évacuation et la destruction des centres de la Russie d'Europe, ainsi que le rapide rétablissement de l'après-guerre.

On ne manquera pas de remarquer que cette analyse de la société soviétique, une bureaucratie policière accaparant un système demeure socialiste dans son essence, ressemble à celle de l'*Etat ouvrier dégénéré*, de Trotsky. Jean Ellenstein semble avoir beaucoup lu l'auteur de *la Révolution trahie*, et ce n'est pas la moindre surprise que cause son livre.

PAUL GILLET.

ST. PAUL
ou
le colosse
aux pieds d'argile
d'Emile Gillibert
La civilisation judéo-chrétienne touche à sa fin. Voici enfin un auteur qui ose le dire.
1 vol. 36 F. franco 39 F.

PAROLES DE JESUS ET PENSEE ORIENTALE
d'Emile Gillibert
Les paroles originales de Jésus, confrontées aux grands enseignements de l'Orient.
1 vol. 36 F. franco 39 F.

L'EVANGILE SELON THOMAS
traduit et présenté par Philippe de Suarez
Des exégètes voient dans les 114 logia, ou paroles de Jésus, découvertes récemment en Haute-Egypte, le plus grand document spirituel de l'humanité.
1 vol. 47 F. franco 51 F. parut en septembre 1974

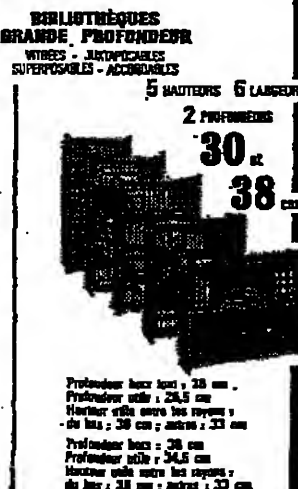
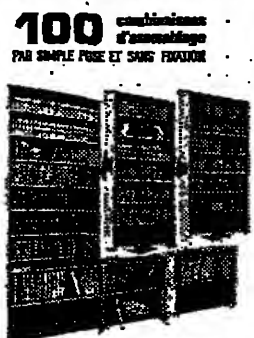
BON DE COMMANDE MON2
Veuillez m'envoyer :
☐ Saint Paul
☐ Paroles de Jésus et Pensee orientale
☐ Evangile selon Thomas
Remettez ce bon à votre libraire ou adressez-le à :
METANOIA
EDITIONS
26300 MARSANNE
CCP Lyon 6564.15

Chiffrez votre dépense et installez-vous ULTRA-RAPIDEMENT vous-même !

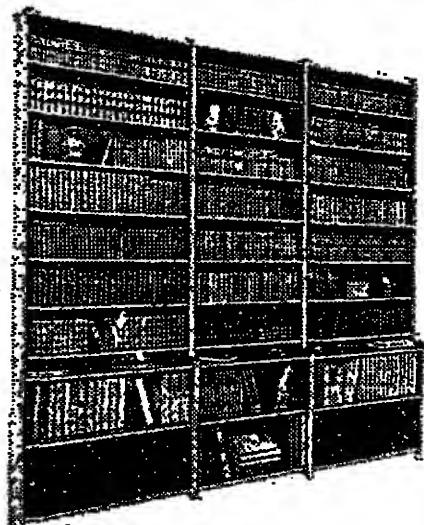
100 MODÈLES VITRÉS

JUXTAPOSABLES-SUPERPOSABLES
DÉMONTABLES - ACCORDABLES

TOUS NOS MODÈLES : ÉTAGÈRES EN MULTIPLE, PLACAGE ACAJOU MOYEN OU FONCÉ, VERNIS
CELLULOSE, FOND EN CONTREPLAQUE, PORTES COULISSANTES, GLACES CLAIRES COULIS-
SANTES AVEC OINGLES, BORDS DOUCES, COTES EN AGNELOIR, S'ADAPTEMENT AVEC TOUS LES
STYLES ET PEUVENT ÊTRE DÉCORTÉES EN TOUTES ESSENCES DE BOIS CLAIRES OU FONCÉS.

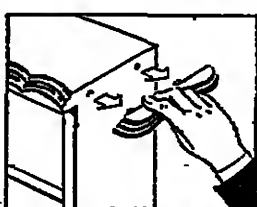


du Meuble INDIVIDUEL au Grand ENSEMBLE
avec la Gamme de nos Meubles STANDARD



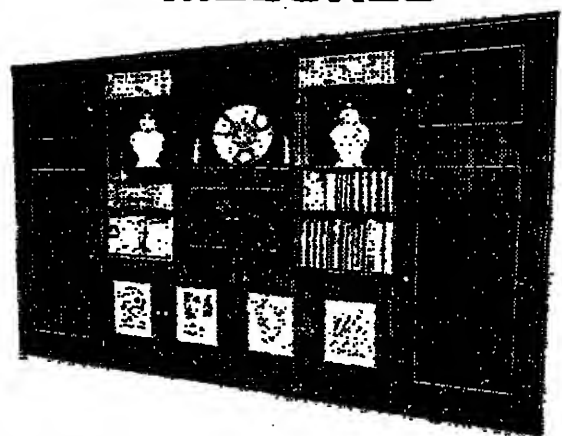
Ensemble obtenu par juxtaposition de modèles en 94 et 78 cm de large, et par superposition de modèles standard (prof. 20) sur des modèles grande profondeur (prof. 30) dont deux équipés de portes pleines en supplément au rayon du bas. Cet ensemble est constitué de deux n° 394/2 et un n° 378/2 servant de base à deux n° 277/7 et un 278/7. Hauteur de l'ensemble 280 cm, largeur 266 cm, profondeur 30 et 20 cm. Contenance : près de 1000 volumes divers.

meubles de STYLE - spécialité de RUSTIQUES



POUR JUXTAPOSER
D'un simple geste, les modules de côté des modules peuvent être enlevés, les modules sont juxtaposés par simple pose, côté à côté.

UNE RÉALISATION DE NOTRE DÉPARTEMENT SUR
MESURES



DEVIS RAPIDES - DÉLAIS COURTS ET TENUS
TOUS LES BOIS
SERVICE DÉCORATION À VOTRE DISPOSITION
DES MILLIERS DE RÉFÉRENCES

Tous nos PRIX sont IMBATTABLES

NOS EXPOSITIONS EN PROVINCE

BORDEAUX - 10, rue Bouffard
CLERMONT FD - 22, rue G. Clemenceau
LILLE - 88, rue Esquemoise
LYON - 9, rue de la République
MARSEILLE - 109, rue Paradis

NANTES - 9, rue J.J. Rousseau
NICE - 8, rue de la Boucherie
RENNES - 18, quai Emile Zola
TOULOUSE - 2-3, quai de la Daurade
BRUXELLES 1000 - 54, rue du Midi

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES

LA PLUS ANCIENNE ET LA PLUS MODERNE MAISON SPÉCIALISÉE - FONDÉE EN 1924

61, RUE FROIDEVAUX - 75014 PARIS

Magasins ouverts TOUS LES JOURS, MÊME LE SAMEDI

de 8 h 30 à 19 heures sans interruption.

Métro : Denfert-Rochereau, Caïa, Raspail, Edgard-Quinet
Autobus : 28, 38, 58, 68

CATALOGUE GRATUIT ILLUSTRÉ

Veuillez m'adresser sans engagement votre CATALOGUE BIBLIOTHÈQUES VITRÉS, contenant 100 modèles et tous détails : hauteur, largeur, profondeur, bois, contenance, accessoires, prix, demande de devis, etc.

M. _____

à _____

ou téléphonez à 633.73.33

même la nuit et les jours fériés enregistreur automatique

HISTOIRE LITTÉRAIRE

La Rose avec nous

★ LE ROMAN DE LA ROSE, essai d'interprétation de l'allégorie érotique n. de René Louis. Éditions M. Champion, 166 pages, 25 F.

C'est n'est pas un hasard si on assiste à ce regain d'attention pour le *Roman de la Rose*. Après la savante édition du texte par Félix Lecoy (1), sa transcription en français moderne par Lanly (2), les études de Jean Batany (3) et Daniel Porion (4), voici que René Louis met en évidence les aspects les plus actuels de cette œuvre littéraire amoureuse, de cet « allégorie érotique ». Et nullement par quelque facile sollicitation : par l'éclairage nouveau du texte et de son contexte social et idéologique. La méthode y est sûrement pour quelque chose. Ce petit livre est le fruit d'un séminaire où René Louis a soumis à la critique collective de ses étudiants de Nanterre les interprétations diverses, pour retentir celles qui se dégagent à la majorité au cours de cette concertation. Sans doute on critiquera cette critique « démocratique ».

On ne peut nier pourtant les clartés qu'elle apporte, du fait même des réactions contemporaines et juvéniles — elles-mêmes révélatrices — devant un vieux texte si vivant. Il va sans dire que le décryptage symbolique et érotique doit beaucoup à René Louis, et que tout lui revient d'une élaboration pénétrante et délicate.

La place me manquerait pour décrire cette œuvre (à commencer par celle de l'opposition entre Guillaume de Lorris et Jean de Meun, l'un purement courtois, l'autre agressement anticourtois). Retenons-en deux manifestations exorbitantes en plein XIII^e siècle. D'abord, la contestation absolue de l'ascétisme et même de la spiritualité médiévale : le jardin de Déduit est déjà Thélème. Ensuite, l'absence de tout entourage social contraignant, à commencer par la famille. La jeune fille est libre de soi, c'est-à-dire de la liberté qu'elle se donne et dont elle-même place et déplace les défenses. Car le couple d'amants, en réalité, est seul : tous les autres personnages ne sont que des figures d'eux-mêmes et les allégories de leurs traits, charmes, qualités, vertus et attitudes.

À quel point le vieux poème et ses interprétations nous concernent, on en trouverait la preuve dans l'excellente enquête sur la « misère sexuelle » que viennent de publier Roger-Pol Droit et Antoine Gaillet (5) et dont le *Roman de la Rose* est une illustration, heureusement à contrario : pour la conquête de la richesse sexuelle, c'est le combat victorieux, et d'ailleurs gagné d'avance, de la « morale sexuelle libérale » contre la « morale sexuelle conservatrice » et « l'idéologie sexuelle dominante ».

Bien plus encore : c'est l'apologie et le triomphe de la « morale sexuelle révolutionnaire » : car la « morale sexuelle libérale », si elle est « permissive » hors du mariage, n'en intègre pas moins cette institution. Or, dans le *Roman de la Rose*, le mariage est exclu, et plus qu'exclu : c'est comme s'il n'existait pas.

Au sein de la société médiévale chrétienne, cela est peut-être plus normal encore que la contestation de la spiritualité. Or, René Louis rappelle que le mariage n'existe pas davantage dans un texte plus vieux d'un

siècle, ce roman par lettres qui est en somme la Première Héloïse et dont l'auteur est Abelard. On sait comment l'idéologie dominante et la morale sexuelle conservatrice le lui ont fait payer.

Une théorie des épines

Tout de même, ce serait singulièrement méconnaître le poème qui se veut un « art d'aimer », que de voir dans l'attitude de la femme en particulier rien d'autre que le conditionnement moral et idéologique, et la lutte pour s'en affranchir. Ce serait faire bon marché de toute la démarche amoureuse, à la fois déliée et instinctive. La Rose a toujours eu une théorie des épines. Elle n'ignore rien de ce que scrupules, défenses, souffrances même, et retardements ajoutent, pour elle et pour l'autre, de délices aux délices. Notre morale du plaisir ampute le plaisir en le « libérant ». Et, ce qui est plus grave, elle semble ignorer de quel elle se fait complice. Y aller « librement », tout droit et vite, c'est perdre le moins de temps et d'énergie pour les tâches sociales, la production — y compris la reproduction — et pour le conditionnement idéologique, précisément.

C'est pourquoi, l'amour a toujours été mal vu de tout système social et l'est de plus en plus. La morale sexuelle est le chien de garde du pouvoir et de l'économie. Rien de plus subversif, donc, que la célébration fervente, dans le *Roman de la Rose*, du loisir amoureux, de l'amour à plein temps. Et qui, bien entendu, sera dénoncé comme parasitisme social réactionnaire par les agents de la sous-prolétarisation sexuelle généralisée. Dans nos sociétés, il n'y aura de nouvelles chances pour la Rose que lorsque la machine fera vraiment le travail. Il n'est malheureusement pas exclu qu'on lui donne aussi à faire l'amour. Mais au fond, faire l'amour à notre place fut toujours une fonction de la littérature. En quel le *Roman de la Rose* demeure exemplaire. Toutefois, on peut voir comment il provoque à la réflexion, certes, à quelque nostalgie, mais aussi à la véritable liberté.

YVES FLORENNE.

- (1) H. Champion, 3 vol.
- (2) Ibid. 2 vol.
- (3) Approches du *Roman de la Rose*, Seuil.
- (4) Le *Roman de la Rose*, Hatier.
- (5) La réalité sexuelle. R. Laffont, 376 pages.

Le visage politique de l'aventure chevaleresque

★ L'AVENTURE CHEVALERESQUE, de Erich Köhler, « Bibliothèque des idées », Gallimard, 322 p., 51 F.

POUR s'enfoncer dans la forêt de cette « aventure chevaleresque », il ne suffit pas de petits cailloux blancs, il y faut de solides repères, le sens de l'orientation, et quelques connaissances. C'est un ouvrage exemplaire de la recherche germanique où l'érudition totale nourrit, jusqu'à l'étouffer un peu, une enquête et une théorie socio-littéraire qui ne vont jamais sans une philosophie et qui, surtout, s'inscrivent dans la perspective historique. Erich Köhler s'appuie sur des ancêtres du médiévisme, soit pour les faire céder, comme Burckhardt, sous le poids des vérités nouvelles et de leurs propres erreurs, soit pour prendre élan sur eux, sur Gröber notamment, afin d'approfondir et de renouveler une interprétation dont les prémices étaient fécondes.

À travers l'apogée courtoise, le roman arthurien, le Graal et principalement Chrétien de Troyes, il s'agit de saisir toute une société encore noyée de ténèbres, nullement définie, encadrée, protégée, unifiée, selon une image convenue, mais profondément dualiste, bouleversée par les courants les plus violents, puissants, heurtés. Ou plus exactement peut-être : de réintroduire la littérature médiévale dans les grands mouvements sociaux et spirituels dont elle n'est évidemment pas séparable et qu'elle exprime. L'auteur montre que le fabuleux n'est qu'en apparence hors de l'histoire (le roman courtois est même prise de conscience de l'histoire) et du temps. Il en décèle l'aspect proprement politique et même de propagande : comment, par exemple, la légende d'Arthur sert, par son prestige poétique et populaire, à contrebalancer au profit des rois normands la légende de Charlemagne. Ou, plus politiquement encore : comment, par sa peinture et son exaltation de la royauté féodale, la littérature courtoise est, consciemment ou non, dirigée contre la monarchie française. Parallèlement, elle s'approche de l'idée d'une mission eschatologique.

Köhler s'attache au concept d'aventure, il y met en évidence deux « temps » : l'affirmation, presque l'insurrection de l'individu contre la société ; puis une tentative puissante pour rétablir entre eux une relation menacée.

Nous n'avons fait que désigner quelques percées dans cette forêt touffue et chargée de signes que sont à la fois le livre et sa matière. Matière critique aussi : en se référant à celle-ci, en l'ignorant rien de personne, de Paris et Bédier à Pauphilet et Zumthor, l'auteur produit une synthèse utile et instructive, qu'il élargit, prolonge, par des investigations et des interprétations personnelles d'une grande rigueur historique. Elles font de ce livre sur des « histoires » un beau livre d'histoire. On se réjouit à la lire, comme chaque fois qu'on voit une recherche, un ouvrage considérables, consacrés à une littérature trop négligée et qui n'a pas moins d'importance que celle issue de la Renaissance — qui en a même davantage, touchant les sources et les ressources du génie occidental.

Y. F.

« L'Ironie romantique »

★ L'IRONIE ROMANTIQUE, de René Bourgeois. Presses universitaires de Grenoble, 226 p., 25 F.

AUSSEI nécessaire que l'enthousiasme dont elle n'est, au fond, que le revers, l'ironie est une donnée fondamentale du romantisme, mais peu étudiée, et on est heureux de voir enfin paraître un essai de synthèse sur ce sujet difficile et polymorphe comme l'ironie elle-même. M. René Bourgeois vient de lui consacrer un ouvrage à la fois profond et lucide, profond et lucide constituant justement les deux dimensions de l'« âme romantique ». Plus loin Orphée s'aventure dans les Enfers, plus cette distance à l'égard de sa démarche lui est nécessaire. Simon, c'est le suicide par une nuit d'hiver rue de la Vieille-Lanterne. L'ironie est une forme d'hygiène.

De catharsis, plus exactement. Car l'ironie est jeu, conscience ludique qui permet au romantique de vivre entre le réel et l'idéal. Faut-il dire que ce jeu est très sérieux ? C'est le jeu théâtral. Dans un roman personnel, dans un journal ou dans des souvenirs (bien privilégiés où s'exerce ce mode d'écriture), le héros qui se substitue à l'auteur

entretient avec lui des relations ambiguës où, à travers miroirs et masques, coexistent la ressemblance et l'écart, la fusion et la différence. L'écrivain dépasse ses propres contradictions, dans ce monde du théâtre, de « l'illusion comique ».

Oni, mais quel écrivain au juste ? Il faut prendre garde de confondre (et c'est à cette distinction que René Bourgeois s'attache d'abord) « l'ironie romantique » avec les manifestations d'ironie chez des écrivains de la période romantique : ainsi, les deux ironistes exemplaires, Musset et Mérimée, ne représentent-ils que l'ironie traditionnelle. L'ironie véritablement romantique se trouve davantage, et de façon inattendue, chez un certain Vigny et chez Mme de Staël ; plus nettement chez Constant ; chez Stendhal aussi, mais en dehors de son ironie « classique » ; et surtout chez Noddy, Borel, Nerval.

L'ironie est un mode de contestation permanente et universelle, puisque se trouvent dénoncés aussi bien la laideur du réel que les mirages de l'idéal. Mais ce que l'ironie romantique permet surtout de mettre en question, c'est l'œuvre et l'écriture. Et voilà sans

doute son aspect le plus moderne, et le domaine où le livre de René Bourgeois est le plus passionnant. Cette littérature qui se moque de tout commence par se moquer d'elle-même. Le texte ironique pourrait se définir comme le nouveau roman selon Robbe-Grillet, un texte « qui s'invente lui-même » et qui ne cesse de se critiquer. Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner si l'ironie romantique aboutit à des œuvres inachevées, fragmentaires, cassées, en miettes. L'insatisfaction est une nécessité de l'attitude ironique. Ce texte qui s'invente lui-même est aussi un texte qui se défait.

Certains iront casse-cou. Les histoires de la littérature seront tentées de faire une maigre part à la *Princesse Brambilla*, à *Illusion*, à *Bruscar* ou même à la *Fantasia* Bandelari, d'ailleurs, méritent tout un chapitre, mais il n'est pas guère dans les limites de l'œuvre de René Bourgeois. Claudel parlera de « catastrophe » à propos d'*Ignor*, qui est bien une des plus curieuses et la plus tardive des manifestations d'ironie romantique. D'autres penseront que l'échec de l'œuvre est sa vraie réussite et, en tout cas, le plus sûr stimulant de l'écriture.

BEATRICE DIDIER.

صحنه العمل

ESSAIS

SPIRITUALITÉS OCCIDENTALES ET ORIENTALES

Le voyage intérieur de Marie-Magdeleine Davy

* L'HOMME INTERIEUR ET SES METAMORPHOSES, de Marie-Magdeleine Davy. Ed. Epi, 144 p., 23 F.

LES travaux de Marie-Magdeleine Davy sur les mystiques du douzième siècle, ses études sur Nicolas Berdyaev, Simone Weil ou Gabriel Marcel n'ont jamais été de ces recherches d'érudition pure où l'historien, extérieur à son sujet, prétend se retrancher derrière l'objectivité d'un regard qui se veut scientifique. Chaque rencontre, chez elle, est au contraire le départ d'une aventure vécue : chacune a contribué à former la pensée originale de l'auteur. Avec la Connaissance de Soi (1), Marie-Magdeleine Davy livrait naguère les clefs de cette pensée, qui s'affirme aujourd'hui plus fortement encore, peut-être, avec l'Homme Intérieur et ses métamorphoses. Cet ouvrage, volontairement bref, est à la fois d'une grande richesse et d'une parfaite clarté. L'auteur, dans une langue limpide, à la portée de tous les publics, opère ici une double synthèse : celle d'une culture large et plurielle, celle d'une expérience personnelle vécue en profondeur.

La pensée de Marie-Magdeleine Davy ne tend pas à se constituer en « savoir », en « avoir » transmissible par la simple lecture : elle est un appel.

A vrai dire, c'est, en apparence, une gageure que de vouloir exprimer la réalité d'une vie intérieure qui, justement, se prête mal aux approximations du langage, et récuse, l'une après l'autre, les métaphores qui tentent de rendre compte de son originalité. M.-M. Davy cite Nicolas Berdyaev : « Dieu n'est en rien semblable à l'idée qu'on s'en fait, absolument en rien. »

Éveiller chez son lecteur le sens du voyage immobile vers ce « Dieu », c'est-à-dire, pour chacun vers le centre de soi-même — c'est à quoi tend M.-M. Davy, qui ne cache pas son intention pédagogique : « Ce texte n'a qu'une ambition : tenter d'indiquer le sens de la vie. » La « sens de la vie », c'est d'aller — à rebours du commun destin de l'homme extérieur — non de la vie vers la mort, mais d'une vie molle, aveugle, mutilée, coupée de soi-même, à une « vie conquise durant l'existence et qui est l'issue d'une longue recherche et de durs combats ».

Cette recherche est, pour chacun,

Jean Blot dans les provinces de l'âme

* « LA OU TU IRAS », de Jean Blot. Table Ronde, 272 pages, 25 F.

ON suivait avec sympathie, souvent avec une complicité chaleureuse, l'œuvre romanesque de Jean Blot, qui se construisait discrètement, pas à pas, loin des foules et des feux, malgré le Prix des critiques qui finit, en 1972, par couronner son Étude sur Ossip Mandelstam (1).

Il semble que, avec *La ou tu iras*, Jean Blot ait donné sa pleine mesure : échappant à des modes passagers, ce texte classique dans toutes les acceptions de ce terme, restera dans les lettres comme un témoignage spirituel, d'une sensibilité et d'une époque, digne de nourrir des anthologies à venir.

Ce qui frappe dans le livre de Jean Blot — ouvrage à première vue hybride, fait de réflexion, de poésie et de reportage (beaucoup de poésie, moins de reportage), — c'est l'harmonie entre deux notions d'habitude divergentes ou opposées : le voyage « géographique » réel, et le voyage intérieur, l'Inde, la Russie, le Venezuela, la Malaisie, l'Afrique noire, l'Égypte et Israël... que ces têtes de chapitre ne fassent surtout pas penser à un Baedeker ou à un Michelin ! Chaque pays apparaît comme une « province de l'âme » : la correspondance entre les sites et les états intérieurs, entre les moments du folklore et les espaces du psychisme, aboutit à un cantique à la gloire de l'Être. La prodigalité, la richesse, la variété vertigineuse de l'Être, de la Création, sous tous les cieux, finissent pourtant par nous ramener à l'unité fondamentale de l'homme.

L'auteur se livre sans jamais se dérouter, l'intimité du vécu le plus authentique n'est pas donnée à l'état brut mais apparaît comme s'avantant reconstruite pour mieux être communiquée à autrui.

Comment, dans cette multitude d'« étonnables inconnues » (c'est ainsi que le grand écrivain russe Vsevolod Ivanov appelle la poésie), choisir l'une plutôt que l'autre ?

Raconter la rencontre avec la vieille reine de Moscou Anna

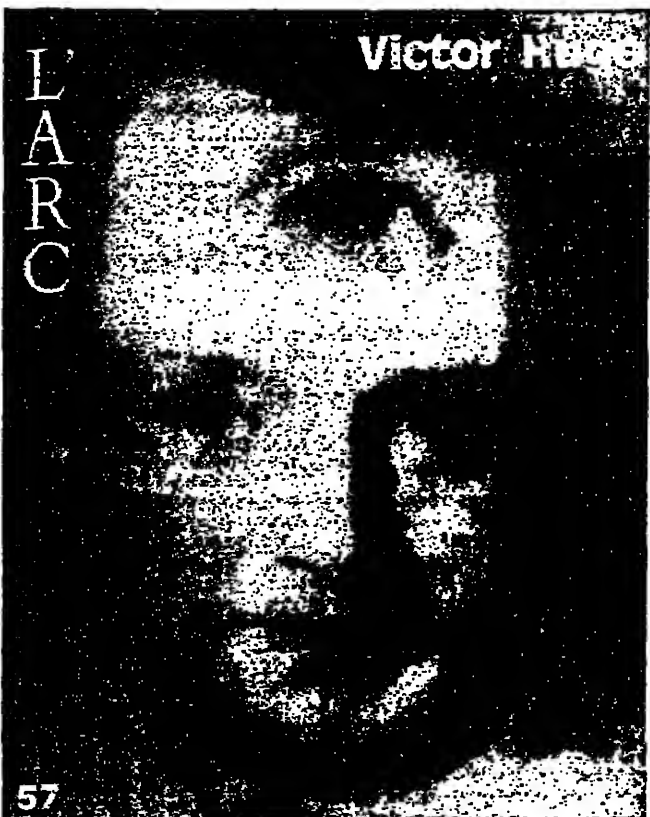
Akhmatova, retracer « le désastre démographique de l'Inde, qui continuera aussi longtemps que la vie éternelle des parents dépendra de la vie temporelle des enfants mâles », et l'indifférence qui entoure la mort par inanition, dans la rue, de milliers de gens, souligner à propos du sauvetage du temple d'Abou-Simbel, en Égypte, obtenu grâce au concours international, « ce que l'homme peut faire quand, de lui-même, il sait rester l'ami ».

On voudrait glaner ainsi au hasard dans la richesse de ce livre, mais ce serait trahir son unité organique, qui s'exprime notamment dans la formule suivante : « Les cultures... m'ont paru conserver ce qu'elles s'étaient réelles imputables à surmonter... Si l'Inde perdait ses mandants, elle changerait de philosophie. »

Que ces errances à la fois « horizontales et verticales » aiment en fin de compte Jean Blot le rationaliste, le Français, le Russe, le juif et le cosmopolite vers le Dieu de ses ancêtres, vers le Dieu d'Israël... ne saurait surprendre qu'à moitié. La condition juive et l'art d'Israël ne sont pas en commun l'exploration, volontaire ou forcée, des limites ?

P. R.

(1) Seghers.



Chez les bons libraires (12 F) ou franco (C.C.P. Marseille 5.321-61). L'ARC - Chemin de Repentance - Aix-en-Provence.

Abonnements (4 numéros) : France, 40 F - Étranger, 45 F.

Sont encore disponibles et envoyés franco, 10 F le numéro :

27 L'OPÉRA - 30 SARTRE - 34 FREUD - 35 DUBUFFET - 36 JOYCE
38 HEGEL - 39 BUTOR - 40 BEETHOVEN - 41 MELVILLE
43 KLOSSOWSKI - 44 BATAILLE - 45 FELLINI - 46 MERLEAU-
PONTY - 48 MAUSS - 49 DELEUZE - 50 GUTENBERG - 51 XENAKIS
52 MICHELET - 53 ARAGON - 54 DERRIDA - 55 BRECHT
56 BARTHES.

Jésus vu par les musulmans

* « LA CITE INTRUQUE », récit philosophique de Kamel Hussein. Traduction de l'arabe et introduction de Roger Arnaldez ; préface de Jean Grosjean. Ed. Sindbad, 158 p., 24,90 F.

FASCINES par le personnage du Christ, les musulmans en parlent peu. Pour eux, Jésus n'a pas été crucifié ; Dieu l'a haussé vers lui et la lumière qu'il apportait au monde en est retirée. La crucifixion ne fut qu'une illusion. Cependant l'Islam rappelle qu'il y a eu un crime, un complot ourdi le vendredi saint par les Juifs et les Romains, qui considéraient ce nouveau prophète comme un danger pour leur autorité.

Le Dr Kamel Hussein, un penseur musulman, reconstitue ce jour mémorable que fut pour les chrétiens celui de la passion et de la mort du Christ. *La Cité intruque* est le compte rendu d'un fait divers, le rapport d'une enquête minutieuse, le récit d'un retour au vécu pour dire combien les hommes se sont égarés dans l'erreur en un jour pourtant plus clair que l'aurore.

« Cette journée, nous dit Kamel Hussein, n'appartient pas aux chroniques des premiers siècles : elle se renouvelle dans la vie de

chacun », puisque les hommes continuent de vivre dans l'erreur et de commettre l'injustice.

La technique utilisée par l'auteur consiste à faire parler les différents acteurs du drame : l'accusateur, accusé autrefois, le forgeron réticent qui refuse d'être le complice d'un meurtre, même quand on lui explique qu'il n'a rien à craindre et que, à son tour, il sera grand des crimes, réparti sur un grand nombre, il devient impossible à Dieu de le punir ; témoignera aussi la belle pèlerine égyptienne, la Magdaléna recueillie par le prophète, qui la libère de son mal ; prendra la parole à son tour le jeune soldat romain qui en vint à mépriser la gloire et l'état de la renommée pour répandre les principes nouveaux et croire dans le Christ ; les raisons des apôtres de ne pas porter secours à la victime sont exposées au même titre que celles qui ont poussé les Romains à faire ce procès : il s'agit de l'ordre et de son maintien. « Voilà l'ordre ! Je suis le premier à en protéger le mot de le conserver tyrannique ou juste, intelligible ou non. Meure qui doit mourir de mon zèle à le conserver. C'est l'ordre, l'ordre seul qui condamne. Je m'en tiens par lui ».

Religion de l'espérance, l'Islam refuse la rédemption, et c'est en cela qu'il n'accepte pas le fait de la crucifixion. Il est dit dans le Coran que personne ne souffrira pour les crimes d'un autre ; pour cela, que les musulmans n'admettent pas la crucifixion comme facteur et symbole de rédemption. Le sens politique du procès de Jésus est alors mis en valeur, ainsi que les influences profondes qu'il a eues (et continue d'avoir) sur l'histoire et la civilisation judéo-chrétiennes.

L'intérêt de ce récit philosophique traverse souvent par l'ironie socratique vient du fait qu'il est l'œuvre d'un croyant musulman qui à aucun moment n'a essayé d'« islamiser » l'événement, ni d'en donner une interprétation qui rappellerait celle du Coran.

Le *Cité intruque* est un très beau texte qui rejoint avec moins de violence et plus de poésie la pensée de Jamil Eddine Al-Afghani, qui, au siècle dernier, s'étonnait de constater le peu de paix chez les peuples chrétiens, qui par ailleurs préchaient une religion d'universel amour.

TAHAR BEN JELLOUN.

INÉDIT ALEXANDRE LE GRAND

dégagé de l'histoire conventionnelle par les dernières découvertes des vestiges de son empire

- de la guerre nationale à l'aventure impérialiste.
- les conquêtes fulgurantes d'un chef visionnaire.
- la terreur et l'habileté politique.
- les conditions économiques de sa domination.
- le rayonnement de l'art grec sur les arts nationaux égyptien, iranien, indien, etc.
- l'amalgame de civilisation d'où sort un monde nouveau.

« LES DOSSIERS DE L'ARCHÉOLOGIE » N° 5 (juillet/août 1974) 140 pages, nombreuses illustrations couleurs. En vente 18 F chez les marchands de journaux, à défaut à « ARCHEOLOGIA », 57, avenue d'Iéna, PARIS 16^e, ou envoi contre la somme de 18 F (+ 1 F de port).

LES DENTS DE LA MER

Peter Benchley le grand roman de l'été

UN BEST-SELLER MONDIAL

Quelle joie de découvrir un roman aussi passionnant... Après la lecture des « Dents de la mer » tout roman ennuyeux vous tombera des mains.

Christine Anothy

Peter Benchley

LES DENTS DE LA MER

roman

HACHETTE LITTÉRAIRE

28 F chez votre libraire

COMMENT TRAVAILLENT LES ÉCRIVAINS

Claude Lévi-Strauss : « il y a en moi un peintre et un bricoleur qui se relaient »

CLAUDE LEVI-STRAUSS, qui sera reçu le 27 juin à l'Académie française, s'est entretenu avec Jean-Louis de Rambures sur ses méthodes de travail.

— Avez-vous une méthode de travail ?
— Ma seule règle, c'est de ne jamais laisser passer une journée sans avoir écrit quelques lignes. Tantôt le matin, tantôt l'après-midi, je me partage entre mon laboratoire et mon travail à domicile. Comme je ne commence jamais un livre avec une idée préconçue, mais avec le seul pressentiment d'un problème, c'est dans l'approfondissement de celui-ci (actuellement la correspondance qui semble apparaître dans les mythes entre certains types de mutilations corporelles et certains types de rapports familiaux) que consiste mon travail.

— Entre le pressentiment initial et le livre achevé, comment cela se déroule-t-il ?

— Tout commence par un tête-à-tête avec d'innombrables lectures. Pour écrire les *Structures de la parenté*, j'ai débrouillé quelque chose comme sept mille livres et articles. Aujourd'hui, la production est devenue si abondante qu'elle dépasse les possibilités d'un seul homme. Mais à une certaine époque, vers 1940-50, je puis dire que rien de ce qui se publiait en ethnologie ne m'échappait. Regardez ma bibliothèque. Elle contient des milliers d'ouvrages avec lesquels j'ai vécu en permanence pendant des années. Souvent, je n'ai même pas besoin de chercher le titre... Rien que le dos, l'apparence du volume, je sais tout de suite de quel il s'agit.

Après le stade des fiches de lecture vient celui des notes de cours. Depuis que je suis dans l'enseignement supérieur, tout ce que j'écris est indissociable de ce que j'enseigne. Il s'agit d'essayer les choses à la fois sur moi-même, en les formulant, et sur un auditoire, en observant comment il réagit. Neuf fois sur dix, je m'aperçois d'ailleurs que j'ai fait fausse route. Mais c'est le privilège des cours que d'y pouvoir dire des bêtises. Voilà pourquoi, je procède à mes étudiants l'usage du magnétophone.

Enfin, au dernier stade, la rédaction, vient le moment où je découvre pourquoi, depuis des années, j'ai travaillé et enseigné sur un problème.

— Vous ne parlez pas de l'enquête sur le terrain. Pour un structuraliste, n'est-ce pas essentiel ?

— Oh, vous savez, j'ai tout de même passé plus de temps sur le terrain que certains critiques un peu malins ne le prétendent. Au Brésil, de 1934 à 1939, chaque fois que je disposais de quelques loisirs, je filais vers l'intérieur. A raison

de voyages de quelques jours, puis de quelques semaines et enfin de plusieurs mois, cela a dû largement représenter plus de deux années, au total sur le terrain, avec des populations très diverses. Mais, je n'ai aucune honte à le confesser, mon temps de terrain s'est passé beaucoup moins à travailler qu'à apprendre comment on devait travailler. Philosophe de profession, je m'étais lancé dans l'ethnologie pour découvrir une nature encore intouchée par l'homme. Or je me suis aperçu qu'une expédition sur le terrain consistait d'abord en une traversée sans cesse renouvelée d'obstacles administratifs et politiques. Dans le monde d'aujourd'hui, on vous fait payer trop cher l'accès à la nature sans hommes et celle, acceptable, à la rigueur, où vivent ces hommes — les sauvages — qui savent encore la respecter.

D'ailleurs, il est naturel que, comme dans d'autres sciences, il y ait place en ethnologie pour les expérimentateurs et les théoriciens. Au cours des cinquante dernières années, une masse tellement énorme d'observations ont été recueillies qu'il faut bien que certains se consacrent à les mettre en ordre et à les interpréter.

Matériel de seconde main, dire-t-on. Mais prenons l'exemple des mythes. J'ai posé comme principe de méthode qu'il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises leçons. Mais que, du moment qu'elles ont été racontées et recueillies, toutes sont également dignes de foi. Les résultats valident cette règle dans un si grand nombre de cas qu'on risque moins de se tromper en faisant si largement crédit aux matériaux que si on les suspectait systématiquement.

« Comme un opéra »

— Pouvez-vous me parler du travail d'écriture proprement dit ?

— Il y a en moi un peintre et un bricoleur qui se relaient. Comme le peintre qui exécute une esquisse avant de réaliser sa toile, dans une première phase, je commence par griffonner le brouillon du livre tout entier, en m'imposant pour seule discipline de ne jamais m'arrêter. Peu importe les redites, les phrases qui s'arrêtent à mi-chemin ou qui n'ont aucun sens. Une seule chose compte : arriver à entasser un manuscrit peut-être monstrueux, mais en tout cas complet. Alors seulement, je puis passer à l'écriture.

Celle-ci s'apparente au bricolage. Il ne s'agit pas, en effet, de remplacer des phrases mal écrites par des phrases bien écrites, mais de retrouver ce que j'aurais dit dès le départ (ma référence mentale : Chateaubriand et Jean-Jacques Rousseau) si toutes sortes d'inhibitions n'avaient entravé le cours des choses. Entouré d'une montagne d'ouvrages et de dictionnaires (ces derniers en partie pour le seul plaisir de découvrir un mot inconnu), je commence donc par raturer le premier jet, tapé, à cette fin, à grands intervalles, à la machine, en rajoutant les corrections entre les lignes au moyen de divers feutres ou crayons de couleur. (Je ne choisis jamais la couleur a priori : ce serait établir quelque chose d'irréversible.) Lorsque le manuscrit est devenu illisible, je le barbouille de blanc afin de pouvoir le corriger à nouveau. Lorsque cette opération est devenue à son tour impossible, je me donne le moyen de ré-écrire ce qui doit l'être à l'aide de petits morceaux de papier que je découpe et colle sur le manuscrit. Bref, au moment où le travail s'achève, celui-ci, composé de trois ou quatre feuilles superposées, ressemble

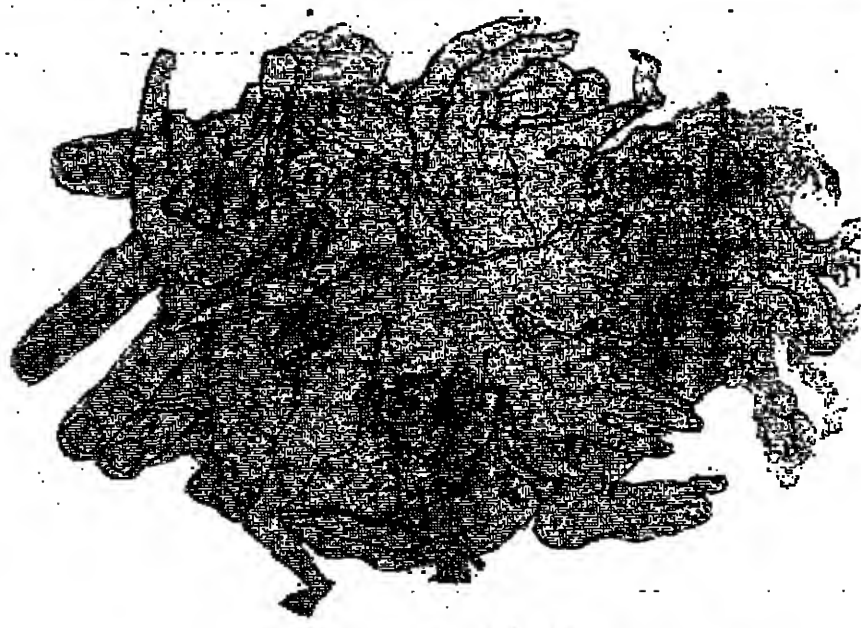
presque aux collages de certains peintres.

Ne croyez pas pour autant que je fasse fi de la composition. Seulement, celle-ci est parfois plus « musicale », si je puis dire, que littéraire. Prenez *Tristes Tropiques*. On m'a reproché : « Ce livre saute d'un saut à l'autre. Il se ressent de la rapidité (quatre mois) avec laquelle il a été écrit. » Pourtant, en l'écrivant, j'avais le sentiment de le composer comme un opéra. Les passages de l'autobiographie à l'ethnologie y correspondent à l'opposition entre les récitatifs et les arias. Les sauts de l'Amérique du Sud à l'Asie, à l'alternance entre les parties chantées et les interludes orchestraux. De la même manière, compte tenu de la pluridimensionnalité des thèmes abordés dans les *Mythologiques*, j'aurais complètement morcelé la matière si je n'avais essayé de conduire mes analyses à l'exemple d'une composition musicale.

Inutile de vous préciser que je travaille toujours en musique. Celle-ci (lyrique ou symphonique exclusivement) interpose un écran entre le monde extérieur et moi. Je ne l'écoute d'ailleurs pas véritablement. A moins qu'elle ne me plaise tout particulièrement. Quelquefois, j'arrête de travailler. Mais je ne saurais vous dire combien je regrette France-Musique d'il y a quinze ans, où l'on pouvait écouter de la musique sans bavardage.

— Vous êtes, en ethnologie, l'inventeur du structuralisme. Comment faites-vous les liens entre les différents mythes que vous utilisez ?

— Vous connaissez le mécanisme des illusions d'optique : il faut les fixer pendant un certain laps de temps. Et soudain vous les voyez se renverser : l'escalier, qui avait l'air de monter se met à descendre. La



Dessin inédit de Lévi-Strauss. (Tiré de « Lévi-Strauss » de C. Bachès-Clément. Seghers.)

spirale qui s'enroulait vers la gauche tourne dans le sens opposé. Cela se passe un peu comme pour les mythes, mais ils ont besoin d'être encore plus longtemps incubés. Il faut les savoir par cœur (ce n'est pas facile, puisqu'il s'agit d'histoires qui n'ont apparemment ni queue ni tête). C'est à force de les lire, de les laisser reposer, de les filtrer, qu'ils finissent par se retourner et révéler leur structure interne et leurs rapports à d'autres mythes.

Comment je procède pour découvrir, par exemple, que tel détail, par lequel un mythe du tabac exprime une progression au-delà de la culture, est exactement l'inverse de tel autre, par lequel un mythe du miel exprime, lui, une régression vers la nature ? Cela se passe un peu à la manière de ces réussites où il s'agit, en partant d'une donne aléatoire, de regrouper les cartes, soit par figures, soit par couleurs, soit par leur importance dans l'échelle numérique. Au départ, je me contente de distribuer mes fiches dans mes boîtes de façon arbitraire, selon les étiquettes les plus commodes. (S'agit-il, par exemple, du rôle joué par les haricots dans le panthéon mythique des Indiens d'Amérique, j'écris « Pythagore en Amérique ».) Puis, au moment où j'ai l'impression que je puis et dois me mettre à écrire, je reprends toutes ces fiches. Je les étale sur ma table. Je les empile. Je cherche des arrangements entre les différents paquets. Cela, jusqu'au moment où des corridors et des passages commencent à apparaître entre les différents thèmes. Je redistribue alors mes fiches en fonction de ces corridors et ainsi de suite. C'est ap-
'un nom- de ces regroupements (une bonne dizaine pour les *Structures de la parenté*) que l'économie gé-

rale du travail se dessine et que j'aboutis à un plan qui n'est pas pensé dans l'abstrait, mais résulte d'une sorte de jeu manuel.

L'important, c'est de ne pas oublier un seul détail, aussi minime soit-il, car, en analyse structurale, tout est chargé de signification et l'on n'a rien compris tant que l'on n'a pas tout compris.

— Ne pourrait-on imaginer d'autres parcours ?

— Bien entendu. Si l'on voulait représenter la mythologie par un graphe, les p-cours d'un point à l'autre de celui-ci seraient si nombreux que l'on aboutirait à une complexité inextricable. C'est la mésaventure qui est arrivée à Saussure lorsque, pendant une période de sa vie, il travailla sur les *Nibelungen*. Pendant des années, il a accumulé des notes, et finalement, à force de croisements et de recroisements, son matériel est devenu impossible à maîtriser. Il n'a jamais réussi à écrire son livre. Lorsque j'ai commencé moi-même les *Mythologiques*, j'ai été obsédé par cet échec. Je me suis dit que cela ne devait m'arriver à aucun prix. Alors, j'ai pris une décision. J'ai été la matière du quatrains et dernier volume sur trois années de cours, au lieu des sept ou huit qu'il eût fallu, afin de la condenser en conséquence. Et puis, je me suis contenté d'esquisser d'autres parcours et d'autres choix.

Qu'importe ! A partir du moment où l'on sait que tout se tient et que la terre de la mythologie est ronde, on peut emprunter un chemin ou un autre. On finit toujours par rentrer chez soi.

Propos recueillis par
JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

AM

MARCEL BRION
de l'Académie Française

son nouveau roman

La fête de la tour des âmes

« C'est bien là le comble du fantastique : donner au tract de ce que l'on rêve la netteté placide d'une évidence, d'où chacun, à son tour, reste libre de s'évader ». Bertrand Poirot-Delpech, *Le Monde*

et de nouveau disponible en librairie :

Château d'ombres

ALBIN/MICHEL

CLEN

ARCHIVAGE MODERNE des DOSSIERS (24x32)

UNE SOLUTION EXCLUSIVE CLEN

Très haute CAPACITÉ 490m de documents dans des BOÎTES-TIROIRS coulissantes individuellement

852FHC PROMOTION 790FHC

CLEN Z. LEBENSTIL LA FORÊT 37500CHINON TEL. PARIS : 901.16.73 et 901.16.97.

Doc. ARCHIVE - LISTINGS.

(Publicité)

APPRENEZ À ÉCRIRE ET À VENDRE VOS MANUSCRITS

en lisant la brochure n° 414 « Le plaisir d'écrire », envoyée gratis par l'ÉCOLE FRANÇAISE DE RÉDACTION

Établissement privé soumis au contrôle pédagogique de l'Etat, 10, rue de la Villière, 75001 PARIS.

(Publicité)

A PARIS UN ÉDITEUR SUR LA RIVE GAUCHE LA PENSÉE UNIVERSELLE

RECHERCHE

- manuscrits inédits de romans, poésies, essais, théâtre,
- études formelles avec participation aux frais.

Adressez manuscrits et curriculum vitae à :

M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE « LA PENSÉE UNIVERSELLE »
3 bis, Quai aux Fleurs, 75004 PARIS
Tel. : 325.85.44

Claude Aveline

LE HAUT MAL DES CREATEURS

... ou ce XX^e siècle qui n'existe pas

Un livre auquel tout ce qui arrive actuellement dans le monde donne une résonance extraordinaire.

ÉDITIONS JACQUES ANTOINE, BRUXELLES
Diffusion VERNIER, 41, rue Madame, 75006 PARIS

dans bien des circonstances, quand on ne connaît pas l'Anglais, on se tait...

ou on l'apprend avec le Cours AAC PHILIPS.

Ce cours existe en ANGLAIS, FRANÇAIS, ALLEMAND, ITALIEN, ESPAGNOL, RUSSE, AMÉRICAIN ET PORTUGAIS.

Il utilise une méthode largement éprouvée depuis plusieurs années : les langues par l'image.

Le texte n'est jamais traduit, le sens est donné par les illustrations des manuels. Il est enregistré sur bandes ou sur cassettes, suivant le principe Audio-Actif-Comparatif, utilisé en laboratoire de langues.

Pour l'ÉTUDE INDIVIDUELLE ce cours peut être utilisé sur l'Audio K 7 PHILIPS, magnétophone deux postes, spécialement conçu pour cet usage.

Il peut être également écouté sur tous les magnétophones à cassettes standard.

Et pour vous faire comprendre sur les cinq continents, UNE NOUVEAUTÉ : le cours simplifié AAC Tourist, enregistré sur cassettes en 30 langues différentes.

PHILIPS

Pour toutes informations complémentaires, remplissez cette annonce avec vos nom et adresse à :

Division Electro-Acoustique 84, rue Carnot - 92150 Suresnes Tél. 772.51.00 poste 608

Larvin 2 : baignoires et baignoires.

Strictement indispensable, le maillot de bain.

Recommandé pour le bronzage presque intégral, notre mini modèle à carreaux (100 F) ; plus habillé, la coupe carrée de nos boxers aux couleurs métalliques (à partir de 50 F).

Le sable est le plus confortable des sols à condition d'intercaler entre sa surface brûlante et votre postérieur, un drap de bain en éponge (50 F). Astucieux, il possède deux poches, élégant, il est bordé de deux filets de couleurs et bien entendu frappé de notre sigle.

Confortables après le bain, la sortie de bain en éponge (50 F) et le pagne assorti (250 F). Tous nos articles en éponge existent en 10 couleurs.

Larvin 2, 2 rue Cambon, à 2 pas de la Concorde.

LARVIN

سكنى فى الامم

CARNET



LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

Onze équipes pour six qualifications

Frankfort. — Onze équipes pour six places : quel week-end en perspective ! Après les matches disputés le 18 juin à Dortmund, Hanovre, Munich et Stuttgart, seule la Pologne, en surclassant l'Allemagne fédérale (7-0), a en effet rejoint l'Allemagne fédérale.

La situation dans les groupes 1 et 2 est connue (le Monde du 20 juin). Elle est pratiquement la même dans les groupes 3 et 4. Là encore, les formations sud-américaines sont en grand péril : l'Uruguay n'a échappé au désastre qu'à trois minutes de la fin de son match contre la Bulgarie, grâce à un but-égalisateur de Pavoni (1-1). Il lui faut absolument battre la Suède, dimanche, à Düsseldorf, pour espérer atteindre le deuxième tour. C'est une tâche ardue : les joueurs sud-américains ont réussi à tenir en échec les Pays-Bas. Or Johan Cruijff et ses partenaires avaient fait une très forte impression face à l'Uruguay, qu'ils ont battu.

La malchance de l'équipe bulgare
Malheureuse Bulgarie ! Pour n'avoir pas su préserver ses buts jusqu'à la dernière seconde, elle

dans le camp des qualifiés pour le deuxième tour final de la Coupe du monde. Les joueurs de Port-au-Prince, eux, accompagnent dans l'élimination les équipes d'Australie et du Zaïre. Mais, pour le reste, tout va se décider les 22 et 23 juin.

De notre envoyé spécial
qui a failli gagner, pour la première fois de son histoire, une rencontre en phase finale de la Coupe du monde, elle risque, une fois de plus, l'élimination.

Le sort de l'Argentine dans le groupe 4 n'est guère plus enviable. Certes, l'équipe sud-américaine a obtenu le match nul face à l'Italie, mercredi à Stuttgart (1-1). Elle doit théoriquement vaincre l'Allemagne fédérale, dimanche, mais cela ne sera sans doute pas suffisant. Face à la Pologne libérée de tout souci, les Transalpins ne doivent pas perdre : or il leur suffit d'un match nul pour se qualifier.

Si l'on s'en tient là, le puzzle est à peu près constitué. Mais ce n'est pas si simple. Deux autres éléments rentrent en jeu : d'abord les directeurs d'équipe font de savants calculs pour

Une confrontation entre l'Amérique du Sud et l'Europe

Ensuite, il ne faut pas trop négliger les trois équipes. Certes, comme on s'y attendait, la dixième Coupe du monde est d'ores et déjà réduite, comme les neuf précédentes, à une confrontation entre l'Amérique du Sud et l'Europe. Pour la première fois même, à ce stade de la compétition, elle peut se résumer à un duel entre l'Europe de l'Est et celle de l'Ouest.

Mais l'Australie, l'Allemagne fédérale et le Zaïre, qui n'ont maintenant plus rien à perdre, n'entendent pas servir de bouc émissaire par nations interposées. Les deux derniers pays, surtout : après leur cuisante défaite face à la Pologne et à la Yougoslavie (16 buts à 0 au total), les joueurs de Port-au-Prince et de Kinshasa, aspirant à se réhabiliter. Ne serait-ce que pour ne pas couronner d'avance leurs présidents de la République respectifs qui suivent leur aventure d'un œil plus qu'attentif.

MICHEL CASTAING.

LES RESULTATS

Groupe III	
Pays-Bas et Suède.....	0-0
Bulgarie et Uruguay.....	1-1
Classement : 1. Pays-Bas, 3 points ; 2. Bulgarie et Suède, 2 points ; 4. Uruguay, 1 point	

Groupe IV	
Italie et Argentine.....	1-1
Pologne et Chili.....	7-0
Classement : 1. Pologne, 4 points ; 2. Italie, 3 points ; 3. Argentine, 1 point ; 4. Chili, 0 point	

La création du nouveau club est, au contraire, placée sous les meilleurs auspices. M. Malgouyrou, qui préparait depuis quinze jours les nouveaux statuts du B.C.C., a étudié les comptes du Stade-Club de Berck (le concurrent direct de Berck) et établi des comparaisons : bien géré, le club de Berck aurait été une affaire saine. Il estime donc que le nouveau club pourra réaliser des bénéfices et se suffire à lui-même avec des subventions minimales ; il a, de plus, l'assurance de bien s'entendre avec celui qui devrait être le prochain dirigeant du club : M. De Bie (président du comité de sauvegarde du basket-berchois), un industriel qui a déjà survécu de la faillite d'une entreprise de construction de Berck et qui est, de surcroît, le patron de l'entraîneur Jean Galle.

Yachting
ERIC TABARLY PARTICIPE A LA COURSE DES BERMUDES

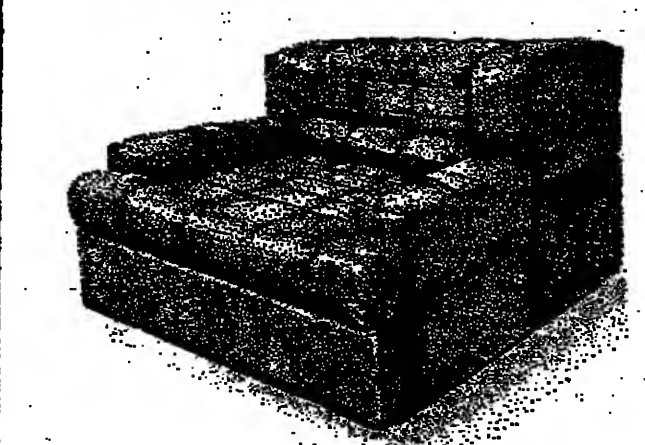
Trois pays de langue anglaise organisent les trois épreuves de haute mer les plus célèbres. Tous les ans, à la fin de décembre, se dispute en Australie la course Sydney-Hobart. Les années impaires, au mois d'août, se dispute le Fastnet, de Cowes au sud de l'Angleterre, avec retour à Plymouth. Les années paires sont réservées à la course des Bermudes, entre Newport (Rhode Island) et Saint-David's Head, dans l'île anglaise de l'Atlantique. Le départ sera donné ce vendredi 21 juin à quelque 150 concurrents. La distance à couvrir est à peu près la même dans les trois épreuves, un peu plus de 600 milles, mais les conditions de navigation sont, évidemment, très différentes. Signe particulier : la course des Bermudes traverse le Gulf Stream en l'accompagnant quelque temps. Les navigateurs cherchent donc à se faire aider par les courants favorables et ils surveillent avec attention l'évolution de la température de l'eau qui leur signale l'apparition de cet auxiliaire très apprécié. Rappelons que cette compétition a été gagnée trois fois de suite (1958 - 1959 - 1960) par Carleton Mitchell à bord de son « Finisterre », un bateau à dérive démontable par Stéphane, notre connaissance. Ce navigateur n'a jamais été réalisé dans une autre épreuve de haute mer. La fine fleur des États-Unis se retrouve naturellement sur la ligne de départ à côté de quelques unités provenant du Canada, d'Amérique du Sud, de Grande-Bretagne. Cette année, Eric Tabarly, avec son « Pen Duick » (dont le grément a été revu par l'arsenal de Brest), participe à la rencontre pour y faire oublier, par une place d'honneur, de récentes et spectaculaires découvertes. Il devrait ensuite prendre part à la Course transatlantique qui succède aux Bermudes dans le calendrier international. — Y. A.

Basket-Ball
NAISSANCE D'UN « NOUVEAU » CLUB A BERCK

Tout est bien qui finit bien à Berck : l'équipe de basket jouera en Coupe d'Europe, les statuts de la nouvelle association sportive, devenue « Berck Basket Club » (B.B.C.), ont été déposés dans les temps, et la quasi-totalité des joueurs, malgré le départ de Vervore pour Caen, signeront à nouveau pour la prochaine saison. Le maire de Berck, M. Guy Malgouyrou, qui est à l'origine de cet heureux événement, a donc tout lieu de se féliciter.

Mais cette affaire, qui a un moment soulevé l'indignation de la plupart des Berckois, laissera des séquelles : le maire de Berck est en effet décidé à poursuivre en justice les anciens dirigeants de l'Association sportive et plusieurs autres dirigeants impayés le suivront dans cette voie.

Made in Brésil. Cuir.



Tous nos modèles de fauteuils et canapés en cuir sont importés directement du Brésil : le design est beau, la qualité belle et les prix meilleurs qu'ailleurs. Egalement bijoux, pierres dures et fossiles, objets d'art, l'artisanat de San Salvador de Bahia, tapis et bibelots. Et les derniers disques de samba du Carnaval de Rio.

43, avenue de Friedland
métro Etoile Tél. : 359.22.10

La Boutique du Brésil

A L'HOTEL DROUOT

Vendredi
VENTES
S. 1. — Tableaux, meubl. anc. art. 1900, boules presse-papiers. M. René et Claude Bolgerard.
S. 2. — Volumes, bibel., mobilier. Mme Vidal-Migret, M. Ogar.
S. 3. — Collect. décorations ordres français et étrangers. M. Charles M. Thullier.
S. 4. — Costumes de théâtre, dessin-quarante-cinq. Mme Adèle Picard, Talan.
S. 5. — Extr.-Orient. M. Morano-Gobard, Mme Schumann, M. René et Claude Bolgerard.
S. 6. — Photographies originales Second Empire à fin 19^e siècle. MM. Faure, Levy, M. Adèle Picard, Talan.
S. 7. — A 21 h. (expo. 11 à 18 h.) : bons tableaux mod. M. Robert.
S. 8. — Tableaux 19^e siècle, objets d'art. M. Bonin.
S. 9. — Timbres. M. Jacques Ribault-Mengedès, Marlo.
PALAIS GALLIERA - 14 h. 30
OBJETS D'ART - MEUBLES ANC.
M. René et Claude Bolgerard.
MM. Lafont, Fraquin.
PALAIS GALLIERA - 14 h. 30
TABLEAUX ANCIENS
FRANÇOIS
CERAMIQUE DE CHINE
OBJETS D'ART ET D'AMÉRIQUE. 15 h.
R.P. Lentin, Gullouze, Bettefaud.
MM. Lebel, Prost, Boutezy.

VENTE A VERSAILLES
PALAIS DES CONGRES - Place d'Armes
DIMANCHE 23 JUIN à 14 heures
IMPORTANTS TABLEAUX ANCIENS
MEUBLES ET OBJETS D'ART
des époques Charles-X, Louis-XIV, Louis-XV, Louis-XVI
TAPISSERIES DE BEAUVAIS ET D'AUBUSSON
M. Paul et Jacques MARTEL, C. 25-33-45
Expositions vendredi et samedi.

Naissances

— M. et Mme Jean-Michel Brian, ainsi que Delphine, ont la joie d'annoncer la naissance de Jean-Bric.
Saint-Nazaire, le 16 juin 1974.
— M. et Mme Daniel Martin laissent à Jason la joie d'annoncer la naissance de son frère Yvel.
Le 19 juin 1974.

Mariages

— M. et Mme Lucien - Henry Serpent.
— M. et Mme Jean Mazodier, sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants.
Anne et Pierre.
qui sera célébré le samedi 28 juin, à 15 heures, en l'église Saint-Etienne d'Essey (Essey).

— Notre collaborateur Gilbert Comte est heureux d'annoncer le mariage de son fils
avec Mlle Sylviane Faugueberg.
bénédiction nuptiale a été donnée en la cathédrale Saint-Louis de Choisy-le-Roi, le 20 juin 1974.

Nécrologie

Daniel THORNER

Alfred Thorner, Nicholas et Joël, Phoebe et Gérard Thorner, ont la douleur de faire part du décès de Daniel THORNER, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études à 17 h. 30, à l'Ecole pratique des hautes études, 54, rue de Valenciennes, Paris-7.
9, rue Guy-de-la-Brosse, Paris-5.
Le président, le bureau et le personnel de la VI^e section de l'Ecole pratique des hautes études ont la tristesse de faire part du décès de Daniel THORNER, directeur d'études à la VI^e section de l'Ecole pratique des hautes études, à 17 h. 30, à l'Ecole pratique des hautes études, 54, rue de Valenciennes, Paris-7.
Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.
Ses amis se réuniront pour lui rendre hommage le lundi 24 juin, à 17 h. 30, à l'Ecole pratique des hautes études, 54, rue de Valenciennes, Paris-7.
Le président, le bureau et le personnel de la VI^e section de l'Ecole pratique des hautes études ont la tristesse de faire part du décès de Daniel THORNER, directeur d'études à la VI^e section de l'Ecole pratique des hautes études, à 17 h. 30, à l'Ecole pratique des hautes études, 54, rue de Valenciennes, Paris-7.
Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

— Les membres du conseil d'administration et le personnel des Chantiers Lafarge.
— Les membres des conseils d'administration et le personnel des sociétés du Groupe Lafarge.
— Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.
— M. et Mme Jean-Pierre Demouque, leur enfants et petite-enfants, M. et Mme Dominique Aldoma, ses enfants, petite-enfants et arrière-petite-enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel DEMONQUE, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, survenu le 18 juin 1974.
Les obsèques auront lieu à Notre-Dame-de-l'Assomption de Passy, sa paroisse (88, rue de l'Assomption, Paris-16), le samedi 22 juin, à 8 h. 30.
— Nous apprenons la mort de René DUGUILLER, ancien rédacteur du « Figaro », survenu à Caumont-sur-Thiers (Cantal) le 19 juin 1974, à l'âge de soixante-dix ans.
Les obsèques auront lieu en l'église de Caumont le 22 juin 1974, à 10 h. 30.
[Licencié en philosophie, Henri Duguillier fut correspondant du « Figaro » au Maroc, fonction qu'il dut quitter en 1947, sous l'impulsion de son directeur, pour raisons de santé. Il fut la rubrique religieuse de 1958 à 1974. Une étude sur « Les Chrétiens en Algérie de 1958 à 1961. Auteur de divers ouvrages sur le Maroc, il préparait une étude sur l'histoire et la présence réelle que la mort a interrompue.]

VENTES

— M. Charles-Henri Fontaine, M. et Mme Claude Fontaine, M. et Mme Bernard Fontaine, M. et Mme Jean-Pierre Fontaine, ont la douleur de faire part du décès de leur fils Charles-Henri FONTAINE, leur épouse, mère et grand-mère, décédée subitement le 17 juin à 15 heures, à l'âge de cinquante-sept ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 22 juin, à 11 heures, en l'église Saint-Clement d'Arpajon (Essonne).
15, avenue de la République, 91 280 Arpajon.
— M. Jean-Paul LACROIX et Mme Yvonne Charvot, font part du décès de leur fille Charlotte.
Le 17 juin 1974, à 15 heures, 7, rue Paul-Eugène, 75 009 Paris.
— Paris. Dr (64 670).
On nous prie de faire part du décès de M. Jacques LAPAUZE, née Nicole Talbot, survenu le 18 juin aux Vignettes, à 17 heures, à l'âge de 72 ans.
Les obsèques auront lieu le 21 juin, à 17 heures, en l'église Notre-Dame d'Arpajon (Essonne).
De la part de : M. Jacques Lapauze, Les familles Lapauze, Talbot, Lepoivre.
— M. et Mme Hervé Grégoire et leurs enfants, M. et Mme Yves Le Normand et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 15 juin, de leur mère, le grand-mère, Mme Fernand MARCHAT, 3, avenue Daniel-Lesueur, 75 007 Paris.
— M. et Mme Michel Bétrou, M. et Mme Michel Avignon, Les docteurs Yves et Nicole Najean et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M. Jean BÉTROU, survenu le 19 juin 1974.
La cérémonie religieuse sera célébrée le 22 juin, à 10 h. 30, en l'église Sainte-Thérèse de Boulogne (82), rue de l'ancienne-Mairie.

— On nous prie d'annoncer le décès de Marcelle WAREL.
De la part de : M. le professeur André Lwoff, Mme et M. André Dalmat, M. Jean Leymarie, Mme Evelyn Orilleb, M. Henri Thomas.
Les obsèques ont eu lieu le 18 juin au cimetière du Montparnasse, dans la plus stricte intimité.
[L'œuvre de Marcelle Warrel, peintre, graveur et verrier de grand talent, sera par la suite l'objet d'une exposition. Cette artiste, éprise dans sa jeunesse, à vingt-cinq ans, de la peinture, a réalisé deux ouvrages de recherche esthétique : « Le Mouvement dans la peinture » (1943) et « Création picturale et ordre céleste » (1964), préface par André Lwoff, prix Nobel de médecine].

Remerciements
— M. et Mme Raymond Dreu et leurs enfants, dans l'impossibilité de remercier rapidement tous ceux qui, à l'occasion du retour à la paix du Seigneur de Henri DREUX, leur ont manifesté leur sympathie par leur présence aux obsèques, leurs envois de fleurs et leurs cartes de condoléances, les prient de trouver ici l'assurance de leur profonde reconnaissance.

Anniversaires
— On nous prie de rappeler au souvenir de ses amis la mémoire de Gilles de SOUZA (Chambrier dans la Résistance), chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre, médaillé de la Résistance à titre posthume, fusillé par les nazis le 21 juin 1944 (Arles) (Arles), à l'âge de vingt-deux ans.

Communications diverses
— Quinzième de la parapsychologie organisée par le G.E.P.P. du 18 juin au 2 juillet, tous les jours, de 18 à 20 heures, à la librairie internationale, 10, rue Saint-Victor, 75 006 Paris. Tél. 323-47-11. (30 mètres théâtre Odéon).

Visites et conférences
VENDREDI 21 JUIN
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES - Chânes nationales des monuments historiques : 1. 14 h. 42, avenue des Gobelins, M. Stoppelaere : « Manufacture royale des Gobelins ». 2. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 3. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Les Invalides de Louis XIV ». 4. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 5. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 6. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 7. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 8. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 9. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 10. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 11. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 12. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 13. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 14. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 15. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 16. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 17. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 18. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 19. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 20. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 21. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 22. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 23. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 24. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 25. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 26. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 27. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 28. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 29. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 30. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 31. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 32. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 33. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 34. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 35. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 36. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 37. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 38. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 39. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 40. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 41. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 42. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 43. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 44. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 45. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 46. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 47. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 48. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 49. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 50. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 51. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 52. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 53. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 54. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 55. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 56. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 57. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 58. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 59. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 60. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 61. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 62. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 63. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 64. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 65. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 66. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 67. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 68. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 69. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 70. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 71. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 72. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 73. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 74. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 75. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 76. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 77. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 78. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 79. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 80. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 81. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 82. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 83. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 84. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 85. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 86. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 87. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 88. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 89. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 90. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 91. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 92. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 93. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 94. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 95. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 96. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 97. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 98. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 99. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 100. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 101. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 102. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 103. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 104. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 105. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 106. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 107. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 108. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 109. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 110. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 111. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 112. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 113. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 114. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 115. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 116. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 117. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 118. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 119. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 120. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 121. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 122. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 123. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 124. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 125. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 126. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 127. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 128. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 129. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 130. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 131. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 132. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 133. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 134. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 135. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 136. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 137. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 138. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 139. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 140. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 141. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 142. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 143. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 144. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 145. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 146. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 147. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 148. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 149. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 150. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 151. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 152. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 153. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 154. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 155. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 156. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 157. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 158. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 159. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 160. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 161. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 162. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 163. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 164. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 165. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 166. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 167. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 168. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 169. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 170. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 171. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 172. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 173. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 174. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 175. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 176. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 177. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 178. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 179. 15 h. 15, rue de la Harpe, M. Stoppelaere : « Le Saint-Louis ». 180. 15 h. 15,

INFORMATIONS PRATIQUES

Télévision et radiodiffusion

JEUDI 20 JUIN

PROGRAMME MINIMUM A L'O.R.T.F.

En raison de la grève du personnel à l'O.R.T.F., un programme minimum sera diffusé à la radio et à la télévision.

avant de partir

EUROP ASSISTANCE

banques
assureurs
agences de voyage

RADIO : musique ininterrompue ; bulletin d'information à 19 heures.

TÉLÉVISION : programme commun aux trois chaînes.

20 h. Journaux télévisés (chaînes I et II).
20 h. 35 Film : « Confidences sur l'oreiller », de M. Gordon, avec R. Hudson et D. Day.
22 h. 10 Série : Les dossiers secrets des trésors. Les ciseaux d'or de Petrosia, Réal J.-J. Siric.
Dans les années 1830, un paysan roumain découvre des pierres précieuses provenant d'un trésor enfoui dans une carrière. Cette découverte a de dramatiques conséquences.

Radios périphériques :

EUROPE 1 : 19 h. Europe-soir ; 20 h. 5. Radio 3 : 22 h. 30, Europe-Panorama.
R.T.L. : 19 h. Journal ; 21 h. Poste restante ; 22 h. R.T.L.-Digest.

TRIBUNES ET DÉBATS

EUROPE 1 : 19 h. 20, M. Chénouard, rapporteur de la commission d'enquête sur l'O.R.T.F. à l'Assemblée nationale.

VENDREDI 21 JUIN

Les agents techniques et administratifs en grève perturbant leur mouvement, les programmes risquent d'être perturbés.

CHAÎNE I

20 h. 15 Feuilleton : Nans le berger.
20 h. 30 Série : Suspense. « L'accusé mène l'enquête ».
21 h. 40 Magazine médical, d'I. Barrère. Vie et mort de la cellule.

CHAÎNE II (couleur)

19 h. 45 Feuilleton : Valérie, de J. Gérard et J.-L. Roncoroni. Réal. F. Dupont-Midy. Avec S. Milhaud, G. Any, G. Casadesu.
20 h. 35 Dramatique : « Les Jardins des rois », de J. Tournier. Réal. J. Kerchbron. Avec D. Darréux, E. Labouret, G. Wilson.
22 h. 5 Émission littéraire : Italiques, de M. Gilbert.

CHAÎNE III (couleur)

19 h. 40 A livre ouvert, de J. Prateau.
20 h. 40 Cent ans de football.

FRANCE-CULTURE

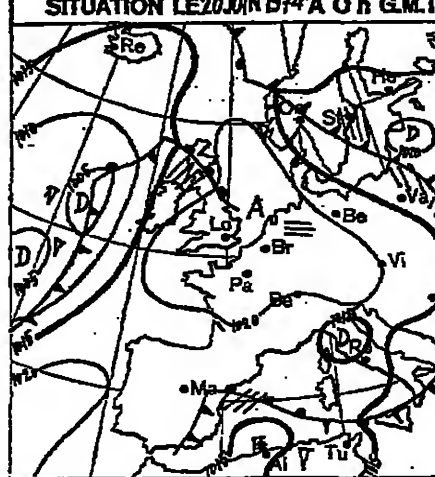
20 h. Rencontre avec René de Obaldia, avec E. Bourdel.
21 h. 30. Les grandes œuvres de la scène moderne : 21 h. 30. En son temps l'Opéra. Le véritable Italien : Puccini (1) ; 22 h. 35. Art, création, méthode : 22 h. Les livres scolaires : 22 h. 15. Le concert du dimanche. À propos de la version française du « Dictionnaire de l'Opéra » (Berlioz).

FRANCE-MUSIQUE

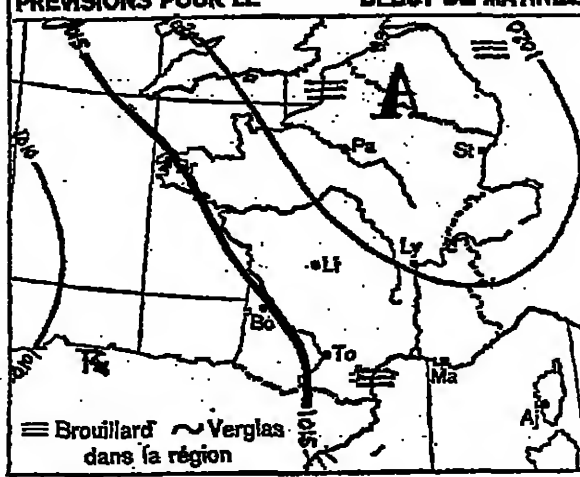
20 h. (S.). Dîner-concert (Ravel, Mozart, Couperin) ; 20 h. 30. Orchestre philharmonique de Belgique, direct. Z. Zoranyi, avec le concours de M. Tino, pianiste : « Sonata 1 » (Brahms) ; « Concerto pour piano et orchestre n° 4 » (Brahms) ; « Le Mer » (Debussy) ; 21 h. 35 (S.). Ensemble du domaine musical, direct. G. Amy : « Kontrabass » (Stockhausen) ; « Point d'arrêt » (A. Jolivet) ; « L'Unité-Acou » (Krzysztof) ; « Jeu et Farnes » (G. Amy) ; 22 h. (S.). La musique et ses classiques : 1 h. 30. Nocturnes.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20 JUIN 1974 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE DÉBUT DE MATINÉE



— Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)

Zone de pluie ou neige : averse orage S : Sens de la marche des fronts

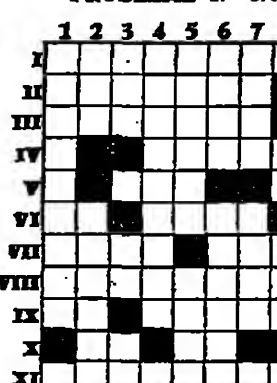
Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 20 juin à 0 heure et le vendredi 21 juin à 24 heures :

L'anticyclone centré sur la Belgique se décalera lentement vers le nord-est, tandis que la perturbation méditerranéenne se déplacera vers le sud-ouest. Le temps sera ensoleillé et chaud. Poursuite du pas de Calais, avec sur la Manche et le Bas-Languedoc, des formations brumeuses matinales évolueront assez rapidement. Sur les Pyrénées, puis sur l'Aquitaine, une tendance orageuse se développera ; le ciel deviendra nuageux l'après-midi et le soir, et quelques orages éclateront localement.
Les vents, faibles ou modérés, orientés au secteur sud-est.
Jeudi 20 juin, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 025,6 millibars, soit 769 millimètres de mercure.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 juin ; le second, le minimum de la nuit du 19 au 20) : Biarritz, 24 et 11 degrés ; Bordeaux, 23 et 8 ; Brest, 20 et 10 ; Caen, 22 et 11 ; Cherbourg, 17 et 8 ; Clermont-Ferrand, 22 et 7 ; Dijon, 23 et 10 ; Grenoble, 24 et 8 ; Lille, 19 et 11 ; Lyon, 23 et 11 ; Marseille, 29 et 15 ; Nancy, 21 et 7 ; Nantes, 29 et 13 ; Nice, 24 et 18 ; Paris, 24 et 13 ; Perpignan, 21 et 10 ; Pau, 24 et 11 ; Rouen, 23 et 14 ; Rennes, 22 et 10 ; Strasbourg, 23 et 10 ; Toulon, 22 et 11 ; Toulouse, 24 et 10 ; Ajaccio, 23 et 12 ; Poitiers-Piémont, 22 et 8.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 873



Solution du problème n° 872

HORIZONTALEMENT
I. Impératrice. II. Dessertes.
III. Ombre AP. — IV. Li. Tard.
V. Aides. — VI. Trépane. — VII. Aran. — 8. Irascible. — IX. Bu. Allées. — X. Pagel. — XI. Ut. Elèves.
VERTICALEMENT
1. Molâtre. — 2. Mât. Rupt.
3. Psi. Dira. — 4. Esther. Sage.
5. Rée. Se. Chel. — 6. R. Maille.
7. AT. Acerbe. — 8. Léar. Albion.
9. Espionnes. GUY BROUTY.

Chasse

LES REPRÉSENTANTS DES FÉDÉRATIONS REFUSENT DE SIÉGER AU CONSEIL ET A L'OFFICE NATIONAL

L'Office national de la chasse a publié le communiqué suivant : « Le 19 juin, les membres chasseurs du conseil d'administration de l'Office national de la chasse, présidé par M. Georges Bofet, ont pris la décision de refuser de siéger à la fois au conseil d'administration de l'Office national de la chasse et au Conseil national de la chasse et de la faune sauvage tant qu'ils ne seront pas en possession des moyens financiers indispensables au fonctionnement des fédérations départementales de chasseurs, conformément à la loi n° 110 du 31 juillet 1962 relative à la chasse et à la faune sauvage. Ils maintiendront cette attitude jusqu'à complète satisfaction, conformément à la proposition qu'ils ont faite au congrès des présidents de fédérations, les 17 et 18 juin, proposition adoptée à l'unanimité, et qui consistait à augmenter de 10 % par an la contribution des fédérations départementales de chasseurs pour assurer leur survie. »
La mesure actuelle le point alloué aux fédérations départementales de chasseurs sur le prix du permis est de 24 F.
Cette somme n'a pas été modifiée depuis 1969 et les présidents de fédérations font valoir que leurs frais ont considérablement augmenté depuis cette date, en particulier les charges de garderie (salaires, charges sociales, frais de déplacement pour les gardes).
Mais cette somme de 10 F demandée par les fédérations entraînerait une augmentation de permis, augmentant la dette pour l'État et le ministère des finances.

Assurer l'avenir. Faire un bon chiffre d'affaires. Prendre part aux marchés.

« Münsterland », région d'activités économiques. Au cœur de l'Europe, en Allemagne de l'ouest. Terres pour zones industrielles et d'habitation à un prix avantageux. Main d'œuvre stable. Bonne infrastructure. Des débouchés commerciaux et des marchés sont à votre portée. D'un intérêt certain pour les entreprises de toute importance qui désire aujourd'hui penser à l'avenir. Demandez notre documentation détaillée : ARBEITSGEMEINSCHAFT WIRTSCHAFTSFÖRDERUNG MÜNSTERLAND 44 Münster (R.F.A.) Klemensstraße 10, Téléphone 02 51 49 27 00, Télex 089 2678

Le Monde

Série des Abonnements
5, rue des Italiens
75001 PARIS - CEDEX 15
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 5 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-Communauté (sans Algérie)
60 F 123 F 171 F 238 F
TOUTS PAYS EXTERIEURS
PAR VOIE NORMALE
107 F 192 F 269 F 356 F

ÉTRANGER

par messagerie
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
77 F 123 F 199 F 280 F
II - PAYS-BAS
(motus rap. par voie norm.)
77 F 138 F 199 F 289 F
III - SUISSE
94 F 173 F 252 F 339 F
IV - AUTRICHE
94 F 173 F 252 F 339 F

Par voie aérienne

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou chèque) doivent bien indiquer ce chèque à leur demande.
Chaque abonnement est accompagné d'un prospectus de renseignements (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à nous adresser leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. Veuillez adresser vos lettres à l'adresse ci-dessous, en indiquant les noms et adresses en caractères d'imprimerie.

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent trouver leur journal chez les dépositaires.
Mais, pour permettre à ceux d'entre eux trop éloignés d'une agglomération d'être assurés de lire le Monde, nous acceptons des abonnements de vacances d'une durée minimum de deux semaines, aux conditions suivantes :

FRANCE :
Quinze jours 11 F
Trois semaines 28 F
Un mois 35 F

ÉTRANGER (voie ordinaire)

Quinze jours 28 F
Trois semaines 35 F
Un mois 50 F

EUROPE (avion)

Quinze jours 31 F
Trois semaines 45 F
Un mois 60 F

Dans ces tarifs sont compris les frais fixes d'installation d'un abonnement, le montant des numéros demandés et l'envoi des journaux. Pour faciliter l'inscription des abonnements, nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous les transmettre, accompagnés du règlement correspondant, une semaine au moins avant leur départ, en indiquant les noms et adresses en lettres majuscules.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 20 juin 1974 :

DES ARRÊTÉS

● Relatif à l'ouverture d'une section de certificat d'aptitude à l'inspection des écoles maternelles ;
● Autorisant le recrutement de professeurs assimilés aux agrégés et de professeurs assimilés aux certifiés des écoles normales nationales d'apprentissage et des centres de formation des professeurs techniques adjoints des lycées techniques.

ÉCOLE INTERNATIONALE

Enseignement Primaire et Secondaire privé

Cours ANNUELS et VACANCES

INTERNATI - EXTERNAT

Château des Bergues

91210 DRAVIL. Tél. : 903-70-02.

apprendre le chinois, un vrai jeu

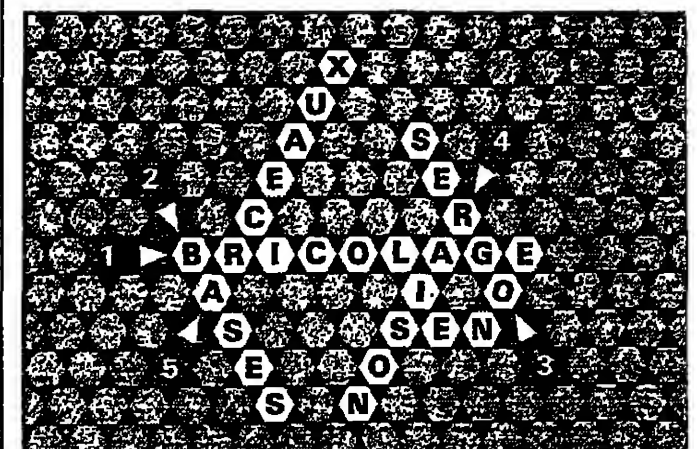
Quel meilleur moment que les vacances pour se débarrasser des idées toutes faites, des habitudes intellectuelles les plus enracinées ? Depuis toujours, vous saviez que les mots croisés c'était, tout simplement, un mot horizontal qui croisait un mot vertical ou inversement. Avec l'apparition du DIAMINO CHINOIS ceci n'est plus entièrement vrai.

Dans ce nouveau jeu de lettres, les mots se croisent en effet selon trois axes au lieu de deux : une horizontale et deux diagonales. Comme, dans chacune de ces diagonales, les mots peuvent être composés soit dans le sens ascendant, soit dans le sens descendant, vous aboutissez ainsi à cinq sens d'écriture

ou de lecture différents (voir exemple ci-dessous). L'utilisation de ces diagonales, au choix du joueur, dans un sens ou dans l'autre, facilite incontestablement la marche du jeu, rend celui-ci plus « ouvert ».

Mais ce que les amateurs de jeux de mots croisés apprécieront le plus dans le « Chinois », c'est la possibilité de constituer les mots « en cascade » : après la pose d'un mot, le joueur est amené, le plus souvent, à en constituer un, deux ou plusieurs autres dans la même foulée.

Le dépaysement par le « Chinois », des « cascades », cinq directions pour croiser ses mots en toute liberté : tout un programme de vacances, non ?



Les 5 directions d'écriture du DIAMINO CHINOIS sont concrétisées dans l'exemple ci-dessus par les mots BRICOLAGE (1), BASES (2), OGRES (3), RAISON (4) et ARCEAUX (5).

GAY-PLAY éditeur, Paris

صكنا في الامل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ARTS ET SPECTACLES

A PROPOS DE...

La crise de l'énergie et les transports urbains

Des villes plus économes et plus belles

Haussée du prix de l'essence, mais baisse de la T.V.A. payée par les transports en commun, doit les tarifs d'augmentation pas : intervention auprès du Conseil de Paris et des maires des grandes villes pour qu'ils étendent le réseau de collecteurs réservés aux autobus : multiplication des parcs de stationnement près des gares : telles sont pour l'essentiel les mesures récemment décidées par le gouvernement pour diminuer la consommation de carburants dans les villes, et dont on peut rapprocher la décision du président de la République d'interrompre les travaux de la voie express rive gauche. Sont-elles suffisantes ?

Experts et associations d'usagers des transports en commun, semblent d'accord pour estimer que le dispositif mis en place par les pouvoirs publics est incomplet. L'ampleur de la crise de l'énergie appelle, ou appellera à plus ou moins brève échéance d'autres remèdes. Mme Brigitte Gros, sénateur des Yvelines et maître de Méaulan, a déjà formulé un certain nombre de propositions (Le Monde du 19 juin). Le bureau d'études Battelle de Genève en a formulé d'autres à l'occasion d'un récent colloque organisé à Turin sur le thème « Les transports urbains et la crise de l'énergie ».

Que de déchets entraînent dans les cités les encombrements de la circulation ! Arrêts et démarrages fréquents, vitesses moyennes trop faibles, augmentent fortement la consommation d'essence. Assurer la fluidité du trafic améliorerait une économie de l'ordre de 20 à 25 % de la consommation totale des automobiles, assurent les techniciens. Mais comment ? Trop souvent, les carrefours sont équipés de feux automobiles qui bloquent la circulation même en dehors des heures de pointe. Pendant cette période, un simple changement de couleur, avec toutefois une priorité aux transports collectifs, suffirait. On pourrait aussi, suggère le bureau d'études, construire davantage de souterrains pour éviter les croisements en surface. Ainsi chaque automobiliste pourrait se déplacer à une vitesse uniforme de 55-60 kilomètres à l'heure, ce qui correspond à la fois au minimum de consommation et au maximum de débit que peut absorber une voie de largeur moyenne.

Les experts soulignent que le moteur Diesel soit plus utilisé. Son rendement est de 30 à 35 % supérieur à celui du moteur à essence, et il consomme environ 30 % de moins. Contrairement à ce que l'on pense souvent, il pollue moins l'atmosphère. Il est plus bruyant, mais le recours à de nouveaux matériaux absorbants pourrait facilement supprimer ce défaut. Espoir de tous les urbanistes et défenseurs de l'environnement, l'automobile électrique devrait être plus largement répandue. Avantages : elle est robuste et nécessite peu d'entretien. Inconvénient : elle est chère et son autonomie d'action est limitée. En attendant que de nouveaux progrès techniques, et pour compenser son prix élevé des formules d'utilisation collectives (taxi, self-service, clubs d'usagers) puissent être tentées. Un seul véhicule remplacerait ainsi avantageusement, et à un moindre coût pour la collectivité, sept à dix automobiles privées.

La consommation d'énergie de l'autobus rapportée au nombre de passagers par kilomètre parcouru est, en moyenne, dix fois inférieure à celle du train et est trois à quatre fois plus faible que celle de l'automobile, note le bureau

d'études. Mais il faut que les véhicules des transports en commun circulent sur des collecteurs réservés. A cet égard et malgré les demandes faites depuis plusieurs années déjà par les ministres des transports successifs, on doit déplorer le faible effort de la ville de Paris. Pour l'année 1974, le S.T.P. avait proposé l'aménagement de 72 kilomètres à contresens et 33,5 kilomètres dans le sens de la circulation. La préfecture de Paris a cru bon — sans doute par crainte de mécontenter certains élus — de retenir seulement 2,3 kilomètres à contresens et 16,2 kilomètres dans le sens de la circulation.

Contre mauvaise fortune bon cœur

La construction de mini-métros, moins onéreux que le métro classique, s'impose aussi. Un mini-métro fonctionnant en surface mais qui serait submersible et adaptable localement et progressivement à la circulation souterraine, voilà le véhicule qu'attendent toutes les cités de cent cinquante mille à un million d'habitants, affirme l'expert de Battelle.

Il faut souligner enfin la remarquable rentabilité des moyens de transport dits « naturels » c'est-à-dire la marche et « surtout » la bicyclette, qui sont respectivement quatre et quarante fois plus efficaces que l'automobile si l'on considère l'énergie dépensée par kilomètre parcouru. Dans une ville desservie et aménagée pour les piétons et les cyclistes, 40 à 60 % des déplacements pourraient être effectués à pied ou à vélo. Les spécialistes insistent toutefois sur la nécessité de créer un environnement favorable. Les destinations d'été, desquelles les piétons refusent de marcher versent du simple au quadruple (de 200 à 800 mètres) selon l'agencement du site ou de la rue.

En décidant de relever le prix de l'essence et de ne pas augmenter les tarifs des transports collectifs, le gouvernement fait financer par les automobilistes les transports en commun. Cette mesure est juste et courageuse.

Il reste à créer de nouveaux collecteurs réservés aux autobus ou de nouveaux parcs de stationnement, pour freiner davantage la circulation automobile. Pour l'instant, un peu mieux dans la plupart des villes de France. Par crainte de porter tort à l'industrie automobile en mauvaise posture et de peur de bouleverser trop brutalement les habitudes des citadins, les pouvoirs publics se sont pour l'instant contentés de demi-mesures. La gravité de la crise de l'énergie et la part qu'occupe l'automobile dans la consommation totale de carburant (près de 65 % en France) exigera d'autres sacrifices. Mais des sacrifices qui auront souvent l'avantage de rendre les villes plus attrayantes et qui permettront de faire contre mauvaise fortune bon cœur.

ETIENNE MALLET.

Districte parisien

A EVRY : l'environnement dans les colloques et... dans les rues

Jusqu'au 23 juin, diverses manifestations sont organisées dans la nouvelle d'Evry (Seine-et-Marne) sur le thème de l'environnement. Des « tables rondes », des films, des exposés, sont prévus, mais l'environnement à Evry, concrètement, qu'est-ce que c'est ?

De la boue. Parce qu'il y a toujours un quartier, une route ou une usine en chantier. De la boue qui transforme les routes en patinoires malgré les passages répétés de véhicules équipés de rouleaux et de brosses. Des routes, beaucoup de routes, trop de routes : l'autoroute du Sud, des voies

rapides, des échangeurs... Il a fallu un certain virtuosisme aux ingénieurs des ponts et chaussées pour obtenir de tels entrelacs de goudron sur un terrain aussi plat. Dans la ville nouvelle, le chemin le plus court d'un point à un autre n'est jamais la ligne droite. A celui qui s'en étonne et s'en inquiète, M. Michel Choquet, paysagiste de l'établissement public d'aménagement, rétorque qu'il est impossible d'obtenir en dix ans un environnement digne de ce nom. D'abord parce que lui-même est obligé d'attendre pour intervenir que le gros des travaux routiers soit achevé et ensuite parce qu'il faut du temps pour donner à chaque habitant les 25 mètres carrés d'espaces verts auxquels, en moyenne, il a droit.

En attendant, M. Choquet habille Evry. Il élève des talus pour dissimuler les voies des plantations d'arbres, dessine des voies piétonnes. Un maître mot pour lui : l'économie. L'espace public coûte si cher à entretenir qu'il préfère planter des arbres qu'engazonner. Autre exemple, le lac de Courcouronnes déverse les eaux de pluie du plateau dans une énorme canalisation souterraine, comme cela avait été étudié, mais par un ruisseau au nom évocateur : l'« Écoule s'il pleut ». C'est joli et c'est moins onéreux. Ou encore, pour que les rues ne soient pas perpétuellement envahies par les charniers du gaz ou du téléphone, M. Choquet a imaginé la conception de galeries techniques qui courent sous le trottoir. Solution agréable et économique, et dont on se demande pourquoi elle n'est pas étendue à toutes les villes de France.

« Mon métier, dit-il, n'est pas seulement planter des arbres, comme on le croit trop souvent. C'est aussi imaginer tout ce qui peut améliorer la vie des habitants : pistes cyclables, terrasses de loisir, etc. »

Une évidence diront certains. Vraie. « Je souhai-rais, raconte M. Choquet, faire construire un terrain de football à un endroit d'Evry. Les autorités m'ont dit : « Il y a tant d'habitants, vous devez avoir un terrain de ce type ». Surfaces avec 6 mètres de recul derrière les buts. Il sera en herbe, mais devra être réservé au club et interdit aux autres. « J'ai finalement renoncé à l'herbe et employé un procédé allemand en dur : c'est moins prestigieux, mais il n'y a aucun entretien et tout le monde peut jouer sur le terrain. »

L'environnement, c'est surtout aussi une sérieuse attention aux détails.

ALAIN FAUJAS.

CURE DE RAJEUNISSEMENT POUR LE CAFÉ DE LA PAIX

Connu des Parisiens comme l'un des plus anciens et des plus grands établissements de la capitale, le Café de la Paix, qui partage ses terrasses entre le boulevard des Capucines et la place de l'Opéra, fera ses portes au mois d'octobre prochain pour environ six mois, le temps de faire peau neuve.

Un peu plus que centenaire, puisqu'il fut ouvert en 1862, comme le Grand Hôtel dont il fait partie, le Café de la Paix n'est plus aujourd'hui techniquement adapté aux normes en cours. Avec un effectif de deux cent trente personnes, ce qui est, indiquait-on à ce propos à la direction, « terriblement lourd », la concurrence d'établissements de conception plus moderne, le Café de la Paix, s'il veut rester rentable, doit modifier ses structures.

Pour l'heure, il ne s'agit pas dans les projets de la direction de changer le cadre « à l'américaine » de la vieille maison, mais seulement d'en améliorer le confort, et d'adapter aussi, par un renouvellement complet des équipements techniques, les conditions de travail du personnel.

Pour l'instant, l'union C.G.T. des hôteliers, cafés et restaurants, a des le 15 juin, attiré l'attention sur le fait que le Café de la Paix, qui est un lieu de travail pour un grand nombre de personnes, ne bénéficie pas de la même protection que les autres lieux de travail. Les employés bénéficieraient bien évidemment des droits qui sont les leurs en pareil cas, c'est-à-dire des habituels dédommements pour licenciement.

(Comme le Grand Hôtel dont il dépend, le Café de la Paix appartient depuis 1971 au groupe hôtelier C.I.G.A. (Compagnie Immobilière de Grand Albert), qui contrôle également les hôtels Marlowe et Prince de Galles (Le Monde du 7 octobre 1973).)

Théâtre

« LE MÉDECIN MALGRÉ LUI » en version quadrilingue

Le Médecin malgré lui est l'une de ces choses d'un bonheur rare qui ont de la jeunesse, un air de santé insolent, parce qu'elles ont été écrites comme ça, de chic, sur la lancée, par un grand écrivain qui veut s'offrir une escapade sans s'arracher les cheveux. Ces œuvres, enfants de l'amour, s'en vont, sont souvent les plus fortes. L'auteur tient la forme, il est ouvert à tous les vents, il prend un argument de rien, une blague, qu'il a à sa main. Et il laisse venir. Il met des portraits tout vifs, règle un ou deux comptes, il fait des aveux charmants, il laisse pointer des humeurs. Il y a dans le Médecin malgré lui des échappées brusques qui donnent le vertige. Qui est donc cet homme déclassé, qui sait les langues mortes, qui a tenu des éplais et qui est resté muet maintenant à ramasser du bois sec et à battre sa femme lorsqu'il est ivre ? Qui est cette épouse qui n'a de quoi vivre, qui reçoit des raclées et qui prend fait et cause pour son homme des qu'un étranger veut la défendre ? Qui est cette jeune fille devenue muette tant sa famille la persécute ? Le jeu n'est pas l'important. Le comique des situations est énorme, mais l'effort est fait de fils sages, réfléchis, singuliers, affectueux, dramatiques, qui groupent que Molière est traversé d'idées neuves.

Jeune Théâtre National l'ont approuvé. Ils lui ont retiré sa fraîcheur. Ils ont oublié que la pièce a un fond. Que Molière est un génie qui avait un cœur. Ils ont ajouté des effets grossiers, ils ont forcé la gaieté. En tentant que comédiens, ils n'ont pas su se tenir, ils ont dépassé la mesure. Bien sûr, ils s'amusaient entre eux, ils criaient, grinçaient, font les guénales. Mais tout cela n'a plus de corps ni d'âme.

Voilà donc une œuvre d'une richesse extrême et bon enfant. Le metteur en scène Jean-Louis Thamin et les comédiens du

★ Atelier, 20 h. 45 (traduction simultanée en anglais, allemand, espagnol et japonais).

LES PRIX DE LA SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DRAMATIQUES

Les prix annuels de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, qui ont été remis mercredi, ont été attribués :

— Le Grand Prix de la Société des auteurs à Jean-Michel Damase ;

— Le Prix du théâtre à Jean-Claude Grumberg ;

— Le Prix spécial de la commission à Jérôme Savary pour le Grand Magic Circus ;

— Le Prix du cinéma à Yannick Bellon pour son film la Femme de Jean ;

— Le Prix Talents nouveaux à Claude Frey ;

— Le Prix Courteline à Bernard Minoret et Philippe Julian pour leur pièce les Morot-Chandonner ;

— Le prix Moussy-Bon à Maxime Weil.

Le théâtre suspendu

Les murs de la galerie du Théâtre d'Orsay sont couverts d'affiches criardes, le radio diffuse sans interruption des airs mielleux ponctués par des appels personnels et les tops de l'heure exacte. Deux filles et un garçon reproduisent la brutalité incontrôlée, la logique obsessionnelle, les brusques ruptures agressives des gestes dissociés de la « folie ». Pendant environ quarante-cinq minutes, ils ont de la force, de la présence, et provoquent un climat d'inquiétude, de danger. Mais bientôt leur propos par trop simpliste lasse, et on pense à autre chose en attendant qu'ils s'arrêtent. On se croirait revenu plusieurs années en arrière, au temps des happenings. — C. G.

★ Théâtre d'Orsay, 23 h. 15.

L'abandon de la voie express rive gauche

Les conseillers ouvrent le débat

La décision de M. Valéry Giscard d'Estaing de remettre en question le projet de voie express rive gauche a entraîné de nombreuses réactions dans les milieux parisiens. Sur l'initiative des élus communistes, qui ont déposé une question d'urgence à ce sujet, un débat s'engage ce jeudi 20 juin à l'Hôtel de Ville.

Les communistes demandent l'abandon du projet, la condamnation de « l'ingérence de l'Elysée » dans les affaires parisiennes et une nouvelle affectation pour les crédits disponibles. De leur côté, les élus U.D.R., à l'initiative de M. Christian de la Malène (rapporteur général du budget), ont eux aussi déposé une question et comptent — suivant en cela les suggestions de M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur — consacrer l'ensemble des crédits libérés, y compris la part de l'Etat, à des réalisations sociales, notamment des crèches.

Sans préjuger des suites de ce débat, on peut croire que le projet sera sinon abandonné, du moins différé, puisque, aux trente voix de la gauche, devraient s'ajouter celles des républicains indépendants et des centristes.

En effet, M. Jacques Dommati, ancien président du Conseil de Paris et leader des républicains indépendants, a déclaré : « Les deux groupes, républicains indépendants et Libérés de Paris, qui sont la structure du comité de liaison du soutien à Valéry Giscard d'Estaing, se réuniront pour prendre position sur l'ajournement de la voie express rive gauche. Mais, selon moi, ce comité de liaison, qui comprend vingt-deux conseillers, aura les orientations données par le président de la République, ce qui signifie en clair qu'à l'Hôtel de Ville, il n'y a pas de majorité pour la voie express rive gauche. »

Les socialistes, par la voix de M. Michel Sallès, « communistes nouveaux » que la décision, vient de l'Elysée. Georges Pompidou avait décidé d'aménager cette voie. Valéry Giscard d'Estaing décide de l'abandonner. Cela démontre que les prérogatives du Conseil de Paris sont mises en brèche. « Sur le fond, nous constatons que tout ce que nous avons pu déclarer à la tribune du Conseil sur l'environnement, la coût des travaux, l'insécurité de cette voie est reconnu par les plus hautes instances de l'Etat. »

de La tour de mars

vous ne verrez peut-être pas le soleil se coucher sur l'Acropole, mais

vous verrez la plus belle ville du monde

s'endormir à vos pieds

Un placement immédiat à prix fermes.
Une plus-value
et une rentabilité importantes prévisibles.
Un emplacement exceptionnel en bord de Seine.
Les appartements sont tous terminés.
Quelques-uns encore disponibles.
Vous pouvez les visiter aujourd'hui même.
33, quai de Grenelle
Prenez rendez-vous, S.A.F. 622.10.10.



SAF 42 Av. de Friedland 75008 Paris 622.10.10

SIREF U F isaci

ARTS ET SPECTACLES

Musique

FESTIVAL SOVIÉTIQUE AU THÉÂTRE DE LA VILLE

« Octobre » de Prokofiev

Succès populaire, mais morosité musicale mardi au Théâtre de la Ville pour l'ouverture du deuxième Festival russe et soviétique, dont l'organisation est incluse dans le protocole d'échanges culturels franco-soviétiques ; un cadre donc très officiel (1). Grand chef d'orchestre, Kirill Kondrachine n'a pu tirer très bon parti d'un ensemble, ce soir-là bien médiocre : l'Orchestre national, avec pas mal de remplaçants, ne rassemblant rien à celui que dirige Gellidache, surtout les cordes aux sonorités laides et étirées, dans la fraîche *Kamerata* de Glinka, et le *Premier Concerto pour piano* de Tchaïkovski. Alexandre Slobodanik, visage pâle sous un flot de cheveux blonds, y démontre une virtuosité irréprochable et sage, dépourvue de caractère, d'imagination et de véritable élan.

Heureusement, il y avait du mouvement et de la couleur dans la cantate *Octobre* (1836-1937), sur des textes de Marx et de Lénine, où Prokofiev, dépensant gaillardement et activement la grande Révolution en son musicien de film : terrible ouverture, puis les chœurs murmurent en bougonnant la fameuse phrase liminaire du Manifeste (*Un spectre hante l'Europe*), un beau chœur convaincu illustre les *Thèses sur Feuerbach* (*Il s'agit à présent de changer le monde*), et l'on s'engage dans la lutte (*Nous marchons en rangs serrés* à l'harmonie imitative), les cors battent la campagne, l'horreur grandit, les chœurs de femmes, perchés sur des nuages prophétiques, chantent : *« La crise est mûre, nous vaincrons »*. Tous discutent allègrement les articles des journaux, les soldats blancs descendent au coude à coude, comme sur les escaliers d'Odesse. Tumulte, gym-

bales, trompettes, tocsin, les femmes attisent le feu. L'entrée des accordeons marque que la victoire est proche ; ça cogne dur, la course est effrénée, les sirènes mugissent. Alors, peu à peu l'atmosphère se détend ; on se prend même à rêver comme dans *Roméo* : « *Contrairement nous pourrions fêter la victoire ! La glace est trisée dans tous les coins du monde ! Nous avons besoin que s'accroissent les forces du prolétariat ! Vigoureux chant d'action de grâces, grande symphonie avec un intermède féérique. Une dernière fois les prophètes bougonnent et l'œuvre s'achève par le retour des *Thèses sur Feuerbach* : « Les philosophes n'ont fait que donner différentes explications du monde ; il s'agit à présent de le changer ».*

Créée seulement en 1966 et non publiée (les parties sont toujours manuscrites) (2), cette cantate a dû éveiller quelque défiance à sa naissance ; elle est maintenant expurgée de deux textes : le serment de Staline sur la tombe de Lénine et le rapport au huitième Congrès, dit « Constitution de Staline ». Telle quelle, elle paraît plus pittoresque que convaincante. Join de la foi et de la grandeur épique d'un Chostakovitch. Mais l'interprétation de Kondrachine fut flamboyante, avec les admirables chœurs d'Alexandre Kozlov, qui ont réentendu à capella ce jeudi et mercredi prochains. Deux concerts à ne pas manquer.

JACQUES LONGCHAMPT.

(1) Le premier Festival avait eu lieu en mai 1969.
(2) Il existe un excellent enregistrement (couplé avec la berceuse de la Garde de la paix, sous la direction de Dmitri Chostakovitch) du monde, LDX-A-78423, qui a reçu le prix de l'Académie Charles-Cros.

« DIDON ET ÉNÉE » de Purcell, à Versailles

Autant la représentation des *Indes galantes*, de Rameau, semblait s'imposer à Versailles, autant celle paraissait une gageure d'opéra à la Cour de France. L'Opéra royal *Didon et Énée*, de Purcell, une tragédie de chambre, presque un drame de poche. Le parti a cependant été tenu — et brillamment — par Dominique Delouche (le metteur en scène de cette co-production du Mal de Versailles), par le chorégraphe Adolfo Andriani et par Gabriel Bussuget qui supervisait l'ensemble.

Deux obstacles semblaient s'opposer à leur projet : le resserrement de l'action dramatique en scènes clés et le petit nombre de protagonistes réduits au héros troyen, à la souveraine carthaginoise, à sa suivante et au trio des magiciennes.

Le caractère intimiste de la musique, calqué sur les intentions

profondes de la poésie anglaise, semble également en désaccord avec le cadre, traditionnellement associé, dans nos esprits, aux fastes de l'esthétique française. Songeons en effet que Purcell destinait son œuvre à une représentation de pensionnaire, à une distribution des prix dans un collège de jeunes gens. Mais la difficulté a été tournée au prix de quelques artifices : le lieu scénique est totalement utilisé par les chœurs et le corps de ballet, ce qui facilite leur entrée en scène. Les personnages principaux occupent une surface réduite aux alentours du centre, où une large couloir surélevé de quelques marches est surmonté d'un dais de tissu sombre, joue le rôle d'alcôve, de lieu de repos, de lieu de la lune, leur couple, au creux des consignes envahies d'ombre, évoque une composition de Delacroix. Mais les amants se quittent sur ordre de Mercure ; Didon s'égare alors à l'avant-scène, débambule à grands pas, sillonant les planches comme un fauve, et cette énergie vacillante prend tout son sens par contraste avec une mise en scène généralement hiératique, assésée par le vœux et le brocart des costumes du dix-septième siècle.

Le mouvement et une fantaisie d'inspiration fantastique (le ritournelle des démons, l'évocation des enfers) se concentrent dans les interludes dansés et dans l'épisode des sorcières. Les interprètes auraient-ils pu être pu mettre un contrepoint en valeur par de franches ruptures de nuances et de style. Mais l'orchestre de chambre Jean-Bernard Thomas a préféré aux tentatives vives un dégradé de nuances moyennes, et aux articulations tranchées des rythmes souples et équilibrés. Mieux valait, il est vrai, ménager les chanteurs (Ava June et Henri Sie dans les rôles titulaires).

ANNE REY.

* Prochaine représentation : jeudi 20, à 20 h. 45.

■ Le bureau de jazz de l'O.R.T.F. organise deux éditions publiques le vendredi 21 juin (orchestre de jazz traditionnel) et le samedi 22 juin (orchestre de jazz moderne), au studio 185 de la Maison de l'O.R.T.F. Pour tous renseignements, s'adresser à la Maison de l'O.R.T.F., place 6433, ou téléphoner à 224-36-55.

■ Le Sixième Festival d'été de Sceaux se déroulera du 21 juin au 1er octobre. Il débute par un concert de l'Orchestre de l'Île-de-France, direction Ariva Elmhorn (le 27), auquel succéderont l'Orchestre Paul Kuentz, le Trio à cordes français, le Duo Bonegger, le Quintette à vent de Paris, l'Orchestre de chambre de Rouen, etc. (Renseignements : S.M.E.S., 8, rue de Sceaux, 92330 Sceaux.)

■ Le Juillet musical de Saint-Germain-en-Laye se déroulera salle Maurice-Berthelot, place Maurice-Berthelot, le 27 juin, à 21 heures, par Yvonne Lefebvre et le Quatuor de l'O.R.T.F. (Mozart, Schumann, Fauré), les cours d'interprétation dirigés par Yvonne Lefebvre et René Jochims auront lieu du 1er au 29 juillet et les concours Debussy le 23 juillet. Renseignements : 1, rue Marcel-Aubert, Saint-Germain-en-Laye, de 18 heures à 20 h. 30. Tél. : 573-15-26.

PRESSE

M. SERGE JULY DEVIENT DIRECTEUR DE « LIBÉRATION »

Un nouveau nom fait son apparition dans la manchette du quotidien *Libération*, celui de M. Serge July, qui remplace M. Jean-Paul Sartre au poste de directeur.

C'est la maladie qui a amené M. Jean-Paul Sartre à abandonner ses fonctions. Le 24 mai, il écrivait à « Une de *Libération* » : *« Vous connaissez mon état, vous savez que je suis malade et que je ne peux assumer mes responsabilités de directeur de notre journal. Mais vous savez aussi que je reste entièrement avec vous (...) »*.

[M. Serge July est un ancien directeur de la gauche prolétarienne, mouvement qui a été dissous en mai 1973. Il est co-auteur avec M. Alain Geismar de « Vers la guerre civile » (Denoël). Il a publié, dans « le Monde » du 11 avril 1973, une libre opinion « Pour la cause du peuple » et a été co-signataire avec MM. Jean-Paul Sartre, Philippe Gavi et Bernard Lalloumand d'une autre libre opinion « Pour un peu de liberté » qui portait sur les difficultés de « Libération » (« le Monde » daté 23-24 décembre 1973).]

■ Un accord est intervenu le 19 juin entre l'Union nationale des syndicates de journalistes et les deux syndicates patronaux de quotidiens régionaux (S.N.P.Q.R.-S.Q.R.) sur la révision de la grille hiérarchique des journalistes. Celle-ci doit entrer en vigueur à partir du 1er juin. D'autre part, une augmentation de 2 % de réévaluation sera appliquée le 1er septembre.

■ La parution de trois des principaux journaux britanniques, le *Times*, le *Financial Times* et le *Daily Mirror* a été gravement perturbée le 20 juin en raison d'un mouvement de solidarité du syndicat d'employés d'imprimerie « Sogat » motivé par les revendications salariales de leurs collègues de province. — (A.F.P., A.P.)

GRENOBLE « EN FÊTE »

AVEC GUY REIBEL

(De notre correspondant.) Grenoble. — Lancée pour la première fois à Grenoble en 1971, la Fête sur les places, rebaptisée Opération ville en fête, se propose jusqu'au 18 juillet de faire sortir l'animation artistique et culturelle dans la rue. Cette manifestation, à laquelle la ville affecte un budget particulier — 150 000 francs cette année — permet aux créateurs et aux artistes de rencontrer des publics qui ne fréquentent pas habituellement les équipements culturels. Fruit d'un travail essentiellement collectif, la Ville en fête bénéficie davantage encore cette année de la participation des animateurs de quartiers qui ont aidé à sélectionner et à accueillir une série de manifestations théâtrales, musicales, plastiques et chorégraphiques.

La plus importante est incontestablement l'opération chorale et électro-acoustique de Guy Reibel, *Rabelais* en fesse, qui, avant d'être présentée en juillet au Festival d'Avignon, sera créée samedi 22 juin, à Grenoble, et offerte gratuitement pendant une semaine à tous les habitants. Le compositeur Guy Reibel, du service de recherche musicale de l'O.R.T.F., a découpé dans l'œuvre de Rabelais des passages métaphoriques, particulièrement en valeur des idées de l'auteur, « qui sont, dit-il, d'un modernisme extraordinaire » et révisés son « *déjà verbal et son goût du langage* ». Le tout étant compatible évidemment avec une illustration visuelle et sonore.

Cette illustration, dont la responsabilité a été confiée à Pierre Barrat, directeur de l'Opéra du Rhin, implique la participation de six comédiens, de huit chanteurs (un ténor solo et sept membres de l'ensemble vocal Stéphane), de quatre groupes de chœurs (l'ensemble vocal Stéphane Calliat, trois chorales grenobloises), ainsi que de formations orchestrales (un groupe de musiciens du Big Band, d'André Anelli, l'orchestre à cordes de l'ensemble instrumental de Grenoble dirigé par Stéphane Cardon, un petit orchestre dirigé par M. Ceccato, et enfin, plus abstrait, peut-être mais tout aussi important, deux synthétiseurs électroniques du groupe de recherche musicale de l'O.R.T.F. pour la musique de l'avenir). Un spectacle mettant en action deux cent cinquante exécutants qui devrait trouver sur la place Saint-André, au pied du Palais de justice, un cadre correspondant parfaitement à ses dimensions. — R. E.

CONCOURS DU CONSERVATOIRE

TRUMPETTES. — Premiers prix : François Pivrier (à l'unanimité), Alex Perdigon (à l'unanimité), Yohann Chénier (à l'unanimité), Bernard Desjardes.

SAXOPHONE. — Premiers prix : Yves Gouillard, Joël Bateau ; deuxième prix : Christiane Hecht.

INSTITUT

Académie des beaux-arts

L'APPORT DE LA PHYSIQUE À L'ART ABSTRAIT

Président de l'Académie des sciences et de l'Institut, M. Jean-Jacques Trillat est venu mercredi 19 juin à l'Institut de France, en l'honneur de la séance des conférences de l'Académie des beaux-arts sur « L'apport de la physique à l'art abstrait ». L'orateur pensait surtout, évoquant la parenté comme les différences de l'art et de la science, l'apport de nouveaux moyens d'investigation de la matière, notamment les rayons X... et le microscope électronique ; les possibilités d'explorer des régions invisibles à l'œil et d'y découvrir des formes insoupçonnées et souvent d'une grande beauté. Ils pourraient donc être, et sont parfois, des sujets d'inspiration pour l'artiste. Et de comparer des formes cachées, dévoilées par les instruments les plus perfectionnés avec les créations de maints artistes du XXe siècle. Cette confrontation fait parfois apparaître d'étonnantes convergences, entre la photographie scientifique et la production du peintre ou de l'architecte. On les observe surtout ces convergences, dans des œuvres antérieures à l'invention des récents moyens d'investigation de la matière, comme si l'artiste découvrait en lui, dans sa projection sur la toile, les formes les plus admirables de la nature examinée dans ses plus fins détails.

Quelle est l'origine de cette ressemblance ? Évident, connaissance des progrès de la science ou révélation intuitive de formes qui correspondent à un sentiment esthétique basé sur un principe d'équilibre et d'équilibre, comme s'il avait chez l'artiste une sorte de présidence subconsciente qui lui fait deviner l'architecture et l'harmonie de la matière ? La question reste ouverte.

Variétés

MAKEBA A L'OLYMPIA

Comme les plus grands, Makeba a rempli une scène et y joue le soleil, le cœur, l'âme, le corps, et y lance un cri, l'écho d'autres voix, qui dit la souffrance, l'humiliation et la révolte, la liberté et la confiance dans l'avenir, qui nous rappelle gravement que sur le continent africain des enfants ont faim et que les autres ont peur d'eux. Makeba, qui s'endosse sa négritude avec un soupçon d'aise, chante l'Afrique, les richesses volées sans vergogne, se souvient des faubourgs noirs de Johannesburg, où elle est née et où sa mère était femme de ménage et son père instituteur.

On le sait, au début des années 60, le mouvement sud-africain lui a tenu son passeport. Aujourd'hui elle est à huis, provenant de la Guinée, de l'Ouganda, du Kenya, du Soudan, du Libéria... et, ayant depuis longtemps dépassé le folklore et recouvert les sources mêmes de la « black-music », elle rend au continent noir son héritage. Avec une voix superbe, qui de douleur, de rage, de colère, de joie, de tristesse, de passion pour dire simplement : je t'aime dans des chansons d'une étonnante richesse harmonique et qui ont toujours bien entendu le « beat ».

Myrian Makeba est à l'Olympia pour peu de temps. A peine une semaine. Ce qu'elle dit, ce qu'elle chante, concerne, touche chacun de nous.

C. F.

Les Variations à Musicorama

Apparus en France il y a déjà cinq ans, les Variations ont choisi l'exil aux États-Unis pour trouver une ambiance propre à laisser courir leur rock and roll et à exprimer pleinement ce qu'ils étaient capables de faire.

Les voici de retour pour quelque temps seulement, car ils ont trouvé outre-Atlantique un public qui les a adoptés ; séduit par une musique inscrite dans la bonne tradition du rock and roll, solidement construite, pleine de vigueur et de violence tonique, jouée avec toute l'énergie et toute la simplicité désirables, avec homogénéité et avec une technique plus qu'honorabile.

Selon un axiome qui, autrefois, régnait aussi dans la musique de jazz, « les groupes français ne peuvent être bons ». Marc Tobaly, Jacques Grande, Joël et Jacky Bitton administrent sur scène la preuve du contraire. — C. F.

Cinéma

■ Dans le cadre du « Hootenanny », l'Olympia présente, le mardi 25 juin à 21 h. 30, un spectacle consacré au *hango américain* avec Art Rosenbaum et Bill Keith ; le mercredi 26 juin à 21 h. 30, une soirée de folk anglais, avec John Renbourn et John James et, le jeudi 27 juin à 21 h. 30, un récital de Stefan Grossman.

A la Commission de contrôle cinématographique

- UNE AUTORISATION : « Emmanuelle »
- UNE INTERDICTION : « Mohamed Diab »

La commission de contrôle cinématographique vient de proposer la levée de l'interdiction de sortie du film *Emmanuelle*, réalisé par Just Jaeckin d'après le roman érotique d'Emmanuelle Arsan.

La commission, en revanche, s'est prononcée contre la sortie du film *Mohamed Diab*, qui relate la mort survenue le 23 novembre dernier d'un ouvrier algérien dans un commissariat de Versailles. La procédure d'instruction relative à cette affaire est en cours. Malgré de nombreux témoignages, elle ne paraît avoir fait aucun progrès depuis l'inculpation pour homicide involontaire du sous-brigadier René Marquet. Ces deux propositions de la commission de contrôle doivent être ratifiées par le secrétaire d'État à la culture, M. Michel Guy.

■ La cinématèque française organise du 21 au 25 juin un hommage au réalisateur américain Lionel Rogosin. Le film « Good Times, Wonderful Times » sera présenté en avant-première le vendredi 21 au soir, à Chaillot. Ce film pacifique mêle des actualités de guerre aux souvenirs nostalgiques de vétérans.

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : *Coste fan tulle*.
Comédie-Française, 20 h. 30 : les *Marrons du feu* ; le *Légataire universel*.
Théâtre de Chailhot, salle Gémier, 20 h. 30 : *Phédon* ; Grand Théâtre, 20 h. 30 : *Troilus et Cressida*.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : *Festival de musique russe et soviétique*.
Théâtre de l'Est parisien, 20 h. 30 : *Cinéma (Quinzaine des réalisateurs)*.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : la *Mort*, la *Pennine*.
Atelier, 20 h. 30 : le *Médicament* malgré lui.
Athénée, 21 h. : la *Sera faible*.
Bouffes, 21 h. 30 : *Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, me suis enfui*.
Capucines, 20 h. 45 : *Sauvage* ; *Le poison rouge* est au courant.
Caré-Théâtre, 20 h. : *Mon oeil*.
Cartoucherie de Vincennes, 20 h. 45 : *Le spectacle de la mort*.
Léonard, 21 h. : la *Sera faible*.
Affaires microbiologiques du roi des animaux.
Charles-de-Rochefort, 20 h. 45 : *Jamais deux sans trois*.
Scène normale supérieure, 20 h. 30 : *La Mort du Docteur Faustus*.
Européen, 21 h. : *Le Grand-Guignol* revient.
Gaité-Montparnasse, 21 h. : *Loretta*.
Gaité-Théâtre, 21 h. : *Candida*.
Huchette, 20 h. 45 : la *Cadiatrice*.
Chauvillat, 21 h. : *Leçon*.
Jeu Club, 21 h. : *Cygne et le*.
L'Alcôve, 20 h. 30 : *Mouly*.
Bloom, 22 h. : les *Horizontaux*.
24 h. : *Prison-corps*.
Madelaine, 20 h. 30 : la *Tourmente*.
Michodière, 20 h. 30 : l'Aracour.
Montparnasse, 21 h. : *Qu'est-ce qui*.
Mouffette, 20 h. 30 : *Michaux*.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la *Cage aux folles*.
Piaf, 20 h. 15 : *En attendant*.
Cocod, 20 h. 45 : *Le*.
Poché-Montparnasse, 20 h. 45 : le *Premier*.
Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : le *Tartuffe*.
Saint-André-des-Arts, 20 h. 30 : *Hommage à Pablo Neruda*.
22 h. : *MacLoma*.
Théâtre de la Cité internationale, la *Ressource*.
21 h. : *Chaque*.
21 h. : *Antigone*.
21 h. : le *Nuage amoureux*.

THÉÂTRE DE LA CITE INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE

21, rue de la Harpe, 75005 Paris. Tél. : 43.59.43.52

THÉÂTRE OBLIQUE

« LA RESSOURCE »

Tous les soirs, sauf dim. et 21 h.

UN SOIR, TARD,

D'ICI QUELQUE TEMPS

de SAMUEL BECKETT

Comédie Krapp's Last Tape

Souffle

Théâtre de la Cour des Miracles

20 h. 30 : *J'ai confiance en la justice du mon pays*.
Théâtre de la Cour des Miracles, 20 h. 30 : *Comment harpagonner le requin*.
22 h. 30 : *Phédon*.
20 h. 45 : *Haut-parleurs et cœurs*.
Théâtre de la Cour des Miracles, 21 h. : *Toujours aussi cœurs*.
Théâtre de la Cour des Miracles, 20 h. 30 : *Le jour de la omniscience*.
Théâtre de la Cour des Miracles, 20 h. 30 : *Le Grand*.
Théâtre de la Cour des Miracles, 20 h. 30 : *A or J & Cie*.
Théâtre de la Cour des Miracles, 20 h. 30 : *Do you speak music ?*.
22 h. 15 : *Se négocier*.
20 h. 30 : *Yahia*.
Variétés, 20 h. 30 : *Opéra non stop*.

Les théâtres de banlieue

Irry, théâtre, 21 h. : la *Jalousie* du Barboville.
Montreuil, salle Marcelle-Berthelot, 20 h. 30 : *Le Bureau*.
Nanterre, Théâtre des Américains, 20 h. 30 : *Phileas Fogg*.

Les cafés-théâtres

Au Bec (10), 21 h. 30 : *Peydeau*.
22 h. 30 : *Le culte de la longue*.
Léonard, 21 h. : *Yann B.*.
Au Vrai Café parisien, 20 h. 30 : *Grand Combat*.
21 h. : *Jacques Higelin*.
Café d'Edgar, 20 h. : *Vidéo-théâtre*.
22 h. : *Les Petites Filles modèles*.
Café de la Gare, 20 h. 30 : *Culture*.
22 h. 30 : *Just a quick sweet dream*.
Café-Théâtre de Neuilly, 22 h. : *Paradise*.
Café-Théâtre de l'Odéon, 21 h. : *Hula Oles*.
22 h. 30 : *Quand l'homme grande, j'étais paranoïaque*.
Le Grand, 20 h. 40 : *Histoire du fobuleux*.
Hôtel Beuret, 22 h. 30 : la *Mal-tresse*.
Le Jaur de Péta, 21 h. : la *Manivelle*.
22 h. 30 : *Mr Galska*.
23 h. : *C'est ce mouchoir qu'on croit avoir mouchoir*.
24 h. : *Les Dessins de*.
Petit Casino, 21 h. 30 : la *Retraite de Greta Garbo*.
22 h. 45 : *Doitby*.
Pizzeria du Marais, 20 h. 30 : *Sainte Jeanne du Lazare*.
22 h. 30 : *Pousses les murs*.
Le Séphora, 21 h. 30 : *Ma tête est malade*.
22 h. 30 : *J'ai le crachou*.
Le Tripot, 20 h. 30 : *Les Aventures*.
21 h. : *Le grand*.
La Vieille Grille, 20 h. 30 : *Alan Silva*.
22 h. 30 : *Qu'avons-nous fait de Jack Harrison*.

SOUS LES AUSPICES DE L'OFFICE DE TOURISME DE PARIS

OPERA

LE BALLET DE L'OPERA

AU PALAIS DES CONGRES PORTE MAILLOT

DU 9 JUILLET AU 3 AOUT 1974

LES ÉTOILES, LE CORPS DE BALLET ET L'ORCHESTRE DE L'OPERA

DANS

NOTRE DAME DE PARIS

BALLET EN DEUX ACTES DE ROLAND PETIT

9-10-11-12-13-15-16-29-30-31 JUILLET 1974

1-2-3 AOUT 1974

A 21 HEURES

LE LAC DES CYGNES

17-18-19-20-22-23-24-25-26-27 JUILLET 1974

A 21 HEURES

PLACES 20 F - 30 F - 45 F

LOCATION au Palais des Congrès de 12 h 30 à 19 h. (Tél. 747.27.78) et toutes agences.

La LOCATION PAR CORRESPONDANCE s'achève le 14^e jour précédant chaque représentation.

سكينة الالح

offres d'emploi

msia
En Informatique,
l'important c'est l'expérience

L'expérience, nous l'avons.
Depuis 12 ans, nous avons étendu notre réseau télé-informatique en France et en Grande-Bretagne, diversifié la gamme des produits offerts à nos clients, maintenu la qualité du service fourni.

L'expérience, c'est ce que nous demandons aux hommes et aux femmes qui rejoindront, cet été, se joindre à nos équipes.

INGÉNIEURS COMMERCIAUX
engagés depuis 3 ou 4 ans (parc succès) dans une activité de vente ou de négociation à bureau d'étude, de préférence dans les secteurs Pétrole - Travaux Publics ou Banque - Assurances.
(R4). F.T.P.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES
confirmés dans un des domaines suivants : Calcul de Structures ou Résistance des Matériaux, Développement d'Enquêtes, Géophysique et Sismique.
(R4). D.A.

Si notre expérience vous intéresse, parlez-nous de la nôtre : S.I.A., 35, boulevard Brune, 75014 PARIS.

IBM
recherche
pour son département central immobilier
jeune ingénieur
grande école
responsable
DE PROJETS IMMOBILIERS

Les candidats devront :

- avoir 3 à 4 années d'expérience bureaux d'études ou entreprises bâtiment et travaux publics
- être capables d'assurer la coordination d'études et travaux tous corps d'état, ce qui implique de nombreux contacts extérieurs
- être libérés des obligations militaires.

Adresser candidature sous référence 900 à Monsieur Y. PREVOTEAU
Cie IBM France, 168, rue de Rivoli, 75001 Paris

RISK MANAGEMENT
étude, analyse et traitement des risques de l'entreprise. C'est le nouveau service que notre CABINET CONSEIL offre à sa clientèle d'entreprises. Nous cherchons pour en prendre la responsabilité

un jeune consultant
de formation supérieure. Ses compétences en droit, en gestion, lui permettent d'appréhender avec imagination les risques de l'entreprise. Son action débouche sur des mesures appropriées de conservation et de protection du patrimoine :

- biens, personnes, activités, projets.

Ce poste, axé sur l'entreprise, son environnement, son développement demande un esprit ouvert, curieux, réaliste et critique. Les Cadres intéressés adressent leur candidature (sous référence 2698 M) à G. BARDOU.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, rue Royale-75008 PARIS
membre de l'ANCERP

MAISON D'ÉDITION TECHNIQUE
PARIS

cherche
pour secondar Directeur Général
DIRECTEUR COMMERCIAL
35 ans minimum.

Formation supérieure (grande école ou licence) et qualité de contact indispensables.

Ecrire avec curriculum vitae, références et indication de la rémunération souhaitée, à E.M.E., 4, rue Cambon - 75001 PARIS.

quaternaire éducation

Société de conception et de réalisation de systèmes éducatifs

recherche

UN INGÉNIEUR - FORMATEUR

- Il doit posséder une double formation supérieure scientifique et de sciences humaines.
- Il a une expérience professionnelle de 5 ans au moins.
- Il a animé des cycles de formation.

Il sera chargé, au départ, de définir et de mettre en place les enseignements non scientifiques d'une école d'ingénieurs en Algérie.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et d'une photo doivent être adressées à :

quaternaire éducation
34, rue de Liège - 75006 PARIS.

offres d'emploi

ANALYSTES-PROGRAMMEURS DÉBUTANTS

Nous cherchons des candidats débutants (I.N.S.A., I.D.N., MAITRISE, D.U.T.) libérés des obligations militaires.

Après une formation complète (commençant le 1^{er} septembre 1974) ils entreprendront une carrière au sein du service informatique d'une grande société de distribution.

Les candidatures sont à adresser sous réf. 10 M à : M. COUDURIER-DUPLOUX, 4, place Charles-Richer, 93330 NEUILLY-SUR-MARNE.

EI Compagnie Générale d'Informatique

IMPORTANT CONSTRUCTEUR
recherche

INGENIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL
confirmé

Cette offre s'adresse à des Ingénieurs Grandes Ecoles ou Universitaires (bonne formation en Informatique générale, ESE, SUPAERO, IMAG-ENSEEITH).

Ayant acquis plusieurs années d'expérience dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- système d'exploitation, téléinformatique,
- base de données,
- software de base

Adresser lettre de candidature manuscrite CV détaillé, photo et références sous référence 13.182 à : M. P. M. 10, rue de la République, 93330 NEUILLY-SUR-MARNE.

IMPORTANTE ENTREPRISE T.P.
recherche pour travaux de viabilité

1) POUR REGION EST
1 INGENIEUR CONFIRMÉ
possédant une solide expérience de chantier dans cette spécialité.

2) POUR REGION PARISIENNE
DEPARTEMENTS DE L'EST
2 JEUNES INGENIEURS
OU
TECHNICIENS SUPÉRIEURS
débutant se créer situation.

Ecrire sous réf. 6.643 : P. LICHOU S.A., 10, rue Louvois, 75003 Paris Cedex 02, qui transmet. DISCRETION ASSURÉE

BANQUE INTERNATIONALE
de grande renommée (Paris-2^e)
recherche

ATTACHÉ DE DIRECTION
CRÉDITS INTERNATIONAUX

Le poste implique des contacts directs avec des Sociétés et des Organismes Internationaux pour leurs problèmes de crédits en Europe.

Le candidat devra, de formation supérieure style Ecole de Commerce ou équivalent, être minimum 27 ans, avoir une expérience des procédures administratives et comptables ainsi que de l'exploitation commerciale.

Une très bonne connaissance de l'anglais est également nécessaire pour ce poste évolutif.

Ecrire avec C.V. sous réf. A.C./C.I. à T.A.S., 71, rue La Boétie, 75008 PARIS, qui transmettra à nos Conseillers chargés de ce recrutement. Discretion absolue garantie.

CONTINENT
recherche

RESPONSABLE TEXTILES
STAGIAIRE

Le cadre retenu sera chargé, après formation, de la gestion générale (achat, commercialisation, personnel, etc.) des rayons et sous-rayons textiles : confection hommes, femmes, enfants, etc., d'un des hypermarchés de la Société.

Lieu géographique à déterminer.

L'expérience de la vente en grandes surfaces est souhaitée.

Adresser les candidatures à : Simon MATRIEU, 64, rue de Provence, PARIS-9^e.

POUR SECONDER SON
CHEF DU PERSONNEL

Importante Société d'Informatique, 1.500 personnes, dominante cadres. Très proche banlieue SEF, rech.

Diplômé Enseignement Supérieur

- 35 ans min., dynam., ouvert au dialogue, bon animateur ;
- expérience requise : 5 ans dans poste similaire ;
- poste évoluant rapidement vers la prise en charge totale du département.

SALAIRE DE DÉPART : 90.000 à 110.000 F par an.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 4.563, Lévi-Tourmay, 5, cité Pigalle, 75008 PARIS, qui transmet.

offres d'emploi

les fileries D.M.C.
recherchent pour une filiale à PARIS, une femme

CHEF DE PRODUITS
"loisirs féminins"

Il lui sera confié la gestion complète d'une gamme de produits : conception et élaboration des politiques d'articles et de marques, réalisation des collections, liaisons entre service commercial, services de production, fournisseurs extérieurs.

Ce poste conviendrait à :

- diplômée enseignement commercial supérieur
- âgée de 27 ans minimum, ayant acquis de 2 à 5 ans d'expérience de marketing dans le cadre de la gestion des produits.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par :

DEVELOPEMENT
membre de l'ANCERP
service M. 872, 10 rue de la Paix, 75002 Paris

VOUS avez au moins 5 ans d'expérience dans un Département ou Service :

PRODUCTION
FABRICATION
ENTRETIEN
MÉTHODES
FINANCIER

VOUS êtes intéressés (tous par les questions d'organisation sans que cela soit votre métier).

ALORS, vous pouvez saisir l'opportunité de faire carrière dans un organisme de service (conseil en recrutement et carrières), situé à PARIS, leader dans son activité, qui vous formera à ses méthodes.

Ecrire avec C.V. détaillé et références à : M. D. 10, rue de la Paix, 75002 Paris.

FILIALE GROUPE HACHETTE

Crée récemment dans le cadre de la diversification des activités du Groupe, distribuant des produits de grande consommation, ayant son activité principale en France et également représentée en Europe

recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL

- Sa mission essentielle consistera à alimenter et développer le réseau de vente et à rechercher de nouveaux canaux de distribution.
- Il aura également à coordonner la politique commerciale des différentes unités et à participer à la recherche de produits nouveaux.
- Il aura acquis une expérience au niveau de la diffusion de produits de grande consommation et connaît si possible la clientèle des grandes surfaces.
- Il maîtrisera parfaitement l'anglais, la connaissance de l'allemand sera appréciée.

Envoyer curriculum vitae détaillé et références à : Yves DELISLE, 284, bd Saint-Germain, 75007 Paris, qui transmetra votre dossier.

MATRA
Recherche pour son Service Fiabilité

INGENIEURS ELECTRONICIENS ET MECANICIENS

Débutants à 2 ans d'expérience Possédant de solides connaissances statistiques.

Adresser lettre manuscrite, CV et références à : Direction des Affaires Sociales BP N° 1-78140 VÉLIZY

— Vous êtes :

JEUNE INGÉNIEUR
GRANDES ÉCOLES

- Vous êtes pragmatique, mais vous avez aussi des idées et de l'imagination
- Vous avez du caractère et même beaucoup de caractère
- Vous êtes ambitieux, mais vous êtes capable de vous insérer dans une équipe
- Vous avez une expérience de MARKETING INDUSTRIEL, activée-nous

Nous sommes : Une société française mondialement connue

Notre développement annuel dépasse 45 % dans la branche électronique.

Adresser votre curriculum vitae à : M. 35.878 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{er} qui tr.

IMPORTANT GROUPE, Bâtiment T.P., recherche
INGÉNIEURS DIPLOMÉS E.C.P., E.T.P.

De très haut niveau

Pour quelques situations exceptionnelles

Directions régionales
et directions études de prix

Ecrire avec curriculum vitae et photo, sous n° 4.570, Lévi-Tourmay, 5, cité Pigalle, 75008 Paris, qui tr.

Centre médico-chirurgical PARIS-17 recherche

PROGRAMMEUR

ANALYSTE GAP CONF. pr serv. en pl. espagn. Contact. M. Flutaud, 28-29, p. 65.

Société d'Installation CONDITIONNEMENT AIR recherche

INGÉNIEUR ou **ITULAIRE** MAITRISE PHYSIQUE. Connaissances des solides, anglais (version), pour emploi stable minimum. Adr. C.V. man. bureau PARIS à : M. R.E. 24, RUE BOYER, PARIS-20^e.

Laboratoire Produits Cellulaires, en forte expansion, recherche :

- CHEF DES VENTES** : forte personnalité, capable, dynamique, équipe 20 représentants, secteur : cultures, pharmacie, cosmétique, poste similaire, libre au 1^{er} septembre. Situation avenir à évaluer. Ecrire avec C.V. détaillé, n° 2.229, à FIT-PUBLICITE, 12, bd Poincaré, 75014 Paris, qui transmettra.

offres d'emploi

ROHM AND HAAS FRANCE S.A.
recherche

1 ACHETEUR
PRODUITS CHIMIQUES

- Formation : Ecole Approvisionnement ou expérience 2-3 ans en logistique et administration des approvis.
- Connaissances : français et anglais.
- Parfaitement bilingue français-anglais.
- Position : sera chargé des contacts fournisseurs en vue de l'approvisionnement régulier de l'usine en matières premières selon contrats négociés par le responsable du département.

Envoyer C.V. au Chef du personnel ROHM AND HAAS, 183, rue de Bercy, 75574-PARIS CEDEX 12.

POUR RENFORCER SES ÉQUIPES
TECHNICO-COMMERCIALES

IMPORTANT CONSTRUCTEUR
recherche

INGÉNIEURS-INFORMATIQUES

chargés de l'assistance client

AVANT VENTE et APRES VENTE

Les candidats devront justifier d'une expérience de l'INFORMATIQUE DE GESTION et des SYSTÈMES D'EXPLOITATION (moyens et gros ensembles).

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, réf. 6.444 à : ORGANISATION ET PUBLICITE, 2, r. Marengo, 75001-Paris, 4, tr.

UN JEUNE CADRE

Avant quelques années de pratique dans la fonction.

Ecr. av. réf. dét. photo et prêt. à 34.228 CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

SOCIÉTÉ PARISIENNE
recherche pour conception et réalisation d'ouvrages et chantiers

UN INGENIEUR
A.M. ou similaire.

Débutant ou 2-3 ans expérience. Anglais lu et parlé.

Avenir pr candidat dynamique. Ecr. C.V. à 34.228 ConTEXTE P., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 4, tr.

IMPORTANT SOCIÉTÉ rech. JEUNE H.E.C.

ESSEC OU E.S.C.
pour SCES, ADMINISTRATION et GESTION FINANCIÈRE. Ecr. C.V. et prêt. à n° 6.479, SPERAR, 75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

UN INGENIEUR
A.M. ou similaire.

Débutant ou 2-3 ans expérience. Anglais lu et parlé.

Avenir pr candidat dynamique. Ecr. C.V. à 34.228 ConTEXTE P., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 4, tr.

IMPORTANT SOCIÉTÉ rech. JEUNE H.E.C.

ESSEC OU E.S.C.
pour SCES, ADMINISTRATION et GESTION FINANCIÈRE. Ecr. C.V. et prêt. à n° 6.479, SPERAR, 75, Champs-Élysées, PARIS (8^e), qui transmettra.

— Vous êtes :

- Vous avez une formation supérieure scientifique spécialisée en un domaine ;
- Vous aimez rédiger des textes ;
- Vous aimez le contact ;
- Vous êtes capable de la 100% ou de l'électronique ;
- Vous êtes capable de la 100% ou de l'électronique ;
- Vous êtes capable de la 100% ou de l'électronique ;

Nous vous offrons un poste de :

CADRE

chargé des Publications dans G.I.E.

du secteur des TELECOMMUNICATIONS

- Vous travaillerez à l'élaboration d'une revue technique à diffusion internationale ;
- Vous serez membre du Comité de direction ;
- Vous serez chargé de la rédaction des articles de presse ;
- Vous serez chargé de la relation avec les usines ;
- Vous serez chargé de la relation avec les clients ;
- Vous serez chargé de la relation avec les fournisseurs ;
- Vous serez chargé de la relation avec les administrations ;
- Vous serez chargé de la relation avec les associations ;
- Vous serez chargé de la relation avec les syndicats ;
- Vous serez chargé de la relation avec les médias ;
- Vous serez chargé de la relation avec les pouvoirs publics ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de recherche ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de formation ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de conseil ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de certification ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de normalisation ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de réglementation ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de surveillance ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de contrôle ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de vérification ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de validation ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de qualification ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de certification ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de normalisation ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de réglementation ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de surveillance ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de contrôle ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de vérification ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de validation ;
- Vous serez chargé de la relation avec les organismes de qualification ;

Le poste est à pourvoir en SEPTEMBRE.

Envoyer C.V. et références à : SOCIÉTÉ PARISIENNE, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 4, tr.

BAM

Direction financière

Importante Société Industrielle (2 milliards de C.A.) offre

CADRE TRESORIERIE

PRÉF. : formation supérieure, expérience, anglais souhaité. Expérience plusieurs années service financier grande entreprise (trésorerie francs et devis) ou banque.

QUALITÉS : imagination, méthode, sens de l'organisation, esprit d'initiative.

MISSION : assister le responsable financier et participer à toutes les études et actions en vue d'améliorer la situation financière et la gestion.

Adresser C.V. et photo, sous pli confidentiel, à : C. DUCLOS, 2120 Montreuil, en parallèle, la réf. 42. Ré. et discrét. assur.

BAM

Direction financière

Importante Société Industrielle (2 milliards de C.A.) offre

CADRE TRESORIERIE

PRÉF. : formation supérieure, expérience, anglais souhaité. Expérience plusieurs années service financier grande entreprise (trésorerie francs et devis) ou banque.

QUALITÉS : imagination, méthode, sens de l'organisation, esprit d'initiative.

MISSION : assister le responsable financier et participer à toutes les études et actions en vue d'améliorer la situation financière et la gestion.

Adresser C.V. et photo, sous pli confidentiel, à : C. DUCLOS, 2120 Montreuil, en parallèle, la réf. 42. Ré. et discrét. assur.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DISTRIBUTION PARIS-11^e
équipe I.B.M. 370/145
recrute

ANALYSTE

FORMAT. SUPER. EXIGÉE
BNE CONNAISS. COBOL
Aventures divers, 12 mois.

Ecr. Lévi-Tourmay 56 n° 4.577
5, cité Pigalle, Paris-20^e, 4, tr.

IMPORTANT CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS
recherche

INGÉNIEUR-MÉCANICIEN

DÉBUTANT
GRANDES ÉCOLES

pour s'intégrer dans une équipe d'ingénieurs d'études de produits avancés.

Adr. lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prêt. à 34.228 CONTEXTE PUBLICITE, 2, r. Marengo, 75001-Paris, 4, tr.

Cher, COUPLE pr tout, mariage et retraite, 15-18 h.
Tél. : 92.97-45, entr. 15-18 h.

Pour centre de vacances, bureau, montage de votre dossier, juillet et août, et animateur. Téléphone : 714-441, P. 302.

IMPRIMERIE DRAEGER
recherche

CHROMISTES OFFSET
Se présenter ou téléphoner pour rendez-vous : 233-50, rue de Bercy, 75574-MONTROUGE.

SOCIÉTÉ PROMOTION IMMOBILIÈRE
recherche

Structure de capital de tout premier ordre

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

- Possède très bon. formation com., jur., et administrat.
- Le domaine immobilier.
- Connaissances financières solides.
- Age 30 ans minimum.
- Réf. morales nécessaires.

Adresser C.V., prêt. et photo (retournée) à : M. 73319, I.P.F., 12, r. de l'Isly, PARIS-8^e.

INF. RECH. PROGRAMMEURS COBOL
Très expérimentés. Notions 34-semblables. Tél. 627-53-34

USINE DE MATIÈRES PLASTIQUES
recherche pour S.E. SERVICE TRAVAUX NEUF ENTRETIEN PROJETEUR

1^{er} ou 2^e ECHOLON

Ecrire : LA BAKELITE, S.P. N° 15, 93272 SEZON.

Société Régionale parisienne spécialisée dans la fabrication roulaux et plaques tournantes

TECHNICO-COMMERC.
introduit et expérimenté. Déplacement fréquents. Situation d'avenir.

Salaire X 13.

Ecr. avec C.V. et photo (ret.) sous n° 5.532 PRO MULTIS, 47, rue des Tournelles-75, qui tr.

TRADUCTEURS SCIENTIFIQUES

de langues maternelles : ITALIENNE, ALLEMANDE, ESPAGNOLE, PORTUGAISE

ou traducteurs à domicile

Env. C.V. av. indication de l'adresse à : M. 56.328 CONTEXTE PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, 4, tr.

Nous sommes une société de mille internationale spécialisée en métallurgie fine et spéciale.

Pour développer nos activités à l'étranger, nous recherchons

DEUX EMPLOYES (EES) COMMERCIAUX EXPORT

Si possible de langue maternelle anglaise ou ayant une bonne connaissance de cette langue.

Ils seront chargés de l'ensemble des tâches administratives et de gestion des commandes, — rédaction des ordres de prix, — relations avec les usines, expéditions.

Un niveau bac ou équivalent est souhaitable ainsi qu'une expérience professionnelle comparable, même très courte.

Les meilleurs, une fois formés, pourront après 2 à 5 ans évoluer vers des postes similaires à l'étranger ou bien vers la vente.

Adr. C.V. et photo, prêtent, C.I.A.L., Service Personnel, 13, r. de Montmorency, Paris-20^e.

Immeuble de Peintures
Siège à Saint-Denis

CHEF GROUPE ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Le candidat aura une bonne expérience des Conventions collectives, Administratives et Droit du Travail. Paie sur ordinateur, Retraite, Assurance.

Adr. C.V. et prêt. à n° 8873 B BLEU, 17, rue Lenoir, 75000 PARIS.

occasions

ACHAT-VENTE TOUTS BIJOUX Or, brillants, argentiers, 22, rue Danielle-Casanova, - 4^e Ode, FAIE CPT BIJOUX, or, brill., 24, r. Fa-Montmartre, 1^{er} étage.

ACHETE TRES CHER
ET PAIE COMPTANT

ANTIQUITES toutes époques. J. P. 77, rue de la Harpe, PARIS-13^e. Tél. 724-22-55.

BEAUX LIVRES
Achat comptant à domicile. Cours le plus haut. MER. 26-73

autos-vente

Part. vend. motorhome Peugeot 43 couch. tout confort, 25.000 F. Tél. : 203-19-01.

appartements vente

صِيغَةُ مَنْزِلٍ

LES MESURES SOCIALES

L'ALLOCATION DE M. GISCARD D'ESTAING

« La réforme conduite dans la liberté est sans doute le meilleur chemin pour la justice »

Voici les principaux extraits de l'allocution du président de la République :

« Pendant la campagne présidentielle, vous m'avez demandé deux choses : le changement et la justice. »

« Pour ce qui est du changement, vous avez vu que nous l'avons largement entamé, bien entendu, nous le poursuivrons. Concernant la justice, le gouvernement a pris, ce matin, un certain nombre de décisions importantes. S'agissant d'engagements que j'avais pris devant vous, il est normal que je vous en rende compte personnellement. »

« La justice se réalise par deux séries d'actions. D'abord, des mesures immédiates, qui ont pour

sauvegardes professionnelles, de l'autre, en les invitant à mener à leur terme leurs négociations sur un certain nombre de sujets fondamentaux. »

« D'abord, les sujets qui intéressent les conditions de travail : l'organisation du travail dans les usines, le travail parcellaire, le travail répétitif, en même temps, la prévention des accidents du travail. D'autre part, les problèmes qui sont liés à la sécurité de l'emploi, ce qui touche la garantie des travailleurs vis-à-vis des licenciements collectifs, concernant la prévention de ces licenciements, l'information des travailleurs, et enfin, la garantie de leurs ressources, dans l'hypothèse d'un licenciement collectif, mais aussi, en allant plus loin, l'ensemble des problèmes de l'emploi, c'est l'évolution de l'entreprise, évolution qui vise à assurer, dans l'entreprise où vous travaillez, les uns et les autres, une participation plus complète, une démocratisation de la vie de l'entreprise. C'est une réforme fondamentale pour laquelle le gouvernement prévoit un calendrier en confiant à une équipe de spécialistes le soin d'établir un rapport public d'ici à la fin de l'année, afin d'en tirer lui-même, et sans doute le Parlement le moment venu, les conclusions nécessaires. »

« Par rapport à cet effort de justice, lequel je ne suis pas public, mais que vous savez, et dont vous voyez que nous le respectons, je dirai méticuleusement, vous pouvez vous poser deux questions : quelle est la justice, et comment la réaliser ? D'abord, En bien, naturellement, ce n'est pas assez, car, par rapport au besoin de justice, à ce besoin qu'on appelle souvent la justice sociale, aucune action n'est suffisante, pas même celle-ci. Mais la question qui se pose à un moment donné de l'histoire d'un peuple, c'est de savoir ce qui est réalisable. Or, je crois que les décisions qui sont prises à l'heure actuelle, concernant les personnes âgées, concernant le SMIC, correspondent à ce qui est réalisable en France, en ce moment. »

« Mais, bien entendu, avec le développement de notre économie, nous irons ensemble plus loin. »

« D'autres se posent la question de savoir si ce n'est pas trop, c'est-à-dire si notre économie a, à l'heure actuelle, la capacité d'assurer une telle progression de la justice et si nos ressources, notamment nos ressources financières, permettent d'en assurer la couverture. »

« Ces questions ont été examinées avec soin, dans le détail, par le gouvernement et je peux vous dire que l'économie française a la capacité de supporter, c'est-à-dire de financer, les décisions qui ont été prises ce matin. »

« D'ailleurs, quand on les rapproche de celles que je vous commentais la semaine dernière concernant la lutte contre l'inflation, qui est pour vous, pratiquement, la conclusion de ces décisions, il faut voir que ces actions vont dans le même sens, car la lutte contre la hausse des prix est un effort, une action, qui, d'une part, la meilleure façon de réaliser la répartition entre les Français diminue les tensions sociales et contribue, dans une certaine mesure, à la modernisation de l'inflation. »

« Nous sommes engagés ensemble, je dirai c'est la fierté de mon action et de ma responsabilité, dans la poursuite de la justice dont je suis persuadé que nous la mènerons très loin. Ce que nous devons démontrer ensemble, c'est que, dans le monde où nous vivons, la France, qui est la voie de la réforme conduite dans la liberté, est sans doute le meilleur chemin pour la justice. »



(Dessin de PLANTU.)

objet d'améliorer les ressources des plus défavorisés et, ensuite, un effort à plus long terme qui vise à transformer les structures de notre société. »

M. Giscard d'Estaing passe alors en revue les différentes majorations qui interviendront le 1^{er} juillet. Il poursuit :

« Mais, à côté des mesures immédiates, il y a la transformation de notre société dans le sens de la justice. Le gouvernement pourrait décider tout seul, autoritairement, de ce qu'il faut faire à cet égard, mais vous savez que notre objectif est non seulement de maintenir la liberté mais aussi de développer l'exercice de la liberté. Je dirai des libertés en France. »

« C'est pourquoi, pour réaliser cette transformation de la société française, il faut appeler à la concertation des partenaires sociaux, les syndicats, d'une part, les organi-

par l'examen de la possibilité de la création d'un Fonds national de l'emploi qui regrouperait, pour la simplicité et pour l'efficacité de son action, l'ensemble des efforts qui sont actuellement consacrés à la prévention du chômage ou à la garantie des ressources des travailleurs privés d'emploi. Une telle mesure supplémentaire serait prévue concernant l'emploi des jeunes. »

« De façon à ce que ces conversations puissent aboutir à des résultats concrets, pratiques, le gouvernement fixe un délai pour la conclusion de ces négociations et, au-delà de ce délai, il agira par la loi, soit pour rendre obligatoires les décisions qui seraient prises, soit, si elles aboutissent, pour prendre lui-même les mesures qui paraîtraient nécessaires. »

« Une autre grande transformation des structures de notre so-

LES DÉCLARATIONS DE M. CHIRAC

« Rendre la société plus juste, plus humaine et aussi plus agréable à vivre »

Entouré du ministre du travail, M. Michel Durafour, et du ministre de la santé publique, Mme Simone Veil, le premier ministre a exposé mercredi 19 juin, devant la presse, la portée des mesures à caractère social approuvées quelques heures plus tôt en conseil des ministres.

« Il s'agissait essentiellement, a dit M. Chirac, de répondre aux objectifs que s'étaient fixés le président de la République concernant la transformation des structures sociales dans la société française afin de la rendre plus juste, plus humaine et aussi plus agréable à vivre. »

M. Chirac a souligné que les décisions prises représentaient un premier pas, l'engagement d'un processus de transformation qui a l'ambition « d'aller vite et d'aller loin ». Le chef du gouvernement a indiqué que les mesures arrêtées se développeraient suivant quatre axes différents :

● **REPOSER AUX BESOINS DES PLUS DÉFAVORISÉS** : personnes âgées et titulaires de bas salaires et de bas revenus.

● **REFORMER LE STATUT DES ENTREPRISES** : « Les démocraties libérales, notamment européennes, ont fait franchir à nos sociétés, a-t-il dit, le premier pas, un pas important pour réaliser la démocratie politique. Il s'agit pour elles, aujourd'hui, de faire bénéficier de la démocratie le monde du travail. La réforme du statut des entreprises va imposer un effort de réflexion et d'imagination. Selon des procédures et un calendrier déterminés, un groupe de travail va préparer l'ensemble de la transformation

souhaitée après consultation de tous les partenaires sociaux. »

● **ASSURER LA SÉCURITÉ DE L'EMPLOI** : « C'est à juste titre, a déclaré M. Chirac, la condition la plus importante aux yeux de nos concitoyens, qui vivent dans une société marquée par les contraintes de la vie moderne. L'idée retenue, c'est qu'il ne doit pas y avoir de licenciement sans offre de reclassement. »

● **AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET D'EXISTENCE** : « Pour les conditions de travail, il s'agit de décisions concrètes et rapides, répondant aux exigences du monde moderne. Pour les conditions d'existence, les décisions prises sur la proposition de Mme Simone Veil sont relatives aux orientations concernant les mères de famille, l'enfance en danger, les handicapés et les malades hospitalisés. »

Deux secteurs n'ont pas été traités lors du conseil de mercredi : les travailleurs immigrés et les rapatriés. Le ministre du travail proposera le 3 juillet un ensemble de mesures permettant de mieux insérer les immigrés dans la société française. D'autre part, pour faire face aux difficultés des rapatriés qui ont subi, après la loi sur l'indemnisation, le premier ministre réunira prochainement les organisations représentatives des rapatriés, et les décisions du gouvernement s'ensuivront.

« L'ensemble des mesures prises aujourd'hui, conclut M. Jacques Chirac, s'insère dans une réflexion de la politique contractuelle et de la politique de concertation. » « Le gouvernement, a-t-il dit, a l'intention d'utiliser systématiquement les ressources de la concertation. Dès vendredi, le mi-

nistre du travail réunira les syndicats ouvriers et patronaux pour examiner un calendrier d'application des mesures décidées aujourd'hui et pour envisager les procédures de consultation qui permettront d'approcher concrètement les différents objectifs. »

Le premier ministre, le gouvernement fera preuve d'un esprit ouvert et dynamique. »

Non aux formules d'indexation

Après cette conférence de presse, M. Jacques Chirac s'est rendu de nouveau devant la commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale, où il avait exposé quelques heures plus tôt les grandes lignes du plan social du gouvernement. Répondant aux questions des parlementaires, le premier ministre a notamment précisé que le coût des mesures prises sera, en 1974, de 5,5 milliards, soit 2 milliards à la charge du budget, et 3,5 milliards environ qui pourront être couverts par les divers régimes sociaux dans l'équilibre. Le premier ministre a souligné que la sélectivité, certes souhaitable des prestations sociales se révèle très difficile à mettre en œuvre, car elle se heurte à des problèmes politiques, communs à des difficultés techniques. Dans cette optique, il n'a pas émis d'avis négatif à l'égard d'une suggestion de M. Bonhomme (app. U.D.R.), qui a souhaité que les prestations familiales soient soumises à l'impôt.

Enfin, M. Chirac a déclaré avec force qu'aucune formule d'indexation ne serait jamais retenue par son gouvernement, car elle lui paraît de nature à amplifier l'inflation et à entraîner des rigidités intolérables dans l'économie.

L'analyse des neuf chapitres

S.M.I.C.

7,56 % d'augmentation

Le salaire minimum interprofessionnel de croissance sera porté le 1^{er} juillet de 5,95 F l'heure, taux appliqué depuis le 1^{er} mai, à 6,40 F, soit un relèvement de 7,56 %. Ce taux correspond à une rémunération mensuelle minimale de 1213 F, pour une durée de travail correspondant à celle qui est actuellement constatée en moyenne (quarante-trois heures par semaine) et de 1.110 F pour une durée hebdomadaire de quarante heures. Le SMIC, qui s'élevait à 5,90 F le 1^{er} juillet 1973, a donc progressé de 2,1 % en un an. Selon M. Durafour, sept cent mille salariés environ bénéficieront de la majoration décidée.

Le gouvernement, a dit M. Chirac, souhaite que l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés soit « modulée » de manière à être plus substantielle pour les bas revenus. Dans sa lettre aux dirigeants des organisations professionnelles et syndicales, le premier ministre invite les entreprises à renoncer pendant un an à toute augmentation de leurs dirigeants. Le gouvernement, ajoute-t-il, « s'inspire des mêmes préoccupations pour les entreprises publiques et pour les plus hauts traitements de la fonction publique ». »

Jamais depuis sa création en 1970 le SMIC n'avait été majoré aussi souvent — cinq fois — et aussi fortement qu'au cours des deux derniers mois. Pourtant, si l'on tient compte de l'accroissement de la hausse des prix, le progrès réel du salaire minimum en un an sera vraisemblablement inférieur, cette fois, à 7 %, alors

qu'entre le 1^{er} juillet 1972 et le 1^{er} juillet 1973 il avait été de 12,5 %. Les syndicats avaient d'ailleurs récusé leurs revendications en fonction de l'inflation et demandé le 18 juin, lors de la réunion de la Commission supérieure des conventions collectives, que le SMIC soit porté à 1.300 F par mois sur la base de quarante heures de travail hebdomadaire. Cela impliquerait un relèvement de l'ordre de 26 %, c'est-à-dire trois fois et demi supérieur à celui qui a été décidé.

Combien de Français bénéficieront-ils de l'augmentation qui vient d'être arrêtée ? A vrai dire, aucune enquête récente ne permet de connaître le nombre des salariés. Le chiffre de sept cent mille avancé par le ministère du travail parait être une estimation sous-évaluée. Si l'on tient compte des salariés dont le revenu se situe en avril entre l'ancien et le nouveau taux du SMIC (trois cent mille personnes environ), ainsi que des apprentis, dont les salaires sont calculés à partir du SMIC, le chiffre donné par M. Durafour doit vraisemblablement être doublé pour correspondre à la réalité. En outre, on sait que l'augmentation du SMIC a toujours un effet d'entraînement sur les salaires immédiatement supérieurs.

En ce qui concerne le plafonnement des hauts salaires, M. Chirac ne fait que reprendre une recommandation faite aux chefs d'entreprise par M. Messmer en avril 1973, dont rien ne permet de penser qu'elle ait été suivie. Il effectue ailleurs que dans le secteur public. Le premier ministre n'a pas indiqué mercredi comment il comptait la faire respecter mieux que la précédente.]

Familles

Majoration de 12,2 % des allocations familiales

Les allocations familiales. Elles seront accrues de 12,2 % le 1^{er} juillet dans les départements d'outre-mer au même taux qu'en France métropolitaine. Plus de cinq millions de familles bénéficieront de la majoration, qui entraînera une dépense supplémentaire de l'ordre de 500 millions de francs. « Traditionnellement, a indiqué le ministre du travail, le taux de revalorisation est le premier indice par référence à l'évolution de l'indice calculé par l'INSEE, constaté de décembre à décembre. Cette fois, la période de référence est plus rapprochée, puisqu'elle porte sur la période de mars à mars. En outre, le ministre du travail a confirmé que des négociations seront entamées pour envisager ultérieurement une nouvelle augmentation des allocations d'ici à la fin de l'année, afin d'assurer un accroissement du pouvoir d'achat, comme cela a été annoncé en 1971, lorsque M. Pompidou avait parlé d'un « contrat de progrès avec les familles ». »

Les syndicats et associations familiales pensaient que, lors de la première application de cette formule, on tiendrait compte de la période de décembre 1973 à mars 1974, puisque la dernière revalorisation, celle d'août 1973 (+ 6,95 %), était basée sur l'évolution des prix de décembre 1971 à décembre 1972. Le premier ministre en a décidé autrement : les familles perdent la compensation de trois mois de hausse des prix.

Personnes âgées

Relèvement de 21 % du minimum vieillesse

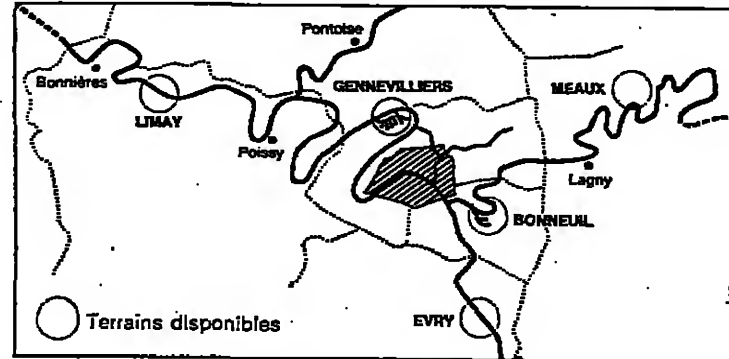
Les allocations minimales versées aux personnes âgées les plus démunies sont portées, à compter du 1^{er} juillet, de 5.300 F par an à 6.300 F, soit une augmentation de 21 % (17,26 F par jour, au lieu de 14,25 F). Cette augmentation se décompose ainsi : pour l'allocation aux vieux travailleurs, 3.000 F au lieu de 2.450 F par an, et pour l'allocation supplémentaire versée par le Fonds national de solidarité 3.300 F au lieu de 2.750 F.

Cette majoration, la seconde en un an (la précédente datait du 1^{er} janvier) porte à 31 % l'accroissement de la retraite mini-

male opérée dans l'année (17,26 F au lieu de 13,15 F le 1^{er} juillet 1973). En douze ans, le minimum vieillesse a été multiplié par 5,35 (3,22 F par jour le 1^{er} janvier 1962).

Le plafond des ressources ouvrant droit à ces allocations n'est cependant pas majoré cette fois que de 800 F : « un très léger freinage », a-t-il dit, mais, a-t-il dit, le ministre du travail, devraient bénéficier de ces allocations : pour l'allocation aux vieux travailleurs, environ 4 200 000 personnes âgées et 2 400 000 pour l'allocation supplémentaire. Par rapport aux prévisions établies

Port Autonome de Paris.



Des terrains industriels disponibles en bordure de la voie d'eau.

Présent partout en région parisienne avec des installations échelonnées sur 300 km de rivières, le Port Autonome de Paris peut mettre à votre disposition des magasins et des terrains industriels bien situés et desservis par la voie d'eau, par le fer et par la route. Les Services Commerciaux du Port Autonome de Paris, en rapport avec les professionnels des transports par eau, sont en mesure de vous aider à résoudre vos problèmes de réception, de stockage ou d'expédition de marchandises en vrac, conteneurs ou autres conditionnements. Si vous désirez le concours de nos Services, veuillez nous envoyer votre carte de visite à l'adresse ci-dessous.



PORT AUTONOME DE PARIS - SERVICES COMMERCIAUX : 2 quai de Grenelle, 75732 Paris Cedex 15 (Tél. : 577-32.92)

سكنا في الامم

du dispositif adopté par le conseil des ministres

LES MESURES SOCIALES

A LA COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

« Où trouverez-vous l'argent ? »

Les députés U.D.R. n'étaient pas moins sévères que les élus de gauche après que M. Jacques Chirac ait présenté mercredi après-midi 19 juin, devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, le plan social du gouvernement. M. Robert Boulin, ancien ministre, interpellait le premier ministre : « J'admire votre largesse, mais je fais mes comptes : où trouverez-vous l'argent ? » Le député de la Gironde se demandait comment les mesures nouvelles — qu'il évaluait à 2,2 milliards — pourraient être financées par des régimes sociaux déjà en déficit. M. Jean Falala, vice-président du groupe U.D.R., exprimait la crainte de voir ces libéralités remises en cause par l'inflation. Crainte partagée par M. Jean Bonhomme, qui jugeait « attendrissantes » les mesures envisagées mais se disait « méfiant » sur leur réalisation. « Il n'est pas certain, ajoutait-il, que tout cela soit entièrement financé ». Le député de Tarn-et-Garonne, qui redoutait une relance de l'inflation, regretta aussi l'absence de sélectivité en matière de prestations sociales. Ces « distributions épaissies » lui paraissaient aller à l'encontre d'un véritable esprit de justice. Bref, pour lui, le plan gouvernemental manifestait un certain « manque de génie ».

Il ne peut pas y avoir de génie, devait répondre M. Chirac, lorsqu'il s'agit de parer au plus pressé ; cependant, ces mesures immédiates constituaient au moins, selon le premier ministre, « un tour de force ». Le successeur de M. Messner affirmait que les réformes à long terme porteraient la marque d'un « génie qui lui serait propre ».

En attendant, notait M. Claude Peyret, « c'est l'horreur du bluff ». Pour le député de la Vienne, l'augmentation du minimum vieillesse sans relevement du plafond du Fonds national de solidarité relevait d'un tel « bluff ». Quant à l'humanisation des hôpitaux, promise par Mme Vell, elle serait déjà assurée, disait-il, si la loi hospitalière votée il y a quatre ans était appliquée. M. Pierre Gaurier (Union centriste), suppléant de M. Bernard Stasi, disait la même chose de la réforme de l'entreprise : « Cela aurait dû être fait depuis longtemps. » Les mesures immédiates lui inspiraient ce

seul commentaire : « Ce n'est pas cela qui calmera les vens. »

Le gauche tenait un langage comparable. M. Jean Bernard (P.S.) constatait que le gouvernement semblait incapable de se poser « les vrais problèmes ». « Nous sommes dans une société qui se bloque », soulignait-il, « et c'est la navigation à vue qui constitue le danger ». M. Jacques-Antoine Gau, au nom du groupe socialiste, après s'être dit « sceptique » sur les intentions à long terme du gouvernement, notait que les relevements des prestations sociales étaient en général « d'un taux inférieur à la progression du coût de la vie ». Il précisait : « Aucune formule d'indexation des salaires n'est retenue, donc le maintien du pouvoir d'achat n'est pas garanti. »

Un simulacre

Selon le député de l'Isère, « dans le domaine de l'emploi, aucun engagement concret n'est pris qui permette de traduire dans les faits le droit à l'emploi justement revendiqué par les travailleurs. Enfin, pour les « exclus » — mères de famille, handicapés — les mesures annoncées étaient déjà contenues dans le programme de Proville ».

Les communistes, par la voix de M. Maurice Andrieux, dénonçaient le caractère « timoré » de ces mesures. En dépit de « quelques concessions, disaient-ils, le gouvernement se borne à un saupoudrage de décisions qui ne sont pas à la mesure des difficultés ». M. Pierre Juquin constatait en particulier l'absence de garantie de l'emploi comme l'absence de toute référence aux droits syndicaux. Le député de l'Isère, indigné de voir M. Chirac présenter son plan social à la presse sans même attendre les observations des députés, condamnait ce « simulacre de concertation ». « Si nos observations ne peuvent être prises en compte avant la publication des décisions de l'exécutif, l'ensemble du processus est défectueux », ajoutait-il. « Le chef du gouvernement faisait observer, en réponse, que les premières mesures relevaient du seul domaine réglementaire. « Parodie », répliquait M. Juquin, qui jugeait indispensable de dénoncer, sur ce point comme sur les autres, la « tentative de mystification » du gouvernement.

T. P.

LES RÉACTIONS DES ORGANISATIONS SYNDICALES ET PROFESSIONNELLES

• C.G.T. : des mesures qui seront vite effacées par l'inflation.

M. René Buhl, secrétaire de la C.G.T., a déclaré, au nom du bureau confédéral, que l'effet des mesures sociales « serait vite effacé par les conséquences de l'inflation, contre laquelle le gouvernement n'a pris aucune mesure efficace et sur laquelle il compte d'ailleurs pour financer les quelques améliorations consenties ».

Après le coup de semonce du 19 mai et dans la foulée du plan d'austérité élaboré il y a une semaine, a ajouté M. Buhl, le pouvoir se trouvait dans l'obligation de prendre un certain nombre de mesures destinées à masquer le caractère antisocial de sa politique et à tenter d'apaiser le profond mécontentement qui en résulte.

Les « améliorations » décidées en conseil des ministres, a poursuivi M. Buhl, « sont à mettre au compte de la volonté clairement exprimée par treize millions d'électeurs de la gauche de mettre un terme à l'injustice sociale ».

• C.F.D.T. : un progrès sensible mais insuffisant.

M. Robert Bono, membre de la commission exécutive de la C.F.D.T., considère que « les mesures annoncées par le gouvernement étaient rendues inévitables à la fois par la hausse galopante des prix et par la volonté manifestée par les travailleurs et par l'opinion publique de faire disparaître les inégalités ».

Bien qu'insuffisantes et partielles, ces mesures sont à mettre à l'actif de la lutte syndicale à laquelle la C.F.D.T. a pris une grande part, ainsi qu'à la progression importante de la gauche aux élections municipales.

« Bien qu'un progrès sensible soit enregistré à propos du SMIC, la C.F.D.T. estime que le minimum décent n'est pas atteint et que pour les allocations familiales, « 12 % » ne peuvent pas la hausse des prix intervenir depuis la dernière augmentation ».

• F.O. : l'économie permettrait d'aller au-delà de ce qui a été décidé.

Le bureau de F.O. a pris connaissance des mesures sociales. « Sans nier l'importance de l'augmentation du SMIC, F.O. la juge insuffisante », a déclaré M. Raymond Lemaire, secrétaire général de la fédération. « Les effets de l'inflation sur les petites catégories de salariés. La réalité actuelle de l'économie permettrait d'aller au-delà de ce qui a été décidé ».

Le bureau de F.O. recommande donc aux organisations de F.O. de revendiquer dans les conventions collectives ce qui n'a pas été obtenu à travers l'augmentation du SMIC.

À propos de la lettre du premier ministre envoyée aux syndicats, F.O. estime qu'elle contient des points intéressants, déjà indiqués par M. Chirac le 17 juin lors de l'audience accordée au bureau confédéral. F.O. fera connaître sa position sur l'ensemble des problèmes indiqués dans cette lettre.

• C.G.C. : nous ne pouvons accepter une nouvelle modulation des salaires.

« La Confédération constate que la plupart de ces mesures ne concernent pas directement le personnel d'encadrement, à l'exception néanmoins des allocations familiales ».

« Nous ne pouvons accepter la recommandation gouvernementale demandant une nouvelle modulation des salaires. Cela signifie, en effet, que l'on continuerait à augmenter les bas salaires plus rapidement que les nôtres. Nous devons être très clairs dans le cadre des conventions collectives, et une

fois définies les classifications d'appliquer les augmentations en pourcentage sur les salaires réels. Le personnel d'encadrement est victime, depuis 1973, d'une réduction de son pouvoir d'achat du fait de l'inflation. De plus, les augmentations d'impôt sur le revenu accentuent ce phénomène ».

« Sensible à l'intention du gouvernement d'assurer une indemnité annuelle pour ceux qui perdent leur situation par suite de licenciement collectif, la C.G.C. désire, néanmoins qu'il soit clairement entendu que le personnel d'encadrement n'aura pas à faire les frais de coopération et de rétrocession que l'on renvoie à une commission la problématique de la réforme de l'entreprise ».

• C.F.T.C. : décevant pour l'immédiat, et des projets de réforme positifs.

« Les indications du premier ministre concernant le programme des discussions à venir, notamment en matière de garantie de l'emploi, de couverture des dépenses en cas de chômage, de formation des jeunes, d'amélioration des conditions de travail et de réforme de l'entreprise, présentent un caractère positif et vont dans le sens de ce que la C.F.T.C. préconise depuis des années ».

« La C.F.T.C. souhaite, en tout cas, que le gouvernement donne l'exemple de la concertation dans les secteurs publics ou sa responsabilité est directement engagée ».

« Par contre, les mesures concrètes immédiates, annoncées comme exceptionnelles, sont en général décevantes, car elles ne visent qu'à atténuer la situation inflationniste qui en atténue sensiblement la portée ».

• C.F.T. : des progrès qui supposent une lutte énergique contre l'inflation.

Selon la Confédération française du travail : « Les décisions gouvernementales sont dans le sens des préoccupations sociales de la C.F.T. dans l'immédiat, elles améliorent le pouvoir d'achat des plus démunis et des familles. Il s'agit d'un progrès dont l'efficacité ne sera réelle que si cet effort est poursuivi et une lutte énergique contre la hausse des prix engagée ».

« Dans le domaine des relations sociales, seuls des projets sont énoncés. Afin de les traduire dans les faits, le gouvernement devra tenir compte des réalités en associant plus particulièrement à ces actions les porteurs de la participation dans la C.F.T. ».

• UNAF : un nouveau retard pour les familles.

L'Union nationale des associations familiales constate que : « Depuis la dernière période de référence (janvier 1973) au 30 avril 1974, l'indice du coût de la vie, selon l'INSEE, a augmenté

de 14,8 %. Les mesures d'augmentation de 13,2 % des allocations familiales consacrent donc un retard de 1,6 % sur les prix ».

« Par ailleurs, les familles ne percevront cette augmentation qu'en septembre prochain. Entre-temps, pendant cinq mois, l'inflation se fera sentir et rien n'est fait pour atténuer ce retard sensible dans l'immédiat ».

• C.N.P.F. : le SMIC posera des problèmes sérieux de nombreux entreprises.

M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F. et président de la commission sociale, a déclaré mercredi soir au micro d'Europe 1 : « Sans mettre en cause l'objectif et l'objectif de ces mesures, je suis obligé de constater que le taux d'augmentation du SMIC posera des problèmes sérieux à de nombreuses entreprises, et notamment en ce qui concerne la définition d'une politique de salaires pour les salariés qui sont aux alentours du SMIC ».

M. Chotard a ajouté que le plan gouvernemental « avait pris effectivement comme objet les grands problèmes qui préoccupent les salariés et les chefs d'entreprise depuis plusieurs mois ». Il a ajouté : « Dans une négociation, il faut être plusieurs pour aller vite. En ce qui nous concerne, nous sommes tout à fait décidés à aller plus vite. Nous répondons donc à l'appel qui nous est lancé ».

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE QUOTIDIENNE

LE FIGARO : un vaste chantier d'idées.

« Les querelles idéologiques — capitalisme, socialisme — sont dorénavant dépassées. A la vérité, nous sommes entrés dans un système mixte où les moyens civils du capitalisme peuvent être mis au service d'un socialisme de répartition — déjà entré dans les faits — et qui correspond à cette société « plus égale, plus ouverte, plus humaine » recherchée unanimement ».

« Les mesures ponctuelles d'aujourd'hui annoncent donc métaphoriquement les recherches structurelles de demain. Plus qu'un « Grenelle » à froid, dont M. Chirac semble cependant reconnaître l'opportunité relative, c'est un vaste chantier d'idées qu'il faut entreprendre de mener à bien, et commandé et animé par les impératifs du rendement ».

(MICHEL-P. RAMELET.)

LA NATION : du bon, du mo.

Le quotidien gaulliste la Nation tire en première page sur trois colonnes : « Du bon, du mo », et l'analyse du plan social est accompagnée du commentaire suivant :

« Est-ce vraiment un « plan social » qu'a adopté et présenté le gouvernement ? On peut le demander. C'est sûrement un ensemble de mesures dont certaines sont très précises et d'autres très vagues. Ce n'est sûrement pas un projet marquant un net engagement dans le sens de la transformation des rapports sociaux. Ce n'est pas le signal du départ de l'ère nouvelle que nous attendions, et que nous continuons donc à attendre. (...) »

Sur la base de tout ce que M. Chirac a présenté hier, nul ne peut lui faire un procès d'intention. Il y a du positif et de l'efficace dans ce dossier. Il y a de quoi accorder un large crédit à ses intentions et porter à l'actif du gouvernement le travail déjà effectué et le travail entrepris. Mais il n'y a pas tout à fait de quoi être satisfait. (...) »

(JEAN-CLAUDE BUANIC.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : pas de stratégie.

« Les mesures immédiates contenues dans le programme social défini hier par le gouvernement représentent un appréciable effort. (...) »

« Ce que l'on retient des déclarations du président de la République et du premier ministre, et est positif, c'est qu'ils ont une claire conscience des problèmes sociaux qui se posent à la France, certainement une réelle volonté de leur apporter des solutions, et aussi le désir de ne pas limiter leur action à une générosité de dame d'honneur. (...) C'est l'ensemble des problèmes sociaux que la nouvelle équipe donne l'impression qu'elle veut prendre à bras-le-corps. (...) »

« Ce qui déçoit, c'est que ces intentions ne soient appuyées sur aucune espèce de doctrine, qu'elles ne soient pas la traduction d'un clair projet social, qu'elles n'indiquent aucune direction précise à l'action engagée, sinon que celle-ci va vers la justice et la progrès. Mais qui parlerait autrement aujourd'hui ? (...) »

En fait, il n'y a pas de stratégie. Il n'y a qu'une démarche pragmatique, qui va osciller au gré des événements, et des pressions qui s'exerceront. Là est le piège : cette politique élastique risque de ne pas résister à de trop fortes pressions. (PHILIPPE TESSON.)

COMBAT : le dû de la crise.

« Le gouvernement et Valéry Giscard d'Estaing parent au plus pressé, en donnant des coups de barre à bâbord ou à tribord pour éviter les écueils les plus menaçants. Car il est vrai que les « trajectoires » accordées hier aux émigrés, aux familles et aux vieux, c'était en quelque sorte le dû de la crise. Avant la fin de l'année, tout aura été pratiquement digéré par l'inflation. (...) »

« Peut-être les circonstances empêchent-elles Valéry Giscard d'Estaing d'aller plus loin, plus vite. (...) »

« Se dégageant de la gestion du quotidien, il est temps que le président nous annonce enfin ce qu'il a l'intention de nous donner. Si le peuple français a jamais eu le besoin d'un grand dessein, c'est bien aujourd'hui. (...) »

« Et du même coup, les Français pourraient au moins apercevoir le bout de leurs pertes. (...) »

L'HUMANITE : le pilote paraissait mal à l'aise.

« M. Giscard d'Estaing poursuit à l'Élysée la politique qu'il a fait subir dans son cabinet, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de la rue de Rivoli. (...) »

« Une politique constamment profitable au grand capital, et de ce fait non moins constamment dommageable au pays. (...) »

« Et ce n'est pas en accaparant le micro et le petit écran, en prenant le métro, voire en allant qu'on en finit avec cette légitime bataille. (...) »

(JEAN MÉROT.)

M. FAJON : le résultat positif de l'aspiration au changement.

M. Etienne Fajon, membre du secrétariat du P.C.F., a déclaré mercredi 19 mai :

« Ces mesures, outre qu'elles ne concernent qu'une partie de la population laborieuse, sont nettement insuffisantes. On sait que tous les syndicats réclament le SMIC mensuel à 1300 F avec la semaine de 40 heures, que l'Union nationale des associations familiales demande une augmentation des allocations de 15 % à titre provisionnel et que les organisations intéressées se prononcent pour le minimum vieillesse à 22 F par jour et pour une amélioration de 15 % des retraites. (...) »

« En de surcroît, la hausse continue des prix risque de rogner très vite les avantages acquis. (...) »

Ces avantages ne sont pas négociables pour autant. Ils sont le résultat positif de l'aspiration au changement et de la volonté de mieux vivre qui ont dominé la récente élection présidentielle. (...) »

« Le vent du boulet a froissé le chef de l'Etat d'assez près pour l'obliger à tenir compte des nouvelles réalités. (...) »

(MICHEL GUERIN.)

LIBERATION : des déclarations d'intention vagues et ambiguës.

« On n'attendait pas des miracles. Mais on pouvait se poser des questions après tout le balayage entretenu autour du « plan social » qui devait constituer la contrepartie positive des mesures décidées la semaine dernière pour juguler l'inflation. Ces questions ont trouvé hier une réponse. C'est trop peu dire qu'elle est décevante. (...) »

« Quant aux perspectives à moyen terme, elles semblent pour le moment se limiter à des déclarations d'intention vagues et ambiguës. (...) »

L'AUREOLE : la petite phrase.

« La concertation et la participation font leur rentrée par la grande porte de la doctrine officielle. (...) »

« Vieilles idées, d'ailleurs, vieilles idées qui depuis la gaullisme ont surtout alimenté le verbiage du serment. Mais le nouveau président de la République semble vouloir les traiter comme on ne les a pas traitées jusqu'à présent, en fixant un délai — si l'on compare bien — au dialogue avec les centrales syndicales. (...) »

« Et si les pourparlers échouent ? En ce cas, toujours si l'on compare bien, le pouvoir n'hésiterait pas à prendre lui-même les mesures qui lui paraîtraient nécessaires. (...) »

« A propos, n'a-t-on pas eu l'illusion, au moment de l'annonce, que ce qui pourrait être, éventuellement, décidé par le gouvernement — tout seul, autoritairement — ? (...) »

« La « petite phrase », n'aurait pas la chercher ailleurs, ce doit être celle-là. (...) »

(ANDRÉ GUERIN.)

OUEST-FRANCE : parez au plus pressé.

« Le gouvernement se contente de parer au plus pressé, sans trop aller au fond des choses. Ce n'est pas la conjoncture, comme on dit, qui favorise guère les audaces, et l'assoupissement estival, laisse qu'on aille à une utile réflexion. (...) »

« M. Giscard d'Estaing a établi l'équilibre entre les mesures immédiates et celles qui concourent à la transformation de la société. En d'autres termes, les réformes de fond sont pour plus tard. On imagine effectivement que ces réformes aient demandé à être soigneusement préparées. Il est fâcheux, toutefois, qu'on ait plus ou moins donné l'impression, tout au moins après la période électorale, qu'elles seraient plus rapides. (...) »

(PAUL-JACQUES TRUFFAUT.)

LA NOUVELLE REPUBLIQUE : du centre-ouest à la rentrée.

« À la tête de l'Etat, il existe désormais un homme dynamique qui paraît décidé à faire progresser les problèmes, qu'il a bousculés les milieux politiques, patronaux et syndicaux. Peut-être est-ce une nécessité. En effet, si les problèmes n'avaient pas la rentrée sociale de l'automne risque d'être sujette à des troubles profonds : les prix n'auraient pas eu le temps de se stabiliser, mais certains secteurs connaîtront des difficultés. (...) »

Déjà, les commerçants en gros prévoient une diminution de leurs ventes. Au contraire, la mise en chantier de profondes réformes de structures tient en haleine les différents partenaires du dialogue et la promesse d'améliorations rapides, d'une plus grande justice, devraient réduire les tensions sociales. (...) »

(MICHEL GUERIN.)

(PUBLICITE)

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère des Travaux Publics et de la Construction

Direction de l'Infrastructure

Parc central du matériel

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Dans le cadre d'un prêt consenti par la BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT (B.I.R.D.), un avis d'Appel d'Offres International est lancé en vue de l'acquisition de 230 camions, 240 camionnettes, 97 berlines et de pièces détachées relatives à ces véhicules.

Par ailleurs dans le cadre de ce même appel d'offres, il est prévu l'acquisition de pièces détachées et organes pour le Parc déjà existant du Ministère des Travaux Publics et de la Construction.

Les candidats intéressés pourront retirer les dossiers à partir du 10 JUIN 1974 aux deux adresses suivantes :

— Monsieur le Sous-Directeur des Matériels
Ministère des Travaux Publics et de la Construction,
135, rue Didouche Mourad - ALGER.
Tél. : 52.713 MITRAP ALGER.

— Monsieur le Directeur du Parc Central du Matériel
du Ministère des Travaux Publics et de la Construction
Immeuble « Le Paradou », HYDRA-ALGER.

La date limite de dépôt des plis est fixée au 10 JUILLET 1974.

Notre métier ? acheter vos comptes clients et les payer comptant

Heller Factoring

Factofrance Heller

Tour Maine-Montparnasse

Tél. 538-44-04 33 Av. du Maine 75755 Paris cedex 15

صكنا في الامل

"...les bénéfices de 1974 seront probablement bien supérieurs à ceux de 1973"

Sir Val Duncan

Président et directeur général,
à l'assemblée générale annuelle du 20 mai 1974

1973

1973 a été l'année du centenaire de RTZ. Elle a été caractérisée par des bénéfices record ; le bénéfice d'exploitation du Groupe était de £240 millions contre £102 millions en 1972 et le bénéfice net attribuable aux actionnaires de £69,6 millions contre £29,5 millions en 1972.

Chaque secteur important du Groupe, à l'exception d'Anglesey Aluminium et d'Harnsley, a vu croître ses bénéfices en termes réels.

Perspectives pour 1974

Les prix du cuivre sont actuellement d'environ £1.200 par tonne et pour les quatre premiers mois de l'année la moyenne ressort à £1.095.

Le niveau actuel des prix du cuivre est à mon avis trop élevé. Toutefois, nous pourrions enregistrer une baisse dans le courant de l'année car je considère qu'il existe une position spéculative sur le cuivre, due à l'absence actuelle de confiance dans la valeur des monnaies. Les activités du Groupe dans le domaine du cuivre continueront d'être la source principale de notre bénéfice net attribuable et avec des prix du cuivre presque certainement supérieurs à ceux de l'année dernière (£727 la tonne), nos bénéfices de 1974 seront probablement bien supérieurs à ceux de 1973.

A Bougainville il existe des possibilités de changement dans la mesure où ce pays récemment développé de Papouasie-Nouvelle Guinée fait face aux problèmes qui se posent aux pays qui acquièrent le statut de nation adulte. Le Premier Ministre a indiqué que son gouvernement souhaite discuter les termes de l'Accord avec Bougainville Copper négocié avant l'accession à l'auto-administration. Nous avons toujours bien précisé que nous sommes disposés à discuter et j'ai confiance que ces discussions refléteront la compréhension par le gouvernement et la société de leurs positions mutuelles et qu'une solution satisfaisante sera trouvée.

Responsabilité sociale

Nous consacrons de plus en plus de temps et d'idées à ces domaines de la responsabilité sociale sans laquelle l'industrie ne peut être considérée comme jouant un rôle entier et vital dans

la société, sur une base constructive ; et, en particulier, nous avons étudié les moyens grâce auxquels nous puissions informer régulièrement nos actionnaires sur ces questions. A titre d'exemple, nous avons procédé à une étude des travaux réalisés dans l'ensemble du Groupe sur les problèmes d'environnement. De 1970 à 1973 inclus, le Groupe a consacré quelque £40 millions à la préservation de l'environnement, en moyenne £10 millions par an ; et les dépenses projetées pour 1974 sont de £20 millions.

A RTZ, nous avons le privilège et le devoir de ne pas considérer ces zones de responsabilité sociale sous le seul angle britannique mais aussi sous celui des possibilités grandissantes que nous pouvons contribuer à offrir aux peuples de nombreuses races différentes qui travaillent pour nous dans le monde entier. A cet égard de grands progrès de caractère multi-racial ont été réalisés en Afrique Australe vers l'amélioration du bien-être et la compréhension entre toutes les races. Nous ne pouvons être de l'avis des personnes bien intentionnées qui critiquent notre présence dans ces régions, en particulier en Afrique du Sud-Ouest. Nous pensons que nous apportons une contribution majeure à la mise en valeur de la richesse de ces pays et que nous ouvrons de nouveaux horizons pour les peuples qui y vivent.

Perspectives pour la Grande-Bretagne

Aujourd'hui nous devons poser la question : assistons-nous à un assaut contre l'ensemble du système de la libre entreprise, ce qui aurait les conséquences les plus sérieuses, ou reconnait-on encore que, bien que nous vivions dans une économie mixte, la prospérité de chacun, au Royaume-Uni, dépend de la formation et de la perpétuation d'un climat dans lequel puisse fleurir la libre entreprise et soit encouragée la responsabilité personnelle ? Le Chancelier paraît accepter cela, mais il y a des signes inquiétants que d'autres cherchent à suivre une politique diamétralement opposée. Il est tout à fait essentiel que l'investissement, dans les sociétés de libre entreprise, soit rémunéré sur les bénéfices, sans quoi les actionnaires — qu'il

s'agisse de porteurs privés ou d'institutions financières — seront déçus de leurs investissements et les sociétés ne parviendront pas à réunir les capitaux nécessaires pour les nouvelles usines, machines et équipements si vitaux pour moderniser la Grande-Bretagne.

Le système consistant à puiser de temps à autre dans les bénéfices non distribués ne peut assurer les capitaux nécessaires pour y parvenir.

Disons bien clairement que rien ne peut empêcher une réduction du niveau de vie dans les prochaines années à moins qu'une proportion importante des milieux dirigeants de ce pays, à tous les niveaux et dans l'ensemble de la société, se montre beaucoup plus efficace qu'elle ne l'est actuellement. Dans le courant de l'année écoulée nous avons assisté à un changement radical des termes de l'échange au détriment de pays comme la Grande-Bretagne qui sont essentielles des ateliers de transformation — c'est à dire qui importent des matières premières et les améliorent en vue de l'exportation ainsi que de la consommation intérieure. Ces exportations, ainsi que les revenus invisibles de la Grande-Bretagne, constituent les moyens d'existence de la Grande-Bretagne. Une forte augmentation du prix du pétrole a été accompagnée d'une vive hausse du coût des produits alimentaires importés et autres matières premières importées, et nous avons besoin de toute notre intelligence, de notre énergie et d'un travail effectif pour compenser ces désavantages. En d'autres termes, nous devons pratiquer un effort plus unifié de la nation toute entière, par opposition à la division et je dirais même à l'égoïsme, qui caractérisent certaines sections de la communauté, au détriment des autres.

Nous consacrons beaucoup trop de temps et d'efforts à essayer de redistribuer la richesse existante plutôt que d'encourager les hommes et les femmes de ce pays — qui sont notre véritable richesse — à accroître l'efficacité de leur travail et conséquemment la croissance de l'économie, ce pour quoi ils devraient recevoir de plus fortes rémunérations. Nous sommes criblés de pratiques restrictives — qui ne se limitent nullement aux syndicats.

Nous autres, industriels, devons

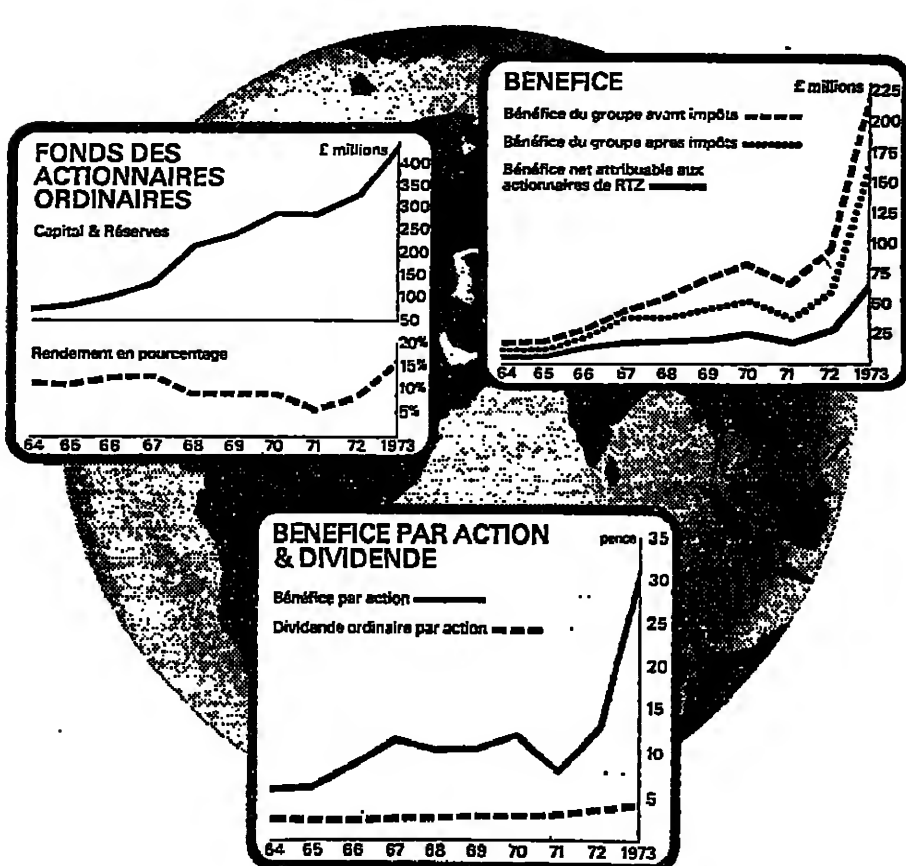
réellement oeuvrer d'une manière beaucoup plus étroite avec le mouvement syndical, mais cela ne peut être basé sur un effort à sens unique. Nous devons faire de la prospérité future de notre pays et de tous ses habitants l'objectif essentiel dont chacun bénéficiera — le faible aussi bien que le fort.

Europe

Les possibilités qui nous sont offertes sont aussi grandes que le climat actuel paraît sombre. Avec quelque compréhension de la part de nos partenaires d'Europe Continentale de la C.E.E., et la promesse, dans quelques années, du pétrole de la Mer du Nord, nous avons — si nous travaillons efficacement — la perspective d'une grande association européenne jouissant de la prospérité et d'une influence dans le monde ; mais, là encore, il faut faire preuve d'imagination pour comprendre clairement que nous parlons d'oeuvrer dans le sens d'une union de nations conçue pour avoir une influence majeure dans les conseils du monde et, en même temps, pour perpétuer l'identité et la culture de chaque pays membre.

Nous devons, en bref, élever notre vision. Aucune nation digne de ce nom ne peut être galvanisée par le prix du beurre, mais elle peut être inspirée par une équipe dirigeante qui a le courage d'être prête à partager la souveraineté sur les questions essentielles au bien-être d'un grand continent. Evidemment nous avons à jouer pleinement notre rôle dans la réalisation d'une performance économique effective, nous devrions être tournés vers l'extérieur sans être entravés par la bureaucratie. Ainsi nous pouvons renverser la tendance actuelle de la Grande-Bretagne à devenir l'homme pauvre de l'Europe et assurer une prospérité matérielle et être l'accomplissement essentiel de ces aspects moins tangibles et qui, ensemble, contribuent à permettre la plénitude de la vie pour tout notre peuple.

Des exemplaires de l'exposé complet de Sir Val Duncan ainsi que du rapport annuel pour 1973 peuvent être obtenus auprès du Secrétaire Général : 6 St. James's Square, London SW1Y 4LD Angleterre.



RTZ The Rio Tinto-Zinc Corporation Limited

Analyse par Produits

en millions de £

	1973	1972	1973	1972	1973	1972
	chiffre d'affaires du groupe	chiffre d'affaires du groupe	bénéfice du groupe avant impôts	bénéfice du groupe avant impôts	bénéfice net attribuable	bénéfice net attribuable
Cuivre et or	275,8	103,6	155,7	38,9	50,7	11,0
Plomb et zinc	126,2	76,9	24,8	14,4	7,7	4,7
Borax et produits chimiques	89,7	69,4	11,0	8,2	6,7	5,0
Uranium	25,3	22,2	10,1	9,1	4,2	3,9
Minerais de fer	109,7	86,0	15,0	25,8	3,2	5,9
Aluminium	212,5	141,5	13,8	9,3	2,6	3,7
Acier	70,6	58,8	4,8	0,3	2,1	0,1
Étain	27,9	18,6	0,9	0,8	0,4	0,4
Pétrole	0,2	—	0,3	0,3	0,3	0,3
Autres produits et produits divers	40,4	38,6	0,2	0,4	(1,4)	(1,3)
	978,3	613,6	236,6	105,5	76,5	33,7
Revenu (net) d'intérêts divers			2,7	0,9	2,0	0,6
Dépenses d'exploration et de recherche			(14,5)	(10,4)	(8,9)	(4,8)
			224,8	96,0	69,6	29,5

Analyse Géographique

	1973	1972	1973	1972	1973	1972
Australie	330,5	196,2	131,4	54,6	45,0	15,2
Amérique du Nord	268,2	176,9	41,4	13,1	15,5	6,3
Afrique Australe	79,4	49,5	42,0	22,0	8,9	4,7
Royaume Uni	238,7	150,0	6,9	3,2	(0,6)	1,5
Europe Continentale	42,4	31,4	1,5	2,0	(0,5)	0,8
Autres pays	19,1	9,6	1,6	1,1	1,3	1,0
	978,3	613,6	224,8	96,0	69,6	29,5

Notes:

1. Les sommes indiquées ci-dessus pour le chiffre d'affaires des sociétés du groupe sont calculées avant déduction des ventes aux compagnies associées du groupe.
2. La taxe à la source et l'impôt du Royaume Uni sur les sociétés résultant de la répartition des bénéfices des sociétés à l'étranger sont déduits dans le calcul par produits ou par régions géographiques du bénéfice net attribuable aux actionnaires de RTZ.

صندوق الاستثمارات العامة

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La communication: un besoin qui grandit, un facteur de notre croissance.

Communiquer, c'est une nécessité vitale pour les hommes, vitale pour l'entreprise. C'est aussi et surtout un besoin qui ne cesse de grandir. Depuis sa création, XEROX croît à la communication: c'est la raison de son succès.

L'un des leaders mondiaux de la reprographie présente sur tous les continents, XEROX a multiplié en 10 ans son chiffre d'affaires par 10 et ses bénéfices par 7. XEROX possède en outre un potentiel d'innovation qui est la garantie de son exceptionnelle croissance.

XEROX, LE 18 JUIN, ENTRE À LA BOURSE DE PARIS

Les actionnaires XEROX ne bénéficient pas seulement des brillants résultats de la Société. Ils participent aussi à la réalisation de ce vieux rêve des hommes: "Mieux communiquer pour mieux se comprendre".

XEROX

Capital émis le 31 décembre 1973: 5 781 400 000
Société anonyme, 12801, SQUARE, ROCHESTER, N.Y. 14622
Vita C.O.B. 174-70 du 24 mai 1974

CRÉDIT GÉNÉRAL INDUSTRIEL (C.G.I.)

L'Assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le 18 juin 1974, sous la présidence de M. Maurice Deldique-Oulemond, a approuvé les comptes de l'exercice 1973.

Le montant des crédits délivrés par le C.G.I. et ses filiales C.G.I. et C.G.I. au cours de l'exercice 1973 a été de 602 millions de francs, soit 1 % de plus qu'en 1972.

Le chiffre d'affaires du groupe, présenté par les agios, loyers, honoraires et produits divers, s'est élevé à 100,5 millions de francs, en progression de 30 % sur 1972.

L'exercice s'est soldé par une bénéfice net de 6,5 millions de francs, soit 16 % du capital social.

L'Assemblée a fixé le dividende à 9 F, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 50 %.

Ce dividende sera payé, à partir du 30 août 1974, sur présentation de certificats nominatifs, ou contre remise du coupon n° 14 pour les titulaires au porteur.

En dépit de la conjoncture imprévisible et fluctuante qui a caractérisé l'année 1973, les objectifs qui valent être fixés ont pu être atteints, grâce à la diversification des activités et à la ferme discipline à l'égard des dépenses.

Au niveau du C.G.I., le crédit automobile et d'équipement, subventionné directement par l'État, a été le principal facteur de la croissance, en dépit de la réglementation restrictive à leur sujet.

Au niveau des filiales, C.G.I.,

spécialisée dans le leasing automobile, a pu, au cours de l'exercice, progresser considérablement. Ses investissements ont plus que doublé par rapport à l'exercice précédent.

CEGESAIL, filiale de Crédit-Bail récemment créée, a vu ses ambitions fortement limitées par la réglementation: ses investissements ont été limités à 20,4 millions de francs.

L'exercice 1974 devrait être caractérisé par une certaine limitation de l'expansion, occasionnée essentiellement par les différentes mesures d'encadrement.

Toutefois, la Société n'a pas à craindre une récession épuisante au niveau de la demande, disposant à la fois d'un réseau commercial relativement sous-employé, et de produits nouveaux en préparation, dont le lancement peut être réalisé rapidement.

Le montant des crédits délivrés par le C.G.I. et ses filiales, au cours des cinq premiers mois de 1974, s'est élevé à 331,55 millions de francs contre 283,35 millions de francs pour la période correspondante de 1973, soit une progression de 17 %.

Sur le plan des résultats, l'exercice 1974 se présente favorablement. Le relèvement des barèmes de vente, parallèlement à celui du taux de rendement des obligations, assure une meilleure rentabilité aux opérations.

D'autre part, les récentes décisions gouvernementales n'ont pas aggravé les mesures de restriction en vigueur et favorisent, au contraire, la Société en supprimant les réserves ordinaires.

cedis

L'Assemblée générale de Cedis s'est tenue samedi 15 juin à Besançon.

Elle a adopté les résolutions proposées, et notamment la limitation du dividende nominal de 1973, répondant ainsi aux recommandations du ministre de l'économie et des finances. Le dividende sera donc identique au précédent, soit 12,5 F par action, avoir fiscal compris, mais distribué sur un capital augmenté de 16 %.

Elle a renouvelé le mandat d'administration de M. Jean Mathy, Bernard Fay et Charles Urbain.

La première résolution proposée à l'Assemblée générale extraordinaire donnait pouvoir au conseil d'administration de porter le capital en une ou plusieurs fois à 60 millions de francs a été adoptée.

La deuxième résolution prorogeait d'un an l'autorisation donnée au conseil d'administration d'émettre un emprunt obligataire de 50 millions de francs, convertible en actions, caducité du fait du lancement de l'émission le 4 juin, n'a pas été soumise au vote.

La troisième résolution autorisant le conseil à porter de 600 000 à 1 million de francs le montant maximum de l'augmentation de capital consistant aux options sur actions consenties en faveur des cadres et agents de maîtrise a également été adoptée.

Le président n'a fait part à l'Assemblée des derniers résultats de la Société qui se concrétisent à fin mai par une augmentation du chiffre d'affaires de 30 % sur la même période de l'an passé.

Il a souligné le très grand succès rencontré par le nouvel hypermarché Mammoth de 10 000 mètres carrés de surface de vente, ouvert à Dijon-Chenôve, qui a réalisé pour les quatre premiers jours d'ouverture un chiffre d'affaires de 5 330 000 francs, ce qui constituerait actuellement un record national.

Il a confirmé l'ouverture, avant la fin de l'année, d'un nouveau supermarché en Alsace et la détention de plusieurs permis de construire pour des magasins à créer en 1975.

Il a insisté sur le succès rencontré par le nouveau réseau des mini-marchés Cedis, magasins modernes de proximité issus de la transformation de succursales traditionnelles.

Dans ces conditions, le chiffre d'affaires dépassera 2 milliards de francs en 1975.

LEGRAND

Chiffre d'affaires des cinq premiers mois: + 30,8 %

Pour la période du 1^{er} janvier au 31 mai 1974, le chiffre d'affaires groupe hors taxes s'est élevé à 23,1 millions de francs contre 17,3 millions pour la période correspondante de 1973, soit une progression de 30,8 %.

Le montant consolidé des ventes à l'étranger (exportations plus ventes des filiales) est en hausse de 68,5 % par rapport à 1973.

LE NICKEL

Les actionnaires de la Société réunie le 18 juin 1974 ont approuvé les comptes de l'exercice 1973, qui se soldent par une perte de 107 813 897 francs et décidé de porter cette perte au report à nouveau qui, compte tenu du report existant au 31 décembre 1972, s'élève à un montant déficitaire de 179 063 288 francs.

L'Assemblée générale a d'autre part renouvelé les mandats des administrateurs de la Société pour une durée d'un an, conformément aux statuts.

Dans son allocution, le président Guy de Rothschild, après avoir souligné que l'exercice 1974 s'annonçait bon pour les filiales Penarroya et Mokta, a indiqué que l'exploitation du nickel subissait l'impact du très lourd accroissement du prix de l'énergie ainsi que des méfaits de l'inflation dévaluatoire. Il a précisé que, en contrepartie, des éléments positifs existaient concernant les deux hausses successives du prix en dollars du métal, l'appréciation en francs de la parité du dollar et l'accroissement de production de l'outil industriel de la Société dans un marché qui pour l'instant absorbe sans peine les tonnages offerts. Au total, la perte de l'exploitation nickel sera très sensiblement réduite par rapport à celle de l'année précédente.

Après avoir rappelé le projet de loi en matière de la S.N.M.C., le président a précisé que l'importance de cette opération de l'outil industriel, pour décision définitive, à une Assemblée spécialement convoquée à cet effet.

En conclusion, M. Guy de Rothschild devait estimer que pour la Société l'avenir offrait désormais des perspectives plus favorables.

Le Monde PUBLIE CHAQUE LUNDI (numéro daté mardi) UN SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE

BOURSE DU BRILLANT communiqué
MARCHÉ DU BRILLANT
Prix d'un brillant rond serti en BLANC EXCEPTIONNEL
1 ARA
29 JUIN - 41.992 F T.T.C.
+ commission 4,90 %
M. GERARD JOAILLIERS
4, avenue Montaigne, PARIS (8^e)
Tél. 339-83-96

SOCIÉTÉ ANONYME DES USINES CHAUSSON

L'Assemblée générale ordinaire, réunie le 18 juin 1974 sous la présidence de M. Jacques Peron, a approuvé les comptes de l'exercice 1973, ainsi que les résolutions proposées. Le résultat d'exploitation s'est élevé à 25 872 000 F après provision d'une somme de 45 868 000 F destinée à couvrir les amortissements et les provisions pour dépréciation. La marge brute d'autofinancement ou « cash-flow » se totalise donc à 71 740 000 F contre 66 283 000 F pour l'année précédente.

Au niveau du compte de pertes et profits, il a été en outre prélevé, pour un montant de 18 316 000 F, les sommes nécessaires pour couvrir la part de l'Etat, au titre de l'impôt sur les sociétés, soit 10 861 000 F, et une dotation exceptionnelle aux provisions, soit 7 324 000 F.

Après ces diverses imputations, le bénéfice net ressort au bilan à 9 338 486 F.

L'Assemblée a décidé la distribution d'un dividende global de 5 587 758 F, identique à celui de l'exercice précédent. Chaque action de 5 F recevra ainsi un dividende de 4 F, soit un revenu global de 9 F, avec avoir fiscal: les actions A, amorties de 20 F, recevront un dividende unitaire de 3 F, soit un revenu global de 4,50 F avant l'impôt fiscal. La mise en paiement de ce dividende a été fixée au 16 septembre 1974 contre remise du coupon n° 30.

L'Assemblée a nommé un nouvel administrateur, M. Jean Baratte, directeur général adjoint des Automobiles Peugeot, en remplacement de M. Paul Peron, démissionnaire.

CREDINTER

L'Assemblée générale, réunie le 18 juin sous la présidence de M. Ph. Aymard, a approuvé les comptes de 1973 et fixe le dividende à 5,30 F plus 0,77 F de crédit d'impôt, soit une augmentation de 10 % sur celui de l'exercice précédent. Il sera payé le 22 juin 1974.

Les actionnaires auront la possibilité, jusqu'au 30 septembre 1974, de rembourser le dividende en souscrivant à des actions nouvelles en franchise de droit d'entrée.

Enfin, l'Assemblée générale a procédé au renouvellement des premiers administrateurs et censeurs de CREDINTER et a nommé administrateurs, L'abbé-Vie, le Secours-Tabac et la Providence-Vie, en remplacement du Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, de la France-Vie et du Crédit Industriel de l'Ouest, qui ont été nommés censeurs.

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE Société Nationale des Matériaux de Construction (S.N.M.C.)

AVIS INTERNATIONAL DE PRÉQUALIFICATION

Un Avis de Préqualification est lancé en vue de la réalisation en ALGÉRIE de plusieurs Complexes de Préfabrication d'Agglomérés selon formule « Clés en main ».

Le Complexe type aura une capacité nominale de 140.000 T/an d'éléments de construction manufacturés en béton destinés au développement de l'habitat. Ce Complexe sera en outre étudié pour fabriquer le maximum d'éléments intégrés pour des habitations de type individuel et collectif.

Le texte des modalités concernant cette présélection est à demander d'urgence à S.N.M.C., Direction Technique, B.P. 45, Gué de Constantine, Kouba, ALGER, Tél. 52-861 DLH. Service: Unités Nouvelles d'Agglomérés.

Les entreprises ou groupements d'entreprises intéressés par ces réalisations sont informés que leur dossier de préqualification devra être adressé à la S.N.M.C., Direction Technique, avant le 31 juillet 1974.



béghin-SAY

Société Anonyme au Capital de 333.657.415 Francs

EXERCICE 1973

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 18 JUIN 1974

Présidée par Monsieur Ferdinand BEGHIN, l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 Juin 1974 a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 1973, premier exercice social de la nouvelle Société qui a pris la dénomination "BEGHIN-SAY" à la suite de la fusion réalisée en Juin 1973 de la Société des Raffineries et Sucreries SAY dans la Société F. BEGHIN.

Après 213 952 102,58 F d'amortissement, et 18 208 913,84 F de provision pour fluctuation de cours et 21 120 110 F de provision pour impôts, le bénéfice de l'exercice ressort à 2 068 200 F. L'importance du report à nouveau et des réserves de la Société a permis à l'Assemblée de décider l'attribution à chacune des 5 133 191 actions d'un dividende global de 11,02 F dont 7,35 F directement distribués et 3,67 F correspondant à l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal), contre respectivement 10,50 F, 7,00 F et 3,50 F pour l'exercice précédent.

CHIFFRES D'AFFAIRES COMPARÉS

DIVISION SUCRE		1972	1973	Variations
Chiffre d'affaires, hors taxes		(en millions de F)	(en %)	
• Division Sucre		1 421,7	1 721,1	+ 21
• Division papier-carton		721,2	825,6	+ 15,2
Exportations		2 143	2 573,7	+ 20
• Division Sucre		280,5	383	+ 33,6
• Division papier-carton		50,3	91	+ 53,4
		330,9	474	+ 38,4

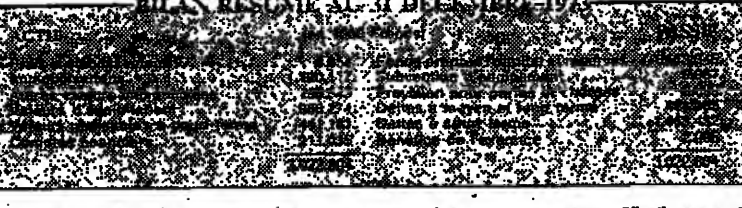
Les chiffres de 1972 sont les chiffres consolidés de la Société BEGHIN et des Sucreries et Raffineries SAY.

LES INVESTISSEMENTS

En 1973, les dépenses d'investissement industriel ont atteint 160 millions hors taxes dont 61 % pour la division sucre et 39 % pour la division papier-carton.

LE PERSONNEL

L'effectif du personnel permanent est voisin de 10 000 personnes et le personnel saisonnier de 2500 environ. Les charges salariales, atteignent 448 millions de francs dont 148 millions au titre des avantages sociaux.



Une Assemblée Extraordinaire tenue à l'issue de l'Assemblée Ordinaire a apporté diverses modifications aux statuts. Elle a décidé notamment d'accorder un droit de vote double aux Actionnaires nominatifs inscrits depuis plus de deux ans sur les registres de la Société.

OMNION-PRODIGE

Les bons anonymes s'achètent à la Caisse d'Epargne

Là, sont les garanties: garantie de la Caisse des Dépôts et Consignations et sécurité traditionnelle des Caisses d'Epargne.

Là, sont les meilleures possibilités: bons à 2 ans ou 5 ans, à intérêts progressifs ou payés d'avance, nets d'impôts ou avec option, en coupures de 100, 1 000, 10 000, 500, 5 000 francs.

Attention renseignez-vous! de telles garanties et de telles possibilités ne se trouvent qu'à la Caisse d'Epargne et de Prévoyance, celle de l'écurieil.



LA VIE ÉCONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

L'économie japonaise est entrée dans une période de récession

MAIS LA CRISE DEVRAIT ÊTRE COURTE

Tokyo. — Le Japon avait traversé presque brillamment l'épreuve de deux années de crise monétaire. La crise du pétrole, doublée d'une période d'inflation galopante, l'a plus durement secoué, et le pays est entré, avec les premiers mois de 1974, dans une période de récession économique. La

crise s'annonce cependant moins sévère qu'elle ne l'avait été, par exemple, en 1955. Après un moment de panique en décembre, le Japon découvre que ses craintes ont été exagérées et qu'il doit pouvoir se tirer d'affaire.

De notre correspondant

La production industrielle y connaît depuis peu un ralentissement plus sensible que dans les autres pays. Le taux de croissance réelle du P.N.B. (produit national brut) est tombé en un an de 13 à 2 %. L'indice de la production industrielle et minière est en baisse depuis mars. La plupart des industries accusent des baisses de production allant de 2 % à plus de 7 %. Les stocks s'accumulent considérablement. La production d'acier, qui était passée de 88 millions de tonnes en 1971 à 120 millions en 1973 — le plus haut chiffre atteint par la sidérurgie nipponne — voit sa courbe retomber cette année, pour la première fois depuis trois ans.

L'industrie commence à subir les effets de la hausse des prix des produits pétroliers, un moment retardée par le gouvernement et du rajeunissement concomitant des tarifs d'électricité. Elle devra absorber également les effets de l'augmentation considérable des salaires, qui ont été arrachés les grèves ouvrières du printemps : entre 25 et 30 % par an.

En fait, l'inflation annule le progrès des salaires et, au début

de 1974, pour la première fois depuis des années, la consommation intérieure, longtemps moteur de l'économie nipponne, a commencé à fléchir. Les ventes d'automobiles sont en baisse de 40 %. Sont atteints également les productions d'articles électroménagers, de textiles, le commerce des grands magasins, etc.

Les profits de l'industrie et du commerce accusent une baisse à partir de mars pour la première fois depuis deux ans et demi, après une courte période où beaucoup d'affaires ont fait énormes, et souvent scandaleux, bénéfices en profitant de la panique pétrolière.

Les entreprises se plaignent de la politique de resserrement du crédit, que le gouvernement paraît cependant résolu à maintenir encore plusieurs mois. La Banque du Japon a relevé son taux d'escompte à 9 % en décembre. L'industrie, toujours très endettée, souffre de taux d'intérêt très élevés. Elle réduit, retarde ou annule ses investissements.

Inflation galopante

À ce niveau de production, la population ressent plus que jamais le fléau de l'inflation galopante. Celle-ci, après avoir prolongé quelque temps, par une fièvre d'achats, l'illusion de la prospérité, a commencé à durcir. En dépit des augmentations de salaires du printemps, pour la première fois depuis plus de vingt ans, le revenu réel des salariés est en baisse de plus de 8 % par rapport à 1973.

Un rapport de la Banque de Tokyo qualifie de frénétique la montée des prix d'octobre 1973 à mars 1974. À Tokyo, déjà la ville la plus chère du monde, la hausse pour l'année fiscale 1973-1974 a été de 33,9 %, à Osaka de plus de 25 %, disent les statistiques de la présidence du conseil. Ce n'est pas fini : l'on craint que la hausse n'atteigne ou ne dépasse encore 30 % pendant l'année fiscale 1974-1975, ouverte en avril.

Déficit extérieur

L'inflation et la récession, combinées avec la crise pétrolière, ont complètement changé la situation de la balance des paiements du Japon. Après cinq années de surplus, celle-ci a enregistré fin 1973 un déficit de 13 milliards de dollars, dû notamment à l'accroissement brutal du prix du pétrole. Le surplus de la balance commerciale est tombé de 9 milliards à 3,7 milliards de dollars en 1973. Il y a à peine plus d'un an, le yen était une monnaie trop forte, et, pour éviter sa réévaluation, les Japonais faisaient tout pour accroître leur déficit et réduire leur surplus, spécialement du côté des États-Unis. Ils freinaient leurs exportations, encourageaient les sorties de capitaux et interdisaient l'entrée de capitaux étrangers spéculant à la hausse du yen. Tout est maintenant renversé : on déçoit de nouveau le yen, on freine les investissements au dehors, et le vieux casse-tête que l'on croyait durablement disparu est là de nouveau : la perspective de difficultés chaque année renouvelées de la balance extérieure.

Les réserves monétaires n'allaient-elles pas du même coup fondre dangereusement ? On l'a craint un moment quand du sommet de 19 milliards de dollars qu'elles avaient atteint en février 1973 elles ont commencé à reculer pour n'être plus, en janvier 1974, qu'à 10 milliards, considéré comme la cote d'alarme au-dessous de laquelle il ne faut pas tomber. Heureusement, elles ont commencé à remonter à partir de février.

On a vu en effet apparaître et se développer, depuis le début de



Pour une nouvelle doctrine

(Suite de la première page.)

De plus, derrière la doctrine keynésienne, se dissimule une conception restrictive du rôle de l'État, dont l'action est limitée à la maîtrise des grands équilibres économiques par les seuls instruments de la régulation conjoncturelle. On a ainsi, depuis trente ans, prétendu donner un sens à des termes abstraits (P.N.B., consommation, épargne, investissement), mais sans que les conflits d'intérêts et empêchant les réformes des structures.

Une telle doctrine n'est donc pas neutre : son usage interdit

tout changement réel dans la conduite de l'économie, justifie pseudo-scientifiquement l'abandon au marché des grands choix économiques et condamne l'État à l'impuissance. Ainsi continuera-t-on en toute tranquillité à faire confiance à l'évolution des prix relatifs pour réorienter l'appareil industriel. La théorie et l'expérience démontrent pourtant cette illusion : il suffit pour s'en convaincre de tirer les leçons de la crise de l'énergie, dont les prix ont été et bas pendant vingt ans, que la substitution du pétrole n'a pas été préparée par des investissements nouveaux.

tique est donc aujourd'hui condition première de la stabilisation des économies occidentales. Un nouveau langage économique est nécessaire, moderne, plus proche des problèmes concrets et de aspirations de tous. Il faut pour cela que les économistes cessent de discuter dans l'abstrait et interviennent à leur place, dans le débat politique. La force de la conviction et la magie des mots devront s'efforcer ainsi d'organiser la diffusion des idées nouvelles au lieu de participer, comme elles l'ont trop fait jusqu'à aujourd'hui, à la pérennité des idées mortes.

On peut se demander où e dans quelles circonstances s'opère cette indispensable mutation de doctrine économique. Si, après bien des refus du corps électoral les États-Unis furent les premiers à percevoir dans les années 30 la nécessité d'un renforcement de l'action publique, aujourd'hui certains pays d'Europe semblent beaucoup mieux préparés à mettre en œuvre une conception économique impliquant une nouvelle distribution des pouvoirs. Nul ne saurait dire cependant sous la pression de quels événements cette évolution aura lieu. Je doute qu'un débat d'idées suffise. L'expérience et le maniement de l'histoire apporteront la réponse. L'heure est venue, et tout cas, pour les économistes d'apprendre et de parler le langage politique.

JACQUES ATTALI.

Dans cinq directions

Il faut en finir avec cette conception anachronique de l'économie qui complète la théorie du laissez-faire par la doctrine du laisser-aller et la politique du coup par coup. Mais cela n'est pas simple à faire comprendre : tout programme économique sortant de cette logique est évidemment, au regard de la doctrine, peu cohérent, et il est difficile d'en faire admettre la crédibilité. Il faut donc penser à une nouvelle doctrine. Elle doit se fonder avant tout sur la maîtrise des cinq dynamiques économiques essentielles.

● La dynamique d'évolution de la population active et de l'adaptation permanente de sa formation aux besoins sociaux est la plus fondamentale. À l'équilibre du marché du travail, il faut ainsi substituer une dynamique de la formation. Le problème n'est plus en effet celui du plein-emploi global, que l'on sait assuré, et auquel on peut substituer un revenu de remplacement, mais de la répartition des crises locales et sectorielles. Il est aussi celui des rapports entre la qualité de la main-d'œuvre disponible, la nature des biens produits et l'organisation de la production. Un grand objectif doit donc être l'orientation permanente de la formation de tous vers le savoir technique et économique, gage de leur participation réelle aux choix économiques.

● La dynamique de la dévotion des richesses, du savoir et des pouvoirs joue un rôle majeur, tant dans la marche de l'entreprise que dans celle de l'État. Suivant son sens et son rythme, le modèle de consommation et le rythme de l'inflation évoluent différemment.

Or la dynamique actuelle accentue la concentration des pouvoirs et des richesses économiques, maintient l'inégalité des secteurs industriels et rend plus rigides les hiérarchies sociales. Ainsi s'aggrave les contradictions et les déséquilibres de l'économie moderne, s'exacerbent les frustrations, se

multiplient les revendications, se fortifient les remises en question. Ainsi est impossible, en définitive, tout développement équilibré. La réduction énergétique des inégalités de toute nature est donc un objectif majeur de toute politique économique.

● La dynamique de l'économie marchande et la part réservée aux consommations collectives déterminent l'évolution du modèle de consommation et l'efficacité réelle, en termes de bien-être, de la croissance économique. Là encore, si la théorie commence à s'affirmer, la doctrine qui en découle, faisant de la gratuité progressive de certains services aujourd'hui marchands un objectif à moyen terme, est loin d'être familière aux citoyens. De sa mise en œuvre découle une politique réelle de l'économie et un usage plus égalitaire des biens collectifs.

● La dynamique de l'investissement et ses rapports avec l'épargne déterminent la puissance industrielle réelle d'une nation. Le financement ne peut plus et ne doit plus être assuré par l'autofinancement, car cela étouffe toutes les sources d'innovation des petites entreprises et accentue une orientation superficielle de la production. Par exemple, le développement d'une très puissante industrie de biens d'équipement peut entraîner une part croissante de l'épargne, et exige donc une politique sélective du crédit.

● Enfin, dernière dynamique essentielle, celle des relations économiques extérieures. Il est absurde d'écarter de la croissance des exportations de chaque pays développé vers les autres le rétablissement de leur équilibre extérieur. Au lieu d'une croissance tirée uniquement par l'exportation, l'objectif doit aujourd'hui être une croissance tirée par la demande intérieure, les exportations devant s'orienter prioritairement vers les secteurs à haute technologie, gage d'un équilibre durable du commerce extérieur.

Les économistes dans l'arène

Ces cinq dynamiques sont aujourd'hui si profondément interdépendantes que, suivant que leur sens et leur rythme d'évolution relative sont ou non contrôlés, l'avenir économique d'un pays pourra ou ne pourra pas déboucher sur une crise majeure. Ainsi, par exemple, pour ce qui regarde la lutte contre l'inflation : aucune politique de type keynésien ne permet plus de contrôler le type nouveau d'inflation, révélateur d'une crise des structures sociales de l'Occident. Seule la mise en œuvre cohérente d'une politique de contrôle de ces dynamiques économiques pourra être efficace : la formation technique, l'investissement, augmenteront l'offre ; la réduction des inégalités, le développement de la consommation collective et des exportations inélastiques au prix réorienteront la demande. Mais, bien évidemment, une doctrine ainsi renouvelée ne trouvera son sens plein que si elle peut s'appuyer sur des moyens d'action efficaces : réguler des mouve-

ments aussi complexes exige des instruments puissants, cohérents, prospectifs et légitimes pour la puissance publique. C'est ainsi que le Plan trouvera une raison d'être (qu'il n'a plus dans l'autre corps de doctrine) pour prévoir, organiser et légitimer les dynamiques de la formation, de l'investissement et de la consommation. C'est ainsi qu'un secteur public puissant sera nécessaire à la régulation des dynamiques de l'investissement, de la diffusion des richesses et du pouvoir. À l'évidence, la mise en œuvre de ces objectifs exigera des politiques sélectives et structurelles afin de prendre en compte les interdépendances subtiles et complexes de ces mécanismes. Hors de ces réformes, les politiques globales d'inspiration keynésienne ne font que renforcer les inégalités parce qu'elles ne pourront s'attaquer aux structures sociales et industrielles.

Un immense effort d'imagination théorique, d'explication pédagogique et de persuasion poli-

ECHANGES INTERNATIONAUX

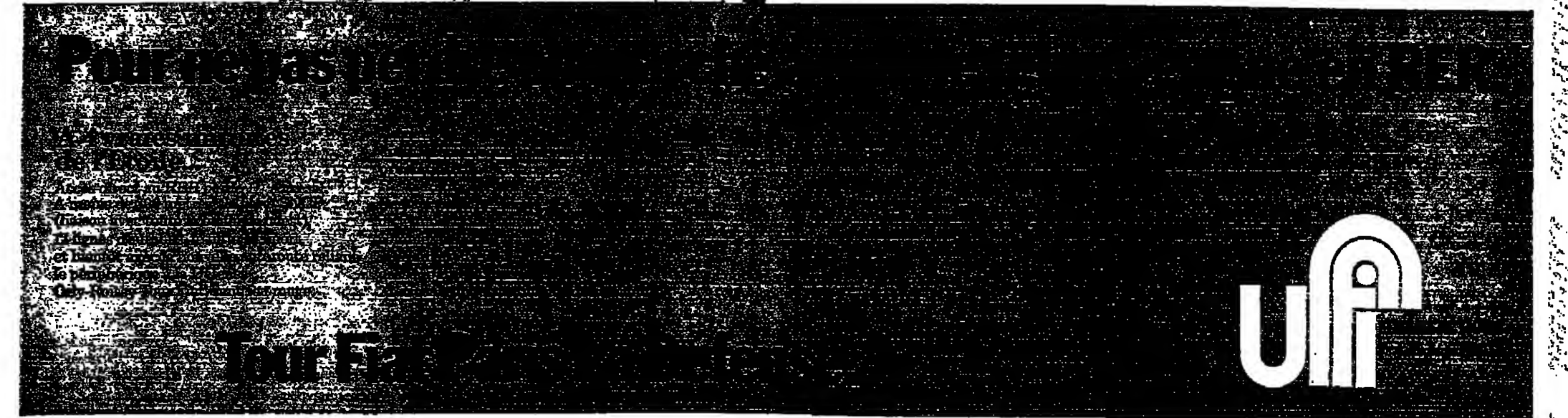
Durant le premier trimestre

L'U.R.S.S. A DOUBLÉ SES VENTES AUX ÉTATS-UNIS

Moscou (A.F.P.). — Les échanges commerciaux américains-soviétiques ont diminué pendant le premier trimestre de 1974 par rapport à la période correspondante de 1973, ayant atteint 264,5 millions de dollars contre 350,1 un an plus tôt : pareille époque.

Les exportations américaines en U.R.S.S. ont enregistré une baisse de 47 % s'établissant à 155,3 millions de dollars au lieu de 309,7 millions au premier trimestre 1973. À l'inverse les ventes soviétiques aux États-Unis ont plus que doublé dans le même temps, passant de 46 millions à 99,2 millions de dollars. La forte diminution des exportations américaines est due au fait que, en 1973, les résultats avaient été gonflés par les livraisons de 153 millions de tonnes de céréales à l'U.R.S.S. Quant à l'augmentation des ventes soviétiques, elle provient sans doute de la livraison d'or aux États-Unis pour une valeur de 45,99 millions de dollars.

■ LES RÉSERVES OFFICIELLES DE LA GRANDE-BRETAGNE ont diminué de 3 millions de dollars en mai, tombant à 6 920 millions de dollars après deux mois consécutifs de hausse. En avril, ces réserves avaient augmenté de 512 millions, et en mars de 478 millions de dollars.



صوت الامم المتحدة

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 19 JUIN

La baisse se ralentit

Les ventes se sont poursuivies sur les valeurs françaises, mais les ont été moins importantes que la veille et surtout quelques-unes de résistance, voire de fermeté, sont apparues çà et là. La baisse, toute relative, de l'indice-Panache, a été remarquée. Les opérateurs ont, toutefois, continué à s'aligner en cette phase de réponse des primes - elle de liquidation - les dépôts à court terme ont été en hausse, et les soldes débiteurs ont le terme de fin, très lourds, ont été soldés. Sur la suite de la semaine, la baisse tient à 1/2 % en un mois, sur une hausse d'engagements à terme dépassant le milliard de francs. Les décaissements ont, par conséquent, été moins abondants. Les investisseurs institutionnels ont profité des bas cours pour procéder à quelques achats. Cela n'a pas empêché les valeurs à court terme de continuer à baisser. Les valeurs à court terme, à l'exception de la B.C.T. SOVAC, Compagnie bancaire, ont continué à baisser. Les valeurs à court terme, à l'exception de la B.C.T. SOVAC, Compagnie bancaire, ont continué à baisser. Les valeurs à court terme, à l'exception de la B.C.T. SOVAC, Compagnie bancaire, ont continué à baisser.

LONDRES

Mieux orientés

Légèrement mieux disposés à l'ouverture, le marché a continué à baisser, mais les ventes ont été moins importantes que la veille. Les valeurs à court terme ont continué à baisser, mais les valeurs à long terme ont été mieux orientées. Les valeurs à court terme ont continué à baisser, mais les valeurs à long terme ont été mieux orientées. Les valeurs à court terme ont continué à baisser, mais les valeurs à long terme ont été mieux orientées.

NEW YORK

Morosité

L'excédent record de la balance des paiements américains pour le premier trimestre a produit le même effet sur Wall Street qu'un caillou sur une jambe de bois. Les valeurs à court terme ont continué à baisser, mais les valeurs à long terme ont été mieux orientées. Les valeurs à court terme ont continué à baisser, mais les valeurs à long terme ont été mieux orientées.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (en yen)	232 58	232 54
-------------------------	--------	--------

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

C.G.E. - Les résultats consolidés globaux pour 1973 reviennent à 222 millions de francs, soit 100 % de plus que l'année précédente. Les résultats consolidés globaux pour 1973 reviennent à 222 millions de francs, soit 100 % de plus que l'année précédente.

INDICES QUOTIDIENS

Indice Cote 1967 = 100	19 19	19 19
Indice Cote 1967 = 100	19 19	19 19
Indice Cote 1967 = 100	19 19	19 19

BOURSE DE PARIS - 19 JUIN - COMPTANT

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
1000 C.A.L. 3 % 1975	461 10	460 10	+10
1000 C.A.L. 3 % 1975	461 10	460 10	+10
1000 C.A.L. 3 % 1975	461 10	460 10	+10

VALEURS	Cours	Précéd.	Différence
1000 C.A.L. 3 % 1975	461 10	460 10	+10
1000 C.A.L. 3 % 1975	461 10	460 10	+10
1000 C.A.L. 3 % 1975	461 10	460 10	+10

MARCHÉ A TERME

COMPTANT	Précéd.	Précéd.	Précéd.
1000 C.A.L. 3 % 1975	461 10	460 10	+10
1000 C.A.L. 3 % 1975	461 10	460 10	+10
1000 C.A.L. 3 % 1975	461 10	460 10	+10

COTE DES CHANGES

MONNAIES ET DEVISES	COURS	COURS	COURS
1000 C.A.L. 3 % 1975	461 10	460 10	+10
1000 C.A.L. 3 % 1975	461 10	460 10	+10
1000 C.A.L. 3 % 1975	461 10	460 10	+10

